



NORTH ATLANTIC COUNCIL

CONSEIL DE L'ATLANTIQUE NORD

NATO SANS CLASSIFICATION

Communicable à la Finlande, à la Suède

20 décembre 2022

DOCUMENT

PO(2022)0512-AS1 (INV)

**RAPPORTS DU COLLÈGE INTERNATIONAL
DES AUDITEURS EXTERNES DE L'OTAN (IBAN)
SUR L'AUDIT DES ÉTATS FINANCIERS 2021
DE LA NAGSMO, DE LA NAHEMO, DE LA NAMMO, DE LA NAPMA, DE LA NETMA
ET DE LA NAMEADSMO EN LIQUIDATION**

NOTE SUR LA SUITE DONNÉE

Le 19 décembre 2022, au terme d'une procédure d'accord tacite, le Conseil a pris note du rapport du RPPB annexé au PO(2022)0512 (INV), approuvé les conclusions et les recommandations qu'il contient, pris note des rapports de l'IBAN et donné son accord pour que le rapport du RPPB, les rapports de l'IBAN, les états financiers 2021 de la NAGSMO, de la NAHEMO (à l'exception des pages 1 et 2 de leur annexe 1), de la NAMMO, de la NAPMA, de la NETMA et de la NAMEADSMO en liquidation soient rendus publics.

(signé) Jens Stoltenberg
Secrétaire général

NB : La présente note fait partie du PO(2022)0512 (INV) et doit être placée en tête de ce document.

NATO SANS CLASSIFICATION

-1-





NATO SANS CLASSIFICATION
Communicable à la Finlande, à la Suède

13 décembre 2022

DOCUMENT
PO(2022)0512 (INV)
Procédure d'accord tacite :
19 déc 2022 17:30

À : Représentants permanents (Conseil)

De : Secrétaire général

**RAPPORTS DU COLLÈGE INTERNATIONAL
DES AUDITEURS EXTERNES DE L'OTAN (IBAN)
SUR L'AUDIT DES ÉTATS FINANCIERS 2021
DE LA NAGSMO, DE LA NAHEMO, DE LA NAMMO, DE LA NAPMA, DE LA NETMA
ET DE LA NAMEADSMO EN LIQUIDATION**

1. Vous trouverez ci-joint le rapport du Bureau de la planification et de la politique générale des ressources (RPPB) sur les rapports que l'IBAN a consacrés à l'audit des états financiers 2021 de l'Organisation de gestion de la capacité alliée de surveillance terrestre de l'OTAN (NAGSMO), de l'Organisation de gestion de l'hélicoptère OTAN (NAHEMO), de l'Organisation de gestion OTAN pour la mise au point, la production et le soutien opérationnel d'un avion de combat polyvalent (NAMMO), de l'Agence de gestion du programme du système aéroporté de détection lointaine et de contrôle de l'OTAN (NAPMA), de l'Agence de gestion OTAN pour le développement, la production et la logistique de l'ACE 2000 et du Tornado (NETMA), et de l'Organisation de gestion du système de défense aérienne élargie à moyenne portée de l'OTAN en liquidation (NAMEADSMO en liquidation). Pour ces six entités, l'IBAN a émis une opinion sans réserve sur les états financiers ainsi que sur la conformité pour l'exercice 2021.

2. Je ne pense pas que cette question doive être examinée plus avant au Conseil. Par conséquent, **sauf avis contraire me parvenant d'ici au lundi 19 décembre 2022 à 17h30**, je considérerai que le Conseil aura pris note du rapport du RPPB, approuvé les conclusions et les recommandations qu'il contient, pris note des rapports de l'IBAN et donné son accord pour que le rapport du RPPB, les rapports de l'IBAN, les états financiers 2021 de la NAGSMO, de la NAHEMO (à l'exception des pages 1 et 2 de leur annexe 1), de la NAMMO, de la NAPMA, de la NETMA et de la NAMEADSMO en liquidation soient rendus publics.

(signé) Jens Stoltenberg

1 annexe
12 pièces jointes

Original : anglais

NATO SANS CLASSIFICATION



**RAPPORTS DU COLLÈGE INTERNATIONAL
DES AUDITEURS EXTERNES DE L'OTAN (IBAN)
SUR L'AUDIT DES ÉTATS FINANCIERS 2021
DE LA NAGSMO, DE LA NAHEMO, DE LA NAMMO, DE LA NAPMA, DE LA NETMA
ET DE LA NAMEADSMO EN LIQUIDATION**

**Rapport du Bureau de la planification
et de la politique générale des ressources (RPPB)**

Références :

A.	IBA-AR(2022)0016-REV1	Rapport de l'IBAN sur l'audit des états financiers 2021 de l'Organisation de gestion de la capacité alliée de surveillance terrestre de l'OTAN (NAGSMO)
B.	IBA-AR(2022)0019	Rapport de l'IBAN sur l'audit des états financiers 2021 de l'Organisation de gestion de l'hélicoptère OTAN (NAHEMO)
C.	IBA-AR(2022)0013	Rapport de l'IBAN sur l'audit des états financiers 2021 de l'Organisation de gestion OTAN pour la mise au point, la production et le soutien opérationnel d'un avion de combat polyvalent (NAMMO)
D.	IBA-AR(2022)0024	Rapport de l'IBAN sur l'audit des états financiers 2021 de l'Agence de gestion du programme du système aéroporté de détection lointaine et de contrôle de l'OTAN (NAPMA)
E.	IBA-AR(2022)0012	Rapport de l'IBAN sur l'audit des états financiers 2021 de l'Agence de gestion OTAN pour le développement, la production et la logistique de l'ACE 2000 et du Tornado (NETMA)
F.	IBA-AR(2022)0005	Rapport de l'IBAN sur l'audit des états financiers 2021 de l'Organisation de gestion du système de défense aérienne élargie à moyenne portée de l'OTAN en liquidation (NAMEADSMO en liquidation)
G.	C-M(2022)0004-AS1	Note sur la suite donnée au rapport de l'IBAN sur l'audit des états financiers 2020 de l'Organisation de gestion de l'hélicoptère OTAN (NAHEMO)
H.	AC/335-D(2022)0055 (INV)	<i>Handling arrangements for 2021 Financial Statements Audit Reports</i>
I.	AC/335-D(2022)0067(INV)	<i>Action plans for IBAN observations older than 3 years</i>
J.	C-M(2015)0025	Règlement financier de l'OTAN (NFR)
K.	C-M(2016)0023	Cadre comptable OTAN (NAF)
L.	PO(2017)0355	Règlement financier de la NAHEMO
M.	PO(2015)0052	Mandat issu du sommet du pays de Galles concernant la transparence et l'obligation de rendre compte

INTRODUCTION

1. Le présent rapport du RPPB concerne les rapports de l'IBAN sur l'audit des états financiers 2021 de l'Organisation de gestion de la capacité alliée de surveillance terrestre de l'OTAN (NAGSMO), de l'Organisation de gestion de l'hélicoptère OTAN (NAHEMO), de l'Organisation de gestion OTAN pour la mise au point, la production et le soutien opérationnel d'un avion de combat polyvalent (NAMMO), de l'Agence de gestion du programme du système aéroporté de détection lointaine et de contrôle de l'OTAN (NAPMA), de l'Agence de gestion OTAN pour le développement, la production et la logistique de l'ACE 2000 et du Tornado (NETMA), et de l'Organisation de gestion du système de défense

NATO SANS CLASSIFICATION
Communicable à la Finlande, à la Suède

ANNEXE 1
PO(2022)0512 (INV)

aérienne élargie à moyenne portée de l'OTAN en liquidation (NAMEADSMO en liquidation). Pour ces six entités, l'IBAN a émis une opinion sans réserve tant sur les états financiers que sur la conformité pour l'exercice 2021 (documents de référence A à F).

OBJET

2. Le présent rapport appelle l'attention sur les éléments les plus importants des rapports de l'IBAN (documents de référence A à F) afin que le RPPB puisse réfléchir aux questions d'ordre stratégique découlant de l'audit des états financiers des entités OTAN et, s'il y a lieu, recommander au Conseil une ligne de conduite propre à accroître la transparence, à améliorer le compte rendu et à renforcer la cohérence.

3. Le RPPB note que les observations formulées dans les rapports de l'IBAN ont été examinées et prises en considération par les pays participants représentés au sein des organes directeurs compétents. En vertu de l'article 15 du Règlement financier de l'OTAN (document de référence J), il est tenu d'examiner les rapports d'audit et de formuler des commentaires et des recommandations.

4. Pour plus de clarté, le RPPB a regroupé ses commentaires par chapitre, un par entité.

EXAMEN DE LA QUESTION

CHAPITRE 1 : NAGSMO

5. L'IBAN n'a pas formulé d'observation ni de recommandation à l'issue de l'audit des états financiers 2021 de la NAGSMO. Il a fait le point sur les suites données aux observations et recommandations formulées lors d'audits précédents, et il a constaté qu'une question avait été traitée et qu'une autre était toujours en cours de traitement. La question traitée porte sur la nécessité d'améliorer la présentation et les informations concernant les engagements dans la note jointe à l'état de l'exécution des budgets opérationnels de la NAGSMO. Les observations sont présentées en détail dans le document de référence A.

CHAPITRE 2 : NAHEMO

6. À l'issue de l'audit des états financiers 2021 de la NAHEMO, l'IBAN a formulé quatre observations, assorties de recommandations. Aucune de ces observations n'a eu d'incidence sur les opinions émises au sujet des états financiers et de la conformité. Les observations portent sur les points suivants : nécessité d'améliorer le processus d'établissement des états financiers et de renforcer les mécanismes de contrôle interne relatifs à la procédure de clôture financière, nécessité d'améliorer les dispositions relatives à l'état de l'exécution du budget opérationnel et les informations fournies dans ce document, nécessité pour la NAHEMO de bien déterminer si elle contrôle des actifs et d'inscrire à l'actif certaines dépenses relatives à l'emménagement dans ses nouveaux locaux, et nécessité de revoir et d'actualiser le règlement financier et les règles et procédures financières de la NAHEMO.

NATO SANS CLASSIFICATION
Communicable à la Finlande, à la Suède

ANNEXE 1
PO(2022)0512 (INV)

7. Par ailleurs, l'IBAN a fait le point sur les suites données aux observations et recommandations formulées lors d'audits précédents, et il a constaté que cinq questions avaient été traitées (dont une rendue caduque par une observation portant sur l'exercice 2021) et qu'une autre était toujours en cours de traitement. Les questions traitées concernent la présentation, dans l'état de l'exécution du budget, des engagements ayant fait l'objet d'un report spécial, la nécessité d'ajuster les appels de fonds de manière à éviter les excédents de liquidités, le respect des dispositions de l'IPSAS 3 en ce qui concerne la présentation des informations fournies pour comparaison, et la comptabilisation correcte de la taxe sur la valeur ajoutée dans les états financiers. L'observation formulée par l'IBAN à l'issue de son audit des états financiers de 2018 qui concernait la nécessité d'améliorer l'établissement du budget opérationnel a été rendue caduque par l'observation 3 formulée pour l'exercice 2021. Les observations sont présentées en détail dans le document de référence B.

7.1 Observation 1 – Le RPPB souscrit à la recommandation de l'IBAN visant à ce que la NAHEMO renforce les mécanismes de contrôle interne relatifs au processus d'établissement des états financiers de façon à garantir que ceux-ci soient exempts d'inexactitudes significatives et à respecter son règlement financier (document de référence L) ainsi que le cadre comptable OTAN (document de référence K).

7.2 Observation 2 – Dès lors que la NAHEMO agit en qualité de mandant en ce qui concerne son budget administratif et de mandataire en ce qui concerne son budget opérationnel, le RPPB souscrit à la recommandation de l'IBAN visant à ce que la NAHEMO revoie les dispositions de son règlement financier à des fins de mise en conformité et précise les exigences relatives aux informations à fournir dans l'état de l'exécution du budget. Le RPPB est d'avis que la meilleure façon pour la NAHEMO de donner suite à cette recommandation serait de faire en sorte que son règlement financier tienne dûment compte de la spécificité de ses activités et de fournir des éclaircissements au sujet des éventuelles différences avec le Règlement financier de l'OTAN, le cas échéant en collaboration avec d'autres entités OTAN qui se trouvent dans la même situation.

7.3 Observation 3 – Le RPPB souscrit à la recommandation de l'IBAN visant à ce que la NAHEMO clarifie, dans ses FRP, les dispositions relatives aux informations à fournir dans l'état de l'exécution de son budget opérationnel au sujet des programmes multinationaux pluriannuels. La NAHEMO estime qu'il serait intéressant d'apporter les améliorations recommandées, mais elle juge nécessaire d'achever la vérification de la base de données Oracle E-Business Suite avant de s'attaquer aux dispositions relatives aux informations budgétaires à fournir au sujet des programmes multinationaux pluriannuels. Les améliorations envisagées pour l'état de l'exécution du budget ne pourront donc pas être effectives avant 2023.

7.4 Observation 4 – Le RPPB souscrit à la recommandation de l'IBAN visant à ce que la NAHEMO détermine, sur la base des critères définis dans le cadre comptable OTAN, si elle contrôle les éléments qu'elle a payés dans le cadre du projet d'emménagement dans ses nouveaux locaux, évalue le montant à inscrire à l'actif au titre des immobilisations corporelles ainsi que le montant à comptabiliser au titre des moyens en cours de construction, et mette à jour son registre des actifs en conséquence.

NATO SANS CLASSIFICATION

NATO SANS CLASSIFICATION
Communicable à la Finlande, à la Suède

ANNEXE 1
PO(2022)0512 (INV)

7.5 Suites données aux observations antérieures – Questions qui, à l’issue de l’audit des états financiers de 2020, étaient en cours de traitement ou à traiter depuis plus de trois ans – Dans le document de référence G, le Conseil a invité la NAHEMO à établir un plan d’action assorti d’échéances sur ce qui serait fait pour donner suite à une recommandation portant sur l’exercice 2016. La NAHEMO n’ayant pas fourni le document demandé, le RPPB a invité la direction de l’entité à établir un tel plan pour le 15 octobre 2022 (document de référence H) et il a demandé au contrôleur des finances de la NAHEMO de le tenir informé à ce sujet. La NAHEMO a présenté son plan d’action (document de référence I) à la réunion du RPPB du 17 novembre 2022. Le RPPB soutient la NAHEMO dans les efforts que celle-ci déploie pour continuer de prendre les mesures nécessaires afin que la question remontant à plus de trois ans puisse recevoir la suite voulue dans les délais fixés dans le plan d’action.

CHAPITRE 3 : NAMMO

8. L’IBAN n’a pas formulé d’observation ni de recommandation à l’issue de l’audit des états financiers 2021 de la NAMMO. Il a fait le point sur les suites données aux observations et recommandations formulées lors d’audits précédents, et il a constaté qu’une question avait été traitée et que deux autres étaient toujours en cours de traitement. La question traitée concerne la gestion des liquidités. Les observations sont présentées en détail dans le document de référence C.

CHAPITRE 4 : NAPMA

9. À l’issue de l’audit des états financiers 2021 de la NAPMA, l’IBAN a formulé deux observations, assorties de recommandations. Aucune de ces observations n’a eu d’incidence sur les opinions émises au sujet des états financiers et de la conformité. Les observations portent sur la nécessité de renforcer les mécanismes de contrôle interne relatifs à l’établissement des états financiers et sur la nécessité pour la NAPMA de se faire préciser par le Conseil si les clauses de recouvrement des dépenses non récurrentes sont conformes à sa charte et de lui demander son accord sur le principe de telles clauses. L’IBAN a par ailleurs fait le point sur les suites données aux observations et recommandations formulées lors d’audits précédents, et il a constaté que toutes les questions avaient été traitées (dont une rendue caduque par une observation formulée pour l’exercice 2021). Les questions traitées concernent l’utilisation de la réserve spéciale et la comptabilisation en tant qu’immobilisations corporelles des biens acquis par les contractants. L’observation 1 formulée pour l’exercice 2021 rend caduque celle formulée pour l’exercice 2017 concernant les inexactitudes et erreurs non significatives relevées dans les états financiers de la NAPMA. Les observations sont présentées en détail dans le document de référence D.

9.1 Observation 1 – Le RPPB souscrit à la recommandation de l’IBAN visant à ce que la NAPMA renforce les mécanismes de contrôle interne relatifs à l’établissement des états financiers afin qu’une assurance raisonnable puisse être obtenue quant à la conformité de ceux-ci avec le cadre comptable OTAN et le Règlement financier de l’OTAN.

NATO SANS CLASSIFICATION
Communicable à la Finlande, à la Suède

ANNEXE 1
PO(2022)0512 (INV)

9.2 Observation 2 – Le RPPB souscrit à la recommandation de l'IBAN visant à ce que la NAPMO se fasse préciser par le Conseil si l'article 10 de sa charte autorise les clauses de recouvrement des dépenses non récurrentes qui donnent le droit au titulaire de marché d'agir au nom de l'OTAN auprès de pays non membres de l'OTAN en qualité de mandataire de la NAPMO, et de lui demander son accord sur le principe de telles clauses. À l'automne 2022, la NAPMA devait demander au Comité politique et financier et au Comité de direction de la NAPMO de lui donner des instructions quant à la manière de donner suite à la recommandation de l'IBAN concernant le point de savoir si l'article 10 de la charte de la NAPMO autorise les clauses de recouvrement des dépenses non récurrentes.

CHAPITRE 5 : NETMA

10. L'IBAN n'a pas formulé d'observation ni de recommandation à l'issue de l'audit des états financiers 2021 de la NETMA. Il a fait le point sur les suites données aux observations et recommandations formulées lors d'audits précédents, et il a constaté que les questions avaient toutes été traitées. Il a considéré que la question portant sur la nécessité d'améliorer la présentation de l'état de l'exécution du budget avait été traitée. Les observations sont présentées en détail dans le document de référence E.

CHAPITRE 6 : NAMEADSMO EN LIQUIDATION

11. L'IBAN n'a pas formulé d'observation ni de recommandation à l'issue de l'audit des états financiers 2021 de la NAMEADSMO en liquidation. Il a fait le point sur les suites données aux observations et recommandations formulées lors d'audits précédents, et il a constaté que les questions avaient toutes été traitées. Il a considéré que la question portant sur la nécessité de renforcer les mécanismes de contrôle interne pour ce qui est de l'établissement des états financiers par l'entité agissant en tant que mandataire avait été traitée. Les observations sont présentées en détail dans le document de référence F.

CONCLUSIONS

NAGSMO

12. L'IBAN a émis une opinion sans réserve à la fois sur les états financiers et sur la conformité, et il n'a formulé aucune nouvelle observation. À la date de l'établissement du rapport de l'IBAN, une question ayant fait l'objet d'observations lors d'un précédent audit était en cours de traitement et une autre avait été traitée.

NAHEMO

13. L'IBAN a émis une opinion sans réserve à la fois sur les états financiers et sur la conformité. À l'issue de son audit, il a formulé quatre nouvelles observations, qui n'ont pas eu d'incidence sur les opinions émises. À la date de l'établissement du rapport de l'IBAN, cinq questions ayant fait l'objet d'observations lors de précédents audits avaient été traitées (dont une rendue caduque par une observation portant sur l'exercice 2021) et une question était toujours en cours de traitement.

NATO SANS CLASSIFICATION
Communicable à la Finlande, à la Suède

ANNEXE 1
PO(2022)0512 (INV)

14. Le RPPB souscrit à la recommandation de l'IBAN visant à ce que la NAHEMO améliore le processus d'établissement des états financiers et renforce les mécanismes de contrôle interne relatifs à la procédure de clôture financière. Il souscrit également à la recommandation visant à ce que la NAHEMO améliore les informations fournies dans l'état de l'exécution du budget et à celle visant à ce que la NAHEMO détermine bien si elle contrôle des actifs et inscrive à l'actif certaines dépenses relatives à l'emménagement dans ses nouveaux locaux. Par ailleurs, le RPPB souscrit à la recommandation visant à ce que la NAHEMO revoie et actualise son règlement financier et ses règles et procédures financières.

15. La NAHEMO a établi un plan d'action pour la suite à donner à l'observation de l'IBAN remontant à l'exercice 2016 et elle l'a présenté à la réunion du RPPB du 17 novembre 2022. Le RPPB se félicite de la détermination de la NAHEMO à continuer de prendre des mesures pour que la question remontant à plus de trois ans puisse recevoir la suite voulue dans les délais fixés dans le plan d'action.

NAMMO

16. L'IBAN a émis une opinion sans réserve à la fois sur les états financiers et sur la conformité. À l'issue de son audit, il a formulé une nouvelle observation, qui n'a pas eu d'incidence sur les opinions émises. À la date de l'établissement du rapport de l'IBAN, deux questions ayant fait l'objet d'observations lors de précédents audits étaient toujours en cours de traitement et une autre avait été traitée.

NAPMA

17. L'IBAN a émis une opinion sans réserve à la fois sur les états financiers et sur la conformité. À l'issue de son audit, il a formulé deux nouvelles observations, qui n'ont pas eu d'incidence sur les opinions émises. À la date de l'établissement du rapport de l'IBAN, toutes les questions ayant fait l'objet d'observations lors de précédents audits avaient été traitées.

18. Le RPPB souscrit à la recommandation de l'IBAN visant à ce que la NAPMA renforce les mécanismes de contrôle interne relatifs à l'établissement des états financiers et à celle visant à ce que la NAPMA demande des précisions au Conseil en ce qui concerne la conformité avec la charte de la NAPMO et obtienne son accord à ce sujet.

NETMA

19. L'IBAN a émis une opinion sans réserve à la fois sur les états financiers et sur la conformité, et il n'a formulé aucune nouvelle observation. À la date de l'établissement du rapport de l'IBAN, toutes les questions ayant fait l'objet d'observations lors de précédents audits avaient été traitées.

NAMEADSMO EN LIQUIDATION

20. L'IBAN a émis une opinion sans réserve à la fois sur les états financiers et sur la conformité, et il n'a formulé aucune nouvelle observation. À la date de l'établissement du rapport de l'IBAN, toutes les questions ayant fait l'objet d'observations lors de précédents audits avaient été traitées.

21. S'agissant des observations antérieures, le RPPB prend note des progrès accomplis par les entités concernées et se félicite que leur direction soit déterminée à continuer de prendre les mesures nécessaires pour donner suite rapidement aux questions auxquelles il faut encore remédier. Les documents de référence A, B, C, D, E et F reviennent en détail sur les observations antérieures (questions en cours de traitement ou traitées).

RECOMMANDATIONS

22. Le Bureau de la planification et de la politique générale des ressources (RPPB) recommande au Conseil :

- 22.1 de prendre note du présent rapport ainsi que des rapports de l'IBAN cités en référence A à F ;
- 22.2 d'approuver les conclusions formulées aux paragraphes 12 à 21 du présent rapport ;
- 22.3 d'autoriser la communication au public des états financiers 2021 de la NAGSMO, de la NAHEMO (à l'exception des pages 1 et 2 de l'annexe 1), de la NAMMO, de la NAPMA, de la NETMA et de la NAMEADSMO en liquidation, des rapports de l'IBAN correspondants ainsi que du présent rapport, en vertu de la politique agréée dans le document de référence M.



International Board of Auditors for NATO
Collège international des auditeurs externes de l'OTAN

Brussels - Belgium



NATO SANS CLASSIFICATION

31 août 2022

IBA-A(2022)0098-REV1

À : Secrétaire général
(À l'attention du directeur du Cabinet)

Cc : Représentants permanents auprès de l'OTAN
Président du Comité de direction de l'Organisation de gestion de la capacité alliée de surveillance terrestre de l'OTAN (NAGSMO en liquidation)
Liquidateur de la NAGSMO en liquidation
Responsable finances et comptabilité par intérim au sein de la NAGSMO en liquidation
Président du Bureau de la planification et de la politique générale des ressources
Chef de la Branche Gestion des ressources du Bureau OTAN des ressources
Bureau d'ordre du Cabinet

Objet : ***Rapport du Collège international des auditeurs externes de l'OTAN (IBAN) sur l'audit des états financiers de l'Organisation de gestion de la capacité alliée de surveillance terrestre de l'OTAN (NAGSMO) pour l'exercice clos le 31 décembre 2021 – IBA-AR(2022)0016-REV1***

Monsieur le Secrétaire général,

Vous trouverez ci-joint le rapport d'audit approuvé ainsi qu'une note succincte à l'intention du Conseil.

L'IBAN a émis une opinion sans réserve sur les états financiers de la NAGSMO ainsi que sur la conformité pour l'exercice 2021.

Veuillez agréer, Monsieur le Secrétaire général, l'assurance de ma haute considération.

Daniela Morgante
Présidente

Pièces jointes : voir ci-dessus.

NATO SANS CLASSIFICATION

-1-

**Note succincte du Collège international des auditeurs externes de l'OTAN (IBAN)
à l'intention du Conseil
sur l'audit des états financiers
de l'Organisation de gestion de la capacité alliée de surveillance terrestre de
l'OTAN (NAGSMO)
pour l'exercice clos le 31 décembre 2021**

La NAGSMO a été créée au sein de l'OTAN pour procéder à l'acquisition du système central de la capacité alliée de surveillance terrestre (AGS). Elle est chargée de la gestion globale du programme AGS. Elle se compose d'un comité de direction et de groupes de travail où sont représentés les pays participants, ainsi que d'une agence de gestion, placée sous la responsabilité d'un directeur général.

Le 25 janvier 2022, le Conseil de l'Atlantique Nord a approuvé la mise en liquidation de la NAGSMO avec effet au 1^{er} avril 2022.

En 2021, les dépenses relevant du budget administratif se sont élevées à 6,7 millions d'euros (MEUR), et les dépenses relevant du budget opérationnel à 43,3 millions d'euros et 49 millions de dollars des États-Unis.

L'IBAN a émis une opinion sans réserve sur les états financiers de la NAGSMO ainsi que sur la conformité pour l'exercice clos le 31 décembre 2021.

L'IBAN n'a pas eu d'observation à formuler à l'issue de l'audit.

L'IBAN a fait le point sur les suites données aux observations et recommandations formulées lors d'audits précédents, et il a constaté qu'une question avait été traitée et qu'une question était toujours en cours de traitement.

Le rapport d'audit a été transmis à la NAGSMO, dont les commentaires ont ensuite été intégrés dans le document ainsi que, le cas échéant, la position de l'IBAN à leur sujet.

24 août 2022

COLLÈGE INTERNATIONAL DES AUDITEURS EXTERNES DE L'OTAN

**RAPPORT SUR L'AUDIT DES ÉTATS FINANCIERS DE L'ORGANISATION
DE GESTION DE LA CAPACITÉ ALLIÉE DE SURVEILLANCE TERRESTRE DE L'OTAN
(NAGSMO)**

POUR L'EXERCICE CLOS LE 31 DÉCEMBRE 2021

**OPINION DE L'AUDITEUR EXTERNE
À L'INTENTION DU CONSEIL DE L'ATLANTIQUE NORD*****Audit des états financiers*****Opinion sur les états financiers**

Le Collège international des auditeurs externes de l'OTAN (IBAN) a audité les états financiers de l'Organisation de gestion de la capacité alliée de surveillance terrestre de l'OTAN (NAGSMO) portant sur la période de 12 mois ayant pris fin le 31 décembre 2021. Diffusés sous la cote NAGSMA/FC/L/(2022)00 5659 et soumis à l'IBAN le 21 mars 2022, ces états financiers se composent de l'état de la situation financière au 31 décembre 2021, de l'état de la performance financière, de l'état des variations de l'actif net/situation nette et du tableau des flux de trésorerie pour la période de 12 mois ayant pris fin le 31 décembre 2021, ainsi que d'un résumé des méthodes comptables importantes et d'autres notes explicatives. Ils contiennent en outre un rapport sur l'exécution du budget portant sur la même période de 12 mois.

L'opinion de l'IBAN est que les états financiers donnent une image fidèle et exacte de la situation financière de la NAGSMO au 31 décembre 2021 ainsi que de sa performance financière, de ses flux de trésorerie et de l'exécution du budget pour la période de 12 mois ayant pris fin le 31 décembre 2021, en application des dispositions comptables et des normes de compte rendu du cadre comptable OTAN.

Justification de l'opinion émise sur les états financiers

Le Règlement financier de l'OTAN prévoit que l'audit externe des entités OTAN présentant des états financiers et des organismes OTAN établis en vertu du Traité de l'Atlantique Nord est effectué par l'IBAN.

L'IBAN a effectué son audit sur la base des normes internationales des institutions supérieures de contrôle des finances publiques (ISSAI 2200-2899), définies par l'Organisation internationale des institutions supérieures de contrôle des finances publiques (INTOSAI), ainsi que des dispositions complémentaires figurant dans sa propre charte.

L'IBAN est indépendant, comme le prévoit le Code de déontologie de l'INTOSAI, et il s'est acquitté de ses responsabilités dans le respect des dispositions de ce code. Les responsabilités des membres de l'IBAN sont décrites de manière plus détaillée dans la section « Responsabilités de l'IBAN concernant l'audit des états financiers » et dans sa charte.

L'IBAN estime qu'il a obtenu par son audit les éléments probants nécessaires et suffisants pour lui permettre de formuler une opinion.

Responsabilité de la direction concernant les états financiers

La responsabilité de la direction concernant les états financiers est définie dans le Règlement financier de l'OTAN. Les états financiers de la NAGSMO sont établis en application des dispositions comptables et des normes de compte rendu du cadre comptable OTAN tel qu'approuvé par le Conseil. Il incombe au contrôleur des finances de soumettre les états financiers à l'IBAN au plus tard le 31 mars qui suit la fin de l'exercice visé dans les états financiers.

Les états financiers sont signés par le chef de l'entité OTAN concernée et par le contrôleur des finances. En apposant leur signature sur ces documents, ceux-ci confirment que des mesures de gouvernance financière, des mécanismes de gestion des ressources, des contrôles internes et des systèmes d'information financière ont été mis en place et maintenus afin de garantir une utilisation efficace et efficiente des ressources.

Cette confirmation couvre l'élaboration, la mise en place et le maintien d'un ensemble de contrôles internes de nature à permettre l'établissement et la présentation d'états financiers qui soient auditable et exempts d'inexactitudes significatives, que celles-ci relèvent d'une fraude ou d'une erreur. Elle couvre aussi le compte rendu relatif à la capacité de l'entité à poursuivre son activité, la présentation, le cas échéant, des questions relatives à la continuité de l'activité, et l'application du principe comptable de continuité d'activité, à moins qu'il soit prévu de liquider l'entité ou de mettre un terme à son activité ou qu'il n'y ait pas moyen de faire autrement.

Responsabilités de l'IBAN concernant l'audit des états financiers

L'audit a pour objectif de permettre à l'IBAN d'obtenir une assurance raisonnable sur le point de savoir si les états financiers considérés dans leur ensemble sont exempts d'inexactitudes significatives, que celles-ci relèvent d'une fraude ou d'une erreur, et de formuler une opinion à leur sujet. L'assurance raisonnable correspond à un degré de certitude élevé, mais elle ne garantit pas qu'un audit effectué conformément aux ISSAI permettra dans tous les cas de détecter les inexactitudes significatives. Les inexactitudes, qui peuvent résulter d'une fraude ou d'une erreur, sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce que, considérées isolément ou collectivement, elles influent sur les décisions économiques que les utilisateurs des états financiers prennent en se fondant sur ceux-ci.

Dans le cadre d'audits effectués conformément aux ISSAI, les auditeurs font appel à leur jugement professionnel et à leur esprit critique tout au long de la planification et de la réalisation du travail. Cela nécessite de tenir compte des particularités que présentent les entités du secteur public. L'IBAN s'attache aussi :

- à recenser et à évaluer les risques d'inexactitudes significatives dans les états financiers, que celles-ci relèvent d'une fraude ou d'une erreur, à concevoir et à mettre en œuvre des procédures d'audit sensibles à ces risques ainsi qu'à obtenir par son audit les éléments probants nécessaires et suffisants pour lui permettre

de formuler une opinion ; le risque de non-détection d'une inexactitude significative relevant d'une fraude est plus élevé que le risque de non-détection d'une inexactitude significative relevant d'une erreur car la fraude peut résulter d'une collusion, d'une falsification, d'omissions intentionnelles, de fausses déclarations ou du contournement du contrôle interne ;

- à acquérir une connaissance du contrôle interne qui soit pertinente pour l'audit, le but étant d'élaborer des procédures d'audit qui soient adaptées à la situation considérée et non pas d'exprimer une opinion sur l'efficacité du système de contrôle interne de l'entité ;
- à déterminer si les méthodes comptables appliquées sont appropriées et si les estimations comptables et les informations connexes fournies par la direction sont raisonnables ;
- à se prononcer sur le caractère approprié ou non de l'utilisation du principe comptable de la continuité d'activité et à déterminer, à partir des éléments probants obtenus par l'audit, s'il existe une incertitude significative du fait d'événements ou de circonstances susceptibles de remettre fondamentalement en cause la capacité de l'entité à poursuivre son activité ; si l'IBAN juge qu'une telle incertitude existe, il est tenu d'appeler l'attention, dans son opinion, sur les informations correspondantes figurant dans les états financiers ou, si ces informations sont incomplètes, de formuler une opinion modifiée ; les conclusions de l'IBAN sont fondées sur les éléments probants en sa possession à la date d'établissement de son rapport d'audit ; il n'est toutefois pas exclu que l'entité soit amenée à cesser son activité en raison d'événements ou de circonstances futurs ;
- à évaluer la présentation générale, la structure et le contenu des états financiers, y compris les informations fournies, et à déterminer si les états financiers rendent compte fidèlement des opérations et des événements qui en font l'objet.

L'IBAN est tenu de communiquer avec les organes chargés de la gouvernance, et notamment de les informer du périmètre et du calendrier de la mission d'audit qu'il prévoit d'effectuer, des principales conclusions de l'audit et des lacunes significatives qu'il aura éventuellement constatées dans le contrôle interne au cours de l'audit.

L'opinion que l'IBAN formule à l'intention du Conseil de l'Atlantique Nord doit aider ce dernier à s'acquitter de son rôle. C'est la raison pour laquelle l'IBAN est responsable de ses travaux et de son opinion devant le seul Conseil.

Audit de conformité**Opinion sur la conformité**

Sur la base des procédures qu'il a appliquées, l'IBAN estime que rien, dans son audit des états financiers, ne lui donne à penser que les fonds n'ont pas été employés aux bonnes fins – pour le règlement de dépenses autorisées – et en conformité avec le Règlement financier de l'OTAN et le Règlement du personnel civil de l'OTAN.

Justification de l'opinion émise sur la conformité

L'IBAN a effectué l'audit de conformité sur la base des normes internationales des institutions supérieures de contrôle des finances publiques (ISSAI 4000-4899), définies par l'Organisation internationale des institutions supérieures de contrôle des finances publiques (INTOSAI), ainsi que des dispositions complémentaires figurant dans sa propre charte.

L'IBAN estime qu'il a obtenu par son audit les éléments probants nécessaires et suffisants pour lui permettre de formuler une opinion.

Responsabilité de la direction concernant la conformité

Tous les membres du personnel – civils et militaires – de l'OTAN sont tenus de respecter le Règlement financier de l'OTAN ainsi que les règles et procédures financières qui s'y rattachent et les directives d'application particulières, dont le Règlement du personnel civil de l'OTAN fait partie.

Le chef de l'entité OTAN présentant des états financiers est responsable et tenu comptable d'une saine gestion financière. Les organismes OTAN et les entités OTAN présentant des états financiers doivent administrer leurs finances en s'appuyant sur les principes suivants : adéquation, bonne gouvernance, obligation de rendre compte, transparence, gestion des risques et contrôle interne, audit interne, audit externe, prévention et détection des fraudes.

Responsabilité de l'IBAN concernant la conformité

Selon sa charte, en plus d'être responsable de fournir une assurance raisonnable quant à la question de savoir si les états financiers considérés dans leur ensemble sont exempts d'inexactitudes significatives, l'IBAN doit chaque année rendre au Conseil un avis indépendant lui assurant que les fonds ont été employés aux bonnes fins – pour le règlement de dépenses autorisées (adéquation) – et en conformité avec la réglementation en vigueur (régularité). Par « adéquation », on entend le respect des principes généraux régissant une gestion financière saine ainsi que la conduite des membres de l'administration. Par « régularité », on entend le respect de critères officiels tels que les règlements, règles et procédures applicables.

Il incombe ainsi à l'IBAN d'appliquer des procédures lui permettant d'obtenir en toute indépendance une assurance sur le point de savoir si les fonds ont été employés aux bonnes fins – pour le règlement de dépenses autorisées – et en conformité avec la réglementation en vigueur. De telles procédures prévoient notamment la prise en compte des risques de non-conformité significative.

Bruxelles, le 24 août 2022



Daniela Morgante
Présidente

OBSERVATIONS ET RECOMMANDATIONS

L'IBAN n'a pas formulé d'observation ni de recommandation.

L'IBAN a fait le point sur les suites données aux observations et recommandations formulées lors d'audits précédents, et il a constaté qu'une question avait été traitée et qu'une question était toujours en cours de traitement.

Le rapport d'audit a été transmis à la NAGSMO, dont les commentaires ont ensuite été intégrés dans le document ainsi que, le cas échéant, la position de l'IBAN à leur sujet.

SUITES DONNÉES AUX OBSERVATIONS ANTÉRIEURES

L'IBAN a fait le point sur les suites données aux observations formulées lors d'audits précédents. On trouvera dans le tableau ci-après un récapitulatif de ces observations et recommandations et des mesures prises par l'entité (pour autant qu'elles aient été examinées par l'IBAN), ainsi que l'état de la question.

Une question est considérée comme étant « à traiter » lorsqu'aucun progrès notable n'a encore été réalisé en vue de son règlement. Une question est considérée comme étant « en cours de traitement » lorsque l'entité a commencé à mettre en œuvre la recommandation correspondante ou lorsque certains éléments de la recommandation (mais pas tous) ont été suivis d'effets. Une question est considérée comme étant « traitée » lorsque la recommandation correspondante a été mise en œuvre ou qu'elle a été rendue ou est devenue caduque. Lorsque la recommandation se subdivise en plusieurs éléments, l'état de la question est indiqué pour chacun d'eux dans la colonne « Mesures prises ».

OBSERVATION/RECOMMANDATION	MESURES PRISES PAR L'ENTITÉ	ÉTAT DE LA QUESTION
(1) Exercice 2019 IBA-AR(2020)0014, paragraphe 1 TRANSFERT PAR LA NAGSMO À LA NSPO DES ÉLÉMENTS DU SYSTÈME CENTRAL DE L'AGS Recommandation de l'IBAN L'IBAN recommande à la NAGSMO : - de faire en sorte que, avant le transfert officiel du système AGS à la NSPO, le contractant principal fournisse des données financières ayant le degré de granularité défini dans le plan de transition et exigé par les méthodes comptables de la NSPO ;	La NAGSMO a transféré des actifs à la NSPO, en commençant, en décembre 2020, par la composante opérationnelle n°1 du MOS (appui à des opérations de mission) et par un aéronef OTAN sans pilote (UA). Le transfert a été effectué sur la base des données financières disponibles dans le calendrier contractuel des biens et des services. L'évaluation visant à déterminer	Question en cours de traitement.

OBSERVATION/RECOMMANDATION	MESURES PRISES PAR L'ENTITÉ	ÉTAT DE LA QUESTION
- de devenir membre d'un groupe de travail formel au sein duquel elle collaborerait avec des experts techniques de l'AGS de la NSPO et des responsables financiers, afin qu'un accord soit trouvé sur la valorisation des coûts au moment du transfert officiel des éléments de l'AGS à l'association de soutien AGS de la NSPO ; il faudrait donner à ce groupe de travail un mandat clair et déterminer les responsabilités de chacune des deux parties ; cela permettra de faire en sorte que des données complètes, exactes et fiables soient utilisées pour l'analyse et le calcul de la valeur des éléments d'actif et des stocks de l'AGS que la NSPO devra comptabiliser ; - de mettre en place des contrôles internes supplémentaires, et notamment des mécanismes d'examen et de rapprochement, pour faire en sorte que les informations relatives à la phase de transition présentées dans les notes jointes aux états financiers soient cohérentes et exactes.	si ces chiffres sont complets, exacts et fiables est toujours en cours étant donné que d'autres parties du système AGS ont été transférées après la fin de l'exercice financier et que le transfert des actifs s'est poursuivi en 2021. En 2021, la NAGSMO a transféré à la NSPO la majeure partie des actifs du système central de l'AGS. Toutefois, un certain nombre de rechanges doivent encore être fournis. Question en cours de traitement. Aucun groupe de travail n'a été établi avec des experts techniques de l'AGS de la NSPO et des responsables financiers. Des discussions informelles ont toutefois eu lieu, qui visaient à parvenir à un accord sur la valorisation des coûts au moment du transfert officiel des actifs de l'AGS à l'association de soutien AGS de la NSPO. La valorisation des rechanges à transférer à la NSPO doit encore être finalisée. Question en cours de traitement. Aucune anomalie n'a été constatée dans les informations relatives à la phase de transition qui ont été présentées dans les notes jointes aux états financiers. Question traitée.	
(2) Exercice 2018 IBA-AR(2019)0024, paragraphe 2 NÉCESSITÉ D'AMÉLIORER LA PRÉSENTATION ET LES INFORMATIONS CONCERNANT LES ENGAGEMENTS DANS LA NOTE JOINTE À L'ÉTAT DE L'EXÉCUTION DES BUDGETS OPÉRATIONNELS DE LA NAGSMO Recommandation de l'IBAN Afin de faciliter la compréhension des états financiers de la NAGSMO par ses lecteurs et utilisateurs, en particulier dans la	Dans l'annexe F aux états financiers de 2021, qui contient les notes sur l'état de l'exécution du budget opérationnel,	Question traitée .

OBSERVATION/RECOMMANDATION	MESURES PRISES PAR L'ENTITÉ	ÉTAT DE LA QUESTION
perspective de l'achèvement du programme, l'IBAN recommande de faire apparaître, dans la note jointe à l'état de l'exécution du budget, des informations concernant les obligations juridiques contractées pendant l'exercice en cours pour l'acquisition de biens et de services pendant les exercices à venir. Par ailleurs, l'IBAN recommande d'utiliser le terme « dépenses » au lieu du terme « charges » dans le contexte de l'exécution du budget.	la NAGSMO a présenté le report d'obligations juridiques contractées pendant l'exercice en cours pour l'acquisition de biens et de services pendant les exercices à venir. Tous les reports de montants engagés ou non engagés initialement prévus pour 2021 et décalés sur 2022 ont été expliqués, avec une description de chaque ligne budgétaire. Dans ses états financiers de 2021, la NAGSMO utilise le terme « dépenses » lorsque qu'elle évoque l'exécution du budget dans les notes s'y rapportant ainsi que dans les états de l'exécution du budget.	

COMMENTAIRES OFFICIELS DE L'ORGANISATION DE GESTION DE LA CAPACITÉ ALLIÉE DE SURVEILLANCE TERRESTRE DE L'OTAN (NAGSMO) SUR LE RAPPORT D'AUDIT ET POSITION DU COLLÈGE INTERNATIONAL DES AUDITEURS EXTERNES DE L'OTAN (IBAN)

SUITES DONNÉES AUX OBSERVATIONS ANTÉRIEURES

(1) Exercice 2019

IBA-AR(2020)0014, paragraphe 1

TRANSFERT PAR LA NAGSMO À LA NSPO DES ÉLÉMENTS DU SYSTÈME CENTRAL DE L'AGS

Commentaires officiels de la NAGSMO

La NAGSMO souscrit à l'analyse de l'IBAN.

La question était en cours de traitement à la fin de l'exercice 2021. Elle est maintenant clôturée du fait de la fermeture de la NAGSMA le 31 mars 2022. La NSPA a accepté de fournir un soutien au bureau de liquidation de la NAGSMO pour ce qui concerne la réception, au nom de ce bureau, des rechanges de la NAGSMA qui doivent encore être fournis ou qui sont sur le point de l'être. La NSPA devra valoriser ces rechanges. Les données pertinentes ont été fournies.

GLOSSAIRE

En application de la norme internationale des institutions supérieures de contrôle des finances publiques (ISSAI) 2705, les opinions émises au sujet des états financiers et au sujet de la conformité peuvent être des opinions sans réserve, des opinions avec réserve, des déclarations d'abstention ou des opinions défavorables.

- L'IBAN émet une opinion sans réserve (*unqualified opinion*) lorsqu'il estime que les états financiers et le rapport sur l'exécution du budget sont exacts et que rien ne lui donne à penser que les fonds n'ont pas été employés aux bonnes fins – pour le règlement de dépenses autorisées – et en conformité avec la réglementation en vigueur.
- L'IBAN émet une opinion avec réserve (*qualified opinion*) lorsque, d'une manière générale, il est satisfait de la présentation des états financiers mais que, pour certains éléments clés, il constate que les états n'ont pas été correctement établis ou que l'ampleur de l'audit a été limitée, ou lorsque certains éléments lui donnent à penser que les fonds n'ont pas été employés aux bonnes fins – pour le règlement de dépenses autorisées – et en conformité avec la réglementation en vigueur.
- L'IBAN se déclare dans l'impossibilité d'exprimer une opinion (*disclaimer of opinion*) lorsque l'ampleur de l'audit est extrêmement limitée – au point qu'il n'est pas en mesure d'exprimer une opinion – ou lorsque d'importantes incertitudes entourent les états financiers ou l'emploi des fonds.
- L'IBAN émet une opinion défavorable (*adverse opinion*) lorsqu'une erreur ou une anomalie présente dans les états financiers a des conséquences si étendues et si importantes que, selon lui, une réserve n'est pas suffisante pour faire apparaître le caractère trompeur ou incomplet des états financiers.

En application des normes d'audit, trois types de paragraphe peuvent figurer dans le rapport d'audit :

- Questions clés de l'audit (ISSAI 2701) – Paragraphe qui concerne des questions qui, selon le jugement professionnel de l'IBAN, sont les plus importantes parmi celles qui ressortent de l'audit des états financiers de la période considérée. Les questions clés de l'audit sont portées à l'attention du Conseil.
- Observation particulière (ISSAI 2706) – Paragraphe que l'IBAN ajoute dans la section « Opinion » du rapport d'audit afin d'appeler l'attention sur un élément présenté dans les états financiers dont l'importance est telle, selon lui, qu'il est indispensable à l'utilisateur pour sa compréhension de ces documents.
- Autre observation (ISSAI 2706) – Paragraphe que l'IBAN ajoute dans la section « Opinion » du rapport d'audit pour fournir des informations sur un élément autre que ceux présentés dans les états financiers qui, selon lui, est important pour la compréhension, par l'utilisateur, de l'audit, des responsabilités de l'auditeur ou du rapport d'audit.



International Board of Auditors for NATO
Collège international des auditeurs externes de l'OTAN

Brussels - Belgium



NATO SANS CLASSIFICATION

24 août 2022

IBA-A(2022)0096

- À : Secrétaire général
(À l'attention du directeur du Cabinet)
- Cc : Représentants permanents auprès de l'OTAN
Président du Comité directeur de l'Organisation de gestion de l'hélicoptère OTAN (NAHEMO)
Directeur général de l'Agence de gestion de l'hélicoptère OTAN (NAHEMA)
Chef de la Division administrative de la NAHEMA
Président du Bureau de la planification et de la politique générale des ressources
Chef de la Branche Gestion des ressources du Bureau OTAN des ressources
Bureau d'ordre du Cabinet
- Objet : ***Rapport du Collège international des auditeurs externes de l'OTAN (IBAN) sur l'audit des états financiers de l'Organisation de gestion de l'hélicoptère OTAN (NAHEMO) pour l'exercice clos le 31 décembre 2021 – IBA-AR(2022)0019***

Monsieur le Secrétaire général,

Vous trouverez ci-joint le rapport d'audit approuvé ainsi qu'une note succincte à l'intention du Conseil.

L'IBAN a émis une opinion sans réserve sur les états financiers de la NAHEMO ainsi que sur la conformité pour l'exercice 2021.

Veuillez agréer, Monsieur le Secrétaire général, l'assurance de ma haute considération.

Daniela Morgante
Présidente

Pièces jointes : voir ci-dessus.

NATO SANS CLASSIFICATION

-1-

NATO SANS CLASSIFICATION

IBA-AR(2022)0019

**Note succincte
du Collège international des auditeurs externes de l'OTAN (IBAN)
à l'intention du Conseil
sur l'audit des états financiers
de l'Organisation de gestion de l'hélicoptère OTAN (NAHEMO)
pour l'exercice clos le 31 décembre 2021**

L'IBAN a audité les états financiers de l'Organisation pour la gestion de l'hélicoptère OTAN (NAHEMO) relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2021. Organisme subsidiaire de l'OTAN créé pour répondre aux besoins en hélicoptères NH90 de la France, de l'Allemagne, de l'Italie, des Pays-Bas et de la Belgique, la NAHEMO comprend un comité directeur composé de représentants des pays participants, qui est chargé de la gestion générale du programme, et un organisme exécutif, l'Agence de gestion de l'hélicoptère OTAN (NAHEMA). Celle-ci est implantée à Aix-en-Provence (France).

Pour 2021, les budgets opérationnel et administratif de la NAHEMO se sont élevés respectivement à 1 034,7 millions d'euros et à 12,8 millions d'euros.

L'IBAN a émis une opinion sans réserve sur les états financiers 2021 de la NAHEMO (resoumis le 7 juillet 2022) ainsi que sur la conformité pour l'exercice.

L'IBAN a formulé quatre observations, assorties de recommandations. Ces observations n'ont pas eu d'incidence sur l'opinion émise au sujet des états financiers et de la conformité. Elles portent sur les points suivants :

1. Nécessité d'améliorer le processus d'établissement des états financiers et de renforcer les contrôles internes portant sur la procédure de clôture financière
2. Nécessité de revoir et d'actualiser le règlement financier et les règles et procédures financières de la NAHEMO
3. Nécessité d'améliorer les dispositions relatives à l'état de l'exécution du budget opérationnel et les informations fournies dans ce document
4. Nécessité pour la NAHEMO de bien déterminer si elle contrôle des actifs et d'inscrire à l'actif certaines dépenses relatives à l'emménagement dans ses nouveaux locaux

L'IBAN a fait le point sur les suites données aux observations et recommandations formulées lors d'audits précédents, et il a constaté que cinq questions avaient été traitées et qu'une autre était toujours en cours de traitement.

Le rapport d'audit a été transmis à la NAHEMO, dont les commentaires ont ensuite été intégrés dans le document ainsi que, le cas échéant, la position de l'IBAN à leur sujet.

24 août 2022

COLLÈGE INTERNATIONAL DES AUDITEURS EXTERNES DE L'OTAN

**RAPPORT SUR L'AUDIT DES ÉTATS FINANCIERS
DE L'ORGANISATION DE GESTION DE L'HÉLICOPTÈRE OTAN
(NAHEMO)
POUR L'EXERCICE CLOS LE 31 DÉCEMBRE 2021**

PUBLICLY DISCLOSED - PDN(2023)0012 - MIS EN LECTURE PUBLIQUE

NATO SANS CLASSIFICATION

IBA-AR(2022)0019

OPINION DE L'AUDITEUR EXTERNE

À L'INTENTION DU CONSEIL DE L'ATLANTIQUE NORD

Audit des états financiers**Opinion sur les états financiers**

Le Collège international des auditeurs externes de l'OTAN (IBAN) a audité les états financiers de l'Organisation de gestion de l'hélicoptère OTAN portant sur la période de 12 mois ayant pris fin le 31 décembre 2021. Diffusés sous la cote NH/ADM/DMA/02828, et resoumis à l'IBAN le 7 juillet 2022, ces états financiers se composent de l'état de la situation financière au 31 décembre 2021, de l'état de la performance financière, de l'état des variations de l'actif net/situation nette et du tableau des flux de trésorerie pour la période de 12 mois ayant pris fin le 31 décembre 2021, ainsi que d'un résumé des méthodes comptables importantes et d'autres notes explicatives. Ils contiennent en outre un rapport sur l'exécution du budget portant sur la même période de 12 mois.

L'opinion de l'IBAN est que les états financiers donnent une image fidèle et exacte de la situation financière de la NAHEMO au 31 décembre 2021 ainsi que de sa performance financière, de ses flux de trésorerie et de l'exécution du budget pour la période de 12 mois ayant pris fin à cette date, en application des dispositions comptables et des normes de compte rendu du cadre comptable OTAN.

Justification de l'opinion émise sur les états financiers

Le Règlement financier de l'OTAN prévoit que l'audit externe des entités OTAN présentant des états financiers et des organismes OTAN établis en vertu du Traité de l'Atlantique Nord est effectué par l'IBAN.

L'IBAN a effectué son audit sur la base des normes internationales des institutions supérieures de contrôle des finances publiques (ISSAI 2200-2899), définies par l'Organisation internationale des institutions supérieures de contrôle des finances publiques (INTOSAI), ainsi que des dispositions complémentaires figurant dans sa propre charte.

L'IBAN est indépendant, comme le prévoit le Code de déontologie de l'INTOSAI, et il s'est acquitté de ses responsabilités dans le respect des dispositions de ce code. Les responsabilités des membres de l'IBAN sont décrites de manière plus détaillée dans la section « Responsabilités de l'IBAN concernant l'audit des états financiers » et dans sa charte.

L'IBAN estime qu'il a obtenu par son audit les éléments probants nécessaires et suffisants pour lui permettre de formuler une opinion.

Responsabilité de la direction concernant les états financiers

La responsabilité de la direction concernant les états financiers est définie dans le Règlement financier de l'OTAN. Les états financiers de la NAHEMO sont établis en

NATO SANS CLASSIFICATION

IBA-AR(2022)0019

application des dispositions comptables et des normes de compte rendu du cadre comptable OTAN tel qu'approuvé par le Conseil. Il incombe au contrôleur des finances de soumettre les états financiers à l'IBAN au plus tard le 31 mars qui suit la fin de l'exercice visé dans les états financiers.

Les états financiers sont signés par le chef de l'entité OTAN concernée et par le contrôleur des finances. En apposant leur signature sur ces documents, ceux-ci confirment que des mesures de gouvernance financière, des mécanismes de gestion des ressources, des contrôles internes et des systèmes d'information financière ont été mis en place et maintenus afin de garantir une utilisation efficace et efficiente des ressources.

Cette confirmation couvre l'élaboration, la mise en place et le maintien d'un ensemble de contrôles internes de nature à permettre l'établissement et la présentation d'états financiers qui soient auditables et exempts d'inexactitudes significatives, que celles-ci relèvent d'une fraude ou d'une erreur. Elle couvre aussi le compte rendu relatif à la capacité de l'entité à poursuivre son activité, la présentation, le cas échéant, des questions relatives à la continuité de l'activité, et l'application du principe comptable de continuité d'activité, à moins qu'il soit prévu de liquider l'entité ou de mettre un terme à son activité ou qu'il n'y ait pas moyen de faire autrement.

Responsabilités de l'IBAN concernant l'audit des états financiers

L'audit a pour objectif de permettre à l'IBAN d'obtenir une assurance raisonnable sur le point de savoir si les états financiers considérés dans leur ensemble sont exempts d'inexactitudes significatives, que celles-ci relèvent d'une fraude ou d'une erreur, et de formuler une opinion à leur sujet. L'assurance raisonnable correspond à un degré de certitude élevé, mais elle ne garantit pas qu'un audit effectué conformément aux ISSAI permettra dans tous les cas de détecter les inexactitudes significatives. Les inexactitudes, qui peuvent résulter d'une fraude ou d'une erreur, sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce que, considérées isolément ou collectivement, elles influent sur les décisions économiques que les utilisateurs des états financiers prennent en se fondant sur ceux-ci.

Dans le cadre d'audits effectués conformément aux ISSAI, les auditeurs font appel à leur jugement professionnel et à leur esprit critique tout au long de la planification et de la réalisation du travail. Cela nécessite de tenir compte des particularités que présentent les entités du secteur public. L'IBAN s'attache aussi :

- à recenser et à évaluer les risques d'inexactitudes significatives dans les états financiers, que celles-ci relèvent d'une fraude ou d'une erreur, à concevoir et à mettre en œuvre des procédures d'audit sensibles à ces risques ainsi qu'à obtenir par son audit les éléments probants nécessaires et suffisants pour lui permettre de formuler une opinion ; le risque de non-détection d'une inexactitude significative relevant d'une fraude est plus élevé que le risque de non-détection d'une inexactitude significative relevant d'une erreur, car la fraude peut résulter d'une collusion, d'une falsification, d'omissions intentionnelles, de fausses déclarations ou du contournement du contrôle interne ;
- à acquérir une connaissance du contrôle interne qui soit pertinente pour

NATO SANS CLASSIFICATION

IBA-AR(2022)0019

l'audit, le but étant d'élaborer des procédures d'audit qui soient adaptées à la situation considérée et non pas d'exprimer une opinion sur l'efficacité du système de contrôle interne de l'entité ;

- à déterminer si les méthodes comptables appliquées sont appropriées et si les estimations comptables et les informations connexes fournies par la direction sont raisonnables ;
- à se prononcer sur le caractère approprié ou non de l'utilisation du principe comptable de la continuité d'activité et à déterminer, à partir des éléments probants obtenus par l'audit, s'il existe une incertitude significative du fait d'événements ou de circonstances susceptibles de remettre fondamentalement en cause la capacité de l'entité à poursuivre son activité ; si l'IBAN juge qu'une telle incertitude existe, il est tenu d'appeler l'attention, dans son opinion, sur les informations correspondantes figurant dans les états financiers ou, si ces informations sont incomplètes, de formuler une opinion modifiée ; les conclusions de l'IBAN sont fondées sur les éléments probants en sa possession à la date d'établissement de son rapport d'audit ; il n'est toutefois pas exclu que l'entité soit amenée à cesser son activité en raison d'événements ou de circonstances futurs ;
- à évaluer la présentation générale, la structure et le contenu des états financiers, y compris les informations fournies, et à déterminer si les états financiers rendent compte fidèlement des opérations et des événements qui en font l'objet.

L'IBAN est tenu de communiquer avec les organes chargés de la gouvernance, et notamment de les informer du périmètre et du calendrier de la mission d'audit qu'il prévoit d'effectuer, des principales conclusions de l'audit et des lacunes significatives qu'il aura éventuellement constatées dans le contrôle interne au cours de l'audit.

L'opinion que l'IBAN formule à l'intention du Conseil de l'Atlantique Nord doit aider ce dernier à s'acquitter de son rôle. C'est la raison pour laquelle l'IBAN est responsable de ses travaux et de son opinion devant le seul Conseil.

Audit de conformité**Opinion sur la conformité**

Sur la base des procédures qu'il a appliquées, l'IBAN estime que rien, dans son audit des états financiers, ne lui donne de raison de penser que les fonds n'ont pas été régulièrement employés aux bonnes fins – pour le règlement de dépenses autorisées – et en conformité avec le Règlement financier de l'OTAN et le Règlement du personnel civil de l'OTAN.

Justification de l'opinion émise sur la conformité

L'IBAN a effectué l'audit de conformité sur la base des normes internationales des institutions supérieures de contrôle des finances publiques (ISSAI 4000-4899), définies par l'Organisation internationale des institutions supérieures de contrôle des finances publiques (INTOSAI), ainsi que des dispositions complémentaires figurant

NATO SANS CLASSIFICATION

IBA-AR(2022)0019

dans sa propre charte.

L'IBAN estime qu'il a obtenu par son audit les éléments probants nécessaires et suffisants pour lui permettre de formuler une opinion.

Responsabilité de la direction concernant la conformité

Tous les membres du personnel – civils et militaires – de l'OTAN sont tenus de respecter le Règlement financier de l'OTAN ainsi que les règles et procédures financières qui s'y rattachent et les directives d'application particulières, dont le Règlement du personnel civil de l'OTAN fait partie.

Le directeur général est responsable et tenu comptable d'une saine gestion financière. Les organismes OTAN et les entités OTAN présentant des états financiers doivent administrer leurs finances en s'appuyant sur les principes suivants : adéquation, bonne gouvernance, obligation de rendre compte, transparence, gestion des risques et contrôle interne, audit interne, audit externe, prévention et détection des fraudes.

Responsabilité de l'IBAN concernant la conformité

Selon sa charte, en plus d'être responsable de fournir une assurance raisonnable quant à la question de savoir si les états financiers considérés dans leur ensemble sont exempts d'inexactitudes significatives, l'IBAN doit chaque année rendre au Conseil un avis indépendant lui assurant que les fonds ont été employés aux bonnes fins – pour le règlement de dépenses autorisées (adéquation) – et en conformité avec la réglementation en vigueur (régularité). Par « adéquation », on entend le respect des principes généraux régissant une gestion financière saine ainsi que la conduite des membres de l'administration. Par « régularité », on entend le respect de critères officiels tels que les règlements, règles et procédures applicables.

Il incombe ainsi à l'IBAN d'appliquer des procédures lui permettant d'obtenir en toute indépendance une assurance sur le point de savoir si les fonds ont été employés aux bonnes fins – pour le règlement de dépenses autorisées – et en conformité avec la réglementation en vigueur. De telles procédures prévoient notamment la prise en compte des risques de non-conformité significative.

Bruxelles, le 24 août 2022



Daniela Morgante
Présidente

NATO SANS CLASSIFICATION

NATO SANS CLASSIFICATION

IBA-AR(2022)0019

OBSERVATIONS ET RECOMMANDATIONS

L'IBAN a formulé quatre observations, assorties de recommandations. Ces observations n'ont pas eu d'incidence sur l'opinion émise au sujet des états financiers et de la conformité. Elles portent sur les points suivants :

1. Nécessité d'améliorer le processus d'établissement des états financiers et de renforcer les contrôles internes portant sur la procédure de clôture financière
2. Nécessité de revoir et d'actualiser le règlement financier et les règles et procédures financières de la NAHEMO
3. Nécessité d'améliorer les dispositions relatives à l'état de l'exécution du budget opérationnel et les informations fournies dans ce document
4. Nécessité pour la NAHEMO de bien déterminer si elle contrôle des actifs et d'inscrire à l'actif certaines dépenses relatives à l'emménagement dans ses nouveaux locaux

L'IBAN a fait le point sur les suites données aux observations et recommandations formulées lors d'audits précédents, et il a constaté que cinq questions avaient été traitées et qu'une autre était toujours en cours de traitement.

Le rapport d'audit a été transmis à la NAHEMO, dont les commentaires ont ensuite été intégrés dans le document ainsi que, le cas échéant, la position de l'IBAN à leur sujet.

1. NÉCESSITÉ D'AMÉLIORER LE PROCESSUS D'ÉTABLISSEMENT DES ÉTATS FINANCIERS ET DE RENFORCER LES CONTRÔLES INTERNES PORTANT SUR LA PROCÉDURE DE CLÔTURE FINANCIÈRE

Contexte

1.1 Aux termes du cadre comptable OTAN (IPSAS 1), « *les états financiers doivent présenter une image fidèle de la situation financière, de la performance financière et des flux de trésorerie d[e l']entité. La présentation d'une image fidèle nécessite une représentation sincère des effets des transactions, autres événements et conditions selon les définitions et les critères de comptabilisation des actifs, des passifs, des produits et des charges exposés dans l'IPSAS 3* ».

1.2 Selon l'article 6 du règlement financier de la NAHEMO, il incombe au contrôleur des finances d'exécuter les activités de l'entité OTAN qui concernent l'établissement du budget, la comptabilité et le compte rendu. Ainsi, le contrôleur des finances est notamment responsable du système de contrôle interne et de l'établissement des états financiers conformément au cadre comptable OTAN.

NATO SANS CLASSIFICATION

IBA-AR(2022)0019

1.3 Par ailleurs, aux termes de l'article 12.3 du règlement financier de la NAHEMO, « *les activités de contrôle interne portent notamment sur la constitution de pistes d'audit adéquates ainsi que [sur] le maintien de la confidentialité, de l'intégrité et de la disponibilité des données dans les systèmes d'information* ».

1.4 Les états financiers doivent être exempts de toute inexactitude, de toute erreur de chiffres, de toute incohérence et de toute autre erreur ou omission qui découlerait d'un contrôle insuffisant au moment de leur établissement. Chaque entité doit disposer d'un système approprié de contrôle interne, et notamment d'un mécanisme d'examen et de rapprochement, pour faire en sorte que les informations présentées dans ses états financiers soient cohérentes et exactes.

Observations

1.5 L'IBAN a constaté plusieurs erreurs ou inexactitudes significatives dans les états financiers qui lui ont été soumis le 31 mars 2022. Cela a conduit la NAHEMO à lui soumettre à deux reprises des versions rectifiées de ses états financiers, d'abord le 22 juin 2022 puis le 7 juillet 2022. Ces erreurs, qui ont eu des incidences sur l'état de l'exécution du budget administratif et du budget opérationnel, étaient les suivantes :

- a) Budget administratif – Surévaluation de 96 000 EUR des charges de 2021, du fait de l'absence d'extourne des charges à payer comptabilisées à la fin de l'exercice précédent.
- b) Budget administratif – Erreur de classement d'une écriture de correction portant sur 78 000 EUR, enregistrée comme élément de la situation nette et non comme passif à court terme.
- c) Budget administratif – Non-inscription à l'actif (au titre des moyens en cours de construction) des dépenses relatives à l'emménagement dans le nouveau bâtiment (fenêtres, système de sécurité, configuration des espaces). De ce fait, surévaluation des charges d'au moins 111 000 EUR.
- d) Budget administratif – Erreur de 250 000 EUR dans le tableau des notes jointes aux états financiers qui présente le montant total minimum, à la date de compte rendu, des sommes à payer au titre des contrats de bail.
- e) Budget administratif – Mention incorrecte d'une garantie bancaire.
- f) Budget opérationnel – Sous-évaluation de 1,8 million d'euros des produits constatés d'avance relatifs à un pays.
- g) Budget opérationnel – Non-reclassement, entre les comptes relatifs à un pays, d'un produit constaté d'avance de 0,5 million d'euros.
- h) Budget opérationnel – Sous-évaluation de 23 millions d'euros des dettes fournisseurs.
- i) Budget opérationnel – Non-passation de l'écriture de reclassement d'un actif, qui aurait contrebalancé des dettes fournisseurs négatives de 6 millions d'euros.

NATO SANS CLASSIFICATION

IBA-AR(2022)0019

1.6 Ces erreurs se sont répercutées sur l'état de la performance financière, l'état de la situation financière et le tableau des flux de trésorerie, mais aussi sur la balance et sur toutes les notes d'information figurant dans le corps des états financiers.

1.7 La NAHEMO a saisi l'occasion offerte par la republication des états financiers pour y ajouter des informations pertinentes :

- une note sur le retrait de deux pays du programme, mentionnée au titre des « événements postérieurs à la date de clôture » ;
- un tableau rapprochant les dépenses présentées dans l'état de l'exécution du budget opérationnel et les dépenses relevant de ce budget qui sont prises en considération dans la balance, l'idée étant d'expliquer les écarts entre l'état de l'exécution de ce budget, établi selon la méthode de la comptabilité de caisse, et les comptes, établis selon la méthode de la comptabilité d'exercice.

Recommandations

1.8 L'IBAN recommande à la NAHEMO de renforcer les mécanismes de contrôle interne relatifs au processus d'établissement des états financiers, de façon à garantir que ceux-ci soient exempts d'inexactitudes significatives et à respecter son règlement financier ainsi que le cadre comptable OTAN.

2. NÉCESSITÉ DE REVOIR ET D'ACTUALISER LE RÈGLEMENT FINANCIER ET LES RÈGLES ET PROCÉDURES FINANCIÈRES DE LA NAHEMO

Contexte

2.1 La gestion des finances de la NAHEMO est régie par le règlement financier de l'organisme, approuvé par le Conseil. Selon l'article 4.4 de ce règlement, le Comité directeur de la NAHEMO « *adopte, comme il convient, une série de règles et procédures financières qui donnent des orientations supplémentaires propres à assurer la bonne exécution [de ce r]èglement* ». Comme c'est le cas pour toutes les entités OTAN présentant des états financiers, les règles et procédures financières (FRP) de la NAHEMO sont à rapprocher de son règlement financier mais ne sauraient en aucune façon être interprétées comme prévalant sur l'une quelconque des dispositions de ce règlement.

2.2 Le règlement financier de la NAHEMO dispose, en son article 34.2, que « *les états financiers de l'[organisme] sont établis selon les principes de la comptabilité d'exercice* ». Il contient plusieurs autres articles qui stipulent clairement que l'état de l'exécution du budget doit être établi selon les mêmes principes :

- a) selon l'article 25.2, « *l'autorisation qui a été engagée et au titre de laquelle des biens et des services ont été [reçus], mais pas encore facturés lorsque*

NATO SANS CLASSIFICATION

IBA-AR(2022)0019

l'exercice s'achève, est comptabilisée comme charge à payer, et l'engagement est réduit d'autant » ;

- b) selon l'article 25.3, « *l'autorisation qui a été engagée du fait d'une obligation juridique et qui n'a pas encore donné lieu à la [réception] de biens et de services lorsque l'exercice s'achève est automatiquement reportée pour être utilisée le plus rapidement possible au cours des deux exercices suivants. L'autorisation engagée et reportée ne peut être utilisée qu'aux fins auxquelles elle était destinée au départ et pour lesquelles une obligation juridique a été contractée* » ;
- c) selon l'article 25.5, « *au terme du troisième exercice, les soldes des autorisations non consommées qui ont été reportées conformément à l'article 25.3 sont finalement annulés, sauf décision de nouveau report prise à titre exceptionnel par le Comité directeur ou les comités compétents* ».

2.3 L'article 1 des FRP de la NAHEMO dispose que « *dans la gestion du programme NH90, [l'organisme] agit en qualité de mandataire des pays participants* » et que, dès lors, « *elle ne supporte pas les risques liés au programme et n'en tire aucun avantage. Les moyens opérationnels de l'organisme sont contrôlés par les pays ou par les industriels associés au programme.* » D'autres dispositions des FRP établissent entre le budget opérationnel et le budget administratif de la NAHEMO une distinction fondée sur le fait que la NAHEMO agit en tant que mandataire pour ce qui concerne le budget opérationnel.

2.4 Selon l'article 7.1 du règlement financier de la NAHEMO, « *le contrôleur des finances s'adresse, en premier ressort, au comité concerné et au Comité directeur et, ensuite seulement, si nécessaire, au Bureau de la planification et de la politique générale des ressources (RPPB) pour dissiper tout doute ou désaccord persistant quant à la conformité de mesures ou décisions proposées avec les dispositions [de son r]èglement financier* ».

Constatations

2.5 Lors de son audit des états financiers 2021 de la NAHEMO, l'IBAN a analysé plus en profondeur la structure et la présentation des états de l'exécution des budgets. Il a ainsi constaté des incohérences qui exigent des clarifications voire des décisions.

2.6 Les états de l'exécution du budget administratif et du budget opérationnel de la NAHEMO ne sont pas pleinement conformes aux dispositions du règlement financier de l'organisme. Les règles appliquées pour l'établissement de ces états financiers semblent être tirées des FRP de l'organisme, même si ce n'est pas toujours explicite.

2.7 En ce qui concerne le budget administratif, l'article 7.2 des FRP de la NAHEMO, qui porte sur la structure de ce budget, dispose que celui-ci « *contient un tableau comparatif présentant, pour chaque chapitre et chaque poste/sous-poste de chaque chapitre : - le montant des crédits approuvés pour l'exercice précédent ; - le*

montant des dépenses effectives de l'exercice précédent ; - le montant des crédits engagés mais non utilisés à la fin de l'exercice précédent ; - le montant des crédits approuvés pour l'exercice considéré ; - l'estimation des crédits nécessaires pour l'exercice suivant ». Les règles applicables au budget administratif de la NAHEMO ne font donc pas mention des « charges à payer », ce qui va à l'encontre de l'article 25.2 du règlement financier de l'organisme. Du point de vue du compte rendu financier, la NAHEMO a bien fourni des informations conformes aux principes de la comptabilité d'exercice, car ses états financiers incluent un tableau qui rapproche l'état de l'exécution du budget administratif, établi selon la méthode de la comptabilité de caisse modifiée, et l'état de la performance financière, établi selon la méthode de la comptabilité d'exercice.

2.8 En ce qui concerne le budget opérationnel, l'article 15 des FRP de la NAHEMO, qui porte sur la structure de ce budget, indique que celui-ci comporte trois chapitres, que chaque chapitre doit donner une indication du montant total des dépenses qui devront être autorisées pour l'exercice suivant par le Comité directeur et le Comité directeur de la communauté de l'hélicoptère OTAN, et que cette indication doit se fonder sur une estimation étayée des paiements qui arriveront à échéance (budgétisation basée sur les réalisations escomptées) et des contributions prévisionnelles de chaque pays. Du point de vue de la comptabilité et du compte rendu financier, le budget opérationnel de la NAHEMO et l'état de l'exécution de ce budget sont établis selon la méthode de la comptabilité de caisse modifiée, alors que le règlement financier de l'organisme, approuvé par le Conseil, prévoit qu'ils respectent les principes de la comptabilité d'exercice. Comme la NAHEMO est mandataire en ce qui concerne le budget opérationnel, il est tout à fait possible que les pays aient de bonnes raisons de préférer qu'il en soit ainsi et que cela réponde à leurs besoins, mais le règlement financier de l'organisme ne le prévoit pas explicitement.

2.9 Du reste, d'après l'article 19.2 des FRP de la NAHEMO, qui porte sur la mise à disposition des crédits du budget opérationnel, « *à la clôture de l'exercice, les crédits nécessaires au paiement des travaux non achevés ou des services non entièrement reçus au cours de l'exercice pour lesquels aucun paiement n'a encore été effectué sont automatiquement ajoutés au poste correspondant du budget de l'exercice suivant du pays concerné* ». Par conséquent, toujours d'après les FRP de la NAHEMO, les engagements non exécutés qui relèvent du budget opérationnel peuvent théoriquement être reportés sans limite de temps, ce qui va est contraire aux règles de report définies dans le règlement financier de l'organisme.

2.10 L'IBAN est bien conscient que la NAHEMO agit en qualité de mandataire en ce qui concerne le programme d'hélicoptères, et que la gestion pluriannuelle propre à son budget opérationnel est par nature incompatible avec plusieurs dispositions du règlement financier approuvé par le Conseil, texte adapté à l'entité dans la mesure où elle agit comme mandant sur la base de budgets annuels. Il apparaît donc que la NAHEMO se trouve *de facto* dans une situation de non-conformité avec son règlement financier ou de doute persistant quant à sa conformité avec ce règlement.

NATO SANS CLASSIFICATION

IBA-AR(2022)0019

Recommandations

2.11 Dès lors que la NAHEMO agit en qualité de mandant en ce qui concerne son budget administratif et de mandataire en ce qui concerne son budget opérationnel, l'IBAN lui recommande :

- a) de revoir les dispositions de son règlement financier de façon à éviter toute situation de non-conformité de fait et toute situation qui créerait un doute persistant quant à la conformité de l'organisme, ainsi que de remédier à la situation présente, soit en demandant à l'organe de gouvernance compétent de dissiper le doute, en application de l'article 7.1 du règlement financier de l'entité, soit, si nécessaire, en faisant approuver par le Conseil une dérogation à ce règlement ;
- b) de préciser dans ses FRP les exigences relatives aux informations à fournir dans l'état de l'exécution du budget administratif pour ce qui a trait à ses activités de mandant et dans l'état de l'exécution du budget opérationnel pour ce qui a trait à ses activités de mandataire.

3. NÉCESSITÉ D'AMÉLIORER LES DISPOSITIONS RELATIVES À L'ÉTAT DE L'EXÉCUTION DU BUDGET OPÉRATIONNEL ET LES INFORMATIONS FOURNIES DANS CE DOCUMENT

Contexte

3.1 La section des états financiers intitulée « Base d'établissement » décrit la méthode comptable appliquée par la NAHEMO lorsqu'elle agit en tant que mandataire. Il y est expliqué que, depuis 2012, « *la NAHEMO considère qu'elle agit en qualité de mandataire des pays participants pour ce qui est de la gestion du programme NH90 et [...] qu'elle doit publier les montants nets reçus de ces pays en contrepartie de la gestion du programme, en les rapprochant des dépenses exposées. Ces recettes et dépenses constituent le budget opérationnel de la NAHEMO.* » Il ressort de ce qui précède que la NAHEMO agit en qualité de mandant pour l'exécution de son budget administratif et de mandataire pour l'exécution de son budget opérationnel.

3.2 Le règlement financier de la NAHEMO ne tient pas compte du fait qu'elle agit à certains égards en qualité de mandataire et à d'autres en qualité de mandant. Ses FRP donnent des lignes directrices pour l'exécution du budget opérationnel, qui ne sont pas entièrement compatibles avec les dispositions de son règlement financier. En outre, elles ne disent rien quant aux informations à fournir dans les états financiers au sujet du budget opérationnel, ni sur la manière dont ces informations doivent être présentées.

3.3 Les dispositions relatives aux informations à fournir au sujet des budgets de ce programme multinational pluriannuel devraient prévoir la communication aux pays participants d'informations financières qui les aident à piloter le financement du programme et l'établissement de son budget. Elles devraient également leur permettre

de comprendre ce qu'il en est des engagements passés, présents ou futurs liés au programme, d'identifier d'éventuels retards par rapport aux échéances contractuelles, et d'ajuster les budgets et autorisations si des crédits n'ont pas été utilisés, de façon à limiter au minimum les avoirs en caisse de la NAHEMO.

Observations

3.4 L'IBAN est d'avis que l'état de l'exécution du budget opérationnel de la NAHEMO et les notes y relatives qui sont jointes aux états financiers pourraient être améliorés pour offrir une vue précise et exhaustive de l'avancement du programme, des crédits disponibles et des engagements reportés n'ayant pas encore donné lieu à des dépenses ainsi que pour fournir des prévisions budgétaires pluriannuelles fondées sur les prévisions relatives à l'achèvement des phases du programme. Les possibilités d'amélioration relevées par l'IBAN sont, plus précisément, les suivantes :

- a) l'état de l'exécution du budget opérationnel ne présente pas le montant global des engagements contractuels, qui sont liés à hauteur de 2,7 milliards d'euros à des phases non encore achevées et qui s'ajoutent au budget de 2021 (1,8 milliard d'euros) ;
- b) les notes jointes à l'état de l'exécution du budget opérationnel ne mentionnent pas l'arriéré lié à des engagements contractuels non entièrement concrétisés ou dont l'exécution a été reportée ; en fait, sur les 2,7 milliards d'euros, un montant de 1,1 milliard d'euros correspond à des engagements constatés au titre du budget d'un exercice antérieur mais dont l'exécution a été reportée à un exercice ultérieur ; l'IBAN croit comprendre que l'accomplissement des phases « en sommeil » s'envisage parfois à un horizon de plusieurs années ; il a constaté par exemple qu'un montant de 202 millions d'euros correspondait à des engagements remontant à plus de six ans ;
- c) une note figurant dans l'état de l'exécution du budget opérationnel mentionne la valeur des travaux achevés au cours de l'exercice mais non facturés à la date de clôture ; il y a lieu de s'interroger sur l'intérêt de cette information et de déterminer si les pays participants ont besoin de disposer d'informations conformes aux principes de la comptabilité d'exercice ;
- d) les notes figurant dans l'état de l'exécution du budget opérationnel ne donnent pas d'informations sur les ajustements apportés au budget initial s'agissant des engagements de 2020 reportés sur 2021 ; d'après l'analyse de l'IBAN, environ 205 millions d'euros ont été sortis du budget 2021 définitif : 86 millions d'euros ont été purement et simplement annulés (par exemple parce que l'organisme avait été exempté de payer des pénalités), 119 millions d'euros se rapportent à des phases de travaux reportées au-delà de 2021 (les engagements correspondants devenant « dormants »), et 12 millions d'euros (montant net) sont liés à des corrections d'erreur, notamment de fautes de frappe dans les montants relatifs à certaines phases.

3.5 L'IBAN reconnaît que l'état de l'exécution du budget opérationnel 2021 a été amélioré et simplifié par rapport à celui de 2020. La NAHEMO y a notamment utilisé

NATO SANS CLASSIFICATION

IBA-AR(2022)0019

la terminologie des FRP qui s'applique aux activités opérationnelles qu'elle exerce en qualité de mandataire.

Recommandations

3.6 Comme la NAHEMO agit en qualité de mandataire en ce qui concerne son budget opérationnel, l'IBAN lui recommande de clarifier, dans ses FRP, les dispositions relatives aux informations à fournir dans l'état de l'exécution de ce budget. Les dispositions relatives aux informations à fournir au sujet des budgets des programmes multinationaux pluriannuels devraient prévoir la communication aux pays participants d'informations financières qui les aident à piloter le financement de ces programmes et l'établissement de leurs budgets.

4. NÉCESSITÉ POUR LA NAHEMO DE BIEN DÉTERMINER SI ELLE CONTRÔLE DES ACTIFS ET D'INSCRIRE À L'ACTIF CERTAINES DÉPENSES RELATIVES À L'EMMÉNAGEMENT DANS SES NOUVEAUX LOCAUX

Contexte

4.1 Le cadre comptable OTAN (NAF) est une version adaptée des normes comptables internationales du secteur public (IPSAS). L'IPSAS 1 exige des entités qu'elles présentent des informations « *de manière à répondre à certaines caractéristiques qualitatives* », dont la « *prééminence de la substance sur la forme* ». Cela signifie que les « *transactions* » et « *autres événements* » doivent être « *comptabilisés et présentés conformément à leur substance et à leur réalité économique et non pas seulement selon leur forme juridique* », étant entendu que « *la substance d'opérations ou d'autres événements n'est pas toujours cohérente avec leur forme juridique* ».

4.2 Aux termes du paragraphe 6.4 du NAF, adapté de l'IPSAS 17 (*Immobilisations corporelles*), « *en plus du critère d'évaluation habituel (prééminence de la substance sur la forme), les entités OTAN présentant des états financiers doivent utiliser [les] critères [définis dans le NAF] pour déterminer, aux fins du compte rendu financier, dans quelle mesure elles contrôlent un actif* ».

4.3 Les critères indicatifs du contrôle d'une immobilisation corporelle ne se limitent pas à la détention du titre de propriété : l'entité OTAN doit aussi se demander si elle est la principale exploitante du bien et bénéficie des avantages économiques qu'il procure.

4.4 « *Si, pour un actif donné, l'entité répond [...] à six [des dix critères], il est probable qu'elle contrôle l'actif en question. Dans ce cas, celui-ci doit être inscrit à l'actif dans les états financiers de l'entité (pour autant que sa valeur excède le seuil applicable).* »

4.5 Aux termes du paragraphe 3.1 de la méthode comptable relative aux immobilisations corporelles (AC/335-N(2016)0088-REV3), « *le coût d'acquisition d'un bien est inscrit à l'actif dans les états financiers de l'entité OTAN* :

NATO SANS CLASSIFICATION

IBA-AR(2022)0019

- a) s'il est probable que les avantages économiques futurs ou le potentiel de service associé(s) à cet élément iront à l'entité ;*
- b) si le coût ou la juste valeur de l'élément peut être évalué(e) de façon fiable (les estimations sont permises) ;*
- c) si l'entité OTAN contrôle l'élément concerné ;*
- d) si l'élément est destiné à être utilisé pendant une durée supérieure à celle de l'exercice, soit 12 mois ».*

Observations

4.6 La NAHEMO emménagera dans ses nouveaux locaux en août 2022. Ceux-ci seront loués dans le cadre d'un bail de dix ans. Le budget du projet, en cours d'établissement depuis 2020, est de l'ordre de 2 millions d'euros. Pour l'essentiel, il sera exécuté et utilisé en 2022. Y sont inscrits, entre autres, les coûts propres à l'aménagement des locaux et à la mise en place d'infrastructures de sécurité répondant aux exigences de l'OTAN. Certains de ces équipements, comme les fenêtres blindées, resteront en place au terme du bail et seront alors transférés au bailleur.

4.7 L'IBAN a constaté que la NAHEMO n'avait pas appliqué les critères de contrôle aux éléments acquis dans le cadre de l'emménagement. Elle n'a donc pas envisagé d'inscrire à l'actif et d'évaluer en tant qu'actifs les dépenses exposées en 2021 pour les systèmes de sécurité (111 554 EUR) et pour les fenêtres blindées (25 000 EUR). Ces dépenses ont été passées en charges et non pas portées à l'actif. L'IBAN est d'avis que, d'après les critères ayant trait au contrôle des actifs qui sont définis dans le NAF et en application du principe de « prééminence de la substance sur la forme » édicté dans les IPSAS, la NAHEMO contrôle au moins une partie des éléments concernés. Par conséquent, ceux-ci auraient dû être comptabilisés comme moyens en cours de construction ou comme immobilisations corporelles.

Recommandations

4.8 L'IBAN recommande à la NAHEMO :

- a) de déterminer, sur la base des critères définis dans le cadre comptable OTAN, si elle contrôle les éléments qu'elle a payés dans le cadre du projet d'emménagement dans ses nouveaux locaux ;
- b) d'évaluer, pour les éléments qu'elle contrôle d'après ces critères, le montant à inscrire à l'actif au titre des immobilisations corporelles ainsi que le montant à comptabiliser au titre des moyens en cours de construction ;
- c) de mettre à jour son registre des actifs en conséquence.

SUITES DONNÉES AUX OBSERVATIONS ANTÉRIEURES

L'IBAN a fait le point sur les suites données aux observations formulées lors d'audits précédents. On trouvera dans le tableau ci-après un récapitulatif de ces observations

NATO SANS CLASSIFICATION

IBA-AR(2022)0019

et recommandations et des mesures prises par l'entité (pour autant qu'elles aient été examinées par l'IBAN), ainsi que l'état de la question.

Une question est considérée comme étant « à traiter » lorsqu'aucun progrès notable n'a encore été réalisé en vue de son règlement. Une question est considérée comme étant « en cours de traitement » lorsque l'entité a commencé à mettre en œuvre la recommandation correspondante ou lorsque certains éléments de la recommandation (mais pas tous) ont été suivis d'effets. Une question est considérée comme étant « traitée » lorsque la recommandation correspondante a été mise en œuvre ou qu'elle a été rendue ou est devenue caduque. Lorsque la recommandation se subdivise en plusieurs éléments, l'état de la question est indiqué pour chacun d'eux dans la colonne « Mesures prises ».

OBSERVATION/RECOMMANDATION	MESURES PRISES PAR L'ENTITÉ	ÉTAT DE LA QUESTION
(1) Exercice 2020 IBA-AR(2021)0031, paragraphe 1 ÉTAT DE L'EXÉCUTION DU BUDGET ADMINISTRATIF - INEXACTITUDES SIGNIFICATIVES DANS LA PRÉSENTATION DES ENGAGEMENTS AYANT FAIT L'OBJET D'UN REPORT SPÉCIAL Recommandation de l'IBAN a) ne pas mettre, dans la colonne des engagements cumulés de l'état de l'exécution du budget, le montant ayant fait l'objet d'un report spécial, car aucune obligation juridique de paiement ni aucun contrat n'y est lié ; b) présenter le report spécial séparément des autres reports en le consignait dans une colonne distincte de l'état de l'exécution du budget ; c) communiquer les informations pertinentes concernant le montant, le statut et l'objet du report spécial dans les notes jointes aux états financiers et dans l'état de l'exécution du budget. d) mettre à jour ses règles et procédures financières en introduisant un article consacré au traitement des reports spéciaux.	a) b) Une colonne intitulée « Crédits non engagés ayant fait l'objet d'un report spécial » a été ajoutée dans l'état de l'exécution du budget administratif. Un nouveau tableau, montrant, par chapitre du budget, le détail de l'utilisation des crédits reportés et des crédits ayant fait l'objet d'un report spécial complète l'état de l'exécution de ce budget. Question traitée. c) Des notes de bas de page concernant la procédure de report spécial ont été ajoutées, qui fournissent des informations exhaustives au lecteur des états financiers. Question traitée. d) Observation rendue caduque par des observations formulées pour l'exercice 2021.	Question traitée.

NATO SANS CLASSIFICATION

IBA-AR(2022)0019

OBSERVATION/RECOMMANDATION	MESURES PRISES PAR L'ENTITÉ	ÉTAT DE LA QUESTION
(2) Exercice 2020 IBA-AR(2021)0031, paragraphe 2 NON-RESPECT DES DISPOSITIONS DE L'IPSAS 3 RELATIVES AUX INFORMATIONS DE L'EXERCICE PRÉCÉDENT À FOURNIR POUR COMPARAISON, ET INCOHÉRENCES SIGNIFICATIVES DANS LES INFORMATIONS COMPARATIVES FOURNIES Recommandation de l'IBAN a) faire en sorte, dans le cadre de son système de contrôle interne, que les états financiers présentent l'information comparative conformément aux prescriptions de l'IPSAS 3 en cas de changement de méthode comptable ou de correction d'erreurs.	Dans ses états financiers rectifiés de 2020, la NAHEMO a présenté les informations comparatives de façon correcte. Le problème ne s'est plus posé en 2021.	Question traitée .
(3) Exercice 2020 IBA-AR(2021)0031, paragraphe 3 COMPTABILISATION INCORRECTE DE LA TAXE À LA VALEUR AJOUTÉE (TVA) DANS L'ÉTAT DE LA PERFORMANCE FINANCIÈRE Recommandation de l'IBAN L'IBAN recommande à la NAHEMO de modifier la méthode comptable appliquée à la TVA en consignait les flux de TVA uniquement dans l'état de la situation financière.	Comme expliqué dans le paragraphe des états financiers de 2021 intitulé « Modification de la méthode comptable », <i>« la méthode comptable a été modifiée pour ce qui est de la présentation des flux liés à la TVA ; la nouvelle méthode a été appliquée aux états financiers de 2021 et, avec effet rétroactif, aux chiffres de 2020 fournis pour comparaison ; [...] désormais, les flux liés à la TVA ne sont plus consignés que dans l'état de la situation financière, et non plus dans l'état de la performance financière. »</i>	Question traitée .
(4) Exercice 2018 IBA-AR(2019)0011, paragraphe 1 NÉCESSITÉ D'AJUSTER LES APPELS DE FONDS DE MANIÈRE À ÉVITER LES EXCÉDENTS DE LIQUIDITÉS		Question traitée .

NATO SANS CLASSIFICATION

NATO SANS CLASSIFICATION

IBA-AR(2022)0019

OBSERVATION/RECOMMANDATION	MESURES PRISES PAR L'ENTITÉ	ÉTAT DE LA QUESTION
Recommandation de l'IBAN L'IBAN recommande que la NAHEMA fasse en sorte que les appels de contributions couvrent uniquement les paiements à effectuer au cours de l'exercice financier concerné, conformément aux règles et procédures financières de la NAHEMO. Par ailleurs, la NAHEMA devrait aussi réduire ses avoirs en devises au minimum nécessaire pour couvrir les paiements prévus jusqu'à la réception de la tranche suivante et liquider les contributions inutilisées dans la même mesure.	Les avoirs en caisse ont été considérablement réduits, en application de la recommandation de l'IBAN mais aussi dans le but d'éviter les taux d'intérêt négatifs appliqués par les banques. La NAHEMA ne procède à des appels de contributions que quand les avoirs en caisse ne suffisent plus pour couvrir les paiements prévus. Elle a mis en place une nouvelle procédure d'appel de contributions qui améliore le processus global.	
(5) Exercice 2018 IBA-AR(2019)0011, paragraphe 2 NÉCESSITÉ D'AMÉLIORER L'ÉTABLISSEMENT DU BUDGET OPÉRATIONNEL Recommandation de l'IBAN L'IBAN recommande que la NAHEMA : procède aux ajustements budgétaires nécessaires lors de l'examen de mi-exercice afin de corriger la surévaluation du budget opérationnel et d'aligner celui-ci sur les engagements et les paiements prévus dans le courant de l'année ; passe en revue tous les engagements reportés des exercices précédents et justifie chacun d'eux, et qu'elle veille à déduire les crédits annulables des appels de fonds qui seront lancés au titre du budget opérationnel ; en outre, l'IBAN réitère l'observation qu'il a formulée lors d'un précédent audit, à savoir qu'aucune analyse n'a été réalisée pour déterminer si les crédits engagés devaient être reportés ou annulés ; communiqua au Comité directeur toutes les informations utiles sur les engagements reportés afin que les pays soient informés des crédits budgétaires disponibles pour l'année suivante.	Observation rendue caduque par des observations formulées pour l'exercice 2021.	Question traitée.

NATO SANS CLASSIFICATION

NATO SANS CLASSIFICATION

IBA-AR(2022)0019

OBSERVATION/RECOMMANDATION	MESURES PRISES PAR L'ENTITÉ	ÉTAT DE LA QUESTION
(6) Exercice 2016 IBA-AR(2017)29, paragraphe 2 ABSENCE DE PROCÉDURES FIABLES ET COORDONNÉES POUR L'INSCRIPTION DES IMMOBILISATIONS À L'ACTIF ET LA TENUE DES REGISTRES DES ACTIFS Recommandation de l'IBAN L'IBAN recommande à la NAHEMA de tenir à jour des registres complets répertoriant tous les actifs, conformément à l'article 12 du Règlement financier de l'OTAN. Il y a lieu de contrôler ces registres comme il se doit au niveau approprié, et il convient de dresser régulièrement l'inventaire des biens pour que les registres demeurent exacts et fiables. L'IBAN recommande également à la NAHEMA de mettre en place des procédures fiables et coordonnées visant à assurer que les nouvelles acquisitions soient inscrites à l'actif dans les immobilisations corporelles ou dans les immobilisations incorporelles.	Un registre des immobilisations corporelles a été créé en 2020 et est tenu à jour depuis le quatrième trimestre de cette même année. Il est prévu de mettre en place, dans le système informatique de comptabilité, un module d'inscription automatique de biens à l'actif.	Question en cours de traitement.

NATO SANS CLASSIFICATION

IBA-AR(2022)0019

COMMENTAIRES OFFICIELS DE L'ORGANISATION DE GESTION DE L'HÉLICOPTÈRE OTAN (NAHEMO) SUR LE RAPPORT D'AUDIT ET POSITION DU COLLÈGE INTERNATIONAL DES AUDITEURS EXTERNES DE L'OTAN (IBAN)

**OBSERVATION N° 1 :
NÉCESSITÉ D'AMÉLIORER LE PROCESSUS D'ÉTABLISSEMENT DES ÉTATS FINANCIERS ET DE RENFORCER LES CONTRÔLES INTERNES PORTANT SUR LA PROCÉDURE DE CLÔTURE FINANCIÈRE**

Commentaires officiels de la NAHEMO

La NAHEMO souscrit à la recommandation.

Elle est d'accord avec les observations formulées et en tiendra compte.

**OBSERVATION N° 2 :
NÉCESSITÉ DE REVOIR ET D'ACTUALISER LE RÈGLEMENT FINANCIER ET LES RÈGLES ET PROCÉDURES FINANCIÈRES DE LA NAHEMO**

Commentaires officiels de la NAHEMO

La NAHEMO souscrit à la recommandation.

Elle est d'accord avec les observations formulées, même si elle est d'avis que, pour assurer la cohérence du compte rendu financier de toutes les entités de l'OTAN qui agissent en qualité de mandataires, la meilleure solution serait de revoir directement le Règlement financier de l'OTAN. Un réexamen de ce règlement a d'ailleurs déjà commencé au sein du Groupe de travail OTAN sur la comptabilité.

Dans ce contexte, la NAHEMA réexaminera son propre règlement financier ainsi que ses règles et procédures financières, le cas échéant en collaboration avec d'autres entités OTAN qui se trouvent dans la même situation.

**OBSERVATION N° 3 :
NÉCESSITÉ D'AMÉLIORER LES DISPOSITIONS RELATIVES À L'ÉTAT DE L'EXÉCUTION DU BUDGET OPÉRATIONNEL ET LES INFORMATIONS FOURNIES DANS CE DOCUMENT**

Commentaires officiels de la NAHEMO

La NAHEMO souscrit à la recommandation.

Comme l'IBAN, elle estime qu'il serait intéressant d'apporter les améliorations recommandées, mais elle juge nécessaire d'achever la vérification de la base

NATO SANS CLASSIFICATION

IBA-AR(2022)0019

de données OEBS avant de s'attaquer aux dispositions relatives aux informations budgétaires à fournir au sujet des programmes multinationaux pluriannuels. Elle juge toutefois que, comme plusieurs processus complexes de numérisation sont en cours (enregistrement électronique des factures, exécution électronique des paiements, base de données des échéances contractuelles, signature numérique des courriers électroniques, etc.), qui représentent une lourde charge de travail pour le personnel administratif, les améliorations envisagées pour l'état de l'exécution du budget opérationnel ne pourront être effectives avant 2023.

OBSERVATION N° 4
NÉCESSITÉ POUR LA NAHEMO DE BIEN DÉTERMINER SI ELLE CONTRÔLE DES ACTIFS ET D'INSCRIRE À L'ACTIF CERTAINES DÉPENSES RELATIVES À L'EMMÉNAGEMENT DANS SES NOUVEAUX LOCAUX
Commentaires officiels de la NAHEMO

La NAHEMO souscrit à la recommandation.

Elle prend bonne note des observations formulées et fera en sorte d'améliorer encore le processus d'évaluation portant sur le contrôle des actifs et, s'il y a lieu, d'inscrire à l'actif les dépenses relatives à l'emménagement dans les nouveaux locaux.

SUITES DONNÉES AUX OBSERVATIONS ANTÉRIEURES**(6) Exercice 2016**

IBA-AR(2017)29, paragraphe 2

ABSENCE DE PROCÉDURES FIABLES ET COORDONNÉES POUR L'INSCRIPTION DES IMMOBILISATIONS À L'ACTIF ET LA TENUE DES REGISTRES DES ACTIFS
Commentaires officiels de la NAHEMO

La NAHEMO est d'accord.

Elle tiendra compte de la recommandation de l'IBAN.

Soucieuse d'améliorer encore la cohérence des registres, elle a entrepris d'activer le module OEBS qui permet d'inscrire des biens à l'actif.

GLOSSAIRE

En application de la norme internationale des institutions supérieures de contrôle des finances publiques (ISSAI) 2705, les opinions émises au sujet des états financiers et au sujet de la conformité peuvent être des opinions sans réserve, des opinions avec réserve, des déclarations d'abstention ou des opinions défavorables.

- L'IBAN émet une opinion sans réserve (*unqualified opinion*) lorsqu'il estime que les états financiers et le rapport sur l'exécution du budget sont exacts et que rien ne lui donne à penser que les fonds n'ont pas été employés aux bonnes fins – pour le règlement de dépenses autorisées – et en conformité avec la réglementation en vigueur.
- L'IBAN émet une opinion avec réserve (*qualified opinion*) lorsque, d'une manière générale, il est satisfait de la présentation des états financiers mais que, pour certains éléments clés, il constate que les états n'ont pas été correctement établis ou que l'ampleur de l'audit a été limitée, ou lorsque certains éléments lui donnent à penser que les fonds n'ont pas été employés aux bonnes fins – pour le règlement de dépenses autorisées – et en conformité avec la réglementation en vigueur.
- L'IBAN se déclare dans l'impossibilité d'exprimer une opinion (*disclaimer of opinion*) lorsque l'ampleur de l'audit est extrêmement limitée – au point qu'il n'est pas en mesure d'exprimer une opinion – ou lorsque d'importantes incertitudes entourent les états financiers ou l'emploi des fonds.
- L'IBAN émet une opinion défavorable (*adverse opinion*) lorsqu'une erreur ou une anomalie présente dans les états financiers a des conséquences si étendues et si importantes que, selon lui, une réserve n'est pas suffisante pour faire apparaître le caractère trompeur ou incomplet des états financiers.

En application des normes d'audit, trois types de paragraphe peuvent figurer dans le rapport d'audit :

- Questions clés de l'audit (ISSAI 2701) – Paragraphe qui concerne des questions qui, selon le jugement professionnel de l'IBAN, sont les plus importantes parmi celles qui ressortent de l'audit des états financiers de la période considérée. Les questions clés de l'audit sont portées à l'attention du Conseil.
- Observation particulière (ISSAI 2706) – Paragraphe que l'IBAN ajoute dans la section « Opinion » du rapport d'audit afin d'appeler l'attention sur un élément présenté dans les états financiers dont l'importance est telle, selon lui, qu'il est indispensable à l'utilisateur pour sa compréhension de ces documents.
- Autre observation (ISSAI 2706) – Paragraphe que l'IBAN ajoute dans la section « Opinion » du rapport d'audit pour fournir des informations sur un élément autre que ceux présentés dans les états financiers qui, selon lui, est important pour la compréhension, par l'utilisateur, de l'audit, des responsabilités de l'auditeur ou du rapport d'audit.



International Board of Auditors for NATO
Collège international des auditeurs externes de l'OTAN

Brussels - Belgium



NATO SANS CLASSIFICATION

IBA-A(2022)0106
24 août 2022

- À : Secrétaire général
(À l'attention du directeur du Cabinet)
- Cc : Représentants permanents auprès de l'OTAN
Président du Comité de direction de l'Organisation de gestion OTAN pour la mise au point, la production et le soutien opérationnel d'un avion de combat polyvalent (NAMMO)
Directeur général de l'Agence de gestion OTAN pour le développement, la production et la logistique de l'ACE 2000 et du Tornado (NETMA)
Contrôleuse des finances de la NETMA
Président du Bureau de la planification et de la politique générale des ressources
Chef de la Branche Gestion des ressources du Bureau OTAN des ressources
Bureau d'ordre du Cabinet
- Objet : **Rapport du Collège international des auditeurs externes de l'OTAN (IBAN) sur l'audit des états financiers de l'Organisation de gestion OTAN pour la mise au point, la production et le soutien opérationnel d'un avion de combat polyvalent (NAMMO) pour l'exercice clos le 31 décembre 2021 – IBA-AR(2022)0013**

Monsieur le Secrétaire général,

Vous trouverez ci-joint le rapport approuvé par l'IBAN ainsi qu'une note succincte à l'intention du Conseil.

L'IBAN a émis une opinion sans réserve sur les états financiers 2021 de la NAMMO ainsi que sur la conformité pour cet exercice.

Veuillez agréer, Monsieur le Secrétaire général, l'assurance de ma haute considération.

Daniela Morgante
Présidente

Pièces jointes : voir ci-dessus.

NATO SANS CLASSIFICATION

-1-

NATO SANS CLASSIFICATION

IBA-AR(2022)0013

**Note succincte
du Collège international des auditeurs externes de l'OTAN
à l'intention du Conseil sur l'audit des états financiers
de l'Organisation de gestion OTAN pour la mise au point, la production
et le soutien opérationnel d'un avion de combat polyvalent (NAMMO)
pour l'exercice clos le 31 décembre 2021**

La NAMMO est l'entité OTAN qui présente les états financiers relatifs au programme Tornado. Les pays qui participent à ce programme sont l'Allemagne, l'Italie et le Royaume-Uni. L'Agence de gestion OTAN pour le développement, la production et la logistique de l'ACE 2000 et du Tornado (NETMA) gère ce programme et le budget opérationnel correspondant.

La NETMA se charge également de l'administration du programme Eurofighter (anciennement ACE 2000) et de la gestion des acquisitions réalisées dans ce cadre. L'Organisation de gestion OTAN pour le développement, la production et la logistique de l'avion de combat européen (NEFMO) est l'entité OTAN présentant les états financiers relatifs à ce programme.

Considérant la NAMMO, la NEFMO et la NETMA comme des entités OTAN distinctes, la NETMA publie chaque année des états financiers à usage général pour chacun des trois budgets qu'elle gère et administre.

Le Collège international des auditeurs externes de l'OTAN (IBAN) a audité les états financiers de la NAMMO pour l'exercice clos le 31 décembre 2021. En 2021, le montant total des dépenses relevant du budget opérationnel de la NAMMO s'est établi à 585 millions d'euros.

En 2022, la NETMA a demandé que la NAMMO puisse déroger aux articles 24 et 25 du Règlement financier de l'OTAN (NFR) pour ce qui est de l'approbation préalable des engagements pour les achats de rechanges, des reports d'engagements et des crédits annulables. Le 24 juin 2022, le Conseil de l'Atlantique Nord a approuvé de telles dérogations, qui s'appliquent avec effet rétroactif au 1^{er} janvier 2021.

L'IBAN a émis une opinion sans réserve sur les états financiers ainsi que sur la conformité pour l'exercice clos le 31 décembre 2021.

L'IBAN n'a pas formulé d'observation ni de recommandation.

L'IBAN a fait le point sur les suites données aux observations et recommandations formulées lors d'audits précédents, et il a constaté qu'une question avait été traitée et que deux autres étaient toujours en cours de traitement.

Le rapport d'audit a été transmis à la NETMA, dont les commentaires ont ensuite été intégrés dans le document ainsi que, le cas échéant, la position de l'IBAN à leur sujet.

Une lettre a été adressée à la direction de la NETMA. Elle contient des observations et des recommandations qui ne figurent pas dans le rapport d'audit et elle fait le point sur les suites données aux observations et aux recommandations formulées dans de précédentes lettres à la direction. En effet, l'IBAN estime que ces questions doivent être traitées par la direction de la NETMA et qu'elles relèvent dès lors de la responsabilité de celle-ci.

24 août 2022

COLLÈGE INTERNATIONAL DES AUDITEURS EXTERNES DE L'OTAN

**RAPPORT SUR L'AUDIT DES ÉTATS FINANCIERS
DE L'ORGANISATION DE GESTION OTAN
POUR LA MISE AU POINT, LA PRODUCTION ET LE SOUTIEN
OPÉRATIONNEL D'UN AVION DE COMBAT POLYVALENT**

(NAMMO)

POUR L'EXERCICE CLOS LE 31 DÉCEMBRE 2021

**OPINION DE L'AUDITEUR EXTERNE
À L'INTENTION DU CONSEIL DE L'ATLANTIQUE NORD*****Audit des états financiers*****Opinion sur les états financiers**

Le Collège international des auditeurs externes de l'OTAN (IBAN) a audité les états financiers de l'Organisation de gestion OTAN pour la mise au point, la production et le soutien opérationnel d'un avion de combat polyvalent (NAMMO) portant sur la période de 12 mois ayant pris fin le 31 décembre 2021. Diffusés sous la cote N/28412090/213597/22/NU et soumis à l'IBAN le 30 mars 2022, ces états financiers se composent de l'état de la situation financière au 31 décembre 2021, de l'état de la performance financière, de l'état des variations de l'actif net/situation nette et du tableau des flux de trésorerie pour la période de 12 mois ayant pris fin le 31 décembre 2021, ainsi que d'un résumé des méthodes comptables importantes et d'autres notes explicatives. Ils contiennent en outre un rapport sur l'exécution du budget portant sur la même période de 12 mois.

L'opinion de l'IBAN est que les états financiers donnent une image fidèle et exacte de la situation financière de la NAMMO au 31 décembre 2021 ainsi que de sa performance financière, de ses flux de trésorerie et de l'exécution du budget pour la période de 12 mois ayant pris fin à cette date, en application des dispositions comptables et des normes de compte rendu du cadre comptable OTAN.

Justification de l'opinion émise sur les états financiers

Le Règlement financier de l'OTAN prévoit que l'audit externe des entités OTAN présentant des états financiers et des organismes OTAN établis en vertu du Traité de l'Atlantique Nord est effectué par l'IBAN.

L'IBAN a effectué son audit sur la base des normes internationales des institutions supérieures de contrôle des finances publiques (ISSAI 2200-2899), définies par l'Organisation internationale des institutions supérieures de contrôle des finances publiques (INTOSAI), ainsi que des dispositions complémentaires figurant dans sa propre charte.

L'IBAN est indépendant, comme le prévoit le Code de déontologie de l'INTOSAI, et il s'est acquitté de ses responsabilités dans le respect des dispositions de ce code. Les responsabilités des membres de l'IBAN sont décrites de manière plus détaillée dans la section « Responsabilités de l'IBAN concernant l'audit des états financiers » et dans sa charte.

L'IBAN estime qu'il a obtenu par son audit les éléments probants nécessaires et suffisants pour lui permettre de formuler une opinion.

Responsabilité de la direction concernant les états financiers

La responsabilité de la direction concernant les états financiers est définie dans le Règlement financier de l'OTAN. Les états financiers de la NAMMO sont établis en application des dispositions comptables et des normes de compte rendu du cadre comptable OTAN tel qu'approuvé par le Conseil. Il incombe au contrôleur des finances de soumettre les états financiers à l'IBAN au plus tard le 31 mars qui suit la fin de l'exercice visé dans les états financiers.

Les états financiers sont signés par le chef de l'entité OTAN concernée et par le contrôleur des finances. En apposant leur signature sur ces documents, ceux-ci confirment que des mesures de gouvernance financière, des mécanismes de gestion des ressources, des contrôles internes et des systèmes d'information financière ont été mis en place et maintenus afin de garantir une utilisation efficace et efficiente des ressources.

Cette confirmation couvre l'élaboration, la mise en place et le maintien d'un ensemble de contrôles internes de nature à permettre l'établissement et la présentation d'états financiers qui soient auditables et exempts d'inexactitudes significatives, que celles-ci relèvent d'une fraude ou d'une erreur. Elle couvre aussi le compte rendu relatif à la capacité de l'entité à poursuivre son activité, la présentation, le cas échéant, des questions relatives à la continuité de l'activité, et l'application du principe comptable de continuité d'activité, à moins qu'il soit prévu de liquider l'entité ou de mettre un terme à son activité ou qu'il n'y ait pas moyen de faire autrement.

Responsabilités de l'IBAN concernant l'audit des états financiers

L'audit a pour objectif de permettre à l'IBAN d'obtenir une assurance raisonnable sur le point de savoir si les états financiers considérés dans leur ensemble sont exempts d'inexactitudes significatives, que celles-ci relèvent d'une fraude ou d'une erreur, et de formuler une opinion à leur sujet. L'assurance raisonnable correspond à un degré de certitude élevé, mais elle ne garantit pas qu'un audit effectué conformément aux ISSAI permettra dans tous les cas de détecter les inexactitudes significatives. Les inexactitudes, qui peuvent résulter d'une fraude ou d'une erreur, sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce que, considérées isolément ou collectivement, elles influent sur les décisions économiques que les utilisateurs des états financiers prennent en se fondant sur ceux-ci.

Dans le cadre d'audits effectués conformément aux ISSAI, les auditeurs font appel à leur jugement professionnel et à leur esprit critique tout au long de la planification et de la réalisation du travail. Cela nécessite de tenir compte des particularités que présentent les entités du secteur public. L'IBAN s'attache aussi :

- à recenser et à évaluer les risques d'inexactitudes significatives dans les états financiers, que celles-ci relèvent d'une fraude ou d'une erreur, à concevoir et à mettre en œuvre des procédures d'audit sensibles à ces risques ainsi qu'à obtenir par son audit les éléments probants nécessaires et suffisants pour lui permettre

NATO SANS CLASSIFICATION

IBA-AR(2022)0013

de formuler une opinion ; le risque de non-détection d'une inexactitude significative relevant d'une fraude est plus élevé que le risque de non-détection d'une inexactitude significative relevant d'une erreur car la fraude peut résulter d'une collusion, d'une falsification, d'omissions intentionnelles, de fausses déclarations ou du contournement du contrôle interne ;

- à acquérir une connaissance du contrôle interne qui soit pertinente pour l'audit, le but étant d'élaborer des procédures d'audit qui soient adaptées à la situation considérée et non pas d'exprimer une opinion sur l'efficacité du système de contrôle interne de l'entité ;
- à déterminer si les méthodes comptables appliquées sont appropriées et si les estimations comptables et les informations connexes fournies par la direction sont raisonnables ;
- à se prononcer sur le caractère approprié ou non de l'utilisation du principe comptable de la continuité d'activité et à déterminer, à partir des éléments probants obtenus par l'audit, s'il existe une incertitude significative du fait d'événements ou de circonstances susceptibles de remettre fondamentalement en cause la capacité de l'entité à poursuivre son activité ; si l'IBAN juge qu'une telle incertitude existe, il est tenu d'appeler l'attention, dans son opinion, sur les informations correspondantes figurant dans les états financiers ou, si ces informations sont incomplètes, de formuler une opinion modifiée ; les conclusions de l'IBAN sont fondées sur les éléments probants en sa possession à la date d'établissement de son rapport d'audit ; il n'est toutefois pas exclu que l'entité soit amenée à cesser son activité en raison d'événements ou de circonstances futurs ;
- à évaluer la présentation générale, la structure et le contenu des états financiers, y compris les informations fournies, et à déterminer si les états financiers rendent compte fidèlement des opérations et des événements qui en font l'objet.

L'IBAN est tenu de communiquer avec les organes chargés de la gouvernance, et notamment de les informer du périmètre et du calendrier de la mission d'audit qu'il prévoit d'effectuer, des principales conclusions de l'audit et des lacunes significatives qu'il aura éventuellement constatées dans le contrôle interne au cours de l'audit.

L'opinion que l'IBAN formule à l'intention du Conseil de l'Atlantique Nord doit aider ce dernier à s'acquitter de son rôle. C'est la raison pour laquelle l'IBAN est responsable de ses travaux et de son opinion devant le seul Conseil.

Audit de conformité**Opinion sur la conformité**

Sur la base des procédures qu'il a appliquées, l'IBAN estime que rien, dans son audit des états financiers, ne lui donne à penser que les fonds n'ont pas été employés aux bonnes

NATO SANS CLASSIFICATION

IBA-AR(2022)0013

fins – pour le règlement de dépenses autorisées – et en conformité avec le Règlement financier de l'OTAN et le Règlement du personnel civil de l'OTAN.

Justification de l'opinion émise sur la conformité

L'IBAN a effectué l'audit de conformité sur la base des normes internationales des institutions supérieures de contrôle des finances publiques (ISSAI 4000-4899), définies par l'Organisation internationale des institutions supérieures de contrôle des finances publiques (INTOSAI), ainsi que des dispositions complémentaires figurant dans sa propre charte.

L'IBAN estime qu'il a obtenu par son audit les éléments probants nécessaires et suffisants pour lui permettre de formuler une opinion.

Responsabilité de la direction concernant la conformité

Tous les membres du personnel – civils et militaires – de l'OTAN sont tenus de respecter le Règlement financier de l'OTAN ainsi que les règles et procédures financières qui s'y rattachent et les directives d'application particulières, dont le Règlement du personnel civil de l'OTAN fait partie.

Le chef de l'entité OTAN présentant des états financiers est responsable et tenu comptable d'une saine gestion financière. Les organismes OTAN et les entités OTAN présentant des états financiers doivent administrer leurs finances en s'appuyant sur les principes suivants : adéquation, bonne gouvernance, obligation de rendre compte, transparence, gestion des risques et contrôle interne, audit interne, audit externe, prévention et détection des fraudes.

Responsabilité de l'IBAN concernant la conformité

Selon sa charte, en plus d'être responsable de fournir une assurance raisonnable quant à la question de savoir si les états financiers considérés dans leur ensemble sont exempts d'inexactitudes significatives, l'IBAN doit chaque année rendre au Conseil un avis indépendant lui assurant que les fonds ont été employés aux bonnes fins – pour le règlement de dépenses autorisées (adéquation) – et en conformité avec la réglementation en vigueur (régularité). Par « adéquation », on entend le respect des principes généraux régissant une gestion financière saine ainsi que la conduite des membres de l'administration. Par « régularité », on entend le respect de critères officiels tels que les règlements, règles et procédures applicables.

Il incombe ainsi à l'IBAN d'appliquer des procédures lui permettant d'obtenir en toute indépendance une assurance sur le point de savoir si les fonds ont été employés aux bonnes fins – pour le règlement de dépenses autorisées – et en conformité avec la réglementation en vigueur. De telles procédures prévoient notamment la prise en compte des risques de non-conformité significative.

NATO SANS CLASSIFICATION

IBA-AR(2022)0013

Bruxelles, le 24 août 2022



Daniela Morgante
Présidente

NATO SANS CLASSIFICATION

OBSERVATIONS ET RECOMMANDATIONS

L'IBAN n'a pas formulé d'observation ni de recommandation.

L'IBAN a fait le point sur les suites données aux observations et recommandations formulées lors d'audits précédents, et il a constaté qu'une question avait été traitée et que deux autres étaient toujours en cours de traitement.

Le rapport d'audit a été transmis à la NETMA, dont les commentaires ont ensuite été intégrés dans le document ainsi que, le cas échéant, la position de l'IBAN à leur sujet.

Une lettre a été adressée à la direction de la NETMA. Elle contient des observations et des recommandations qui ne figurent pas dans le présent rapport d'audit et elle fait le point sur les suites données aux observations et aux recommandations formulées dans de précédentes lettres à la direction. En effet, l'IBAN estime que ces questions doivent être traitées par la direction de la NETMA et qu'elles relèvent dès lors de la responsabilité de celle-ci.

SUITES DONNÉES AUX OBSERVATIONS ANTÉRIEURES

L'IBAN a fait le point sur les suites données aux observations formulées lors d'audits précédents. On trouvera dans le tableau ci-après un récapitulatif de ces observations et recommandations et des mesures prises par l'entité (pour autant qu'elles aient été examinées par l'IBAN), ainsi que l'état de la question.

Une question est considérée comme étant « à traiter » lorsqu'aucun progrès notable n'a encore été réalisé en vue de son règlement. Une question est considérée comme étant « en cours de traitement » lorsque l'entité a commencé à mettre en œuvre la recommandation correspondante ou lorsque certains éléments de la recommandation (mais pas tous) ont été suivis d'effets. Une question est considérée comme étant « traitée » lorsque la recommandation correspondante a été mise en œuvre ou qu'elle a été rendue ou est devenue caduque. Lorsque la recommandation se subdivise en plusieurs éléments, l'état de la question est indiqué pour chacun d'eux dans la colonne « Mesures prises ».

OBSERVATION/RECOMMANDATION	MESURES PRISES PAR L'ENTITÉ	ÉTAT DE LA QUESTION
(1) Exercice 2020 IBA-AR(2021)0027, paragraphe 1.23 ABSENCE D'APPROBATION DES ENGAGEMENTS, ET ESTIMATIONS RELATIVES AU REPORT D'ENGAGEMENTS ET AUX CHARGES À PAYER S'AGISSANT DES RECHANGES Recommandations de l'IBAN L'IBAN recommande à la NAMMO :		Question en cours de traitement.

OBSERVATION/RECOMMANDATION	MESURES PRISES PAR L'ENTITÉ	ÉTAT DE LA QUESTION
a) de faire en sorte que des tiers ne puissent pas, au nom de la NAMMO, déclencher l'engagement de crédits pour l'achat de rechanges ;	Cette partie de la recommandation est devenue caduque car le Conseil de l'Atlantique Nord a approuvé la demande de la NETMA visant à pouvoir déroger à l'article 25 du NFR pour ce qui est de l'approbation préalable des engagements pour les achats de rechanges. Question traitée .	
b) de mettre en place des procédures ou un système de contrôle interne visant à garantir que les engagements de crédits pour l'achat de rechanges seront approuvés au préalable par le contrôleur des finances de la NETMA ou par tout autre membre du personnel de l'Agence à qui des pouvoirs ont été délégués à cet effet ;	Cette partie de la recommandation est devenue caduque car le Conseil de l'Atlantique Nord a approuvé la demande de la NETMA visant à pouvoir déroger à l'article 25 du NFR pour ce qui est de l'approbation préalable des engagements pour les achats de rechanges. Question traitée .	
c) de revoir, lorsqu'il y a lieu, les dispositions du règlement financier de la NETMA sur le rôle, les responsabilités et les pouvoirs du contrôleur des finances de la NETMA, en vue de garantir la conformité avec le NFR ;	Au 31 décembre 2021, le Conseil de l'Atlantique Nord n'avait pas encore approuvé la demande de la NETMA visant à pouvoir déroger à l'article 25 du NFR. La NETMA n'a donc pas été en mesure de diffuser en 2021 une version révisée des dispositions de son règlement financier sur le sujet. Elle a néanmoins établi une version révisée de son règlement financier, laquelle sera soumise à l'approbation du Comité de direction de la NAMMO en 2022. Question en cours de traitement .	
d) de veiller au respect de l'article 25.3 du NFR en quantifiant les engagements à reporter sur les deux exercices suivants pour tous les achats de rechanges ;	Cette partie de la recommandation est devenue caduque car le Conseil de l'Atlantique Nord a approuvé la demande de la NETMA visant à pouvoir déroger à l'article 25 du NFR pour ce qui est des reports d'engagements. Question traitée .	

NATO SANS CLASSIFICATION

IBA-AR(2022)0013

OBSERVATION/RECOMMANDATION	MESURES PRISES PAR L'ENTITÉ	ÉTAT DE LA QUESTION
e) de veiller à l'exhaustivité des charges à payer pour tous les achats de rechanges.	En 2021, la NETMA a veillé à assurer l'exhaustivité des charges à payer par la NAMMO pour les rechanges ; lorsque les bons de commande ne contenaient aucune indication de prix, elle a estimé ces charges sur la base des prix catalogue ou d'anciens prix. Question traitée .	
(2) Exercice 2020 IBA-AR(2021)0027, paragraphe 2.24 NÉCESSITÉ D'AMÉLIORER LA PRÉSENTATION DE L'ÉTAT DE L'EXÉCUTION DU BUDGET Recommandations de l'IBAN L'IBAN recommande à la NAMMO : a) de modifier les procédures actuellement en place en matière de budgets et d'acquisitions afin de se conformer aux dispositions des articles 24 et 25 du NFR, ou de demander au Conseil d'approuver une dérogation au NFR visant à ce que les besoins particuliers de la NAMMO dans ces domaines soient mieux pris en compte ; b) de déterminer si le caractère pluriannuel de son programme pourrait l'empêcher de se conformer à d'autres articles du NFR qui se fondent sur le principe de l'annualité du budget, et de prendre les mesures appropriées si nécessaire, en modifiant les procédures internes ou en demandant au Conseil d'approuver une dérogation au NFR visant à ce que les besoins particuliers de la NAMMO soient mieux pris en compte c) de revoir, lorsqu'il y a lieu, le règlement financier de la NETMA en vue de se conformer aux articles du NFR concernés, ou de se conformer aux dérogations approuvées au NFR.	Cette partie de la recommandation est devenue caduque car le Conseil de l'Atlantique Nord a approuvé la demande de la NETMA visant à pouvoir déroger à l'article 24 du NFR pour ce qui est des crédits annulables et à l'article 25 du NFR pour ce qui est des reports d'engagements et des crédits annulables. Question traitée. En 2021, la NETMA a recensé tous les articles du NFR fondés sur le principe de l'annualité du budget et elle a demandé au Conseil de l'Atlantique Nord d'approuver une dérogation aux articles auxquels la NAMMO ne pouvait pas se conformer en raison du caractère pluriannuel de son programme. Question traitée. Au 31 décembre 2021, le Conseil de l'Atlantique Nord n'avait pas encore approuvé la demande de la NETMA visant à pouvoir déroger aux articles 24 et 25 du NFR. La NETMA n'a donc pas été en	Question en cours de traitement.

NATO SANS CLASSIFICATION

IBA-AR(2022)0013

OBSERVATION/RECOMMANDATION	MESURES PRISES PAR L'ENTITÉ	ÉTAT DE LA QUESTION
	mesure de diffuser en 2021 une version révisée des dispositions de son règlement financier sur le sujet. Elle a néanmoins établi une version révisée de son règlement financier, laquelle sera soumise à l'approbation du Comité de direction de la NAMMO en 2022. Question en cours de traitement.	
(3) Exercice 2019 IBA-AR(2020)0013, paragraphe 1.13 GESTION DES LIQUIDITÉS DANS LE CONTEXTE DE LA HAUSSE DES COÛTS FINANCIERS Recommandations de l'IBAN L'IBAN recommande à la NETMA de compléter les procédures existantes concernant la saine gestion financière des abondantes liquidités de la NAMMO, en élaborant une politique et en mettant en place de nouvelles procédures afin d'éviter que les pays doivent prendre en charge des frais supplémentaires non prévus et d'atténuer les risques de liquidité potentiels. Pour ce faire, la NETMA devrait : a) communiquer au Comité de direction de la NAMMO des informations claires sur toutes les questions liées aux liquidités et lui demander d'approuver les solutions envisagées ; b) veiller à ce que soit réalisée une analyse portant sur tous les comptes bancaires existants, sur la possibilité d'ouvrir de nouveaux comptes et sur différents scénarios relatifs à l'évolution de la conjoncture économique ;	En 2021, le Comité de direction de la NAMMO a approuvé la politique de la NETMA relative aux liquidités. Ce document décrit les défis et les risques auxquels la NETMA est confrontée en matière de liquidités et expose les procédures à suivre pour agir sur ces éléments. Question traitée. Dans l'IBA-AR(2021)0027, l'IBAN a considéré que cette question avait été traitée. Question traitée.	Question traitée.

OBSERVATION/RECOMMANDATION	MESURES PRISES PAR L'ENTITÉ	ÉTAT DE LA QUESTION
c) élaborer une politique sur les taux de change qui tienne compte des effets de leur forte volatilité en cours d'exercice ; d) prendre des mesures pour réduire les liquidités détenues par chaque pays, tout en atténuant le risque de liquidité en veillant à ce que des fonds suffisants soient disponibles pour couvrir les engagements.	Dans l'IBA-AR(2021)0027, l'IBAN a considéré que cette question avait été traitée. Question traitée. En 2021, la NETMA a mis en œuvre sa politique relative aux liquidités, laquelle avait été approuvée la même année par le Comité de direction de la NAMMO. Cette politique vise à réduire les liquidités tout en veillant à ce que des fonds suffisants soient disponibles pour atténuer le risque de liquidité. Question traitée.	

**COMMENTAIRES OFFICIELS
DE L'ORGANISATION DE GESTION OTAN
POUR LA MISE AU POINT, LA PRODUCTION ET LE SOUTIEN
OPÉRATIONNEL D'UN AVION DE COMBAT POLYVALENT
(NAMMO)
SUR LE RAPPORT D'AUDIT
ET POSITION DU COLLÈGE INTERNATIONAL DES AUDITEURS EXTERNES
DE L'OTAN (IBAN)**

La NETMA n'a pas fait de commentaires officiels sur le rapport ni sur les observations antérieures.

GLOSSAIRE

En application de la norme internationale des institutions supérieures de contrôle des finances publiques (ISSAI) 2705, les opinions émises au sujet des états financiers et au sujet de la conformité peuvent être des opinions sans réserve, des opinions avec réserve, des déclarations d'abstention ou des opinions défavorables.

- L'IBAN émet une opinion sans réserve (*unqualified opinion*) lorsqu'il estime que les états financiers et le rapport sur l'exécution du budget sont exacts et que rien ne lui donne à penser que les fonds n'ont pas été employés aux bonnes fins – pour le règlement de dépenses autorisées – et en conformité avec la réglementation en vigueur.
- L'IBAN émet une opinion avec réserve (*qualified opinion*) lorsque, d'une manière générale, il est satisfait de la présentation des états financiers mais que, pour certains éléments clés, il constate que les états n'ont pas été correctement établis ou que l'ampleur de l'audit a été limitée, ou lorsque certains éléments lui donnent à penser que les fonds n'ont pas été employés aux bonnes fins – pour le règlement de dépenses autorisées – et en conformité avec la réglementation en vigueur.
- L'IBAN se déclare dans l'impossibilité d'exprimer une opinion (*disclaimer of opinion*) lorsque l'ampleur de l'audit est extrêmement limitée – au point qu'il n'est pas en mesure d'exprimer une opinion – ou lorsque d'importantes incertitudes entourent les états financiers ou l'emploi des fonds.
- L'IBAN émet une opinion défavorable (*adverse opinion*) lorsqu'une erreur ou une anomalie présente dans les états financiers a des conséquences si étendues et si importantes que, selon lui, une réserve n'est pas suffisante pour faire apparaître le caractère trompeur ou incomplet des états financiers.

En application des normes d'audit, trois types de paragraphe peuvent figurer dans le rapport d'audit :

- Questions clés de l'audit (ISSAI 2701) – Paragraphe qui concerne des questions qui, selon le jugement professionnel de l'IBAN, sont les plus importantes parmi celles qui ressortent de l'audit des états financiers de la période considérée. Les questions clés de l'audit sont portées à l'attention du Conseil.
- Observation particulière (ISSAI 2706) – Paragraphe que l'IBAN ajoute dans la section « Opinion » du rapport d'audit afin d'appeler l'attention sur un élément présenté dans les états financiers dont l'importance est telle, selon lui, qu'il est indispensable à l'utilisateur pour sa compréhension de ces documents.
- Autre observation (ISSAI 2706) – Paragraphe que l'IBAN ajoute dans la section « Opinion » du rapport d'audit pour fournir des informations sur un élément autre que ceux présentés dans les états financiers qui, selon lui, est important pour la compréhension, par l'utilisateur, de l'audit, des responsabilités de l'auditeur ou du rapport d'audit.



International Board of Auditors for NATO
Collège international des auditeurs externes de l'OTAN

Brussels - Belgium



NATO SANS CLASSIFICATION

24 août 2022

IBA-A(2022)0101

À : Secrétaire général
(À l'attention du directeur du Cabinet)

Cc : Représentants permanents auprès de l'OTAN
Présidence du Comité de direction de l'Organisation de gestion du programme du système aéroporté de détection lointaine et de contrôle de l'OTAN (NAPMO)
Directeur général de l'Agence de gestion du programme du système aéroporté de détection lointaine et de contrôle de l'OTAN (NAPMA)
Contrôleur des finances de la NAPMA
Président du Bureau de la planification et de la politique générale des ressources
Chef de la Branche Gestion des ressources du Bureau OTAN des ressources
Bureau d'ordre du Cabinet

Objet : ***Rapport du Collège international des auditeurs externes de l'OTAN (IBAN) sur l'audit des états financiers de l'Agence de gestion du programme du système aéroporté de détection lointaine et de contrôle de l'OTAN (NAPMA) pour l'exercice clos le 31 décembre 2021 – IBA-AR(2022)0024***

Monsieur le Secrétaire général,

Vous trouverez ci-joint le rapport d'audit approuvé ainsi qu'une note succincte à l'intention du Conseil.

L'IBAN a émis une opinion sans réserve sur les états financiers de la NAPMA ainsi que sur la conformité pour l'exercice 2021.

Veuillez agréer, Monsieur le Secrétaire général, l'assurance de ma haute considération.

Daniela Morgante
Présidente

Pièces jointes : voir ci-dessus.

NATO SANS CLASSIFICATION

-1-

Note succincte
du Collège international des auditeurs externes de l'OTAN (IBAN)
à l'intention du Conseil
sur l'audit des états financiers de l'Agence de gestion du programme
du système aéroporté de détection lointaine et de contrôle de l'OTAN (NAPMA)
pour l'exercice clos le 31 décembre 2021

L'Organisation de gestion du programme du système aéroporté de détection lointaine et de contrôle de l'OTAN (NAPMO), dont fait partie l'Agence de gestion du programme du système aéroporté de détection lointaine et de contrôle de l'OTAN (NAPMA), a été créée pour assurer la direction, la coordination et l'exécution du programme NAEW&C (système aéroporté de détection lointaine et de contrôle de l'OTAN). La gestion de ce programme consiste à superviser l'acquisition des moyens opérationnels nécessaires à la mise en place de la capacité NAEW&C ainsi que l'acquisition ultérieure des moyens destinés à la renforcer. En 2021, les dépenses de la NAPMA et les ajouts aux projets de modernisation se sont élevés respectivement à 22,8 millions de dollars des États-Unis (USD) et à 129,5 millions USD.

L'IBAN a émis une opinion sans réserve sur les états financiers qui lui avaient été soumis le 8 juillet 2022, ainsi que sur la conformité pour l'exercice clos le 31 décembre 2021.

L'IBAN a formulé deux observations, assorties de recommandations. Ces observations n'ont pas eu d'incidence sur l'opinion émise au sujet des états financiers et de la conformité. Elles portent sur les points suivants :

1. Nécessité de renforcer les mécanismes de contrôle interne relatifs à l'établissement des états financiers
2. Nécessité pour la NAPMO de se faire préciser par le Conseil si les clauses de recouvrement des dépenses non récurrentes sont conformes à sa charte et de lui demander son accord sur le principe de telles clauses

L'IBAN a fait le point sur les suites données aux observations et recommandations formulées lors d'audits précédents, et il a constaté que toutes les questions avaient été traitées à l'exception d'une seule, rendue caduque par une observation formulée pour l'exercice 2021.

Le rapport d'audit a été transmis à la NAPMA, dont les commentaires ont ensuite été intégrés dans le document ainsi que, le cas échéant, la position de l'IBAN à leur sujet.

Une lettre a été adressée à la direction de la NAPMA. Elle contient des observations et des recommandations qui ne figurent pas dans le rapport d'audit, et elle fait le point sur les suites données aux observations et recommandations formulées dans de précédentes lettres à la direction. En effet, l'IBAN estime que ces questions doivent être traitées par la direction de la NAPMA et qu'elles relèvent dès lors de la responsabilité de celle-ci.

24 août 2022

COLLÈGE INTERNATIONAL DES AUDITEURS EXTERNES DE L'OTAN

**RAPPORT SUR L'AUDIT DES ÉTATS FINANCIERS
DE L'AGENCE DE GESTION DU PROGRAMME DU SYSTÈME AÉROPORTÉ
DE DÉTECTION LOINTAINE ET DE CONTRÔLE DE L'OTAN
(NAPMA)
POUR L'EXERCICE CLOS LE 31 DÉCEMBRE 2021**

PUBLICLY DISCLOSED - PDN(2023)0012 - MIS EN LECTURE PUBLIQUE

OPINION DE L'AUDITEUR EXTERNE**À L'INTENTION DU CONSEIL DE L'ATLANTIQUE NORD*****Audit des états financiers*****Opinion sur les états financiers**

Le Collège international des auditeurs externes de l'OTAN (IBAN) a audité les états financiers de l'Agence de gestion du programme du système aéroporté de détection lointaine et de contrôle de l'OTAN (NAPMA) portant sur la période de 12 mois ayant pris fin le 31 décembre 2021. Diffusés sous la cote NAPMA/FC(22)50-00/016 et soumis à l'IBAN le 8 juillet 2022, ces états financiers se composent de l'état de la situation financière au 31 décembre 2021, de l'état de la performance financière, de l'état des variations de l'actif net/situation nette et du tableau des flux de trésorerie pour la période de 12 mois ayant pris fin le 31 décembre 2021, ainsi que d'un résumé des méthodes comptables importantes et d'autres notes explicatives. Ils contiennent en outre un rapport sur l'exécution du budget portant sur la même période de 12 mois.

L'opinion de l'IBAN est que les états financiers donnent une image fidèle et exacte de la situation financière de la NAPMA au 31 décembre 2021 ainsi que de sa performance financière, de ses flux de trésorerie et de l'exécution du budget pour la période de 12 mois ayant pris fin à cette date, en application des dispositions comptables et des normes de compte rendu du cadre comptable OTAN.

Justification de l'opinion émise sur les états financiers

Le Règlement financier de l'OTAN prévoit que l'audit externe des entités OTAN présentant des états financiers et des organismes OTAN établis en vertu du Traité de l'Atlantique Nord est effectué par l'IBAN.

L'IBAN a effectué son audit sur la base des normes internationales des institutions supérieures de contrôle des finances publiques (ISSAI 2200-2899), définies par l'Organisation internationale des institutions supérieures de contrôle des finances publiques (INTOSAI), ainsi que des dispositions complémentaires figurant dans sa propre charte.

L'IBAN est indépendant, comme le prévoit le Code de déontologie de l'INTOSAI, et il s'est acquitté de ses responsabilités dans le respect des dispositions de ce code. Les responsabilités des membres de l'IBAN sont décrites de manière plus détaillée dans la section « Responsabilités de l'IBAN concernant l'audit des états financiers » et dans sa charte.

L'IBAN estime qu'il a obtenu par son audit les éléments probants nécessaires et suffisants pour lui permettre de formuler une opinion.

Responsabilité de la direction concernant les états financiers

La responsabilité de la direction concernant les états financiers est définie dans le Règlement financier de l'OTAN. Les états financiers de la NAPMA sont établis en application des dispositions comptables et des normes de compte rendu du cadre comptable OTAN tel qu'approuvé par le Conseil. Il incombe au contrôleur des finances de soumettre les états financiers à l'IBAN au plus tard le 31 mars qui suit la fin de l'exercice visé dans les états financiers.

Les états financiers sont signés par le chef de l'entité OTAN concernée et par le contrôleur des finances. En apposant leur signature sur ces documents, ceux-ci confirment que des mesures de gouvernance financière, des mécanismes de gestion des ressources, des contrôles internes et des systèmes d'information financière ont été mis en place et maintenus afin de garantir une utilisation efficace et efficiente des ressources.

Cette confirmation couvre l'élaboration, la mise en place et le maintien d'un ensemble de contrôles internes de nature à permettre l'établissement et la présentation d'états financiers qui soient auditables et exempts d'inexactitudes significatives, que celles-ci relèvent d'une fraude ou d'une erreur. Elle couvre aussi le compte rendu relatif à la capacité de l'entité à poursuivre son activité, la présentation, le cas échéant, des questions relatives à la continuité de l'activité, et l'application du principe comptable de continuité d'activité, à moins qu'il soit prévu de liquider l'entité ou de mettre un terme à son activité ou qu'il n'y ait pas moyen de faire autrement.

Responsabilités de l'IBAN concernant l'audit des états financiers

L'audit a pour objectif de permettre à l'IBAN d'obtenir une assurance raisonnable sur le point de savoir si les états financiers considérés dans leur ensemble sont exempts d'inexactitudes significatives, que celles-ci relèvent d'une fraude ou d'une erreur, et de formuler une opinion à leur sujet. L'assurance raisonnable correspond à un degré de certitude élevé, mais elle ne garantit pas qu'un audit effectué conformément aux ISSAI permettra dans tous les cas de détecter les inexactitudes significatives. Les inexactitudes, qui peuvent résulter d'une fraude ou d'une erreur, sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce que, considérées isolément ou collectivement, elles influent sur les décisions économiques que les utilisateurs des états financiers prennent en se fondant sur ceux-ci.

Dans le cadre d'audits effectués conformément aux ISSAI, les auditeurs font appel à leur jugement professionnel et à leur esprit critique tout au long de la planification et de la réalisation du travail. Cela nécessite de tenir compte des particularités que présentent les entités du secteur public. L'IBAN s'attache aussi :

- à recenser et à évaluer les risques d'inexactitudes significatives dans les états financiers, que celles-ci relèvent d'une fraude ou d'une erreur, à concevoir et à mettre en œuvre des procédures d'audit sensibles à ces risques ainsi qu'à obtenir par son audit les éléments probants nécessaires et suffisants pour lui permettre de formuler une opinion ; le risque de non-détection d'une inexactitude significative relevant d'une fraude est plus élevé que le risque de non-détection

d'une inexactitude significative relevant d'une erreur, car la fraude peut résulter d'une collusion, d'une falsification, d'omissions intentionnelles, de fausses déclarations ou du contournement du contrôle interne ;

- à acquérir une connaissance du contrôle interne qui soit pertinente pour l'audit, le but étant d'élaborer des procédures d'audit qui soient adaptées à la situation considérée et non pas d'exprimer une opinion sur l'efficacité du système de contrôle interne de l'entité ;
- à déterminer si les méthodes comptables appliquées sont appropriées et si les estimations comptables et les informations connexes fournies par la direction sont raisonnables ;
- à se prononcer sur le caractère approprié ou non de l'utilisation du principe comptable de la continuité d'activité et à déterminer, à partir des éléments probants obtenus par l'audit, s'il existe une incertitude significative du fait d'événements ou de circonstances susceptibles de remettre fondamentalement en cause la capacité de l'entité à poursuivre son activité ; si l'IBAN juge qu'une telle incertitude existe, il est tenu d'appeler l'attention, dans son opinion, sur les informations correspondantes figurant dans les états financiers ou, si ces informations sont incomplètes, de formuler une opinion modifiée ; les conclusions de l'IBAN sont fondées sur les éléments probants en sa possession à la date d'établissement de son rapport d'audit ; il n'est toutefois pas exclu que l'entité soit amenée à cesser son activité en raison d'événements ou de circonstances futurs ;
- à évaluer la présentation générale, la structure et le contenu des états financiers, y compris les informations fournies, et à déterminer si les états financiers rendent compte fidèlement des opérations et des événements qui en font l'objet.

L'IBAN est tenu de communiquer avec les organes chargés de la gouvernance, et notamment de les informer du périmètre et du calendrier de la mission d'audit qu'il prévoit d'effectuer, des principales conclusions de l'audit et des lacunes significatives qu'il aura éventuellement constatées dans le contrôle interne au cours de l'audit.

L'opinion que l'IBAN formule à l'intention du Conseil de l'Atlantique Nord doit aider ce dernier à s'acquitter de son rôle. C'est la raison pour laquelle l'IBAN est responsable de ses travaux et de son opinion devant le seul Conseil.

Audit de conformité

Opinion sur la conformité

Sur la base des procédures qu'il a appliquées, l'IBAN estime que rien, dans son audit des états financiers, ne lui donne à penser que les fonds n'ont pas été employés aux bonnes fins – pour le règlement de dépenses autorisées – et en conformité avec le Règlement financier de l'OTAN et le Règlement du personnel civil de l'OTAN.

Justification de l'opinion émise sur la conformité

L'IBAN a effectué l'audit de conformité sur la base des normes internationales des institutions supérieures de contrôle des finances publiques (ISSAI 4000-4899), définies par l'Organisation internationale des institutions supérieures de contrôle des finances publiques (INTOSAI), ainsi que des dispositions complémentaires figurant dans sa propre charte.

L'IBAN estime qu'il a obtenu par son audit les éléments probants nécessaires et suffisants pour lui permettre de formuler une opinion.

Responsabilité de la direction concernant la conformité

Tous les membres du personnel – civils et militaires – de la NAPMO sont tenus de respecter le Règlement financier de la NAPMO ainsi que les règles et procédures financières qui s'y rattachent et les directives d'application internes, dont le Règlement du personnel civil de l'OTAN fait partie.

Le chef de l'entité OTAN présentant des états financiers est responsable et tenu comptable d'une saine gestion financière. Les organismes OTAN et les entités OTAN présentant des états financiers doivent administrer leurs finances en s'appuyant sur les principes suivants : adéquation, bonne gouvernance, obligation de rendre compte, transparence, gestion des risques et contrôle interne, audit interne, audit externe, prévention et détection des fraudes.

Responsabilité de l'IBAN concernant la conformité

Selon sa charte, en plus d'être responsable de fournir une assurance raisonnable quant à la question de savoir si les états financiers considérés dans leur ensemble sont exempts d'inexactitudes significatives, l'IBAN doit chaque année rendre au Conseil un avis indépendant lui assurant que les fonds ont été employés aux bonnes fins – pour le règlement de dépenses autorisées (adéquation) – et en conformité avec la réglementation en vigueur (régularité). Par « adéquation », on entend le respect des principes généraux régissant une gestion financière saine ainsi que la conduite des membres de l'administration. Par « régularité », on entend le respect de critères officiels tels que les règlements, règles et procédures applicables.

Il incombe ainsi à l'IBAN d'appliquer des procédures lui permettant d'obtenir en toute indépendance une assurance sur le point de savoir si les fonds ont été employés aux bonnes fins – pour le règlement de dépenses autorisées – et en conformité avec la réglementation en vigueur. De telles procédures prévoient notamment la prise en compte des risques de non-conformité significative.

Bruxelles, le 24 août 2022



Daniela Morgante
Présidente

OBSERVATIONS ET RECOMMANDATIONS

L'IBAN a formulé deux observations, assorties de recommandations. Ces observations n'ont pas eu d'incidence sur l'opinion émise au sujet des états financiers et de la conformité. Elles portent sur les points suivants :

1. Nécessité de renforcer les mécanismes de contrôle interne relatifs à l'établissement des états financiers.
2. Nécessité pour la NAPMO de se faire préciser par le Conseil si les clauses de recouvrement des dépenses non récurrentes sont conformes à sa charte et de lui demander son accord sur le principe de telles clauses

L'IBAN a fait le point sur les suites données aux observations et recommandations formulées lors d'audits précédents, et il a constaté que toutes les questions avaient été traitées à l'exception d'une seule, rendue caduque par une observation formulée pour l'exercice 2021.

Le rapport d'audit a été transmis à la NAPMA, dont les commentaires ont ensuite été intégrés dans le document ainsi que, le cas échéant, la position de l'IBAN à leur sujet.

Une lettre a été adressée à la direction de la NAPMA. Elle contient des observations et des recommandations qui ne figurent pas dans le présent rapport d'audit et elle fait le point sur les suites données aux observations et recommandations formulées dans de précédentes lettres à la direction. En effet, l'IBAN estime que ces questions doivent être traitées par la direction de la NAPMA et qu'elles relèvent dès lors de la responsabilité de celle-ci.

1. NÉCESSITÉ DE RENFORCER LES MÉCANISMES DE CONTRÔLE INTERNE RELATIFS À L'ÉTABLISSEMENT DES ÉTATS FINANCIERS

Contexte

1.1 D'après le cadre comptable OTAN (NAF), « *les états financiers doivent présenter une image fidèle de la situation financière, de la performance financière et des flux de trésorerie de l'entité. La présentation d'une image fidèle nécessite une représentation sincère des effets des transactions, autres événements et conditions, suivant les définitions et critères de comptabilisation des actifs, passifs, produits et charges exposés dans les IPSAS. L'application des IPSAS, conjuguée si nécessaire à la présentation d'informations complémentaires dans les notes jointes aux états financiers, est présumée déboucher sur l'établissement d'états financiers qui donnent une image fidèle des éléments précités.* »

1.2 Toujours d'après le NAF (IPSAS 1), « *tous les éléments constitutifs des produits et des charges comptabilisés pour un exercice donné doivent être inclus dans le solde* ».

1.3 Selon le Règlement financier de la NAPMO, « *le directeur général est autorisé à effectuer des placements à court terme et à faible risque avec les fonds qui ne lui sont pas immédiatement nécessaires, conformément aux principes de base d'une saine gestion financière. Il déclare le revenu de ces placements au PFC [Comité politique et financier] en le consignnant dans les états financiers annuels sous la rubrique des recettes diverses* ».

1.4 L'une des fonctions principales de tout système de contrôle interne est de garantir l'existence de procédures appropriées pour l'établissement, l'examen et la présentation des états financiers. L'existence d'une procédure d'examen appropriée conditionne la possibilité d'obtenir une assurance raisonnable sur le point de savoir si ceux-ci sont conformes au cadre de compte rendu financier applicable.

Constatations

1.5 L'IBAN a constaté que les produits et les charges financiers générés depuis 2014 avaient été comptabilisés et présentés par la NAPMA dans l'état de la situation financière et non pas dans l'état de la performance financière comme le prévoient le NAF et le Règlement financier de la NAPMO. Il en découle que le produit financier cumulé qui aurait dû être comptabilisé et présenté comme excédent dans l'état de la performance financière de la NAPMA s'élève à environ 24 millions de dollars des États-Unis (USD).

1.6 La NAPMA a corrigé l'état de la performance financière de 2021 ainsi que les montants fournis pour comparaison, et elle a soumis des états financiers rectifiés à l'IBAN le 8 juillet 2022. Ainsi, son excédent a été revu à la hausse, à hauteur d'environ 1 million USD pour 2021 et d'environ 3 millions USD pour 2020, et des informations complémentaires ont été communiquées dans les notes pour préciser que l'effet cumulé de l'erreur sur les exercices précédents était de l'ordre de 20 millions USD.

1.7 Les inexactitudes relevées plus haut ont certes été corrigées mais elles montrent que, pour éviter les inexactitudes ou erreurs significatives dans les informations présentées, il faut pouvoir s'appuyer sur des procédures adéquates d'établissement, de vérification et de présentation des états financiers.

Recommandations

1.8 L'IBAN recommande à la NAPMA de renforcer les mécanismes de contrôle interne relatifs à l'établissement des états financiers afin qu'une assurance raisonnable puisse être obtenue quant à la conformité de ceux-ci avec le cadre comptable OTAN et le Règlement financier de l'OTAN.

2. NÉCESSITÉ POUR LA NAPMO DE SE FAIRE PRÉCISER PAR LE CONSEIL SI LES CLAUSES DE RECOUVREMENT DES DÉPENSES NON RÉCURRENTES SONT CONFORMES À SA CHARTE ET DE LUI DEMANDER SON ACCORD SUR LE PRINCIPE DE TELLES CLAUSES

Contexte

2.1 La section I (Dispositions générales) de la charte de la NAPMO dispose ce qui suit :

« 2. Procédures de modification et de dissolution

- (a) Seul le Conseil de l'Atlantique Nord peut dissoudre la NAPMO ou modifier ou révoquer la présente charte.
- (b) Toute demande en ce sens doit être soumise au Conseil de l'Atlantique Nord, par l'intermédiaire du secrétaire général de l'OTAN. Les États participant à la NAPMO doivent introduire cette demande de façon conjointe. »

2.2 La section IV (Conventions et contrats) de la charte de la NAPMO dispose ce qui suit :

« 9. Pouvoirs

La NAPMO est habilitée, dans le cadre de ses fonctions et au nom de l'OTAN :

- (a) à passer des conventions et des contrats ;
- (b) à passer des conventions administratives avec d'autres organismes OTAN ;
- (c) à acquérir et céder des biens meubles.

10. Approbation par le Conseil de l'Atlantique Nord

Avant de passer une convention ou un contrat avec un pays non membre de l'OTAN ou une organisation internationale, ou de passer une convention internationale nécessitant l'approbation du Parlement d'un pays participant, le Comité de direction doit soumettre le projet au Conseil de l'Atlantique Nord pour obtenir son accord de principe.

11. Délégation de pouvoirs

Les pouvoirs définis à l'article 9 sont normalement exercés par le Comité de direction, qui est tenu de respecter les exigences formulées à l'article 10. Le Comité de direction peut déléguer ces pouvoirs au directeur général. Cependant, il ne peut pas :

- (a) *sauf exception à justifier au cas par cas, déléguer au directeur général le pouvoir de passer des conventions ou des contrats portant sur des questions qui ne relèvent pas de la gestion et des relations d'affaires courantes ;*
- (b) *autoriser le directeur général à passer des conventions internationales. »*

2.3 L'article 1 (recouvrement des dépenses non récurrentes) de l'appendice C du contrat relatif au dernier programme de prolongation de la durée de vie (FLEP) des AWACS de l'OTAN stipule ce qui suit :

« 1.1 Si le titulaire de marché ou un sous-traitant forme le projet de conclure des accords de vente ou de licence portant sur des articles ou données spécifiquement développés en application du présent contrat (y compris des livrables visés par la clause 23.1 [Droits sur les données] de l'appendice A du contrat) et non grevés par des articles préexistants ou essentiellement similaires (par 'essentiellement similaires', on entend identiques à 75 % aux articles destinés à des pièces/composants technologiques/systèmes), il en avise sans délai la personne responsable du marché. Le titulaire de marché convient qu'il recouvrera auprès de son client la ou les somme(s) fixée(s) par le Comité de direction de la NAPMO, au titre des dépenses non récurrentes payées par l'acheteur. [...] Il reversera cette/ces somme(s) à l'acheteur par voie électronique. »

« 1.3 Pour chaque nouvel accord de vente ou de licence, le montant à rembourser à la NAPMO au titre des dépenses non récurrentes est calculé comme suit : le montant des dépenses non récurrentes imputables à l'OTAN est divisé par le nombre total d'articles produits et à produire d'après les prévisions, y compris les articles destinés à la NAPMO ; le quotient obtenu est multiplié par le nombre d'articles sur lequel porte le nouvel accord de vente ou de licence ; le produit obtenu est multiplié par le nombre d'articles sur lequel porteront les ventes ultérieures. Le montant récupérable par la NAPMA en application de la présente clause n'est pas plafonné. » [...]

« 1.4 Le titulaire de marché convient qu'il n'a le droit de commencer à produire les articles (essentiellement similaires) qui sont destinés à la vente en application de l'accord que si les dispositions de la présente clause sont respectées. »

« 1.5 Le titulaire de marché convient que la présente clause doit être reproduite telle quelle dans tous les contrats conclus avec des sous-traitants dont l'acheteur est bénéficiaire. Les dispositions relatives au recouvrement des dépenses non récurrentes s'appliquent aux sous-traitants pour ce qui concerne leurs contributions à la conception des pièces/composants. Le titulaire de marché n'est tenu d'informer la NAPMO que des accords de vente ou de licence qui impliquent des sous-traitants contribuant à la conception de pièces/composants. La NAPMO doit recouvrer elle-même, en s'adressant directement aux sous-traitants concernés, les sommes qui lui sont dues. »

2.4 Le titulaire de marché et les sous-traitants ne peuvent commencer à produire, pour les vendre à des tiers, les articles spécifiquement développés pour le compte de la NAPMO et financés par elle, ou les articles essentiellement similaires, que si la clause relative au recouvrement des dépenses non récurrentes est respectée. Ils sont tenus de faire figurer cette clause, telle quelle, dans tous les accords conclus avec des sous-traitants et de désigner la NAPMO comme bénéficiaire lorsqu'ils concluent des accords de vente ou de licence portant sur des articles ou données spécifiquement développés dans le cadre du contrat de modernisation de la composante E-3A.

2.5 D'après l'article 23 (Droits sur les données) de l'appendice A du contrat relatif au FLEP des AWACS de l'OTAN,

« 23.1 Les données et livrables développés et financés exclusivement sur le fondement de la TRN [Technical Research Note] 001 du présent contrat sont la propriété juridique exclusive du titulaire de marché, sans préjudice des droits de la NAPMO à recouvrer les dépenses non récurrentes en application de la clause 1 de l'annexe C (Dispositions spéciales) de la TRN 001 du présent contrat.

23.2 Tout au long de la durée de vie de la flotte NAEW&C, la NAPMO a le droit, pour les besoins de l'OTAN, d'utiliser, de reproduire et de communiquer tout ou partie des données et livrables fournis en application du présent contrat, dans le respect des restrictions relatives aux exportations et pour autant qu'un marquage de propriété adéquat soit appliqué sur les données ou livrables. Elle conserve ces droits jusqu'à la cession des appareils, y compris après la résiliation ou la fin du présent contrat.

2.6 Le titulaire de marché dispose de la propriété juridique exclusive des données et livrables développés spécifiquement pour le compte de la NAPMO et financés par elle. Bien que cela soit juridiquement possible, aucune disposition contractuelle ne restreint le droit du titulaire de marché à vendre à des pays non membres de l'OTAN les articles développés pour le compte de la NAPMO.

2.7 Les contrats de modernisation de la composante E-3A ont été approuvés par le Comité de direction de la NAPMO, qui se compose de représentants des 16 pays participant de plein droit au programme, et ils ont été signés par la NAPMA au nom de la NAPMO. S'agissant du recouvrement des dépenses non récurrentes, tous ces contrats contiennent des clauses semblables à la clause citée.

Constatations

2.8 L'IBAN a constaté que la clause relative au recouvrement des dépenses non récurrentes donnait au titulaire de marché et aux sous-traitants le droit d'agir en qualité de mandataire de la NAPMO pour le recouvrement de ces dépenses auprès de tiers, y compris de pays non membres de l'OTAN. En substance, la clause doit impérativement figurer dans les contrats de vente conclus avec des tiers par le titulaire de marché ou les sous-traitants. En outre, la NAPMO doit être désignée comme bénéficiaire et le titulaire de marché doit, au

nom de la NAPMO, recouvrer auprès de ses clients « la ou les somme(s) » fixée(s) par le Comité de direction de la NAPMO.

2.9 Par exemple, l'IBAN a constaté que, depuis 2012, la NAPMA avait perçu plus de 40 millions USD au titre du recouvrement des dépenses non récurrentes, à l'occasion de la vente à trois pays, par le titulaire de marché, d'articles développés dans le cadre de la modernisation de la composante E-3A et que, sur ces 40 millions USD, 27 millions USD avaient été versés par des pays non OTAN.

2.10 La NAPMA considère que la clause relative au recouvrement des dépenses non récurrentes porte uniquement sur la question de savoir dans quels cas et comment les dépenses doivent être recouvrées, et qu'elle ne constitue pas une clause de contrôle des exportations et n'impose pas de restriction à la vente. L'IBAN ne conteste pas que le titulaire de marché a le droit de vendre à des tiers des articles dont le développement a été financé par la NAPMO.

2.11 Cependant, l'article 10 de la charte de la NAPMO dispose que l'organisme ne peut passer de convention ou de contrat avec un pays non membre de l'OTAN que si le Conseil de l'Atlantique Nord donne préalablement son accord de principe. De l'avis de l'IBAN, le droit du titulaire de marché d'agir au nom de l'OTAN auprès de pays non membres de l'OTAN en qualité de mandataire de la NAPMO pourrait bien signifier que la NAPMO a signé un accord au profit d'un tiers bénéficiaire avec des pays non membres de l'OTAN.

2.12 Par conséquent, aux yeux de l'IBAN, il n'est pas certain que les clauses contractuelles relatives au recouvrement des dépenses non récurrentes soient pleinement conformes aux dispositions de la section IV de la charte de la NAPMO, approuvée par le Conseil, et plus particulièrement à l'article 10 de cette charte.

Recommandations

2.13 L'IBAN recommande à la NAPMO de se faire préciser par le Conseil si l'article 10 de sa charte autorise les clauses de recouvrement des dépenses non récurrentes qui donnent le droit au titulaire de marché d'agir au nom de l'OTAN auprès de pays non membres de l'OTAN en qualité de mandataire de la NAPMO, et de lui demander son accord sur le principe de telles clauses.

SUITES DONNÉES AUX OBSERVATIONS ANTÉRIEURES

L'IBAN a fait le point sur les suites données aux observations formulées lors d'audits précédents. On trouvera dans le tableau ci-après un récapitulatif de ces observations et recommandations et des mesures prises par l'entité (pour autant qu'elles aient été examinées par l'IBAN), ainsi que l'état de la question.

Une question est considérée comme étant « à traiter » lorsqu'aucun progrès notable n'a encore été réalisé en vue de son règlement. Une question est considérée comme étant « en cours de traitement » lorsque l'entité a commencé à mettre en œuvre la recommandation

correspondante ou lorsque certains éléments de la recommandation (mais pas tous) ont été suivis d'effets. Une question est considérée comme étant « traitée » lorsque la recommandation correspondante a été mise en œuvre ou qu'elle a été rendue ou est devenue caduque. Lorsque la recommandation se subdivise en plusieurs éléments, l'état de la question est indiqué pour chacun d'eux dans la colonne « Mesures prises ».

OBSERVATION/RECOMMANDATION	MESURES PRISES PAR L'ENTITÉ	ÉTAT DE LA QUESTION
(1) Exercice 2020 IBA-AR(2021)0022, paragraphe 1 UTILISATION DE LA RÉSERVE SPÉCIALE Recommandation de l'IBAN L'IBAN recommande à la NAPMA de faire approuver l'utilisation de la réserve spéciale par le Comité de direction de la NAPMO et d'en reclasser le solde en conséquence.	L'IBAN a constaté que la NAPMA avait reclassé le solde de la réserve spéciale conformément à ce qui avait été approuvé par le Comité de direction de la NAPMO.	Question traitée.
(2) Exercice 2019 IBA-AR(2020)0018, paragraphe 1 COMPTABILISATION DES BIENS ACQUIS PAR LES CONTRACTANTS DANS LES IMMOBILISATIONS CORPORELLES Recommandation de l'IBAN L'IBAN recommande à la NAPMA : a) s'agissant du programme de prolongation de la durée de vie (FLEP), de requalifier en immobilisations corporelles des CAP (biens acquis par les contractants/<i>Contractor Acquired Property</i>) représentant une valeur de 26 millions USD qui ont été comptabilisés dans les projets en cours ainsi que des CAP représentant une valeur d'environ deux millions USD qui ont été portés en charges, et de créer une nouvelle catégorie d'immobilisations corporelles pour ces éléments requalifiés ; b) à l'avenir, de constater et de présenter tous les CAP en tant qu'immobilisations corporelles dans les états financiers, en application du cadre comptable OTAN et du règlement financier de la NAPMO ;	a) Question déjà traitée. Voir IBA-AR(2021)0022. b) L'IBAN a constaté que la NAPMA avait mis en place et appliqué des politiques spécifiques de gestion et de comptabilisation des CAP afin de constater et de présenter ces actifs conformément au cadre comptable OTAN et au règlement financier de la NAPMO. Question traitée.	Question traitée.

OBSERVATION/RECOMMANDATION	MESURES PRISES PAR L'ENTITÉ	ÉTAT DE LA QUESTION
c) d'imputer la dotation annuelle aux amortissements relative aux CAP sur le compte « projets en cours », transférables à l'ACO ; d) de faire figurer dans les états financiers les informations relatives aux CAP qui ont été cédés, vendus ou transférés ; e) de modifier la méthode comptable qu'elle applique au FLEP, de façon à tenir compte des changements recommandés ci-dessus.	c) Question déjà traitée. Voir IBA-AR(2021)0022. d) Question déjà traitée. Voir IBA-AR(2021)0022. e) Question déjà traitée. Voir IBA-AR(2021)0022.	
(3) Exercice 2017 IBA-AR(2018)0013, paragraphe 1 INEXACTITUDES ET ERREURS NON SIGNIFICATIVES DANS LES ÉTATS FINANCIERS Recommandation de l'IBAN Le Collège recommande à la NAPMA d'améliorer le processus de vérification des informations financières. Il lui recommande plus spécifiquement de veiller à la cohérence entre les états financiers proprement dits et les notes qui y sont jointes.	L'IBAN a relevé des inexactitudes significatives dans la première version des états financiers 2021 de la NAPMA qui lui avait été soumise. Il considère toutefois que la question est rendue caduque par l'observation n° 1 formulée au sujet des états financiers de 2021.	Question traitée .

COMMENTAIRES OFFICIELS DE L'AGENCE DE GESTION DU PROGRAMME DU SYSTÈME AÉROPORTÉ DE DÉTECTION LOINTAINE ET DE CONTRÔLE DE L'OTAN (NAPMA) SUR LE RAPPORT D'AUDIT ET POSITION DU COLLÈGE INTERNATIONAL DES AUDITEURS EXTERNES DE L'OTAN (IBAN)

**OBSERVATION N° 1 :
NÉCESSITÉ DE RENFORCER LES MÉCANISMES DE CONTRÔLE INTERNE RELATIFS À L'ÉTABLISSEMENT DES ÉTATS FINANCIERS**

Commentaires officiels de la NAPMA

La NAPMA souscrit à la recommandation.

Elle convient que, d'après le cadre comptable OTAN (IPSAS 1), « tous les éléments constitutifs des produits et des charges comptabilisés pour un exercice donné doivent être inclus dans le solde » et que, comme le requiert le Règlement financier de la NAPMO, les intérêts générés par les dépôts à terme doivent être consignés dans ses états financiers sous la rubrique des recettes diverses.

Elle a présenté une nouvelle version de ses états financiers de 2021 et rectifié ceux de 2020 pour se conformer à ces dispositions.

Elle convient que, dans la nouvelle version des états financiers de 2021 et les états financiers rectifiés de 2020, un excédent de l'ordre de 20 millions USD remontant à avant 2020 n'était pas constaté dans l'état de la performance financière.

Elle appelle toutefois l'attention sur le fait que ce montant était bien inscrit dans l'état de la situation financière, en tant que « solde du fonds d'atténuation des risques ».

Elle souscrit à la recommandation de l'IBAN, qui, sur la base de ses constatations, lui a demandé de renforcer les mécanismes de contrôle interne relatifs à l'établissement des états financiers.

**OBSERVATION N° 2 :
NÉCESSITÉ POUR LA NAPMO DE SE FAIRE PRÉCISER PAR LE CONSEIL SI LES CLAUSES DE RECouvreMENT DES DÉPENSES NON RÉCURRENTES SONT CONFORMES À SA CHARTE ET DE LUI DEMANDER SON ACCORD SUR LE PRINCIPE DE TELLES CLAUSES**

Commentaires officiels de la NAPMA

La NAPMA souscrit à la recommandation.

De fait, l'article 10 de la charte de la NAPMO dispose que l'organisme ne peut passer de convention ou de contrat avec un pays non membre de l'OTAN que si le Conseil de l'Atlantique Nord donne préalablement son accord de principe.

La NAPMA note que, selon l'interprétation de l'IBAN, la clause du contrat n° 41-222 (dernier programme de prolongation de la durée de vie (FLEP) des AWACS de l'OTAN) qui porte sur le recouvrement des dépenses non récurrentes (auprès de pays non membres de l'OTAN), la NAPMO a passé un accord au profit d'un tiers bénéficiaire avec de tels pays.

Elle note également que l'IBAN ne conteste pas le droit du titulaire de marché de vendre à des tiers des articles dont le développement a été financé la NAPMO (s'il n'est pas mandataire de la NAPMA).

Elle considère que, si le titulaire de marché procède à de telles ventes, le recouvrement des dépenses non récurrentes qu'elle a elle-même prises en charge relève de la saine gestion financière.

La NAPMA prend note de l'observation de l'IBAN, qui considère qu'il n'est pas certain que les clauses contractuelles relatives au recouvrement des dépenses non récurrentes soient pleinement conformes aux dispositions de la section IV de la charte de la NAPMO, approuvée par le Conseil, et plus particulièrement à l'article 10 de cette charte.

La NAPMA note que la recommandation de l'IBAN est adressée à la NAPMO (et non pas à elle-même).

À l'automne 2022, la NAPMA demandera au Comité politique et financier et au Comité de direction de la NAPMO de lui donner des instructions quant à la manière de donner suite à la recommandation de l'IBAN concernant le point de savoir si l'article 10 de la charte de la NAPMO autorise les clauses de recouvrement des dépenses non récurrentes.

SUITES DONNÉES AUX OBSERVATIONS ANTÉRIEURES

(1) Exercice 2020

IBA-AR(2021)0022, paragraphe 1 UTILISATION DE LA RÉSERVE SPÉCIALE

Commentaires officiels de la NAPMA

La NAPMA est d'accord.

(2) Exercice 2019

IBA-AR(2020)0018, paragraphe 1

COMPTABILISATION DES BIENS ACQUIS PAR LES CONTRACTANTS DANS LES IMMOBILISATIONS CORPORELLES

Commentaires officiels de la NAPMA

La NAPMA est d'accord.

(3) Exercice 2017

IBA-AR(2018)0013, paragraphe 1

INEXACTITUDES ET ERREURS NON SIGNIFICATIVES DANS LES ÉTATS FINANCIERS

Commentaires officiels de la NAPMA

La NAPMA est d'accord.

GLOSSAIRE

En application de la norme internationale des institutions supérieures de contrôle des finances publiques (ISSAI) 2705, les opinions émises au sujet des états financiers et au sujet de la conformité peuvent être des opinions sans réserve, des opinions avec réserve, des déclarations d'abstention ou des opinions défavorables.

- L'IBAN émet une opinion sans réserve (*unqualified opinion*) lorsqu'il estime que les états financiers et le rapport sur l'exécution du budget sont exacts et que rien ne lui donne à penser que les fonds n'ont pas été employés aux bonnes fins – pour le règlement de dépenses autorisées – et en conformité avec la réglementation en vigueur.
- L'IBAN émet une opinion avec réserve (*qualified opinion*) lorsque, d'une manière générale, il est satisfait de la présentation des états financiers mais que, pour certains éléments clés, il constate que les états n'ont pas été correctement établis ou que l'ampleur de l'audit a été limitée, ou lorsque certains éléments lui donnent à penser que les fonds n'ont pas été employés aux bonnes fins – pour le règlement de dépenses autorisées – et en conformité avec la réglementation en vigueur.
- L'IBAN se déclare dans l'impossibilité d'exprimer une opinion (*disclaimer of opinion*) lorsque l'ampleur de l'audit est extrêmement limitée – au point qu'il n'est pas en mesure d'exprimer une opinion – ou lorsque d'importantes incertitudes entourent les états financiers ou l'emploi des fonds.
- L'IBAN émet une opinion défavorable (*adverse opinion*) lorsqu'une erreur ou une anomalie présente dans les états financiers a des conséquences si étendues et si importantes que, selon lui, une réserve n'est pas suffisante pour faire apparaître le caractère trompeur ou incomplet des états financiers.

En application des normes d'audit, trois types de paragraphe peuvent figurer dans le rapport d'audit :

- Questions clés de l'audit (ISSAI 2701) – Paragraphe qui concerne des questions qui, selon le jugement professionnel de l'IBAN, sont les plus importantes parmi celles qui ressortent de l'audit des états financiers de la période considérée. Les questions clés de l'audit sont portées à l'attention du Conseil.
- Observation particulière (ISSAI 2706) – Paragraphe que l'IBAN ajoute dans la section « Opinion » du rapport d'audit afin d'appeler l'attention sur un élément présenté dans les états financiers dont l'importance est telle, selon lui, qu'il est indispensable à l'utilisateur pour sa compréhension de ces documents.
- Autre observation (ISSAI 2706) – Paragraphe que l'IBAN ajoute dans la section « Opinion » du rapport d'audit pour fournir des informations sur un élément autre que ceux présentés dans les états financiers qui, selon lui, est important pour la compréhension, par l'utilisateur, de l'audit, des responsabilités de l'auditeur ou du rapport d'audit.



International Board of Auditors for NATO
Collège international des auditeurs externes de l'OTAN

Brussels - Belgium



NATO SANS CLASSIFICATION

24 août 2022

IBA-A(2022)0107

- À : Secrétaire général
(À l'attention du directeur du Cabinet)
- Cc : Représentants permanents auprès de l'OTAN
Président du Comité de direction de l'Organisation de gestion OTAN pour le développement, la production et la logistique de l'avion de combat européen (NEFMO)
Président du Comité de direction de l'Organisation de gestion OTAN pour la mise au point, la production et le soutien opérationnel d'un avion de combat polyvalent (NAMMO)
Directeur général de l'Agence de gestion OTAN pour le développement, la production et la logistique de l'ACE 2000 et du Tornado (NETMA)
Contrôleuse des finances de la NETMA
Président du Bureau de la planification et de la politique générale des ressources
Chef de la Branche Gestion des ressources du Bureau OTAN des ressources
Bureau d'ordre du Cabinet
- Objet : ***Rapport du Collège international des auditeurs externes de l'OTAN (IBAN) sur l'audit des états financiers de l'Agence de gestion OTAN pour le développement, la production et la logistique de l'ACE 2000 et du Tornado (NETMA) pour l'exercice clos le 31 décembre 2021 – IBA-AR(2022)0012***

Monsieur le Secrétaire général,

Vous trouverez ci-joint le rapport d'audit approuvé ainsi qu'une note succincte à l'intention du Conseil.

L'IBAN a émis une opinion sans réserve sur les états financiers de la NETMA ainsi que sur la conformité pour l'exercice 2021.

Veuillez agréer, Monsieur le Secrétaire général, l'assurance de ma haute considération.

Daniela Morgante
Présidente

Pièces jointes : voir ci-dessus.

NATO SANS CLASSIFICATION

-1-

**Note succincte
du Collège international des auditeurs externes de l'OTAN
à l'intention du Conseil sur l'audit des états financiers
de l'Agence de gestion OTAN pour le développement, la production
et la logistique de l'ACE 2000 et du Tornado (NETMA)
pour l'exercice clos le 31 décembre 2021**

Entité OTAN présentant des états financiers, la NETMA est l'agence qui se charge, au nom de ses pays membres, de l'administration des programmes Tornado et Eurofighter (anciennement ACE 2000), et de la gestion des acquisitions réalisées dans le cadre de ces deux programmes opérationnels.

L'Organisation de gestion OTAN pour la mise au point, la production et le soutien opérationnel d'un avion de combat polyvalent (NAMMO) est l'entité OTAN qui présente les états financiers relatifs au programme Tornado, et l'Organisation de gestion OTAN pour le développement, la production et la logistique de l'avion de combat européen (NEFMO) est l'entité OTAN qui présente les états financiers relatifs au programme Eurofighter.

Considérant la NAMMO, la NEFMO et la NETMA comme des entités OTAN distinctes, la NETMA publie chaque année des états financiers à usage général pour chacun des trois budgets qu'elle gère et administre.

Le Collège international des auditeurs externes de l'OTAN (IBAN) a audité les états financiers de la NETMA pour l'exercice clos le 31 décembre 2021. En 2021, le montant total des dépenses relevant du budget administratif s'est établi à 46,2 millions d'euros.

L'IBAN a émis une opinion sans réserve sur les états financiers ainsi que sur la conformité pour l'exercice clos le 31 décembre 2021.

L'IBAN n'a pas formulé d'observation ni de recommandation. Il a par ailleurs fait le point sur les suites données aux observations et recommandations formulées lors d'audits précédents, et il a constaté que les questions avaient toutes été traitées.

Le rapport d'audit a été transmis à la NETMA, dont les commentaires ont ensuite été intégrés dans le document ainsi que, le cas échéant, la position de l'IBAN à leur sujet.

Une lettre a été adressée à la direction de la NETMA. Elle contient des observations et des recommandations qui ne figurent pas dans le rapport d'audit et elle fait le point sur les suites données aux observations et aux recommandations formulées dans de précédentes lettres à la direction. En effet, l'IBAN estime que ces questions doivent être traitées par la direction de la NETMA et qu'elles relèvent dès lors de la responsabilité de celle-ci.

24 août 2022

COLLÈGE INTERNATIONAL DES AUDITEURS EXTERNES DE L'OTAN

**RAPPORT SUR L'AUDIT DES ÉTATS FINANCIERS
DE L'AGENCE DE GESTION OTAN POUR LE DÉVELOPPEMENT,
LA PRODUCTION ET LA LOGISTIQUE DE L'ACE 2000 ET DU TORNADO
(NETMA)
POUR L'EXERCICE CLOS LE 31 DÉCEMBRE 2021**

PUBLICLY DISCLOSED - PDN(2023)0012 - MIS EN LECTURE PUBLIQUE

OPINION DE L'AUDITEUR EXTERNE À L'INTENTION DU CONSEIL DE L'ATLANTIQUE NORD***Audit des états financiers*****Opinion sur les états financiers**

Le Collège international des auditeurs externes de l'OTAN (IBAN) a audité les états financiers de l'Agence de gestion OTAN pour le développement, la production et la logistique de l'ACE 2000 et du Tornado (NETMA) portant sur la période de 12 mois ayant pris fin le 31 décembre 2021. Diffusés sous la cote N/38111207/213595/22/NU et soumis à l'IBAN le 30 mars 2022, ces états financiers se composent de l'état de la situation financière au 31 décembre 2021, de l'état de la performance financière, de l'état des variations de l'actif net/situation nette et du tableau des flux de trésorerie pour la période de 12 mois ayant pris fin le 31 décembre 2021, ainsi que d'un résumé des méthodes comptables importantes et d'autres notes explicatives. Ils contiennent en outre un rapport sur l'exécution du budget portant sur la même période de 12 mois.

L'opinion de l'IBAN est que les états financiers donnent une image fidèle et exacte de la situation financière de la NETMA au 31 décembre 2021 ainsi que de sa performance financière, de ses flux de trésorerie et de l'exécution du budget pour la période de 12 mois ayant pris fin à cette date, en application des dispositions comptables et des normes de compte rendu du cadre comptable OTAN.

Justification de l'opinion émise sur les états financiers

Le Règlement financier de l'OTAN prévoit que l'audit externe des entités OTAN présentant des états financiers et des organismes OTAN établis en vertu du Traité de l'Atlantique Nord est effectué par l'IBAN.

L'IBAN a effectué son audit sur la base des normes internationales des institutions supérieures de contrôle des finances publiques (ISSAI 2200-2899), définies par l'Organisation internationale des institutions supérieures de contrôle des finances publiques (INTOSAI), ainsi que des dispositions complémentaires figurant dans sa propre charte.

L'IBAN est indépendant, comme le prévoit le Code de déontologie de l'INTOSAI, et il s'est acquitté de ses responsabilités dans le respect des dispositions de ce code. Les responsabilités des membres de l'IBAN sont décrites de manière plus détaillée dans la section « Responsabilités de l'IBAN concernant l'audit des états financiers » et dans sa charte.

L'IBAN estime qu'il a obtenu par son audit les éléments probants nécessaires et suffisants pour lui permettre de formuler une opinion.

Responsabilité de la direction concernant les états financiers

La responsabilité de la direction concernant les états financiers est définie dans le Règlement financier de l'OTAN. Les états financiers de la NETMA sont établis en application des dispositions comptables et des normes de compte rendu du cadre comptable OTAN tel qu'approuvé par le Conseil. Il incombe au contrôleur des finances de soumettre les états financiers à l'IBAN au plus tard le 31 mars qui suit la fin de l'exercice visé dans les états financiers.

Les états financiers sont signés par le chef de l'entité OTAN concernée et par le contrôleur des finances. En apposant leur signature sur ces documents, ceux-ci confirment que des mesures de gouvernance financière, des mécanismes de gestion des ressources, des contrôles internes et des systèmes d'information financière ont été mis en place et maintenus afin de garantir une utilisation efficace et efficiente des ressources.

Cette confirmation couvre l'élaboration, la mise en place et le maintien d'un ensemble de contrôles internes de nature à permettre l'établissement et la présentation d'états financiers qui soient auditables et exempts d'inexactitudes significatives, que celles-ci relèvent d'une fraude ou d'une erreur. Elle couvre aussi le compte rendu relatif à la capacité de l'entité à poursuivre son activité, la présentation, le cas échéant, des questions relatives à la continuité de l'activité, et l'application du principe comptable de continuité d'activité, à moins qu'il soit prévu de liquider l'entité ou de mettre un terme à son activité ou qu'il n'y ait pas moyen de faire autrement.

Responsabilités de l'IBAN concernant l'audit des états financiers

L'audit a pour objectif de permettre à l'IBAN d'obtenir une assurance raisonnable sur le point de savoir si les états financiers considérés dans leur ensemble sont exempts d'inexactitudes significatives, que celles-ci relèvent d'une fraude ou d'une erreur, et de formuler une opinion à leur sujet. L'assurance raisonnable correspond à un degré de certitude élevé, mais elle ne garantit pas qu'un audit effectué conformément aux ISSAI permettra dans tous les cas de détecter les inexactitudes significatives. Les inexactitudes, qui peuvent résulter d'une fraude ou d'une erreur, sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce que, considérées isolément ou collectivement, elles influent sur les décisions économiques que les utilisateurs des états financiers prennent en se fondant sur ceux-ci.

Dans le cadre d'audits effectués conformément aux ISSAI, les auditeurs font appel à leur jugement professionnel et à leur esprit critique tout au long de la planification et de la réalisation du travail. Cela nécessite de tenir compte des particularités que présentent les entités du secteur public. L'IBAN s'attache aussi :

- à recenser et à évaluer les risques d'inexactitudes significatives dans les états financiers, que celles-ci relèvent d'une fraude ou d'une erreur, à concevoir et à mettre en œuvre des procédures d'audit sensibles à ces risques ainsi qu'à obtenir par son audit les éléments probants nécessaires et suffisants pour lui permettre de formuler une opinion ; le risque de non-détection d'une inexactitude significative relevant d'une fraude est plus élevé que le risque de non-détection d'une

inexactitude significative relevant d'une erreur car la fraude peut résulter d'une collusion, d'une falsification, d'omissions intentionnelles, de fausses déclarations ou du contournement du contrôle interne ;

- à acquérir une connaissance du contrôle interne qui soit pertinente pour l'audit, le but étant d'élaborer des procédures d'audit qui soient adaptées à la situation considérée et non pas d'exprimer une opinion sur l'efficacité du système de contrôle interne de l'entité ;
- à déterminer si les méthodes comptables appliquées sont appropriées et si les estimations comptables et les informations connexes fournies par la direction sont raisonnables ;
- à se prononcer sur le caractère approprié ou non de l'utilisation du principe comptable de la continuité d'activité et à déterminer, à partir des éléments probants obtenus par l'audit, s'il existe une incertitude significative du fait d'événements ou de circonstances susceptibles de remettre fondamentalement en cause la capacité de l'entité à poursuivre son activité ; si l'IBAN juge qu'une telle incertitude existe, il est tenu d'appeler l'attention, dans son opinion, sur les informations correspondantes figurant dans les états financiers ou, si ces informations sont incomplètes, de formuler une opinion modifiée ; les conclusions de l'IBAN sont fondées sur les éléments probants en sa possession à la date d'établissement de son rapport d'audit ; il n'est toutefois pas exclu que l'entité soit amenée à cesser son activité en raison d'événements ou de circonstances futurs ;
- à évaluer la présentation générale, la structure et le contenu des états financiers, y compris les informations fournies, et à déterminer si les états financiers rendent compte fidèlement des opérations et des événements qui en font l'objet.

L'IBAN est tenu de communiquer avec les organes chargés de la gouvernance, et notamment de les informer du périmètre et du calendrier de la mission d'audit qu'il prévoit d'effectuer, des principales conclusions de l'audit et des lacunes significatives qu'il aura éventuellement constatées dans le contrôle interne au cours de l'audit.

L'opinion que l'IBAN formule à l'intention du Conseil de l'Atlantique Nord doit aider ce dernier à s'acquitter de son rôle. C'est la raison pour laquelle l'IBAN est responsable de ses travaux et de son opinion devant le seul Conseil.

Audit de conformité

Opinion sur la conformité

Sur la base des procédures qu'il a appliquées, l'IBAN estime que rien, dans son audit des états financiers, ne lui donne à penser que les fonds n'ont pas été employés aux bonnes fins – pour le règlement de dépenses autorisées – et en conformité avec le Règlement financier de l'OTAN et le Règlement du personnel civil de l'OTAN.

Justification de l'opinion émise sur la conformité

L'IBAN a effectué l'audit de conformité sur la base des normes internationales des institutions supérieures de contrôle des finances publiques (ISSAI 4000-4899), définies par l'Organisation internationale des institutions supérieures de contrôle des finances publiques (INTOSAI), ainsi que des dispositions complémentaires figurant dans sa propre charte.

L'IBAN estime qu'il a obtenu par son audit les éléments probants nécessaires et suffisants pour lui permettre de formuler une opinion.

Responsabilité de la direction concernant la conformité

Tous les membres du personnel – civils et militaires – de l'OTAN sont tenus de respecter le Règlement financier de l'OTAN ainsi que les règles et procédures financières qui s'y rattachent et les directives d'application particulières, dont le Règlement du personnel civil de l'OTAN fait partie.

Le chef de l'entité OTAN présentant des états financiers est responsable et tenu comptable d'une saine gestion financière. Les organismes OTAN et les entités OTAN présentant des états financiers doivent administrer leurs finances en s'appuyant sur les principes suivants : adéquation, bonne gouvernance, obligation de rendre compte, transparence, gestion des risques et contrôle interne, audit interne, audit externe, prévention et détection des fraudes.

Responsabilité de l'IBAN concernant la conformité

Selon sa charte, en plus d'être responsable de fournir une assurance raisonnable quant à la question de savoir si les états financiers considérés dans leur ensemble sont exempts d'inexactitudes significatives, l'IBAN doit chaque année rendre au Conseil un avis indépendant lui assurant que les fonds ont été employés aux bonnes fins – pour le règlement de dépenses autorisées (adéquation) – et en conformité avec la réglementation en vigueur (régularité). Par « adéquation », on entend le respect des principes généraux régissant une gestion financière saine ainsi que la conduite des membres de l'administration. Par « régularité », on entend le respect de critères officiels tels que les règlements, règles et procédures applicables.

Il incombe ainsi à l'IBAN d'appliquer des procédures lui permettant d'obtenir en toute indépendance une assurance sur le point de savoir si les fonds ont été employés aux bonnes fins – pour le règlement de dépenses autorisées – et en conformité avec la réglementation en vigueur. De telles procédures prévoient notamment la prise en compte des risques de non-conformité significative.

Bruxelles, le 24 août 2022



Daniela Morgante
Présidente

OBSERVATIONS ET RECOMMANDATIONS

L'IBAN n'a pas formulé d'observation ni de recommandation.

L'IBAN a par ailleurs fait le point sur les suites données aux observations et recommandations formulées lors d'audits précédents, et il a constaté que les questions avaient toutes été traitées.

Le rapport d'audit a été transmis à la NETMA, dont les commentaires ont ensuite été intégrés dans le document ainsi que, le cas échéant, la position de l'IBAN à leur sujet.

Une lettre a été adressée à la direction de la NETMA. Elle contient des observations et des recommandations qui ne figurent pas dans le présent rapport d'audit et elle fait le point sur les suites données aux observations et aux recommandations formulées dans de précédentes lettres à la direction. En effet, l'IBAN estime que ces questions doivent être traitées par la direction de la NETMA et qu'elles relèvent dès lors de la responsabilité de celle-ci.

SUITES DONNÉES AUX OBSERVATIONS ANTÉRIEURES

L'IBAN a fait le point sur les suites données aux observations formulées lors d'audits précédents. On trouvera dans le tableau ci-après un récapitulatif de ces observations et recommandations et des mesures prises par l'entité (pour autant qu'elles aient été examinées par l'IBAN), ainsi que l'état de la question.

Une question est considérée comme étant « à traiter » lorsqu'aucun progrès notable n'a encore été réalisé en vue de son règlement. Une question est considérée comme étant « en cours de traitement » lorsque l'entité a commencé à mettre en œuvre la recommandation correspondante ou lorsque certains éléments de la recommandation (mais pas tous) ont été suivis d'effets. Une question est considérée comme étant « traitée » lorsque la recommandation correspondante a été mise en œuvre ou qu'elle a été rendue ou est devenue caduque. Lorsque la recommandation se subdivise en plusieurs éléments, l'état de la question est indiqué pour chacun d'eux dans la colonne « Mesures prises ».

OBSERVATION/RECOMMANDATION	MESURES PRISES PAR L'ENTITÉ	ÉTAT DE LA QUESTION
(1) Exercice 2020 IBA-AR(2021)0028, paragraphe 1.8 NÉCESSITÉ D'AMÉLIORER LA PRÉSENTATION DE L'ÉTAT DE L'EXÉCUTION DU BUDGET Recommandations de l'IBAN L'IBAN recommande à la NETMA : a) de veiller à l'exhaustivité des informations fournies dans l'état de	La NETMA a veillé à l'exhaustivité des informations	Question traitée.

OBSERVATION/RECOMMANDATION	MESURES PRISES PAR L'ENTITÉ	ÉTAT DE LA QUESTION
l'exécution du budget, soit en incluant les charges à payer dans les dépenses exposées pendant l'exercice, soit en présentant séparément les charges à payer dans l'état de l'exécution du budget ;	fournies dans l'état de l'exécution du budget de 2021 en y présentant séparément les charges à payer. Question traitée.	
b) de veiller à la cohérence entre les informations présentées dans l'état de l'exécution du budget et celles figurant dans les notes qui y sont jointes.	La NETMA a amélioré la présentation de l'état de l'exécution du budget et de la note qui y est jointe. Nous n'avons dès lors plus relevé d'incohérences. Question traitée.	

**COMMENTAIRES OFFICIELS DE L'AGENCE DE GESTION OTAN
POUR LE DÉVELOPPEMENT, LA PRODUCTION ET LA LOGISTIQUE
DE L'ACE 2000 ET DU TORNADO (NETMA) SUR LE RAPPORT D'AUDIT
ET POSITION DU COLLÈGE INTERNATIONAL DES AUDITEURS EXTERNES
DE L'OTAN (IBAN)**

La NETMA n'a pas fait de commentaires officiels sur le rapport ni sur les observations antérieures.

GLOSSAIRE

En application de la norme internationale des institutions supérieures de contrôle des finances publiques (ISSAI) 2705, les opinions émises au sujet des états financiers et au sujet de la conformité peuvent être des opinions sans réserve, des opinions avec réserve, des déclarations d'abstention ou des opinions défavorables.

- L'IBAN émet une opinion sans réserve (*unqualified opinion*) lorsqu'il estime que les états financiers et le rapport sur l'exécution du budget sont exacts et que rien ne lui donne à penser que les fonds n'ont pas été employés aux bonnes fins – pour le règlement de dépenses autorisées – et en conformité avec la réglementation en vigueur.
- L'IBAN émet une opinion avec réserve (*qualified opinion*) lorsque, d'une manière générale, il est satisfait de la présentation des états financiers mais que, pour certains éléments clés, il constate que les états n'ont pas été correctement établis ou que l'ampleur de l'audit a été limitée, ou lorsque certains éléments lui donnent à penser que les fonds n'ont pas été employés aux bonnes fins – pour le règlement de dépenses autorisées – et en conformité avec la réglementation en vigueur.
- L'IBAN se déclare dans l'impossibilité d'exprimer une opinion (*disclaimer of opinion*) lorsque l'ampleur de l'audit est extrêmement limitée – au point qu'il n'est pas en mesure d'exprimer une opinion – ou lorsque d'importantes incertitudes entourent les états financiers ou l'emploi des fonds.
- L'IBAN émet une opinion défavorable (*adverse opinion*) lorsqu'une erreur ou une anomalie présente dans les états financiers a des conséquences si étendues et si importantes que, selon lui, une réserve n'est pas suffisante pour faire apparaître le caractère trompeur ou incomplet des états financiers.

En application des normes d'audit, trois types de paragraphe peuvent figurer dans le rapport d'audit :

- Questions clés de l'audit (ISSAI 2701) – Paragraphe qui concerne des questions qui, selon le jugement professionnel de l'IBAN, sont les plus importantes parmi celles qui ressortent de l'audit des états financiers de la période considérée. Les questions clés de l'audit sont portées à l'attention du Conseil.
- Observation particulière (ISSAI 2706) – Paragraphe que l'IBAN ajoute dans la section « Opinion » du rapport d'audit afin d'appeler l'attention sur un élément présenté dans les états financiers dont l'importance est telle, selon lui, qu'il est indispensable à l'utilisateur pour sa compréhension de ces documents.
- Autre observation (ISSAI 2706) – Paragraphe que l'IBAN ajoute dans la section « Opinion » du rapport d'audit pour fournir des informations sur un élément autre que ceux présentés dans les états financiers qui, selon lui, est important pour la compréhension, par l'utilisateur, de l'audit, des responsabilités de l'auditeur ou du rapport d'audit.



International Board of Auditors for NATO
Collège international des auditeurs externes de l'OTAN

Brussels - Belgium



NATO SANS CLASSIFICATION

22 juin 2022

IBA-A(2022)0060

À : Secrétaire général
(À l'attention du directeur du Cabinet)

Cc : Représentants permanents auprès de l'OTAN
Président du Comité de direction de la NAMEADSMO en liquidation
Chef du bureau du liquidateur de la NAMEADSMO en liquidation
Contrôleur des finances de la NAMEADSMO en liquidation
Président du Bureau de la planification et de la politique générale des ressources
Chef de la Branche Gestion des ressources du Bureau OTAN des ressources
Bureau d'ordre du Cabinet

Objet : ***Rapport du Collège international des auditeurs externes de l'OTAN (IBAN) sur l'audit des états financiers de l'Organisation de gestion du système de défense aérienne élargie à moyenne portée de l'OTAN en liquidation (NAMEADSMO en liquidation) pour l'exercice clos le 31 décembre 2021 – IBA-AR(2022)0005***

Monsieur le Secrétaire général,

Vous trouverez ci-joint le rapport d'audit approuvé ainsi qu'une note succincte à l'intention du Conseil.

L'IBAN a émis une opinion sans réserve sur les états financiers de la NAMEADSMO en liquidation ainsi que sur la conformité pour l'exercice 2021.

Veuillez agréer, Monsieur le Secrétaire général, l'assurance de ma haute considération.

Daniela Morgante
Présidente

Pièces jointes : voir ci-dessus.

NATO SANS CLASSIFICATION

-1-

**Note succincte
du Collège international des auditeurs externes de l'OTAN
à l'intention du Conseil
sur l'audit des états financiers
de l'Organisation de gestion du système de défense aérienne élargie
à moyenne portée de l'OTAN en liquidation (NAMEADSMO en liquidation)
pour l'exercice clos le 31 décembre 2021**

L'Organisation de gestion du système de défense aérienne élargie à moyenne portée de l'OTAN en liquidation (NAMEADSMO en liquidation) est chargée de planifier, d'exécuter et d'encadrer la liquidation du programme MEADS (système de défense aérienne élargie à moyenne portée) dans le but de faire aboutir ce qui est en cours, de préserver les acquis en matière de développement et de mener à bien les activités de clôture pour le compte de ses membres.

Le total des charges de la NAMEADSMO en liquidation pour 2021 s'élève à 592 251 dollars des États-Unis.

L'IBAN a émis une opinion sans réserve sur les états financiers ainsi que sur la conformité pour l'exercice clos le 31 décembre 2021.

L'IBAN n'a formulé aucune nouvelle observation ou recommandation.

L'IBAN a par ailleurs fait le point sur les suites données aux observations et recommandations formulées lors d'audits précédents, et il a constaté que les questions avaient toutes été traitées.

Le rapport d'audit a été transmis à la NAMEADSMO en liquidation, dont les commentaires ont ensuite été intégrés dans le document ainsi que, le cas échéant, la position de l'IBAN à leur sujet.

22 juin 2022

COLLÈGE INTERNATIONAL DES AUDITEURS EXTERNES DE L'OTAN

**RAPPORT SUR L'AUDIT DES ÉTATS FINANCIERS
DE L'ORGANISATION DE GESTION DU SYSTÈME DE DÉFENSE AÉRIENNE
ÉLARGIE À MOYENNE PORTÉE DE L'OTAN EN LIQUIDATION**

(NAMEADSMO EN LIQUIDATION)

POUR L'EXERCICE CLOS LE 31 DÉCEMBRE 2021

OPINION DE L'AUDITEUR EXTERNE À L'INTENTION DU CONSEIL DE L'ATLANTIQUE NORD***Audit des états financiers*****Opinion sur les états financiers**

Le Collège international des auditeurs externes de l'OTAN (IBAN) a audité les états financiers de la NAMEADSMO en liquidation portant sur la période de 12 mois ayant pris fin le 31 décembre 2021. Diffusés sous la cote GM-5006-38056-OL et soumis à l'IBAN le 30 mars 2022, ces états financiers se composent de l'état de la situation financière au 31 décembre 2021, de l'état de la performance financière, de l'état des variations de l'actif net/situation nette et du tableau des flux de trésorerie pour la période de 12 mois ayant pris fin le 31 décembre 2021, ainsi que d'un résumé des méthodes comptables importantes et d'autres notes explicatives. Ils contiennent en outre un rapport sur l'exécution du budget portant sur la même période de 12 mois.

L'opinion de l'IBAN est que les états financiers donnent une image fidèle et exacte de la situation financière de la NAMEADSMO en liquidation au 31 décembre 2021 ainsi que de sa performance financière, de ses flux de trésorerie et de l'exécution du budget pour la période de 12 mois ayant pris fin à cette date, en application des dispositions comptables et des normes de compte rendu du cadre comptable OTAN.

Justification de l'opinion émise sur les états financiers

Le Règlement financier de l'OTAN prévoit que l'audit externe des entités OTAN présentant des états financiers et des organismes OTAN établis en vertu du Traité de l'Atlantique Nord est effectué par l'IBAN.

L'IBAN a effectué son audit sur la base des normes internationales des institutions supérieures de contrôle des finances publiques (ISSAI 2200-2899), définies par l'Organisation internationale des institutions supérieures de contrôle des finances publiques (INTOSAI), ainsi que des dispositions complémentaires figurant dans sa propre charte.

L'IBAN est indépendant, ainsi que le prévoit le Code de déontologie de l'INTOSAI, et il s'est acquitté de ses responsabilités dans le respect des dispositions de ce code. Les responsabilités des membres de l'IBAN sont décrites de manière plus détaillée dans la section « Responsabilités de l'IBAN concernant l'audit des états financiers » et dans sa charte.

L'IBAN estime qu'il a obtenu par son audit les éléments probants nécessaires et suffisants pour lui permettre de formuler une opinion.

Responsabilité de la direction concernant les états financiers

La responsabilité de la direction concernant les états financiers est définie dans le Règlement financier de l'OTAN. Les états financiers de la NAMEADSMO en liquidation sont établis en application des dispositions comptables et des normes de compte rendu du cadre comptable OTAN tel qu'approuvé par le Conseil. Il incombe au contrôleur des finances de soumettre les états financiers à l'IBAN au plus tard le 31 mars qui suit la fin de l'exercice visé dans les états financiers.

Les états financiers sont signés par le chef de l'entité OTAN concernée et par le contrôleur des finances. En apposant leur signature sur ces documents, ceux-ci confirment que des mesures de gouvernance financière, des mécanismes de gestion des ressources, des contrôles internes et des systèmes d'information financière ont été mis en place et maintenus afin de garantir une utilisation efficace et efficiente des ressources.

Cette confirmation couvre l'élaboration, la mise en place et le maintien d'un ensemble de contrôles internes de nature à permettre l'établissement et la présentation d'états financiers qui soient auditables et exempts d'inexactitudes significatives, que celles-ci relèvent d'une fraude ou d'une erreur. Elle couvre aussi le compte rendu relatif à la capacité de l'entité à poursuivre son activité, la présentation, le cas échéant, des questions relatives à la continuité de l'activité, et l'application du principe comptable de continuité d'activité, à moins qu'il soit prévu de liquider l'entité ou de mettre un terme à son activité ou qu'il n'y ait pas moyen de faire autrement.

Responsabilités de l'IBAN concernant l'audit des états financiers

L'audit a pour objectif de permettre à l'IBAN d'obtenir une assurance raisonnable sur le point de savoir si les états financiers considérés dans leur ensemble sont exempts d'inexactitudes significatives, que celles-ci relèvent d'une fraude ou d'une erreur, et de formuler une opinion à leur sujet. L'assurance raisonnable correspond à un degré de certitude élevé, mais elle ne garantit pas qu'un audit effectué conformément aux ISSAI permettra dans tous les cas de détecter les inexactitudes significatives. Les inexactitudes, qui peuvent résulter d'une fraude ou d'une erreur, sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce que, considérées isolément ou collectivement, elles influent sur les décisions économiques que les utilisateurs des états financiers prennent en se fondant sur ceux-ci.

Dans le cadre d'audits effectués conformément aux ISSAI, les auditeurs font appel à leur jugement professionnel et à leur esprit critique tout au long de la planification et de la réalisation du travail. Cela nécessite de tenir compte des particularités que présentent les entités du secteur public. L'IBAN s'attache aussi :

- à recenser et à évaluer les risques d'inexactitudes significatives dans les états financiers, que celles-ci relèvent d'une fraude ou d'une erreur, à concevoir et à mettre en œuvre des procédures d'audit sensibles à ces risques ainsi qu'à obtenir par son audit les éléments probants nécessaires et suffisants pour lui permettre de formuler une opinion ; le risque de non-détection d'une inexactitude significative relevant d'une fraude est plus élevé que le risque de non-détection d'une

inexactitude significative relevant d'une erreur car la fraude peut résulter d'une collusion, d'une falsification, d'omissions intentionnelles, de fausses déclarations ou du contournement du contrôle interne ;

- à acquérir une connaissance du contrôle interne qui soit pertinente pour l'audit, le but étant d'élaborer des procédures d'audit qui soient adaptées à la situation considérée et non pas d'exprimer une opinion sur l'efficacité du système de contrôle interne de l'entité ;
- à déterminer si les méthodes comptables appliquées sont appropriées et si les estimations comptables et les informations connexes fournies par la direction sont raisonnables ;
- à se prononcer sur le caractère approprié ou non de l'utilisation du principe comptable de la continuité d'activité et à déterminer, à partir des éléments probants obtenus par l'audit, s'il existe une incertitude significative du fait d'événements ou de circonstances susceptibles de remettre fondamentalement en cause la capacité de l'entité à poursuivre son activité ; si l'IBAN juge qu'une telle incertitude existe, il est tenu d'appeler l'attention, dans son opinion, sur les informations correspondantes figurant dans les états financiers ou, si ces informations sont incomplètes, de formuler une opinion modifiée ; les conclusions de l'IBAN sont fondées sur les éléments probants en sa possession à la date d'établissement de son rapport d'audit ; il n'est toutefois pas exclu que l'entité soit amenée à cesser son activité en raison d'événements ou de circonstances futurs ;
- à évaluer la présentation générale, la structure et le contenu des états financiers, y compris les informations fournies, et à déterminer si les états financiers rendent compte fidèlement des opérations et des événements qui en font l'objet.

L'IBAN est tenu de communiquer avec les organes chargés de la gouvernance, et notamment de les informer du périmètre et du calendrier de la mission d'audit qu'il prévoit d'effectuer, des principales conclusions de l'audit et des lacunes significatives qu'il aura éventuellement constatées dans le contrôle interne au cours de l'audit.

L'opinion que l'IBAN formule à l'intention du Conseil de l'Atlantique Nord doit aider ce dernier à s'acquitter de son rôle. C'est la raison pour laquelle l'IBAN est responsable de ses travaux et de son opinion devant le seul Conseil.

Audit de conformité

Opinion sur la conformité

Sur la base des procédures qu'il a appliquées, l'IBAN estime que rien, dans son audit des états financiers, ne lui donne à penser que les fonds n'ont pas été employés aux bonnes fins – pour le règlement de dépenses autorisées – et en conformité avec le Règlement financier de l'OTAN et le Règlement du personnel civil de l'OTAN.

Justification de l'opinion émise sur la conformité

L'IBAN a effectué l'audit de conformité sur la base des normes internationales des institutions supérieures de contrôle des finances publiques (ISSAI 4000-4899), définies par l'Organisation internationale des institutions supérieures de contrôle des finances publiques (INTOSAI), ainsi que des dispositions complémentaires figurant dans sa propre charte.

L'IBAN estime qu'il a obtenu par son audit les éléments probants nécessaires et suffisants pour lui permettre de formuler une opinion.

Responsabilité de la direction concernant la conformité

Tous les membres du personnel – civils et militaires – de l'OTAN sont tenus de respecter le Règlement financier de l'OTAN ainsi que les règles et procédures financières qui s'y rattachent et les directives d'application particulières, dont le Règlement du personnel civil de l'OTAN fait partie.

Le chef de l'entité OTAN présentant des états financiers est responsable et tenu comptable d'une saine gestion financière. Les organismes OTAN et les entités OTAN présentant des états financiers doivent administrer leurs finances en s'appuyant sur les principes suivants : adéquation, bonne gouvernance, obligation de rendre compte, transparence, gestion des risques et contrôle interne, audit interne, audit externe, prévention et détection des fraudes.

Responsabilité de l'IBAN concernant la conformité

Selon sa charte, en plus d'être responsable de fournir une assurance raisonnable quant à la question de savoir si les états financiers considérés dans leur ensemble sont exempts d'inexactitudes significatives, l'IBAN doit chaque année rendre au Conseil un avis indépendant lui assurant que les fonds ont été employés aux bonnes fins – pour le règlement de dépenses autorisées (adéquation) – et en conformité avec la réglementation en vigueur (régularité). Par « adéquation », on entend le respect des principes généraux régissant une gestion financière saine ainsi que la conduite des membres de l'administration. Par « régularité », on entend le respect de critères officiels tels que les règlements, règles et procédures applicables.

Il incombe ainsi à l'IBAN d'appliquer des procédures lui permettant d'obtenir en toute indépendance une assurance sur le point de savoir si les fonds ont été employés aux bonnes fins – pour le règlement de dépenses autorisées – et en conformité avec la réglementation en vigueur. De telles procédures prévoient notamment la prise en compte des risques de non-conformité significative.

Bruxelles, le 22 juin 2022



Daniela Morgante
Présidente

OBSERVATIONS ET RECOMMANDATIONS

L'IBAN n'a formulé aucune nouvelle observation ou recommandation.

L'IBAN a par ailleurs fait le point sur les suites données aux observations et recommandations formulées lors d'audits précédents, et il a constaté que les questions avaient toutes été traitées.

Le rapport d'audit a été transmis à la NAMEADSMO en liquidation, dont les commentaires ont ensuite été intégrés dans le document ainsi que, le cas échéant, la position de l'IBAN à leur sujet.

SUITES DONNÉES AUX OBSERVATIONS ANTÉRIEURES

L'IBAN a fait le point sur les suites données aux observations formulées lors d'audits précédents. On trouvera dans le tableau ci-après un récapitulatif de ces observations et recommandations et des mesures prises par l'entité (pour autant qu'elles aient été examinées par l'IBAN), ainsi que l'état de la question.

Une question est considérée comme étant « à traiter » lorsqu'aucun progrès notable n'a encore été réalisé en vue de son règlement. Une question est considérée comme étant « en cours de traitement » lorsque l'entité a commencé à mettre en œuvre la recommandation correspondante ou lorsque certains éléments de la recommandation (mais pas tous) ont été suivis d'effets. Une question est considérée comme étant « traitée » lorsque la recommandation correspondante a été mise en œuvre ou qu'elle a été rendue ou est devenue caduque. Lorsque la recommandation se subdivise en plusieurs éléments, l'état de la question est indiqué pour chacun d'eux dans la colonne « Mesures prises ».

OBSERVATION/RECOMMANDATION	MESURES PRISES PAR L'ENTITÉ	ÉTAT DE LA QUESTION
(1) Exercice 2020 IBA-AR(2021)0040, paragraphe 1 NÉCESSITÉ DE RENFORCER LES MÉCANISMES DE CONTRÔLE INTERNE POUR CE QUI EST DE L'ÉTABLISSEMENT DES ÉTATS FINANCIERS PAR L'ENTITÉ AGISSANT EN TANT QUE MANDATAIRE Recommandation de l'IBAN L'IBAN recommande que la NAMEADSMO en liquidation renforce ses contrôles internes pour l'élaboration des états financiers, de sorte que les charges et les produits opérationnels soient présentés dans le respect des règles applicables à une situation où l'entité est mandataire.	La NAMEADSMO en liquidation a pleinement donné suite à la recommandation de l'IBAN, en faisant en sorte que les charges et les produits opérationnels soient présentés dans le respect des règles applicables à une situation où l'entité est mandataire.	Question traitée.

COMMENTAIRES OFFICIELS DE L'ORGANISATION DE GESTION DU SYSTÈME DE DÉFENSE AÉRIENNE ÉLARGIE À MOYENNE PORTÉE DE L'OTAN EN LIQUIDATION (NAMEADSMO EN LIQUIDATION) SUR LE RAPPORT D'AUDIT ET POSITION DU COLLÈGE INTERNATIONAL DES AUDITEURS EXTERNES DE L'OTAN (IBAN)

Commentaires officiels de la NAMEADSMO en liquidation

Je n'ai pas de commentaires factuels ni officiels à formuler concernant le projet de rapport du Collège international des auditeurs externes de l'OTAN sur l'audit des états financiers de l'Organisation de gestion du système de défense aérienne élargie à moyenne portée de l'OTAN en liquidation pour l'exercice clos le 31 décembre 2021 (IBA-AR(2022)0005).

GLOSSAIRE

En application de la norme internationale des institutions supérieures de contrôle des finances publiques (ISSAI) 2705, les opinions émises au sujet des états financiers et au sujet de la conformité peuvent être des opinions sans réserve, des opinions avec réserve, des déclarations d'abstention ou des opinions défavorables.

- L'IBAN émet une opinion sans réserve (*unqualified opinion*) lorsqu'il estime que les états financiers et le rapport sur l'exécution du budget sont exacts et que rien ne lui donne à penser que les fonds n'ont pas été employés aux bonnes fins – pour le règlement de dépenses autorisées – et en conformité avec la réglementation en vigueur.
- L'IBAN émet une opinion avec réserve (*qualified opinion*) lorsque, d'une manière générale, il est satisfait de la présentation des états financiers mais que, pour certains éléments clés, il constate que les états n'ont pas été correctement établis ou que l'ampleur de l'audit a été limitée, ou lorsque certains éléments lui donnent à penser que les fonds n'ont pas été employés aux bonnes fins – pour le règlement de dépenses autorisées – et en conformité avec la réglementation en vigueur.
- L'IBAN se déclare dans l'impossibilité d'exprimer une opinion (*disclaimer of opinion*) lorsque l'ampleur de l'audit est extrêmement limitée – au point qu'il n'est pas en mesure d'exprimer une opinion – ou lorsque d'importantes incertitudes entourent les états financiers ou l'emploi des fonds.
- L'IBAN émet une opinion défavorable (*adverse opinion*) lorsqu'une erreur ou une anomalie présente dans les états financiers a des conséquences si étendues et si importantes que, selon lui, une réserve n'est pas suffisante pour faire apparaître le caractère trompeur ou incomplet des états financiers.

En application des normes d'audit, trois types de paragraphe peuvent figurer dans le rapport d'audit :

- Questions clés de l'audit (ISSAI 2701) – Paragraphe qui concerne des questions qui, selon le jugement professionnel de l'IBAN, sont les plus importantes parmi celles qui ressortent de l'audit des états financiers de la période considérée. Les questions clés de l'audit sont portées à l'attention du Conseil.
- Observation particulière (ISSAI 2706) – Paragraphe que l'IBAN ajoute dans la section « Opinion » du rapport d'audit afin d'appeler l'attention sur un élément présenté dans les états financiers dont l'importance est telle, selon lui, qu'il est indispensable à l'utilisateur pour sa compréhension de ces documents.
- Autre observation (ISSAI 2706) – Paragraphe que l'IBAN ajoute dans la section « Opinion » du rapport d'audit pour fournir des informations sur un élément autre que ceux présentés dans les états financiers qui, selon lui, est important pour la compréhension, par l'utilisateur, de l'audit, des responsabilités de l'auditeur ou du rapport d'audit.

NAGSMO

2021

FINANCIAL STATEMENTS



NATO UNCLASSIFIED



NATO ALLIANCE GROUND SURVEILLANCE MANAGEMENT AGENCY

NAGSMA



PAGE LEFT INTENTIONALLY BLANK

NATO UNCLASSIFIED

NAGSMA NATO HQ
Boulevard Léopold III
B-1110 Brussels - Belgium
Tel: +32 2 707 1801 Email: nagsma@nagsma.nato.int

NATO UNCLASSIFIED



NATO ALLIANCE GROUND SURVEILLANCE MANAGEMENT AGENCY

NAGSMA



NAGSMA/FC/L/(2022)00 5659

21 March 2022

International Board of Auditors for NATO

Attention: NAGSMO Board of Directors - Chairman and National Representatives

Subject: **NAGSMO Financial Statements - Year ending 31 December 2021**

Enclosed are the NAGSMO 2021 Financial Statements. Please note that the enclosed statements are subject to audit by the International Board of Auditors for NATO.

For the General Manager


Lina Mazeikiene
NAGSMA Financial Controller

Encl.: NAGSMO Financial Statements for the year ending 31 December 2021.

NATO UNCLASSIFIED

NAGSMA NATO HQ
Boulevard Léopold III
B-1110 Brussels - Belgium
Tel: +32 2 707 1801 Email: nagsma@nagsma.nato.int

NATO UNCLASSIFIED



NATO ALLIANCE GROUND SURVEILLANCE MANAGEMENT AGENCY

NAGSMA



PAGE LEFT INTENTIONALLY BLANK

NATO UNCLASSIFIED

NAGSMA NATO HQ
Boulevard Léopold III
B-1110 Brussels - Belgium
Tel: +32 2 707 1801 Email: nagsma@nagsma.nato.int

These Financial Statements represent the consolidated activities of the NATO Alliance Ground Surveillance Management Organisation (NAGSMO) and its executive body NATO Alliance Ground Surveillance Management Agency (NAGSMA).

THE NATO ALLIANCE GROUND SURVEILLANCE PROGRAMME

NAGSMO is acquiring as an agent a NATO owned and operated Alliance Ground Surveillance (AGS) system that will give commanders an up-to-date picture of the situation on the ground throughout a wide area of interest. The AGS Core will be compliant with NATO Standardization Agreements (STANAGs) in order to ensure interoperability with interoperable national and NATO systems.

The AGS Core capability will enable the Alliance to perform persistent surveillance over wide areas from high-altitude, long-endurance (HALE), unmanned air platforms operating at considerable stand-off distances and in any weather or light condition. Using advanced radar sensors, the AGS Core will continuously detect and track moving objects throughout the observed areas, as well as providing radar imagery of areas and stationary objects.

The NAGSMO and its executive body NAGSMA are responsible for the procurement of the NATO AGS Core capability. NAGSMA was established in September 2009, after all Participating Nations signed the AGS Programme Memorandum of Understanding.

In late 2011, NAGSMA completed negotiations of the AGS Core procurement contract which was subsequently approved by the Participating Nations. The AGS Programme contract award was signed on 20 May 2012 in the margins of the NATO Summit in Chicago. In parallel, all 28 NATO nations negotiated the AGS Programme's practical funding solution for the related Capability Package for the future operations and support of the system.

THE AGS CORE

The AGS Core will be an integrated system consisting of an air segment, a ground segment and a support segment.

The air segment will be based on the Block 40 version of the US RQ-4B Global Hawk high-altitude, long-endurance (HALE) unmanned aerial vehicle (UAV). The UAV will be equipped with the state-of-the-art Multi-Platform Radar Technology Insertion Program (MP-RTIP) ground surveillance sensor, and also with an extensive suite of communications and data links. The air segment will also include the ground-based UAV control stations, which will be located at the AGS Main Operating Base (MOB) at Sigonella Air Base, Italy.

The ground segment will consist of deployable ground stations in mobile and transportable configurations, and dedicated mission operations support facilities at the MOB. The ground segment entities will provide data link connectivity, data processing and exploitation

capabilities, and interoperable interfaces between the AGS Core System and a wide range of NATO and national Command, Control, Intelligence, Surveillance and Reconnaissance systems. This will enable the AGS Core to interconnect with and provide data to multiple deployed and non-deployed operational users in a flexible, timely and effective manner.

The AGS support segment provides items needed to train the air and ground segment operators and maintainers, to support the AGS System at its main operating base, and to enable maintenance and repair during deployed operations.

The AGS Core System will be supplemented by Core Extension capabilities from participating NATO Nations, as part of NATO's broader Joint Intelligence, Surveillance and Reconnaissance (JISR) capability.

NATO ALLIANCE GROUND SURVEILLANCE MANAGEMENT ORGANISATION

The NATO Alliance Ground Surveillance Management Organisation (NAGSMO) is a NATO body

- created within the framework of NATO for the acquisition of the AGS Core System and established by the North Atlantic Council pursuant to Article IX of the North Atlantic Treaty and within the meaning of the Agreement on the Status of the North Atlantic Treaty Organisation, National Representatives and International Staff, signed in Ottawa 20 September 1951;
- to which the North Atlantic Council grants, within the framework of the NATO, a clearly defined organisational, administrative and financial status as specified below; and
- established with a view to meeting the NATO requirement, by Bulgaria, Czech Republic, Denmark, Estonia, Germany, Italy, Latvia, Lithuania, Luxembourg, Norway, Poland, Romania, Slovakia, Slovenia, and the United States of America in the field of implementation of the NATO AGS Programme described in the AGS Programme Memorandum of Understanding (PMOU).

In June 2010, Denmark announced their intent to withdraw from the AGS Programme, a process that under the terms of the PMOU came into effect on 31 March 2011. Subsequently, in July 2011, Canada also announced their intent to withdraw, effective as of 30 April 2012. Later in 2012 Denmark announced their interest and intent to re-join the AGS Programme. Denmark re-joined the AGS Programme in December 2012. Poland announced to the NAGSMO Board of Directors their interest in joining the AGS Programme in August 2012. An amendment to the PMOU was sent to Participating Nations for signature in August 2013. Poland signed the Amendment 1 to the AGS PMOU in April 2014. With the signature of all of the Participating Nations, the Amendment 1 to the AGS PMOU came into effect on the 19th of June 2014.

The principal task of the NAGSMO is to ensure the planning and implementation of a harmonised AGS Programme, which satisfies the operational requirements, in accordance with the provisions of the PMOU, and with due regard to the NAGSMO Member States' views on political, economic, industrial and technological factors. NAGSMO shall assume the functions of overall management of the AGS Programme, including:

- overall governance of the AGS Programme;
- general administration of the NAGSMA and procurement of the AGS Core and Core Extension Systems;
- examination of all issues that might impact the AGS Programme;
- coordination, as necessary, of the policy and working methods of the NAGSMO Member States' services, such as quality assurance and auditing; and
- support integration of the AGS System with the NATO Joint Intelligence, Surveillance and Reconnaissance (JISR) architecture.

NAGSMO comprises a Board of Directors (BoD) with Representatives from the Participating Nations, a Finance Committee, and NAGSMA as the Executive Body, led by a General Manager (GM).

NAGSMA and Service Support/Level Agreement

NAGSMA has signed service support agreements with the NATO IS, NSPA, and the NCI Agency in a number of areas necessary for the day-to-day operations of the Agency. In all respects of NAGSMA related activities, the GM and his staff remain fully accountable for the responsibilities assigned to them and make the final decisions on all matters related to the execution of NAGSMA's mandate.

NAGSMO Financial Management Procedures Document and Financial Rules and Procedures (FMPD-FRP)

The NAGSMO FMPD-FRP conforms to the provisions of the NATO Financial Regulations. The NAGSMO FMPD-FRP recognises the withdrawal of Canada and the re-entry of Denmark, the conversion parameters from Then-Year to Base-Year, the call for contribution structure, the proposed structure of the Administrative and Operational Budgets, as well as the Voluntary National Financial Contributions.

NAGSMA 2021 Administrative Budget

In September 2020 the NAGSMO BoD approved the 2021 NAGSMA Administrative Budget. Following the subsequent extensions of the Agency, the 2021 NAGSMA Administrative Budget was revised in April 2021 and August 2021 to cover the period from 1 January to 31 December, 2021.

Due to the postponed closure of the Agency to 31 December 2021, the corresponding NAGSMA staff contract extensions as well as the departures and transfers of some NAGSMA staff members to other NATO entities, the estimates for possible Loss of Job Indemnity (LOJI), installation and removal allowances, were all revised. As a result, in December 2021 the NAGSMO BoD approved a decrease of the 2021 Administrative budget by 585k EUR.

In 2021 NAGSMA's administrative expenditures were considerably lower than what had been anticipated. 38% of the total savings were due to the Loss of Job indemnities (LOJI) shift from NAGSMA 2021 Administrative budget to NAGSMA 2022 Administrative budget caused by a decision to extend the Agency till 31 March 2022, taken by the BoD in December 2021.

32% of the total savings were in Chapter I. The majority of savings were generated in basic salary and payroll related costs, removal allowances, and consultancy. Savings in basic salary resulted from early departures of staff and subsequently unfilled positions foreseen in the Staffing table.

In Chapter II, Operations and Maintenance, the Agency successfully negotiated the Service Support Agreement and an annual Service Support Package with the NCI Agency for external administrative and IT support. It also received administrative support from the NATO IS under the Memorandum of Agreement. 29% of the total savings were identified in Chapter II and primarily related to a lower scope of support from the NCI Agency as well as less travel on duty mainly due to the Covid19 related travel restrictions.

NAGSMA 2021 Operational Budget

The initial 2021 NAGSMA Operational Budget was approved by the NAGSMO BoD in September 2020. The budget primarily covers the Initial In-Service Support (I-ISS) as well as contracts in place with Terma (Denmark), Leonardo (Italy), Airbus (Germany), Kongsberg (Norway), and EXENCE, ITWL, and PIT-RADWAR (Poland).

Following the subsequent extensions of the Agency, the 2021 NAGSMA Operational Budget was revised during the year to cover the period from 1 January to 31 December, 2021.

Furthermore, due to delays in the program and NAGSMA's extension until 31 March 2022, the 2021 Operational Budget was further decreased by 3.5M USD and 1.8M EUR, carrying forward the uncommitted funds to the Operational budget 2022. The NAGSMO BoD approved the carry forward of uncommitted funds to the 2022 Operational Budget in December 2021.

Major Achievements FY 2021:

In 2021, the AGS Programme achieved the following important milestones:

Core Contract:

- Site Acceptance and Handover of:
 - o NA-04 , NA-05 and NA-02;
 - o DUCE #1 and #2;
 - o Mission Operations Support (MOS) #2;
 - o MGGS R1, R2, P1, P2, P3, P4, P5, P6 and the MGGS Remote Administration Facility (RAF);
 - o TGGS R1 and R2;
 - o Spare WBDL GDTs and ADTs;
 - o Spare Vehicle Text Controllers (VTCs);
 - o AGS Logistics Information System (ALIS);
 - o Additional Remote Workstation (RWS) 25 Units;
 - o Link-16 A-Kits and B-Kits;
 - o AVCM2 #1 and #2.
- NAGS1.6DOC03048 R C approved: new document used to track Engine Configuration and Rolls Royce Service Bulletins;
- Multiple Engineering Change Proposals and Service Bulletins, noteworthy to include:
 - o NAGS-SB-2021-001 Rev A – Service Bulletin that introduces alternative Engine Configuration for AGS, including engine installed in NA-05;
 - o NAGS-SB-2020-004 Rev. B – Multi-UAV Limitation Removal;
 - o NAGS-SB-2020-006 Rev. A, NAGS-SB-2020-018, and NAGS-SB-2020-031 Rev. A – INMARSAT Provider changes to NATO Provider;
 - o NAGS-SB-2020-041 Rev. A – Structural Service Life Limit Change to 92 Flights;
 - o NAGS-SB-2020-023 Rev. B – WBDL AVMC2 Integration.
- I-ISS Contracts. Completion on 31 August 2021 of the I-ISS Contracts and transition to ISS under NSPA:
 - o Air-Segment with NGISSII (Part 6 of the AGS Core Contract);
 - o MGGS with Airbus;
 - o TGGS/MOS with Leonardo (pending accomplishment of TO #7);
 - o SMARF with Kongsberg;
 - o Delivery and acceptance of over 30,000 Spare Parts;
 - o Handover of Common and Peculiar Support Equipment (CSE / PSE).

Core Extension Contracts:

- ATR/ATID by Terma, DK
 - o Phase 2+ installs ATR/ATID Capability with the reduced MOS platform into the NAGSF PED (Processing, Exploitation, and Dissemination) Cell.
 - o Stand-Alone PED Cell installation completed @ Sigonella;

- o System Hand over to SPC completed in November 2021;
 - o Amendment #2 & #3 signed to provide On-Call support to NAGSF;
 - o Support to TO#7 with Leonardo to integrate ATR/ATID into TGGG/MOS;
 - o Amendment #4 to reconstitute PED Cell install with new hardware.
- TSEC by Exence, POL
 - o Vulnerability Assessment conducted @ MOB with positive report;
 - o TSEC integration into MGGS and MOS/TGGG under AB TO #10 & LDO #7;
 - o Amendment #3 & #4 signed to provide On-Call support till the end of Dec 2021;
 - o TSEC Site Acceptance and Handover to SPC completed in November 2021.
- Battle Lab by ITWL, POL
 - o Contract Management Review (CMR) #5 completed;
 - o FCA/PCA completion;
 - o AGS BL shipped from POL in June for Installation at MOB;
 - o Amendment #2 signed to provide On-Call support to the end of Dec 2021;
 - o AGS Battle Lab Site Accepted and Handover to SPC in November, 2021.
- CSOP / Back-Up SMARF by PIT-RADWAR, POL
 - o CSOP equipment integration (CSOP Server and Backup SMARF) with Kongsberg support @ PIT-RADWAR facilities to support testing completed;
 - o Amendment #2 signed to allow Enabling Projects for JFTC Site modifications;
 - o Functional Tests #1 completed at PIT-RADWAR premises.
- ALIS by Leonardo, IT
 - o Final System Acceptance (FSA) completed;
 - o ALIS Handover to SPC in May, 2021;
 - o Activities after handover:
 - Data loading will continue after ALIS Handover to align the ALIS database to AGS Core System Functional Configuration Audit (S-FCA) and As Built baselines;
 - Support NAGSF and NSPA use and operation, as necessary;
 - Close Out ALIS Procurement Contract with Leonardo – Rome.
- SMARF Support by Kongsberg, NOR
 - o Amendment 2 to SMARF Reuse, Support and Sustainment Extension for April 2021 – August 2021 (Support to PIT/RADWAR Activities).

2022 Outlook

The main activities foreseen in 2022 are the execution/completion of the following:

- Core Contract:
 - o Completion of Site Acceptance and Handover of Support Segment Trainer entity;
 - o Completion of the System Functional Configuration Audit (FCA) which leads to System Design Development Qualification (SDDQ) completion.

- Execution, delivery, acceptance, and Handover the Core Extension (IP) Capabilities:
 - POL - PITRADWAR for CSOP: Installation and acceptance @ JFTC.

NAGSMA Assets

Office space, including furniture is provided by NATO IS via MoU. IT and other equipment is provided by the NCI Agency via the SSA.

NAGSMO & NAGSMA Acting as a Procurement Agent

The North Atlantic Council (NAC) established NAGSMO by approving its Charter. The Charter clearly establishes that NAGSMO is a subsidiary body of NATO and states that the objective is to procure the AGS Core system which will be owned, controlled and operated by NATO. NAGSMA is an entity acting as an agent with no control over the assets procured. The AGS Participating Nations reiterated the specific nature of the AGS Programme: temporary existence of the Agency with the goal to procure, deliver, and hand over the AGS Core system to NATO and, as such, the Agency will not own any assets.

As per AGS Transition Plan, NSPA, as the executive body of the AGS Support Partnership, will exercise ownership and will be responsible for the registration of ownership and accountability for each asset on behalf of NATO at the granularity level defined by the Transition Plan as well as the financial accounting, depreciation and financial reporting in their own financial statements of the AGS Core System Assets in accordance with Council-approved regulations, including those related to NATO Accounting Framework and International Public Sector Accounting Standards (IPSAS). NAGSMA is responsible for the submission of the initial asset accounting list in accordance with the minimum data requirements specified in LW-A/2016/088/IS/II Asset Accounting Minimum Data Requirements.

In 2021 NAGSMO the following assets were handed over to the AGS Support Partnership:

- Unmanned Aerial Vehicle (UAV) NA-02,
- Unmanned Aerial Vehicle (UAV) NA-04,
- Unmanned Aerial Vehicle (UAV) NA-05,
- Air Vehicle Mission Command and Control (AVMC2) Ground Control Stations 1 & 2,
- Collaborative Environment,
- Deployable UAV Control Element 1 (DUCE-1),
- Deployable UAV Control Element 2 (DUCE-2),
- Link-16 Kits,
- Mission Operations Support (MOS) Operational Element #2,
- Mobile General Ground Station (MGGS) Unit P1,
- Mobile General Ground Station (MGGS) Unit P2,
- Mobile General Ground Station (MGGS) Unit P3,
- Mobile General Ground Station (MGGS) Unit P4,
- Mobile General Ground Station (MGGS) Unit P5,
- Mobile General Ground Station (MGGS) Unit P6,

- Mobile General Ground Station Remote Administration Facility (RAF),
- NATO AGS Automatic Target Recognition/Automatic Target Identification Capability Development & Integration (ATR/ATID) (Phase I/Phase II/Phase II+),
- NATO AGS Battle Lab,
- NATO AGS Logistic Information System (ALIS),
- NATO AGS Test System Environment Capability (TSEC),
- Common Support Equipment,
- Peculiar Support Equipment,
- Additional Remote Workstations (RWS),
- Transfer of Custodianship of COMSEC,
- Transportable General Ground Station (TGGS) Unit R1,
- Transportable General Ground Station (TGGS) Unit P2,
- WBDL GDT Spare Trailers,
- WBDDL ADT Spares;
- SLPV and I-ISS Spare Parts, over 30,000

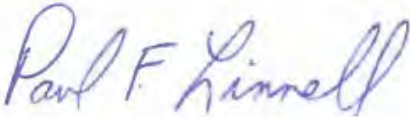
Furthermore, the following additional assets have been handed over to the AGS Support Partnership in 2022 as of the day of the Financial Statements authorisation for publishing:

- TRAINER Entity (Pilot Trainer, Mission Trainer, and the Training Management System)

More than 30,000 parts were turned over to NAGSF in 2021. NAGSMA has provided data for all transferred assets and inventory to NSPA.

CERTIFICATION

1. The NAGSMO 2021 Financial Statements are submitted to the International Board of Auditors for NATO.
2. The Financial Statements will be audited in accordance with the following reference documents:
 - a. The NAGSMO FMPD-FRP conform to the NFRs, Part II as approved by the North Atlantic Council (NAC) in C-M(2015)0025.
 - b. PO(2002)109, dated 23 July 2002: the document from the NAC adopting IPSAS, including the accrual and going concern assumptions, as the applicable accounting standards for all NATO entities effective for the financial year of 2006.
 - c. The NATO Accounting Framework has been developed to provide minimum requirements for financial reporting for all NATO Reporting Entities following approval of C-M(2016)0023 by the North Atlantic Council on 29 April 2016 of an IPSAS-adapted accounting framework for the Alliance.
3. The NAGSMO Financial Statements are certified by the NAGSMA Financial Controller to the best of her knowledge and according to the applicable accounting standards to give a true and fair view of the assets, liabilities, financial position and financial performance of NAGSMO and to be in accordance with the books and records maintained by the NCI Agency and NAGSMA.
4. The NAGSMO Financial Statements may be disclosed to the general public.



Paul F. Linnell
NAGSMA General Manager



Lina Mazeikiene
NAGSMA Financial Controller

STATEMENT ON INTERNAL CONTROL

This statement of internal control applies to the Financial Statements of NAGSMA, as the executive body of NAGSMO, for the year ended 31 December 2021.

Scope of responsibility

- The General Manager acknowledges responsibility to maintain a sound system of internal control that supports the achievement of NAGSMA's mandate under its NATO Charter.
- The Financial Controller acknowledges responsibility for the correct use of funds made available to NAGSMA and for maintaining a sound system of internal control that supports the achievement of NAGSMA's goals and objectives, whilst safeguarding the public funds and assets.
- Funds received are recorded, accounted and managed through the NCI Agency core financial system.

The NAGSMO Board of Directors approved the NAGSMO Financial Management Procedures Document-Financial Rules and Procedures (FMPD-FRP) to provide guidance on the proper handling and reporting of public funds. The FMPD-FRP sets out the relevant financial rules and procedures in accordance with the NATO Financial Regulations, emphasises the need for economy, efficiency and effectiveness, and promotes good practice and high standards of propriety.

Purpose of the System of Internal Control

The system of internal control is designed to ensure that NATO assets are used for the purposes intended and that the transactions relating to their usage reflect the highest standards of integrity to justify continued confidence of the AGS Programme Participating Nations.

The process within NAGSMA accords with the NAGSMO FMPD-FRP and has been in place for the year ending 31 December 2021 and up to the date of approval of the Financial Statements.

Risk and Control Framework

The NAGSMA system of internal control is based on an ongoing process designed to identify the key risks to the achievement of NAGSMA goals and objectives, to evaluate the nature and extent of those risks and to manage them efficiently and effectively.

NAGSMA is committed to a process of continuous development and improvement: developing systems in response to any relevant reviews and developments in best practice in this area.

Since the NCI Agency carries out transactions on behalf of NAGSMA under the Service Support Agreement, NAGSMA's processes need to be compatible to the NCI Agency financial management system.

Review of Effectiveness

The Financial Controller has responsibility for reviewing the effectiveness of the system of internal control. The review is informed by:

- The executive managers within the organisation who have responsibility for the development and maintenance of the internal control framework;
- Periodic Internal Audits performed on selected areas of activity within the FC/RM division; and
- Comments made by the external auditors in their management letters and other reports.

Appropriate action is in place to address any weaknesses identified and to ensure the continuous improvement of the system. During 2021, no material instances of failure to the internal control system were reported that should be brought to your attention.



Paul F. Linnell
NAGSMA General Manager



Lina Mazeikiene
NAGSMA Financial Controller

NAGSMO – Statement of Financial Position
as at 31 December 2021
(all amounts in Euro)

	Notes	Current Year	Prior Year
	ANNEX B	31-Dec-21	31-Dec-20
ASSETS			
Cash and cash equivalents	B01	73,313,239	167,949,792
Short-term investments	B02	0	0
Receivables	B03	0	1,392,436
Other current assets and prepayments	B04	89,814	233,814
Current assets		73,403,053	169,576,042
TOTAL ASSETS		73,403,053	169,576,042
LIABILITIES			
Payables	B05	1,543,236	9,770,266
Advances and deferred revenue	B06	66,331,895	154,290,918
Short term provisions	B07	89,814	233,814
Other current liabilities	B08	3,747,424	5,281,044
Current liabilities		71,712,369	169,576,042
Long-term payables	B08	1,690,684	0
Non-current liabilities		1,690,684	0
NET ASSETS/EQUITY			
Accumulated surpluses/(deficits)		0	0
Net Assets/Equity		0	0
TOTAL LIABILITIES		73,403,053	169,576,042

**NAGSMO – Statement of Financial Performance
for the year ended 31 December 2021
(all amounts in Euro)**

	Notes	Current Year	Prior Year
	ANNEX C	2021	2020
REVENUE			
Revenue from non-exchange transactions	C01	6,573,004	7,274,196
Revenue		6,573,004	7,274,196
EXPENSES			
Personnel	C02	5,866,454	6,223,345
Contractual supplies and services	C03	706,550	1,050,851
Expenses		6,573,004	7,274,196
NET SURPLUS/(DEFICIT)		0	0
NET SURPLUS/(DEFICIT) ALLOCATION			
Reserves		0	0
Accumulated surpluses/(deficits)		0	0
Net surplus/(deficit) allocation		0	0

NAGSMO – Cash Flow Statement (Indirect Method)
for the year ended 31 December 2021
(all amounts in Euro)

	Notes	Current Year	Prior Year
	ANNEX D	2021	2020
CASH FLOW FROM OPERATING ACTIVITIES			
Cash flow from operating and other activities			
Net surplus/(deficit)		0	0
Total cash flow from operating and other activities		0	0
Decrease/(increase) Current assets			
Decr./ (incr.) Other current assets and prepayments		144,000	(75,909)
Decr./ (incr.) Receivables		1,392,436	20,001,918
Total decrease/(increase) Current assets		1,536,436	19,926,009
Increase/(decrease) Current liabilities			
Incr./ (decr.) Short term provisions		(144,000)	83,609
Incr./ (decr.) Other current liabilities		(1,533,620)	(15,638,494)
Incr./ (decr.) Payables		(8,227,031)	9,127,576
Incr./ (decr.) Advances and deferred revenue		(87,959,022)	(99,344,455)
Total increase/(decrease) Current liabilities		(97,863,673)	(105,771,764)
NET CASH FLOW FROM OPERATING ACTIVITIES		(96,372,237)	(85,845,755)
NET CASH FLOW FROM INVESTING ACTIVITIES		0	0
Incr./ (decr.) Long-term payables		1,690,684	0
NET CASH FLOW FROM FINANCING ACTIVITIES		0	0
NET INCREASE/(DECREASE) CASH AND CASH EQUIVALENTS		(94,636,553)	(85,845,755)
CASH AND CASH EQUIVALENTS AT BEGINNING OF PERIOD		167,949,792	253,795,547
CASH AND CASH EQUIVALENTS AT END OF PERIOD		73,313,239	167,949,792

**NAGSMO – Statement of Changes in Net Assets/Equity
for the year ended 31 December 2021
(all amounts in Euro)**

BALANCE AT 31-DECEMBER-2020	0
Net surplus for the period	0
BALANCE AT 31-DECEMBER-2021	0
NET CHANGE IN ASSETS/EQUITY (OPERATING FUND) FOR THE YEAR ENDED 31-DECEMBER-2021	0

NAGSMO Budget Execution Statement - Administrative Budget
for the year ended 31 December 2021
(All amounts in Euro)

Notes ANNEX E	Initial Authorisation ¹	Revision 1 ²	Revision 2 ³	Transfers and Budget Decrease ⁴	Final Authorisation	Net Commitment	Expenditure ⁵	Total	Carry Forward	Lapsed
Personnel										
2019 - Personnel	0	0	0	0	0	0	-2,300	-2,300	0	2,300
2020 - Personnel	0	0	0	0	0	0	-3,204	-3,204	0	3,204
2021 - Personnel	3,898,000	5,095,606	6,497,795	500,000	6,997,795	0	6,015,958	6,015,958	0	981,837
Total Personnel	3,898,000	5,095,606	6,497,795	500,000	6,997,795	0	6,010,454	6,010,454	0	987,341
Contractual supplies and services										
2019 - Contractual supplies and services			0	0	0	0	-38,513	-38,513	0	38,513
2020 - Contractual supplies and services			0	0	0	0	-88,748	-88,748	0	88,748
2021 - Contractual supplies and services	1,326,000	1,830,200	2,129,529	-484,647	1,644,882	0	785,620	785,620	0	859,262
Total Contractual supplies and services	1,326,000	1,830,200	2,129,529	-484,647	1,644,882	0	658,359	658,359	0	986,523
Capital and investment budgeting										
2021 - Capital and investment budgeting	3,000	3,000	3,000	0	3,000	0	0	0	0	3,000
Total Capital and investment budgeting	3,000	3,000	3,000	0	3,000	0	0	0	0	3,000
Budget contingencies										
2021 - Budget contingencies	1,700,000	1,700,000	1,850,000	-600,000	1,250,000	0	48,191	48,191	0	1,201,809
Total Budget contingencies	1,700,000	1,700,000	1,850,000	-600,000	1,250,000	0	48,191	48,191	0	1,201,809
TOTAL BUDGET EXECUTION	6,927,000	8,628,806	10,480,324	-584,647	9,895,677	0	6,717,004	6,717,004	0	3,178,673

Notes:

¹ NAGSMO/BOD/D/2020/0008-AS1, dated 30 September 2020, "2021 NAGSMA Administrative and Operational Budget Book";

² NAGSMO/BOD/D/2021/0016-AS1, dated 23 April 2021, "Revised 2021 NAGSMA Administrative Budget";

³ NAGSMO/BOD/D/2021/0035-AS1, dated 13 August 2021, "Revised 2021 NAGSMA Administrative Budget - Revision 2";

⁴ NAGSMO/BOD/D/2021/0055-AS1, dated 3 December 2021, "Revised 2021 NAGSMA Administrative Budget - Revision 3"; Transfers effected within the authority of the NAGSMA Financial Controller;

⁵ Negative amounts in Expenditure include the impact of reversal of unspent accruals for previous periods.

NAGSMO Budget Execution Statement - Operational Budget Total
for the year ended 31 December 2021
(All amounts in Euro equivalent)

Notes		Initial Authorisation ¹	Transfers Effected ²	Final Authorisation	Net Commitment	Expenditure	Total Spend	Carry Forward	Lapsed
Annex F		FA							
AGS Core System Procurement									
2015 - AGS Core System Procurement		478	0	478	478	0	478	478	0
2016 - AGS Core System Procurement		13,000	0	13,000	0	13,000	13,000	0	0
2017 - AGS Core System Procurement		85,635	0	85,635	0	85,635	85,635	0	0
2018 - AGS Core System Procurement		9,890,093	0	9,890,093	4,373,988	5,516,106	9,890,093	4,373,988	0
2019 - AGS Core System Procurement		77,310,092	0	77,310,091	26,316,349	50,723,688	77,040,037	26,316,349	270,055
2020 - AGS Core System Procurement		9,928,787	0	9,928,787	5,402,019	4,526,768	9,928,787	5,402,019	0
2021 - AGS Core System Procurement		27,351,814	7,766,068	35,117,882	11,408,160	23,709,723	35,117,882	11,408,160	0
TOTAL AGS Core System Procurement		124,579,900	7,766,068	132,345,967	47,500,993	84,574,919	132,075,913	47,500,993	270,055

Notes:

¹ 2021 NAGSMA Operational Budget approved by the NAGSMO Board of Directors - NAGSMO/BOD/D/2020/0008-AS1, dated 30 September 2020, "2021 NAGSMA Administrative and Operational Budget Book";

² Transfers Effected approved by the NAGSMO Board of Directors or NAGSMO Finance Committee:

NAGSMO/BOD/D/2020/0017-AS1, dated 8 January 2021, "Special Carry Forwards of Uncommitted Appropriations",

NAGSMO/FC/D/2021/0004-AS1, dated 19 April 2021, "Transfer of Budget Credits",

NAGSMO/BOD/D/2021/0017-AS1, dated 30 April 2021, "Revised 2021 NAGSMA Operational Budget",

NAGSMO/FC/D/2021/0013-AS1, dated 23 July 2021, "Transfer of Budget Credits",

NAGSMO/BOD/D/2021/0038-AS1, dated 03 September 2021, "Revised 2021 NAGSMA Operational Budget – Revision 2",

NAGSMO/BOD/D/2021/0060-AS1, dated 17 December 2021, "Special Carry Forward of Uncommitted Appropriations and Formation of 2022 Operational Budget".

NAGSMO Budget Execution Statement - Operational Budget (EUR part)
for the year ended 31 December 2021
All amounts in Euro

	Notes	Initial Authorisation ¹	Transfers Effectuated ²	Final Authorisation	Net Commitment	Expenditure	Total Spend	Carry Forward	Lapsed*
	Annex F								
System Design, Development and Qualification									
	2019 - System Design, Development and Qualification	8,498,822	0	8,498,822	2,527,000	5,971,822	8,498,822	2,527,000	0
	Total System Design, Development and Qualification	8,498,822	0	8,498,822	2,527,000	5,971,822	8,498,822	2,527,000	0
Production									
	2018 - Production	1,324,166	0	1,324,166	1,274,166	50,000	1,324,166	1,274,166	0
	2019 - Production	13,135,438	0	13,135,438	2,234,914	10,900,525	13,135,438	2,234,914	0
	Total Production	14,459,604	0	14,459,604	3,509,080	10,950,525	14,459,604	3,509,080	0
Management Reserve									
	2016 - Management Reserve	13,000	0	13,000	0	13,000	13,000	0	0
	2017 - Management Reserve	27,189	0	27,189	0	27,189	27,189	0	0
	2018 - Management Reserve	254,564	0	254,564	0	254,564	254,564	0	0
	2019 - Management Reserve	334,031	0	334,031	0	327,660	327,660	0	6,372
	2021 - Management Reserve	459,105	-459,105	0	0	0	0	0	0
	Total Management Reserve	1,087,889	-459,105	628,784	0	622,413	622,412	0	6,372
CAFX									
	2019 - CAFX	421,242	0	421,242	77,365	80,193	157,559	77,365	263,683
	2021 - CAFX	597,342	144,620	741,962	0	741,962	741,962	0	0
	Total CAFX	1,018,584	144,620	1,163,204	77,365	822,155	899,520	77,365	263,683
IISS									
	2018 - IISS	4,563,143	0	4,563,143	148,741	4,414,402	4,563,143	148,741	0
	2019 - IISS	245,037	0	245,037	0	245,038	245,037	0	0
	2020 - IISS	53,969	0	53,969	6,399	47,570	53,969	6,399	0
	2021 - IISS	3,522,500	2,140,316	5,662,816	380,899	5,281,917	5,662,816	380,899	0
	Total IISS	8,384,650	2,140,316	10,524,966	536,038	9,988,927	10,524,966	536,038	0
ATRI / ATID									
	2021 - ATRI / ATID	990,000	1,464,500	2,454,500	15,000	2,439,500	2,454,500	15,000	0
	Total ATRI / ATID	990,000	1,464,500	2,454,500	15,000	2,439,500	2,454,500	15,000	0
TCB									
	2017 - TSEC, CSOP & Battle Lab, Capability	58,446	0	58,446	0	58,446	58,446	0	0
	2018 - TSEC, CSOP & Battle Lab, Capability	39,372	0	39,372	0	39,372	39,372	0	0
	2019 - TSEC, CSOP & Battle Lab, Capability	8,199,537	0	8,199,537	613,187	7,586,350	8,199,537	613,187	0
	2020 - TSEC, CSOP & Battle Lab, Capability	7,578,426	0	7,578,426	3,099,228	4,479,198	7,578,426	3,099,228	0
	2021 - TSEC, CSOP & Battle Lab, Capability	0	471,600	471,600	167,500	304,100	471,600	167,500	0
	Total TCB	15,875,782	471,600	16,347,382	3,879,915	12,467,467	16,347,382	3,879,915	0
		50,315,330	3,761,931	54,077,261	10,544,399	43,262,808	53,807,206	10,544,399	270,055

Notes:

¹ 2021 NAGSMA Operational Budget approved by the NAGSMO Board of Directors - NAGSMO/BOD/D/2020/0008-AS1, dated 30 September 2020, "2021 NAGSMA Administrative and Operational Budget Book";

² Transfers Effectuated approved by the NAGSMO Board of Directors or NAGSMO Finance Committee:

NAGSMO/BOD/D/2020/0017-AS1, dated 8 January 2021, "Special Carry Forwards of Uncommitted Appropriations",

NAGSMO/FC/D/2021/0004-AS1, dated 19 April 2021, "Transfer of Budget Credits",

NAGSMO/BOD/D/2021/0017-AS1, dated 30 April 2021, "Revised 2021 NAGSMA Operational Budget",

NAGSMO/FC/D/2021/0013-AS1, dated 23 July 2021, "Transfer of Budget Credits",

NAGSMO/BOD/D/2021/0038-AS1, dated 03 September 2021, "Revised 2021 NAGSMA Operational Budget - Revision 2",

NAGSMO/BOD/D/2021/0060-AS1, dated 17 December 2021, "Special Carry Forward of Uncommitted Appropriations and Formation of 2022 Operational Budget".

NAGSMO Budget Execution Statement - Operational Budget (USD part)
for the year ended 31 December 2021
All amounts in USD

Notes	Initial Authorisation ¹	Transfers Effected ²	Final Authorisation	Net Commitment	Expenditure	Total Spend	Carry Forward	Lapsed
System Design, Development and Qualification								
2019 - System Design, Development and Qualification	27,007,601	0	27,007,601	20,323,616	6,683,985	27,007,601	20,323,616	0
Total System Design, Development and Qualification	27,007,601	0	27,007,601	20,323,616	6,683,985	27,007,601	20,323,616	0
Production								
2018 - Production	4,401,083	0	4,401,083	3,501,883	899,200	4,401,083	3,501,883	0
2019 - Production	27,044,905	0	27,044,905	4,434,391	22,610,514	27,044,905	4,434,391	0
Total Production	31,445,988	0	31,445,988	7,936,274	23,509,714	31,445,988	7,936,274	0
Management Reserve								
2021 - Management Reserve	2,248,514	-2,248,514	0	0	0	0	0	0
Total Management Reserve	2,248,514	-2,248,514	0	0	0	0	0	0
CAFX								
2015 - CAFX	568	0	568	568	0	568	568	0
Total CAFX	568	0	568	568	0	568	568	0
IIS								
2019 - IIS	1,097,952	0	1,097,952	0	1,097,952	1,097,952	0	0
2020 - IIS	2,725,000	0	2,725,000	2,725,000	0	2,725,000	2,725,000	0
2021 - IIS	23,600,000	7,000,000	30,600,000	12,868,873	17,731,127	30,600,000	12,868,873	0
Total IIS	27,422,952	7,000,000	34,422,952	15,593,873	18,829,079	34,422,952	15,593,873	0
TOTAL BUDGET EXECUTION	88,125,622	4,751,486	92,877,108	43,854,330	49,022,779	92,877,109	43,854,330	0

Notes:

¹ 2021 NAGSMA Operational Budget approved by the NAGSMO Board of Directors - NAGSMO/BOD/D/2020/0008-AS1, dated 30 September 2020, "2021 NAGSMA Administrative and Operational Budget Book";

² Transfers Effectuated approved by the NAGSMO Board of Directors:

NAGSMO/BOD/D/2020/0017-AS1, dated 8 January 2021, "Special Carry Forwards of Uncommitted Appropriations";
NAGSMO/BOD/D/2021/0038-AS1, dated 03 September 2021, "Revised 2021 NAGSMA Operational Budget – Revision 2";
NAGSMO/BOD/D/2021/0060-AS1, dated 17 December 2021, "Special Carry Forward of Uncommitted Appropriations and Formation of 2022 Operational Budget".

Notes to the Financial Statements for the year ending 31 December 2021

Index Page

- A. Basis of Preparation and Accounting Policies
- B. Notes to the Statement of Financial Position
- C. Notes to the Statement of Financial Performance
- D. Notes to the Cash Flow Statement
- E. Notes to the Budget Execution Statement – Administrative Budget
- F. Notes to the Budget Execution Statement – Operational Budget
- G. General Notes to the Financial Statements

ANNEX A Basis of Preparation and Accounting Policies

A01 Basis of preparation

The financial statements of the NAGSMO, including NAGSMA being the executive body of the NATO Alliance Ground Surveillance Management Organisation (NAGSMO), have been prepared on the accrual basis of accounting in accordance with the International Public Sector Accounting Standards (IPSAS) and based on International Financial Reporting Standards (IFRS/IAS), as adopted by the North Atlantic Council (NAC) in 2002. In 2013 and in 2016, the NAC approved an adaptation to IPSAS to better suit the specific requirements of the Alliance and an associated NATO Accounting Framework.

The financial statements have been prepared in accordance with the NATO Accounting Framework, the NATO Financial Regulations (NFRs) and the Financial Rules and Procedures (FRPs) and the relevant entity directives and policies.

In accordance with Article 2.1 of the NFRs, the financial year at NAGSMA begins on 1 January and ends on 31 December of the year.

These financial statements represent the consolidated activities of the NATO Alliance Ground Surveillance Management Organisation (NAGSMO) and its executive body NAGSMA.

In January 2021 the NAGSMO BoD approved a plan to initiate the liquidation of the entity starting on 1 July 2021. Subsequently, the entry into liquidation date was revised by the BoD to 1 January 2022 and the formal request to the Secretary General for the required NAC decision on liquidation, in compliance with NATO C-M(66)9 Rules governing the dissolution of NATO Production Organisations and the NAGSMO Charter, has been sent by the NAGSMO BoD in October 2021. On 25 January 2022, under the silence procedure, the Council agreed to the request from the NAGSMO Board of Directors to put the Organisation into liquidation commencing 1 April 2022. At that date NAGSMA will cease to exist and will be taken over by NAGSMO in Liquidation - Office of the Liquidator, as NAGSMO's Executive Agent.

NAGSMA's significant accounting policies are set out below. The accounting policies have been applied consistently to all periods presented.

A02 Use of estimates

In accordance with IPSAS and generally accepted accounting principles, the financial statements necessarily include amounts based on estimates and assumptions by management, based on historical experience as well as the most reliable information available, judgement and assumptions. Estimates include accrued revenue and expenses. The majority of goods and services are provided by third parties and other NATO entities; therefore, accrued expenses and the related revenue recognition are based on estimates. By

nature, these estimates are subject to measurement uncertainty. Actual results could differ from those estimates. Changes in estimates are reflected in the period in which they become known.

A03 Significant Accounting Policies

Accounting as a Procurement Agent

IPSAS draw a distinction between transactions that an entity undertakes on its own behalf (principal) and those on behalf of others (agent). The distinction is whether the economic benefits arising from the procurement effort accrue to the entity or to the extent that a fee may be levied for providing an agency service.

Agency activities are those activities carried out by the reporting entity, but which are not its own activities. Where an entity undertakes agency activities, it is identified as the agent in relation to those activities.

NAGSMA is considered as a procurement agent in respect of its operations since:

- It was created for the sole purpose of procuring the AGS Core System on behalf of the AGS Participating Nations;
- It does not bear any inventory risk before or after the customer order;
- It does not bear the credit risk for the amounts receivable from the customer;
- It does carry out acceptance of goods and services on behalf of Nations/NATO;
- It does not receive a fixed fee per transaction or a stated percentage of the amount billed, as it is reimbursed for the running costs of the Agency via the Administrative Budget.

NAGSMA provides for a contract administration function to NAGSMO. NAGSMA acts as an agent in accordance with a mandate set by the NAGSMO Participating Nations in the PMOU, which defines the role of the Agency in the procurement of a NATO owned and operated core AGS capability. NAGSMO is as well considered an Agent in respect of its operations, as a subsidiary body of NATO, with the sole objective to procure the AGS Core which will be owned, controlled and operated by the 30 Nations of NATO. NAGSMO and its executive body NAGSMA do not have and will not have control in the future of the assets procured as per the criteria in the NATO Accounting Framework. Transactions are treated accordingly in the NAGSMO Financial Statements.

Foreign Currency Translation

The functional and reporting currency of NAGSMA is the EUR. Transactions in currencies other than EUR are translated into EUR at the prevailing NATO rates of exchange at the time of transaction. Monetary assets and liabilities denominated in currencies other than EUR are translated into EUR at the prevailing NATO year-end closing rate. Resulting foreign exchange unrealised gains and losses are recognised as Advances from Nations. Realised exchange differences are recognised as Payables to Nations in the Statement of Financial Position.

Financial Instruments

Financial instruments are recognised at the contract date and initially measured at fair value. Their subsequent measurement depends on their classification. Loans and receivables and other liabilities are not re-valued (except for changes in exchange rates). Financial instruments are not recognised on expiry or when all contractual rights and obligations are transferred.

Management is aware of the risks associated with financial instruments and is bound by NAGSMO's Financial Rules and Procedures to keep these risks very low. NAGSMA uses only non-derivative financial instruments as part of its normal operations, such as bank accounts, deposit accounts.

Currency risk: To limit the exposure to foreign currency exchange risk, NAGSMA is forecasting the yearly expected expenditures in foreign currencies. In order to have the required funding, NAGSMA asks the Participating Nations to provide their contributions in the necessary currencies.

Liquidity risk: The liquidity risk is based on the assessment of whether the organisation will encounter difficulties in meeting its obligation associated with financial liabilities. There is a very limited exposure to liquidity risk because of the budget funding mechanism that guarantees contributions for the total approved budget. The accuracy of forecasts that result in the calls for contributions as well as the delay in payment represents the main liquidity risks. There is a clause in the NAGSMO FMPD-FRP art. 28 Contributions, that deals with unpaid contributions giving the Agency the authority to determine the appropriate course of action in case of a delay or a non-payment and the financial consequences of such, borne by the Participating Nation.

Credit Risk: There is a very limited credit risk as the contributing Nations generally have a high credit rating. NAGSMA uses three banks to deposit its cash holdings. The credit ratings of the banks used by NAGSMA are as follows:

DNB Bank ASA: AA- (S&P)

Banque et Caisse d'Épargne de l'État: AA+ (S&P)

UniCredit S.p.A.: BBB (S&P)

Cash and Cash Equivalents

Cash and cash equivalents includes cash held with the bank in current and savings accounts.

Receivables

Receivables are stated at net realisable value, after provision for doubtful and uncollectible debts. No allowance for loss is recorded with respect to Member States' assessed contributions receivable except for exceptional and agreed technical reasons.

Other Current Assets and Prepayments

Other current assets include prepayments which are payments in advance of the period to which it pertains as well as bank interest receivable at year-end.

Payables

Payables are amounts due to third parties based on goods received or services provided that remain unpaid. This includes an estimate of accrued obligations to third parties for goods and services received but not yet invoiced.

Advances and Deferred Revenue

Advances are contributions called or received related to future years' budgets. Advances include future budget funding.

Deferred revenue represents contributions from Nations and/or third parties that have been called for current or prior years' budgets but that have not yet been recognised as revenue. Funds are called in advance of their need because the entity has no capital that would allow it to pre-finance any of its activities.

Provisions and Contingent Liabilities

Provisions are recognised when NAGSMA has a present obligation as a result of a past event, and it is probable that NAGSMA will be required to settle that obligation. Provisions are measured at the General Manager's best estimate of the expenditure required to settle the obligation at the date of the statement of financial position, and are discounted to present value where the effect is material.

Other commitments, which do not meet the recognition criteria for liabilities, are disclosed in the notes to the financial statements as contingent liabilities when their existence will be confirmed only by the occurrence or non-occurrence of one or more uncertain future events which are not wholly within the control of NAGSMA.

Budget Execution Statement

The Board of Directors approves the annual budgets which include budgeted amounts for the administration of the Agency and Programme costs. Budgets may be subsequently amended by the Board of Directors or through the exercise of delegated authority. The budget execution statement provides a comparison of budgeted and actual amounts calculated on accrual basis.

Revenue and Expense Recognition

Revenue comprises contributions from Participating Nations to fund the entity's budgets. Revenue is recognised to the extent that it is probable that the economic benefits will flow to the entity and the revenue can be measured reliably. Where a transfer is subject to conditions that, if unfulfilled, require the return of the transferred resources, NAGSMA recognises a liability until the condition is fulfilled.

Revenue for the Administrative Budget

Contributions to the budget are initially recorded as advances from nations. They are recognised as revenue in the statement of financial performance when such contributions are used for their intended purpose as envisioned in its approved budget.

Interest

Interest receivable is credited as payables to Participating Nations in the statement of financial position.

Representation Allowance

As from 1 June 2013, a summary of the operations related to the Representation Allowance is included in the Financial Statements. Transactions occurring in respect of Representation Allowance are expensed in the period to which they relate, and are paid back directly from payroll or reimbursed.

*Post-employment benefits**Defined Contribution Plans*

NAGSMA employees are members of the NATO-wide Defined Contribution Pension Scheme (DCPS). The assets of the plans are held separately from those of NAGSMA in funds under the control of trustees. NAGSMA is required to contribute a specified percentage of payroll costs to the DCPS to fund the benefits. Payments to the DCPS are recognised as an expense when employees have rendered service entitling them to the contributions. The only obligation of NAGSMA with respect to the DCPS is to make the specified contributions.

Defined Benefit Plans

NAGSMA employees who have joined NATO before 1 July 2005 are members of the NATO Coordinated Pension Scheme which is a funded defined benefit plan. Under the plans and upon completion of 10 years employment with NATO, the employees are entitled to retirement benefits of 2% per year of service of final basic salary on attainment of a retirement age of 65. No other post-retirement benefits are provided to these employees. Staff members whose length of service is not sufficient to entitle them to a retirement pension are eligible for a leaving allowance. The assets and liability for NATO's Defined Benefit Plan are accounted for centrally at NATO Headquarters and therefore are not recognised in these financial statements.

ANNEX B Notes to the Statement of Financial Position

Notes Reference	Current Year	Prior Year
	31-Dec-21	31-Dec-20

The Statement of Financial Position details the assets and liabilities of NAGSMA as of 31 December.

B01	Cash and cash equivalents	73,313,239	167,949,792
	Administrative budget	6,529,641	8,237,512
	Operational budget	61,149,736	152,211,530
	Administrative budget NAGSMOIL	5,633,862	7,500,750

Cash and Cash equivalents are short-term liquid assets.

NAGSMA operates highly reliable and interest bearing bank accounts in EUR and USD currencies.

B02	Short-term investments	0	0
------------	-------------------------------	----------	----------

Short-term investments are bank deposits maturing in less than 3 months.

B03	Receivables	0	1,392,436
	Calls receivable Administrative budget	0	9,494
	Calls receivable Operational budget	0	1,382,942

Accounts receivable are kept in separate sub-ledgers that provide detailed insight into the outstanding calls for contribution and provide accurate and up-to-date cash forecast information.

B04	Other current assets and prepayments	89,814	233,814
------------	---	---------------	----------------

Other current assets match provision for annual leave entitlements accrued but untaken at year-end.

B05	Payables	1,543,236	9,770,266
	Payables	7,533	6,571,270
	Accruals	1,535,703	3,198,996

These short-term payables comprise payables and accruals for milestones accomplished as well as services rendered in 2021, including consulting, communication, travel and personnel related expenses.

B06	Advances and deferred revenue	66,331,895	154,290,918
	Advances from NATO entities	0	365,624
	Advances from Nations	11,078,227	50,425,500
	Advance towards NAGSMOIL Administrative budget	5,633,862	7,500,500
	Deferred revenue	49,619,806	95,999,044

Advances from Nations are funds received from Nations in respect of NAGSMA 2022 Administrative and Operational Budgets and unrealised exchange rate gains and losses. Advances include future budget funding as well as the cumulative effect of unrealised foreign exchange impact over the periods.

Advances for Liquidation include funds received in respect of NAGSMOIL Administrative Budget.

Deferred revenue comprises unspent commitments carry forward from prior periods.

B07	Short-term provisions	89,814	233,814
------------	------------------------------	---------------	----------------

The provision includes annual leave entitlements accrued matched with Other current assets and prepayments.

Balance at 1 January 2021	233,814
Provision decrease	(144,000)
Balance at 31 December 2021	89,814

B08	Other current liabilities	3,747,424	5,281,044
------------	----------------------------------	------------------	------------------

Other payables mainly include lapsed credits comprising 3,448,727 EUR (2020: 3,316,193 EUR), financial results and other liabilities due to the Nations.

B09	Other non-current liabilities	1,690,684	0
------------	--------------------------------------	------------------	----------

Other non-current liabilities include liabilities to the Nations that were authorized to keep, as an emergency reserve fund, for any unexpected needs that might arise during NAGSMO liquidation process. Any unused Emergency reserve funds remaining upon the completion of liquidation will be returned to the Participant Nations.

B10	Contingent Liabilities		
------------	-------------------------------	--	--

On 18 January 2021, NAGSMA was handed the decision by the NATO Administrative Tribunal on two appeal cases against NAGSMA, i.e., (1) against suspension of a staff member and (2) subsequent termination as an outcome of a disciplinary proceedings. The Tribunal ordered to pay 5,000 EUR for moral damages and as up to 4,000 EUR reimbursement for retaining legal counsel, as well as material damages sustained. The two former amounts were accrued accordingly in the NAGSMO 2020 Financial Statements and paid on 7 April & 25 May 2021. However, due to the lack of knowledge of material damages, the Tribunal deferred to the parties to agree on the amount of material damages, which is still ongoing and subject to another appeal in front of the Tribunal. NAGSMA agreed to pay 48,191 EUR in damages, however, the amount was contested by the adverse party. The amount of 48,191 EUR was accrued in the NAGSMO 2021 Financial Statements.

In addition, NAGSMA received a new appeal from its former employee on 29 October 2021. While NAGSMA disagrees with the appeals and defends its position accordingly, it is not in a position to predict the potential rulings at this stage.

In case the NATO Administrative Tribunal rules in favour of former staff members, these costs will be borne by the NAGSMO Nations.

ANNEX C Notes to the Statement of Financial Performance

Notes Reference	Current Year	Prior Year
	2021	2020
The Statement of Financial Performance details the revenue and expenses that NAGSMA incurred during the year ending 31 December.		
C01 Revenue from non-exchange transactions	6,573,004	7,274,196
Revenue represents funding from Nations for expenses incurred during the financial year.		
C02 Personnel	5,866,454	6,223,345
Personnel costs are for staff members hired under the NATO Civilian Personnel Regulations as well as for consultants and contractors.		
The figures represent the costs of personnel including basic salary, allowances, insurance and pension plan contributions.		
At the year-end 2021 NAGSMA had 13 staff members (2020: 27 staff members) and one former Staff Member whose employment contract has expired, but who remains on Sick Leave. This Staff Member continues to receive full salary and emoluments until the sick leave status is resolved and the individual is separated from the organization as per NATO Civilian Personnel Regulations (NCPRs).		
The breakdown of wages, salaries and employee benefits is as follows:		
	Year ended 31/12/2021	Year ended 31/12/2020
	EUR	EUR
Employee benefits expense, consultants and contractors	5,173,484	5,865,692
Post-employment benefits		
for defined contribution pension scheme	303,426	274,045
for defined benefit pension scheme	0	0
Termination benefits	533,544	0
Provision for annual leave entitlements accrued	(144,000)	83,608
Total employee benefits expense	5,866,454	6,223,345
C03 Contractual supplies and services	706,550	1,050,851
Supplies and consumables are costs of goods and services used by NAGSMA associated with the general management and administrative activities under the SSA and SLA, such as information management, finance, human resources, building and facilities, security, travel expenses, etc. These costs are linked to the approved NAGSMA Staffing Plan. It also includes hospitality funds, communications services (i.e. telephones), and NATO Headquarters support (MOA).		

ANNEX D Notes to the Cash Flow Statement

The Cash Flow Statement is prepared using the indirect method.

The Cash Flow Statement summarises the cash movements in and out of the Agency during the financial year.

ANNEX E Notes to the Budget Execution Statement – Administrative Budget

The Administrative Budget is prepared and presented using the accrual basis.

The classification basis adopted for the Administrative Budget is to show expenditure in three chapters for Personnel costs, Contractual supplies and services costs as well as Capital and Investment expenditure.

The actual expenses presented in the budget execution statement include accruals (expenses for goods and services delivered before the year-end but not yet invoiced) and therefore reconcile to the expenses in the statement of financial performance after excluding the reversal for the provision for annual leave entitlement (decrease of 144,000 EUR). The net commitments are those commitments for which a contractual obligation has been created before the year-end without the goods and services delivered before the year-end.

Personnel, E01 – E03

The expenses with regard to Personnel mainly covered basic salary, allowances, contributions to the employees' pension scheme and consultancy. Lapses are due to savings that were generated in basic salary and education allowance, following the lower personnel strength than what was approved in the NAGSMA staffing plan 2021.

Contractual supplies and services, E04 – E06

The commitments and expenditures as regards Contractual Supplies and Services were mainly related to travel for duty and CIS services. Lapses are due to savings that were generated due to lower volume of travel as a result of ongoing travel restrictions related to COVID19 outbreak throughout major part of 2021 as well as lower support costs from NCI Agency.

Capital and investment budgeting, E07

Lapses are mainly due to no expenditures incurred with regard to budgeted Capital and investment costs included to fund for business equipment and software not provided by NCI Agency via the Service Support Agreement.

Budget contingencies, E08

Lapses are mainly due to unused budget contingencies and the shift of LOJI from NAGSMA 2021 Administrative budget to the NAGSMA 2022 Administrative budget caused by the decision by the NAGSMO BoD decision to extend the Agency till 31 March 2022.

ANNEX F Notes to the Budget Execution Statement – Operational Budget

The accounting basis used in preparation and presentation of the Operational Budget is the same as the one used in the financial statements, the accrual basis for recording of the actual expenditures. Due to the Agency's role as an agent acting with no control over the assets being procured, it is not accounting for the operational budget expenditures as an asset under construction. Rather, it is expected that NSPA will account for the AGS Core System once the system will be transitioned to them.

The classification basis adopted for the Operational Budget is to show expenditure for AGS Core System Procurement.

The exchange rate used to translate the USD portion of expenditure to the presentation currency EUR in the Operational Budget Total table is the official NATO rate applicable as at 31 December 2021 of 1.1223.

The Operational Budget is presented to Participating Nations in two currencies, EUR and USD. The Budget Execution Statements by currency show the Budget's net commitments, expenditures and lapses by sub-categories, as presented to and approved by Participating Nations.

System Design, Development and Qualification

The AGS Core System Design, Development and Qualification covers the design and development for the AGS Core System. The Budget includes provisions for milestones which cover: Programme Design Review of the AGS Core System in accordance with the mandatory TRD requirements; Technical Interchange Meetings; the beginning of Critical Design Review and Working Group meetings and Programme design reviews.

Production

Contractual milestones under the production sub-category are related to production progress payments and advance procurement authority to meet the contract timeline for production of deliverable SSS items and related placement of purchase orders for long-lead-time items. Long lead items include parts, components, equipment and sub-assemblies that must be ordered by the Contractor well in advance of actual final assembly such as the structural carbon fibre and metal components, nacelles, communication equipment, navigation equipment.

I/ISS

I/ISS includes NGISSII's effort for Initial In-Service Support as Part 6 of the AGS Core Contract as well as the supporting Airbus and Leonardo contracts and comprises sustaining services for a period of 15 months starting at SLPV of the AGS Core Contract. The task order Nr.1 with NGISSII was signed in May 2020 enabling to start I/ISS in June 2020. Due to a delay in

commencement of IISS activities some of the milestones related to IISS Engineering were shifted into 2021.

The actual I-ISS related costs in 2021 were lower compared to the expenses presented in the NAGSMO Budget Execution Statement - Operational Budget (EUR) due to one of the milestones budgeted in Operational Budget 2021, however, completed by Leonardo earlier than planned and invoiced in 2020. The invoiced amount comprising 168kEUR was duly accrued as at 31 December 2020 and settled in January 2021 from the Operational Budget 2021.

Management Reserve

The Management Reserve was used to provide financial coverage for CAFX related expenses, increased authorized budgetary ceiling for additional spares and services provided by Airbus and Leonardo to support I-ISS procurement contracts, the new milestones and Post-Handover I-ISS Support as per TSEC, CSOP & Battle Laboratory Capabilities contracts as well as ATR/ATID Capability.

In December 2021 the NAGSMO BoD approved the transfer of unused Management reserve funds from the 2021 Operational Budget to the 2022 Operational Budget Management Reserve. These funds will be used to fund the requirements that might arise in the process of completing the AGS program.

CAFX

Funds to provide items for the Prime Contractor in accordance with Contracting Authority Furnished Property. CAFX funds were mainly used to pay for SMARF Re-use, Support and Sustainment Security services provided by Kongsberg based on NAGSMA-CON-0025. Commitments and expenditures for the NCI Agency and NSPA were for the NATO CIS support to the AGS programme and Crypto Materials support respectively.

In December 2021 the NAGSMO BoD approved the transfer of uncommitted CAFX funds from the 2021 Operational Budget to the 2022 Operational Budget ATR/ATID and CAFX Budget lines. These funds will be used to fund the requirements to complete ATR/ATID integration and installation with TGGS/MOS as well as to fund the reimbursement of electricity provided to CSOP and other CAFX related expenses, respectively.

ATR/ ATID

Danish funds committed and expensed for contractual milestones for the acquisition of the NATO AGS Automatic Target Recognition/ Automatic Target Identification Capability Development & Integration Phase 2+ as well as Initial In-service Support.

TCB

Expenditures comprised milestones for TSEC SFR Extensions, Installation of new TSEC software version as well as On-call Support Services related to TSEC and Battle Laboratory capabilities provided by Exence, ITWL and PIT-RADWAR.

In December 2021 the NAGSMO BoD approved the transfer of uncommitted TSEC, CSOP & Battle Lab. Capabilities funds from the 2021 Operational Budget to the 2022 Operational Budget TSEC, CSOP & Battle Lab. Capabilities Budget line for possible extension of On-call Support Services for AGS Battle Laboratory Capabilities installed at Sigonella.

Carry Forwards

In December 2021 the NAGSMO Finance Committee provided an exceptional extension of the carry forward of 2015, 2018 and 2019 commitments to be expensed in 2022. The exceptional carry forward of funds was requested for commitments mainly related to the Foreign Military sales, I-ISS support to be provided by Leonardo and Airbus, as well as milestones related to Factory Acceptance of AVMC2s, and completion of Mission Crew Trainer, UAV Pilot Trainer, and the Training Management System (TMS).

Carry forwards from 2019 are primarily related to remaining outstanding AGS Core Contract SDDQ and Production milestones.

Carry forwards from 2020 are primarily related to remaining outstanding AGS Core Contract milestones related to delivery of Spares as well as remaining CSOP milestones.

Carry forwards from 2021 comprise outstanding AGS Core Contract Category C funds related to I-ISS, remaining outstanding Airbus and Leonardo Task Orders milestones related to delivery of Spares as well as remaining ATR/ATID and CSOP milestones.

The Table below represents the cumulative NAGSMA Operational budget per year from 2012 to 2021 expended, carried forward and lapsed in two currencies EUR and USD.

The Budgets are presented below by currency showing the actual expenditures, carry forwards and lapses as of the 31.12.2021.

NAGSMA Operational Budget EUR

BL6604011	Budget	Expenditure	Carry Forward	Lapsed
2012	107,086,412	107,086,412	0	0
2013	137,794,865	137,794,865	0	0
2014	122,977,865	117,257,630	0	5,720,235
2015	109,014,294	91,671,063	0	17,343,231
2016	63,924,048	12,760,990	0	51,163,058
2017	34,822,414	9,456,966	0	25,365,448
2018	42,137,943	31,978,738	1,422,907	8,736,298
2019	82,086,583	75,945,881	5,452,466	688,236
2020	15,273,047	11,933,907	3,105,627	233,514
2021	9,330,878	8,767,479	563,399	0
Total	724,448,349	604,653,930	10,544,399	109,250,020

NAGSMA Operational Budget USD

BL6604010	Budget	Expenditure	Carry Forward	Lapsed
2012	204,865,340	204,865,340	0	0
2013	238,445,262	238,445,262	0	0
2014	373,468,465	365,689,392	0	7,779,073
2015	169,456,878	104,644,827	568	64,811,483
2016	193,990,813	51,246,428	0	142,744,385
2017	103,520,795	86,303,846	0	17,216,949
2018	157,284,201	137,880,943	3,501,883	15,901,375
2019	139,142,932	112,594,926	24,758,007	1,790,000
2020	7,125,000	4,400,000	2,725,000	0
2021	30,600,000	17,731,127	12,868,873	0
Total	1,617,899,686	1,323,802,090	43,854,330	250,243,266

The Carry Forwards from the Financial Statements 2016-2020 which have been expended in 2021 have been added to the Actual Expenses of 2016-2020 respectively.

The AGS program is expected to be completed by 31 March 2022. The Operational Budget for the period from 1 January to 31 March 2022 is presented below.

2022 NAGSMA Operational Budget

Description	Approved 2022 Operational Budget		Transfer from 2021 Operational Budget		2022 Operational Budget after the transfer	
	USD	EUR	USD	EUR	USD	EUR
Management Reserve	0	0	3,500,000	1,687,278	3,500,000	1,687,278
CAFX	0	0	0	13,380	0	13,380
Initial In Service Support	0	0	0	0	0	0
ATR/ATID	0	0	0	45,000	0	45,000
TSEC, CSOP & Battle Lab. Capabilities	0	0	0	9,400	0	9,400
Total	0	0	3,500,000	1,755,058	3,500,000	1,755,058

ANNEX G General Notes to the Financial Statements

G01 Related Party Disclosures

NAGSMO and NAGSMA have related party relationships with the Members of the NAGSMO Board of Directors and a number of other NATO bodies.

Transactions with NATO bodies

	Current Year 2021	Prior Year 2020
	EUR	EUR
NATO Communications and Information Agency	554,311	571,782
NATO Support and Procurement Agency	137,839	71,681
NATO International Staff	217,061	218,017
NATO International Military Staff	280	0
NATO School Oberammergau	450	0
SHAPE	0	3,623
	909,940	865,103

In 2021, the NCI Agency provided administrative services for NAGSMA under the Support Services and Service Level Agreements.

NSPA provided Technical Engineering Services support in 2021 as well as logistics support services.

NATO IS provided operating, Human Resources, administrative, training and telephone services for NAGSMA.

NATO School Oberammergau and NATO IMS provided training.

Compensation of key management personnel

The remuneration of Directors and other members of key management personnel (NATO civilian grade A5 and above) is determined by the NATO salary scales and was as follows during the year:

	Current Year 2021	Prior Year 2020
	EUR	EUR
Basic salaries	549,570	690,216
Allowances	114,815	137,574
Post-employment benefits	77,418	83,760
Employer's contribution to Insurance	62,305	72,982
	804,107	984,532

The compensation of key management personnel in 2021 is lower than the previous year due to departures during the year that were not replaced, e.g., the Programme Manager/Deputy General Manager. On 1 September 2021, the BoD appointed Liquidator-Select joined the organization.

	Current Year 2021	Prior Year 2020
Number of individuals at year-end on a full time equivalent basis		
General Manager	1	1
Programme Manager	1	1
Key management personnel	1	3
Liquidator	1	0
	4	5

G02 Representation Allowance

The purpose of the Representation Allowance is to help meet the reasonable representational expenses of certain designated high level officials of the Agency whose positions entail responsibility for establishing and maintaining relationships of value with individuals or groups external to NATO.

As from 1 June 2013, a new procedure is in place in respect of Representation Allowance; as all recipients are now reimbursed permitted expenses within the limits of their individual Representation Allowance allocation. All representation allowance disbursements for the 2021 reporting period were administered by the Agency in line with the guidelines applicable to the use of the representation allowance as of 1 January 2021.

Expenditure	EUR
Rental Supplement	668
Functions	533
Total	1,201
Entitlements	EUR
Representation Allowance annual entitlement	10,692
<i>of which: Rental Supplement annual entitlement</i>	2,673
Transactions	EUR
Rental Supplement January-December	668
Dinners and Luncheons	533
Total	1,201

G03 Approval of Financial Statements

The financial statements were approved by the Financial Controller and authorised to be issued on 21 March 2022.

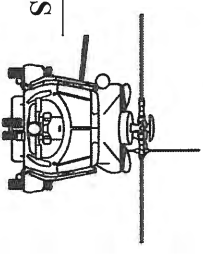
PAGE LEFT INTENTIONALLY BLANK

PAGE LEFT INTENTIONALLY BLANK



NATO Alliance Ground Surveillance
Management Organisation
(NAGSMO)

NAGSMO
NATO Headquarters
1110 Brussels
Belgium



"UNITE TO SUCCEED"

07828

A. VAN DE GEIJN

0430

adrianus.vandegeijn@nahema.nato.int

board.auditors@hq.nato.int

wascotte.franz@hq.nato.int

sainz.gregory@hq.nato.int

ozcelik.ozlem@hq.nato.int

alix.patrick@hq.nato.int

NAHEMO JEC FPS
NAHEMO FAC Members

Subject: Resubmission NAHMO Financial Statements for Financial Year 2021

Reference: 1.] Letter IBA-A(2021)0138 dated 25 October 2021

2] IBAN Exit Meeting dated 06 July 2022

Dear Mr. Wascotte,

During the field audit work, IBAN found a material mistake (typo) in NAHEMO's 2021 Financial Statements.

Considering that the mistake can be immediately corrected, I kindly request you to allow NAHEMA to issue a resubmission of the Financial Statements.

In case of authorizing, please find attached the resubmitted NAEHO's 2021 Financial Statements.

They may be made available to the public with the exception of page 1 and 2 of the Annex 1.

Best regards,

Adrianus van de GEIJN
Financial Controller

NATO UNCLASSIFIED

$$\frac{1}{1}$$

Le Quatuor Bât. A - 42, Route de Galice - 13090 Aix-en-Provence - France
+33 (0)4 42 95 92 00 - nahema@nahema.nato.int

NATO UNCLASSIFIED

NAHEMA

“UNITE TO SUCCEED”

NATO HELICOPTER D&D PRODUCTION AND
LOGISTICS MANAGEMENT AGENCY



RESUBMITTED

NAHEMO FINANCIAL STATEMENTS FOR
FINANCIAL YEAR 2021

NATO UNCLASSIFIED

NAHEMO Financial Statements 2021

Table of Contents

GENERAL INFORMATION.....	3
NAHEMO STATEMENT OF FINANCIAL POSITION	5
NAHEMO STATEMENT OF FINANCIAL PERFORMANCE.....	6
NAHEMO STATEMENT OF CHANGES IN NET ASSETS/EQUITY	7
NAHEMO 2021 CASH FLOW STATEMENT.....	8
A. ACCOUNTING POLICIES	9
<i>Accounting Period.....</i>	9
<i>Reporting Currency.....</i>	9
<i>Basis of preparation.....</i>	9
<i>Changes in accounting policy</i>	10
<i>Assets – Current Assets</i>	10
<i>Assets – Non - Current Assets.....</i>	11
<i>Current liabilities.....</i>	13
<i>Non-Current liabilities</i>	14
<i>Net Assets.....</i>	14
<i>Revenue and expense recognition</i>	14
<i>Surplus or Deficit for the Period.....</i>	14
<i>Cash Flow Statement.....</i>	14
B. SIGNIFICANT ACCOUNTING JUDGEMENTS AND ESTIMATES	15
C. NOTES TO STATEMENT OF FINANCIAL POSITION	15
ASSETS – CURRENT ASSETS.....	15
1. <i>Cash and cash equivalents</i>	15
2. <i>Accounts receivable</i>	16
3. <i>Prepayments.....</i>	17
ASSETS – NON-CURRENT ASSETS	18
4. <i>Property, plant and equipment</i>	18
5. <i>Intangible Assets</i>	19
LIABILITIES – CURRENT LIABILITIES.....	20
6. <i>Payables.....</i>	20
7. <i>Unearned Revenue and Advances</i>	22
NET ASSETS	22
8. <i>PP&E and Intangible Asset Reserve</i>	22
D. NOTES TO STATEMENT OF FINANCIAL PERFORMANCE.....	23
9. <i>Revenue.....</i>	23
10. <i>Expenses.....</i>	24
11. <i>Surplus or Deficit for the Period</i>	26
E. EVENTS AFTER REPORTING DATE.....	26
F. RELATED PARTIES DISCLOSURE.....	27
G. EMPLOYEE DISCLOSURE	28
H. FINANCIAL INSTRUMENTS DISCLOSURE/PRESENTATION	29
I. BANK GUARANTEES	29

ANNEX 1 Statement of Budget Execution

NATO UNCLASSIFIED

GENERAL INFORMATION

The "NATO Helicopter for the 1990s Design and Development, Production and Logistics Management Organisation" (NAHEMO) is a NATO subsidiary body established with a view to meet the requirements of the French Republic, the Federal Republic of Germany, the Republic of Italy and the Kingdom of The Netherlands for the Design and Development, Production and In-Service Support of a NATO Helicopter for the 1990s (NH-90). The NATO Council approved the NAHEMO Charter on 7th February 1992.

NAHEMO consists of the Steering Committee (SC), composed of representatives of the Participants, and the Agency called NAHEMA.

On 8th June 2000 the Memorandum of Understanding (MOU) for the Production (P) Phase of the NH-90 including Production Investment (PI) and Initial In-Service Support (IISS) was signed.

With the signature of the Addendum No. 1 to the MOU on 21st June 2001 Portugal joined the Programme.

On 17th July 2004 the NH90 Community MOU (CMOU) between NAHEMO Nations and Nordics Standard Helicopter Programme (NSHP) Nations (Finland, Norway and Sweden) has been signed with the aim that NAHEMA provides support in standardisation, qualification and interoperability to the Nordics. Australia and Belgium were admitted to the CMOU in 2008/2009.

With the signature of the NH-90 Belgian Production MOU on 12th June 2007 Belgium joined the Programme.

On 23rd December 2004 the NH-90 ISS (In-Service Support) MOU between NAHEMO Nations has been signed to set out the framework for the In-Service Support Phase of the NH-90. With the signature of the amendment No. 1 Belgium on 25th October 2006 was admitted to the ISS MOU.

On 29th May 2013 the amendment No. 4 to the CMOU has been signed concerning the admission of the Kingdom of Spain and New Zealand.

In the year 2014 Portugal decided to withdraw from the NH-90 programme. The Addendum 6 to the NAHEMO Charter dealing with Portugal withdrawal from the NH-90 programme was brought in force on 16th January 2015. The modification to the General MoU dealing with the same issue was brought in force on October 2017. The withdrawal of PRT from the CMOU is under finalization.

The NATO Financial Regulations are the basis of NAHEMO financial and administrative processes and procedures. The NAHEMO Financial Regulations were approved on July 27th, 2017.

The NAHEMO main goals for years 2021 and after are listed below.

- Ensure the delivery of serviceable and sustainable NH-90 helicopters (production and retrofits).
- Ensure the fleet homogeneity in terms of software through the Software Release contracts.
- Put into service the contracted capacities and to develop new operational capabilities.
- Put in place an effective and efficient in-service support.
- Develop the affordability and cost efficiency of the Programme.
- Develop the efficiency of the NH-90 Programme Organization.

In 2021, the following main operational activities were performed in order to support the above-mentioned goals.

- Preparation and signature of international agreements and relevant amendments (MoU,...) amongst Nations.

NATO UNCLASSIFIED

NATO UNCLASSIFIED

- Preparation of budgets.
- Preparation of Statements of Work, negotiation and awarding of contracts.
- Assessment of the achievement of the technical Milestones of the awarded contracts.
- Assessment of invoices and execution of payments.
- Management of the NH90 Programme duties including qualification of the NH-90 variants, configuration management and quality assurance.
- The delivery of 26 production helicopters to Community Nations.
- Signature of Software Release 2 (SWR2) Step 1 contracts, including New Zealand late joining as tenth participant.
- Signature of the GITA Reshuffle contract for the Italian TTH.
- Signature of the major contracts for the internal lay-out of the new NAHEMA premises.
- The launch of the Aircraft Data Integration (ADI) project, to collect data coming from Nations, Industry and fleet operators.
- The adoption of an electronic invoicing system, for a faster and improved payment process with NHI.

On a financial point of view, NAHEMA is maintaining two different budget types:

- The Administrative Budget (AB) for the administrative costs of NAHEMA;
- The Operational Budget (OB), composed of the following three chapters:
 - Chapter 1: expenditures related to Design and Development activities for FRA, DEU, ITA, and NLD, under the legal framework of the D&D MOU;
 - Chapter 2: expenditures related to Production Investment, Production, Integrated Logistics Support and Initial In-Service Support for FRA, DEU, ITA, NLD under the legal framework of the PI/P MOU and for BEL under the BEL Prod MOU;
 - Chapter 3: expenditures related to In-Service Support activities for all NH90 Community Nations (NAHEMO and non-NAHEMO) under the legal framework of the CMOU.

The Financial Statements on pages 1 to 29 and the Annex hereto were issued to the International Board of Auditors for NATO on 7 July 2022.


Giorgio Gomma
General Manager


Adrianus van de Geijn
Financial Controller

NATO UNCLASSIFIED

NAHEMO

Statement of Financial Position

For the year ended 31 December 2021

(in € '000)

	2021	2020 Restated	2020 Initial	Note
Assets				
Current assets				
Cash and cash equivalents	600,416	684,094	684,094	1
Short term investments (over 3 month)	0	0	0	
	132,013	170,755	170,755	2
Receivables				
Recoverable VAT(512200)	239	212		
Prepayments	0	0	0	3
Other current assets	0	0	0	
Inventories	0	0	0	
	732,668	855,061	854,849	
Non-current assets				
Receivables	0	0	0	
Property, plant & equipment	217	256	256	4
Intangible assets	58	90	90	5
Other non-current assets	0	0	0	
	275	346	346	
Total assets	732,943	855,407	855,195	
Liabilities				
Current liabilities				
Payables to suppliers	38,738	105	105	6
Payables to nations in respect of AB	2,466	3,773	3,773	6
Payables to nations in respect of OB	686,400	848,816	848,816	6
Unearned revenue	2,979	1,208	1,208	7
Advances	1,901	947	947	
Short term provisions	0	0	0	
Payables VAT(713000)	261	212	-	
Other current liabilities	0	0	0	7
	732,746	855,061	854,849	
Non-current liabilities				
Payables	0	0	0	
Long term provisions	0	0	0	
Deferred revenue	0	0	0	
Other non-current liabilities	0	0	0	
Total liabilities	732,746	855,061	854,849	
Net assets				
Accumulated Surplus/(Deficit)	346	434	434	8
Surplus/(Deficit) for the Period	(77)	(88)	(88)	11
Total net assets / equity	275	346	346	
Technical Corrections	(78)	0	0	7

NATO UNCLASSIFIED

NAHEMO

Statement of Financial Performance

For the year ended 31 December 2021

(in € '000)

	2021	2020 Restated	2020 Initial	Note
Revenue				9
Other revenue	12,696	11,822	12,034	
Financial revenue				
Total revenue	12,696	11,822	12,034	
Expenses				10
Personnel	(11,212)	(10,444)	(10,444)	
Operating	(1,451)	(1,151)	(1,151)	
Capital not capitalized	(92)	(131)	(131)	
Capital capitalized (new account 711005)	99	98	98	
Depreciation PP&E	(100)	(93)	(93)	
Amortisation Intangible Assets	(71)	(93)	(93)	
Provisions	0	0	0	
Value Added Tax	0	0	(212)	
Finance costs/Bank Charges	0	0	0	
Changes in Accrued Expenses	78	0	0	
Accrued expenses	(18)	(96)	(96)	
Total expenses	(12,767)	(11,910)	(12,122)	
Surplus (Deficit) for the period	(71)	(88)	(88)	11

NATO UNCLASSIFIED

NAHEMO

Statement of Changes in Net Assets/Equity

For the year ended 31 December
2021
(in € '000)

	Accumulated surplus / (deficit)	Total
Balance at the beginning of the period 2020	434	434
Changes in accounting policy		
Restated balance		
Exchange difference on translating foreign operations		
Surplus /(deficit) for the period	(88)	(88)
Change in net assets/equity for the year ended 2020	(88)	(88)
Balance at the end of the period 2020	346	346
Changes in accounting policy		
Restated balance		
Exchange difference on translating foreign operations		
Gain / (losses) on property revaluation	(71)	(71)
Surplus /(deficit) for the period	(71)	(71)
Change in net assets/equity for the year ended 2021	(71)	(71)
Balance at the end of the period 2021	275	275

NAHEMO Statement of Cash Flow

For the year ended 31 December 2021
(in € '000)

	2021	2020 Restated	2020 Initial	Comments
Cash flow from operating activities				
Surplus / (Deficit)	(71)	(88)	(88)	
Technical Corrections	(78)	0	0	
Non cash movements				
Depreciation/amortisation	170	186	186	
Impairment				
Increase / (decrease) in payables to suppliers	38,633	(359)	(359)	
Increase / (decrease) in payables to Nations	(163,723)	(35,564)	(35,564)	
Increase / (decrease) in unearned revenue	1,771	784	784	
Increase / (decrease) in provisions	0	0	0	
(Gains) / losses on sale of property, plant and equipment	0	0	0	
Decrease / (Increase) in net assets	0	0	0	
Decrease / (Increase) in receivables	38,715	13,017	13,229	
Increase / (decrease) in advances	954	(3,599)	(3,811)	
Increase / (decrease) in other current liabilities	50	0	0	
Net cash flow from operating activities	(83,579)	(25,623)	(25,623)	
Cash flow from investing activities				
Purchase of property plant and equipment / Intangible assets	(99)	(98)	(98)	
Proceeds from sale of property plant and equipment				
Net cash flow from investing activities	(99)	(98)	(98)	
Cash flow from financing activities				
Net cash flow from financing activities				
Net increase / (decrease) in cash and cash equivalents	(83,678)	(25,721)	(25,721)	
Cash and cash equivalent at the beginning of the period	684,094	709,816	709,816	
Cash and cash equivalent at the end of the period	600,416	684,094	684,094	

NATO UNCLASSIFIED

A. Accounting Policies

Accounting Period

These 2021 Financial Statements are based on the accounting records of NAHEMO as of 31 December 2021. In accordance with Article 2 of the NFR, the financial year at NAHEMO begins on 1 January and ends on 31 December of the year.

Reporting Currency

The functional and reporting currency used throughout these Financial Statements is the Euro (€). All call for funds and contributions are made in Euro.

Basis of preparation

The financial statements have been prepared in accordance with NATO Accounting Framework (NAF) which is based upon International Public Sector Accounting Standards (IPSAS). In addition, where certain financial reporting requirements are required by the NATO Financial Regulations (NFR), these were also met. The financial statements are prepared on a going-concern basis, which means that those in charge with governance of NAHEMA believe NAHEMA will continue in existence for at least a year from the date the financial statements are issued.

The accounting principles recognized as appropriate for the recognition, measurement and reporting of the financial position, performance and cash flows on an accrual based accounting using historical costs have been applied consistently throughout the reporting period to ensure that the financial statements provide information that is relevant to the decision-making and reliable, comparable, and understandable in light of the qualitative characteristics of financial reporting as well as of the principle of the right balance between the benefits derived from the information and the costs of providing it.

These financial statements represent the consolidated activities of NAHEMO and its executing agency NAHEMA.

In December 2012 NAHEMO changed its accounting policy for the treatment of accounting for revenues and expenditures in relation to operational programme revenues and expenditures. Therefore, these revenues and expenditures are excluded from the Statement of Financial Performance. The subject of knowing the stage-of-completion of operational programme assets from an accounting perspective is not relevant due to the change in accounting policy.

NATO UNCLASSIFIED

NAMEMO considers that it is acting as an agent for its member states in relation to managing the NH-90 programme. As NAMEMO is not exposed to the risks or rewards of the programme and is paying Industry on behalf of NAMEMO member states it considers that it should show the net consideration received from member states for running the programme and match this to expenditures; this revenue and expenditure is equivalent to NAMEMO's AB. NAMEMA's management considers that this information provides more reliable and transparent financial reporting to users of the financial statements. The change in accounting policy is in accordance with IPSAS 9: Revenue from Non-Exchange Transactions.

NAMEMO considers that Industry controls the assets like helicopters, training media, AGE and spares until they are delivered to Nations. Liabilities for accrued expenses for the OBs are excluded from the Statement of Financial Performance and these assets are excluded from the Statement of Financial Position.

NAMEMO makes prepayments on behalf of member nations to Industry. However, these prepayments are not considered assets of NAMEMO (they are assets of the member nations) and as such are not shown as assets in the Statement of Financial Position.

The cash flow Statement is prepared using the indirect method and the format follows the layout provided by IPSAS 2 (Cash Flow Statements).

Expenditure, on a cash basis, in respect of the OB can be found in the Budget Execution Statement.

Changes in accounting policy

A change in the accounting policy related to the presentation of VAT flows was applied to the 2021 Financial Statements and has been retroactively reflected in the 2020 comparative figures. The purpose of the change is to enhance the quality of the financial reporting by applying uniform, internationally accepted accounting principles.

As of 2021, VAT flows are only reflected in the Statement of Financial Position rather than the Statement of Financial Performance. The change meets the criteria of IPSAS 1, 9 and 23 and seeks to improve the true and fair presentation of VAT flows. The 2020 comparative figures were impacted by a reclassification from 'Other revenue' to 'Payables VAT' and from 'Value Added Tax (expense)' to 'Recoverable VAT' for respectively EUR 211,724,71.

Assets – Current Assets

The entity holds the following types of current assets:

a. Cash and cash equivalents

Cash and cash equivalents are defined as short-term assets. They include cash on hand, petty cash, current bank accounts and deposits held with banks.

b. Receivables

Receivables are stated at net realizable value, after provision for doubtful and uncollectible debts.

In accordance with IPSAS, receivables are broken down into amounts receivable from user charges, taxes, receivables from related parties, etc.

Contribution receivables are recognized when a call for contribution has been issued to the member nations.

c. Inventories

NAHEMO does not hold inventory. In this respect, purchases which might be considered inventory consist entirely of administrative operating material and regularly consumed supplies. All such supplies are expensed when purchased. The total of all such items in stock at any one date is deemed to be immaterial to these financial statements.

d. Prepayments

A prepayment is a payment in advance of the period to which it pertains and is mainly in respect of advance payments made to third parties. NAHEMO acts as an agent on behalf of member states. It makes prepayments on behalf of member nations to Industry. However, these prepayments are not considered assets of NAHEMO (they are assets of the member nations) and as such are not shown as assets in the Statement of Financial Position.

Assets – Non – Current Assets

In this category, NAHEMO is reporting all assets invested for more than 12 months or receivable beyond 12 months from the closing date of the financial statements.

a. Property, Plant and Equipment

Basic Principles

- Buildings are shown at their re-valued amounts, being the fair value based on internal valuations at each reporting date. NAHEMO has rented the building.
- All other property, plant and equipment are stated at historical cost less accumulated depreciation and any recognised impairment loss.
- No external evaluator to set values for assets.
- Best available information from procurement sources, industry estimates or any relevant source of information as a basis for valuation.

PP&E categorizations for purposes of determining the appropriate depreciable life of the assets is listed in the table below. The categories for both tangible and intangible assets complete with the years in which the asset is to be depreciated.

NATO UNCLASSIFIED

NATO UNCLASSIFIED

Straight-line depreciation method is used for all categories; however, the depreciable life of an asset is dependent on the particular category it is in.

Category	Capitalisation Threshold	Useful life	Depreciation method
Land	€200,000	N/A	N/A
Buildings	€200,000	40 years	Straight line
Other infrastructure	€200,000	40 years	Straight line
Installed equipment	€30,000	10 years	Straight line
Machinery	€30,000	10 years	Straight line
Vehicles	€10,000	5 years	Straight line
Aircraft	€200,000	Dependent on type	Straight line
Vessels	€200,000	Dependent on type	Straight line
Mission equipment (e.g. deployable assets)	€50,000	3 years	Straight line
Furniture	€30,000	10 years	Straight line
Communication systems	€1,000	3 to 5 years	Straight line
Automated information systems	€1,000	3 to 5 years	Straight line

Impairment of tangible assets

The carrying values of fixed assets are reviewed for impairment if events or changes in circumstances indicate that they may be not recoverable. In 2021 no indication existed to review the values of fixed assets for impairment.

b. Intangible assets

According to IPSAS 31: Intangible Assets; NAHEMO recognized the set-up costs for the implementation of ORACLE modules as intangible assets. In the financial statements these set-up costs have been expensed. NCIA Microsoft Licence Software Assurance was not capitalised in accordance with IPSAS 31 no. 93 and NATO Policy for Intangible Assets no. 4.1 and 5. Amortisation is calculated using the straight line method to allocate the cost to the residual values over the estimated useful lives.

NATO UNCLASSIFIED

Current liabilities

a. *Payables*

Payables are amounts due to third parties for goods received or services provided that remain unpaid as of reporting date. Accruals are estimates of the cost for goods and services received at year-end but not yet invoiced.

b. *Unearned revenue, advances and amounts owing to nations*

Unearned revenue represents contributions from Nations that have been called for current or prior year ABs but that have not yet been recognised as revenue. Funds are called in advance of their need because the agency has no capital that would allow it to pre-finance any of its activities.

Advances are contributions received related to future years' ABs.

Amounts owing to nations are amounts held by or owed to NAHEMO in respect of the AB or OB. Until these amounts are expensed they are considered as owing to the member nations.

c. *Employee benefits*

IPSAS 25 prescribes the accounting treatment of the following employee benefits:

1. Short term benefits which fall due wholly within twelve months after the end of the accounting period in which employees render the related service;
2. Post-employment benefits and
3. Termination benefits.

Employees participate in the New Defined Contribution Pension Scheme administered by NATO. Contributions to these Plans are limited to matching the employees' contributions for current service.

The assets and liability for NATO's Defined Benefit Plan are accounted for centrally at NATO Headquarters and therefore are not recognized in these financial statements, whilst the employer's contribution made to the New Defined Contribution Pension Plan are expensed during the reporting period.

NATO UNCLASSIFIED

Non-Current liabilities

Net Assets

Net assets represent the residual interest in the assets of the entity after deducting its liabilities.

Revenue and expense recognition

a. Revenue

Revenue is recognized to the extent that it is probable that the economic benefits will flow to NAHEMO and the revenue can be measured reliably. Contributions to the NAHEMO AB when called are booked as unearned revenue and subsequently recognized as revenue when it is earned.

Revenue comprises contributions from Member Nations to fund the NAEHMO AB. It is recognized as revenue in the statement of financial performance when such contributions are used for their intended purpose as envisioned by the AB. Revenue is recognized to the extent that it is probable that the economic benefits will flow to NAEHMO and the revenue can be measured reliably. The balance of unspent contributions and other revenues that relate to future periods are deferred accordingly.

Where a transfer is subject to conditions that, if unfulfilled, require the return of the transferred resources, NAHEMO recognizes a liability until the condition is fulfilled.

b. Expenses

NAHEMO AB expenses are recognized when occurred. Accruing of expenses is based on the concept of accruing when goods and services are received.

Surplus or Deficit for the Period

In accordance with NAEHMO accounting policies NAEHMO AB revenue is recognized up to the amount of the matching AB expenses.

Cash Flow Statement

The Cash Flow Statement is prepared using the indirect method and the format follows the layout provide by IPSAS 2 (Cash Flow Statement).

B. Significant Accounting Judgements and Estimates

In accordance with generally accepted accounting principles, the financial statements necessarily include amounts based on estimates and assumptions made by the management and based on historical experience as well as on the most reliable information available. In exercising the judgements to make the estimates a degree of caution was included in light of the principle of 'prudence' required by IPSAS in order not to overstate assets or revenue or understate liabilities or expenses.

The estimates and underlying assumptions are reviewed on an on-going basis. These estimates and assumptions affect the amounts of assets, liabilities, revenues and expenses reported. By their nature, these estimates are subject to measurement uncertainty. The effect of changes to such estimates and assumptions in future periods could be significant to the financial statements.

C. Notes to Statement of Financial Position

Assets – Current Assets

1. Cash and cash equivalents

	December 31, 2021	December 31, 2020
	€ '000	€ '000
Petty Cash	1	1
Current Bank Accounts	390,070	438,391
Cash equivalents	210,345	245,702
Total Cash and cash equivalents	600,416	684,094

Petty cash is cash on hand locked in a safe at NAHEMA.

Deposits are partly held in interest-bearing current bank accounts in immediately available funds. Current bank accounts are held in EURO.

Cash equivalents are funds invested on short-term deposit bank accounts held in EURO.

Cash and cash equivalents included in the Cash Flow Statement equal the above figures in the Statement of Financial Position.

2. Accounts receivable

	December 31, 2021	December 31, 2020
Contributions from Member Nations	€ '000	€ '000
Receivable from Nations related to AB	1,025	16
Receivable from Nations related to OB	124,700	164,253
Other receivables		
Receivables VAT reimbursement 2019	0	45
Receivables VAT reimbursement 2020	44	209
Receivables VAT reimbursement 2021	241	0
Receivable accrued interest	0	26
Receivable by Suppliers	6,003	6,205
Total Receivables	132,013	170,755

Contributions from Member Nations

Contributions receivables from Member Nations are recognised when called.

Receivables from Nations related to the AB funding

The accounts receivable from Nations related to the NAHEMO AB are related to the NAHEMO Nations (France, Germany, Italy, The Netherlands and Belgium), and the Non-NH-90-Programme Contributing Participants Finland, Norway and Sweden (the so called NORDIC Nations) and Australia, Spain and New Zealand.

The total yearly Administrative Costs of NAHEMA have been fixed by the Production MOU for the NAHEMO community to a ceiling amount of EUR 6.6 Million based on economic conditions of 01/01/1999. The ceiling has been increased to EUR 7.85 Million since the Addendum No. 5 to the Production MOU has been signed in September 2009. The ceiling is annually escalated using the annual NATO salaries increase and the index "Indice mensuel des prix à la consommation" published in the Bulletin mensuel de l'INSEE.

With Programme Arrangement No. 1 to the NH-90 Community MOU an additional ceiling amount of EUR 750,000 on economic conditions of 01/01/1999 has been fixed for the NAHEMA activities in favour of the NORDIC Nations depending on the agreed scope of work. The NORDIC Nations contribute to the AB starting from the financial year 2005.

Since the financial year 2007 Australia is contributing to the AB.

In June 2007 the NH-90 Belgian Production MOU was signed and Belgium became the 6th NAHEMO Nation. The yearly administrative ceiling amount of EUR 110,000 for an A3 post or an amount of EUR 124,000 for an A4 post on economic conditions 01/1999 has been agreed as Belgian participation.

In May 2013 with Programme Arrangement No.1 amendment 2 to the Community MOU an additional ceiling amount of EUR 140,000 each of the Spanish and the New Zealand Contributing Participant on economic conditions 01/1999 has been agreed as annual administrative participation.

NATO UNCLASSIFIED

NATO UNCLASSIFIED

All expenses including salaries and associated costs within the scope of the AB are considered - as administrative expenses.

In 2021, the NAHEMO Nations were invited to pay EUR 10,591,038.64 the NORDIC Nations share was EUR 2,685,708.24 and the share for Australia, New Zealand and the Kingdom of Spain was EUR 1,342,854.12.00.

At the end of 2021, one ADM Call for Funds (CFF) out of 2021 was partly paid. The outstanding amount of EUR 149,958.61 for this CFF was paid in February 2022.

Lapsed funds 2019 in the amount of EUR 1,474,230.65 were to be offset from call for funds in 2021. Respective credit memos were created and credited against the 2nd call for funds 2021.

PRT shares will not be returned to PRT. The funds will remain in NAHEMA until the MOU related to the PRT withdrawal has been signed. After signature of this MOU it will be determined how the remaining PRT funds will be used.

Receivables from Nations related to OB funding

At the end of Budget Year 2021, a total OB receivables of EUR 124,700,000.02 was recorded.

At the end of 2021 three OB Call for Funds (CFF) out of 2021 for Chapter 1 were still unpaid. These CFF with the outstanding amounts of EUR 10,000,000.00, EUR 20,000,000.00 and of EUR 85,700,000.00 were paid in January 2021.

One OB CFF out of 2021 for Chapter 3 were partly paid at the end of 2021. The outstanding amount of EUR 9,000,000.00 was paid in February 2022.

Receivables VAT reimbursement

These are receivables for outstanding VAT reimbursements from 2020 in the amount of EUR 43,715.80 and from 2021 in the amount of EUR 240,674.49 from the French Minister of Finance for a total of EUR 284,390.29.

According to the MOUs, VAT is payable by the country levying it, which is France in the case of the NH-90 Programme. The Finance and Administrative Committee (FAC) decided that the AB is to be submitted exclusive of VAT. VAT payments are kept in a specific expense account and will be reimbursed by the French Ministry of Finance (MoF).

VAT payments not reimbursed by MoF due to French internal regulations will be compensated by the French Ministry of Defence (MoD). This practise was confirmed per decision 35th Financial Administrative Committee Meeting 16-18 October 2018.

Receivables by Suppliers

Negative payables to suppliers were reclassified to receivables. The main amount of EUR 6,002,485.72 is connected to credits notes on the PIP Contract Amendment 23 (CA23) signed on 10 June 2015.

3. Prepayments

NAHEMO acts as an agent on behalf of member states. It makes prepayments on behalf of member nations to industry. However, these prepayments are not considered assets of NAHEMO (they are assets of the member nations) and as such are no longer shown as assets in the Statement of Financial Position.

NATO UNCLASSIFIED

NATO UNCLASSIFIED

Assets – Non-current Assets

4. Property, plant and equipment

Changes in Property, Plant and Equipment and related depreciation for the year were as follows:

	Vehicle	Automated	Total
	EUR	Information Systems EUR	EUR
Cost			
Net book value			
Balance at 31 December 2020	17,214.45	239,040.39	256,254.84
Additions	-	60,451.09	60,451.09
Disposals	-	-	-
Revaluation	-	-	-
Balance at 31 December 2021	17,214.45	299,491.48	316,705.93
Accumulated depreciation			
Depreciation expense	6,131.40	93,391.00	99,522.40
Balance at 31 December 2021	6,131.40	93,391.00	99,522.40
Net book value			
Balance at 31 December 2021	11,083.05	206,100.48	217,183.53

In 2021 NAHEMA replaced and purchased automated information systems for EUR 60,451.09 that are capitalized on NAHEMO's Statement of Financial Position. The total depreciation charge for the year 2021 was EUR 99,522.40 and results in a total net book value of EUR 217,183.53 for property, plant and equipment.

Due to the planned relocation to La Pomone in September 2022 NAHEMA made an advance payment for a security system for an amount of EUR 111,554.06 (VAT excluded). In Financial Year (FY) 2022 the security system will be installed and the ownership will be transferred. Therefore the security system, respectively a portion of this item, will be capitalized FY 2022.

NATO UNCLASSIFIED

NATO UNCLASSIFIED

5. *Intangible assets*

Changes in Intangible assets and related amortisation for the year were as follows:

	Computer Software (off the shelf)	Computer Software (bespoke)	Total
Cost	EUR	EUR	EUR
Net book value			
Balance at 31 December 2020	86,580.36	3,000.56	89,580.92
Additions	38,592.47	-	38,592.47
Disposals	-	-	-
Revaluation	-	-	-
Balance at 31 December 2021	125,172.83	3,000.56	128,173.39
Accumulated amortisation			
Amortisation expense	67,750.20	3,000.56	70,750.76
Balance at 31 December 2021	67,750.20	3,000.56	70,750.76
Net book value			
Balance at 31 December 2021	57,422.63	0.00	57,422.63

In 2021 NAHEMA purchased computer software for EUR 38,592.47 that are capitalized on NAHEMO's Statement of Financial Position. The total amortisation charge for the year 2021 was EUR 70,750.76 and results in a total net book value of EUR 57,422.63 intangible assets.

NATO UNCLASSIFIED

Liabilities – Current Liabilities

6. Payables

	December 31, 2021	December 31, 2020
	€ '000	€ '000
Payables AB suppliers	18	105
Payables OB suppliers	38,720	0
Payables to suppliers	38,738	105
Payables to Nations in respect of AB	2,465	3,773
Payables to Nations in respect of OB	686,400	848,816
Payables to Nations	688,865	852,589
Other Payables	0	0
Total Payables	727,603	852,694

Payables to AB Suppliers

In 2021 there are payables to AB suppliers for the purchase of goods and services of EUR 604.87 Payables also contain liabilities for accrued expenses in the amount of EUR 17,716.68.

Payables to OB Suppliers

For 2021 there are payables to OB suppliers for the purchase of goods and services of EUR 38,719,496.06. This includes Invoices in the amount of EUR 23,676,491.96 received and registered at the end of 2021 and being approved in 2022.

Payables to AB funding nations in respect of AB

This represents the net revenue containing interest, bank charges, lapses, and over/under call in 2021. The net result in the amount of EUR 2,465,595.84 has to be reimbursed to the nations following the MOU cost sharing agreement and NAHEMO SC decisions towards the NAHEMO AB funding.

Lapsed funds 2020 in the amount of EUR 2,183,239.45 will be offset from call for funds in 2022. Respective credit memos will be created and credited against the 2nd call for funds 2022.

Lapsed funds 2021 in the amount of EUR 117,174.61 will be offset from call for funds in 2023. Respective credit memos will be created and credited against the 2nd call for funds 2023.

NATO UNCLASSIFIED

Payables to OB funding nations in respect of OB

This represents the net revenue containing interest, bank charges, lapses, contributions from other Nations for compensation, unallocated contributions, miscellaneous receipts and unused contributions.

The amount of EUR 686,400,064.40 represents balances held by NAHEMO or owed from member Nations which are in turn owed to nations until they are expensed on the OB. Due to a change in accounting policy in 2013, contributions for next year's OB are shown as payables to Nations.

In the table below, the details of the total payables to Nations of EUR 2,465,595.84 (AB) and EUR 686,400,064.40 (OB) are explained.

Interest held on operational bank accounts have accumulated since 2007 to EUR 1,250,848.28.

Payables to Nations at the end of 2021	
Payables to Nations in respect of AB	
Misc. Payables	EURO
Lapsed Funds related to Budget Year 2020	€ '000
Lapsed Funds related to Budget Year 2021	165
	2,184
	117
	2,466
Payables to Nations in respect of OB	
Interest	EURO
Lapsed Funds NSPA related to Budget Year 2011	€ '000
Unallocated Contributions	1,251
Unused Contributions	105
Misc. Payables	5,900
	679,183
	(39)
Total OB Related	686,400

Other Payables

In 2021 there are no other payables.

NATO UNCLASSIFIED

7. Unearned Revenue and Advances

	December 31, 2021	December 31, 2020
	€ '000	€ '000
Unearned Revenue AB	2,979	1,208
Advances AB	1,901	947
Total	4,880	2,155

Unearned Revenue AB

Unearned revenue AB consists of contributions and other transfers received or receivable, but for which corresponding charges will be incurred after the reporting date. The unearned revenue liability as of 31 December 2021 was EUR 2,979,052.05.

In note 9, it is explained how the unearned revenue 2020, contributions and revenue recognition in 2021 result in the unearned revenue 2021.

Advances AB

Advances related to the AB are contributions called in advance relating to the 2022 Budget. EUR 990,140.18 was an advanced contribution from Germany. EUR 911,038.08 was an advanced contribution from Italy.

Technical Corrections

Technical correction of EUR 77,789.47 were done to correct wrong journals from FY 2020 an FY 2019.

Net Assets

8. PP&E and Intangible Asset Reserve

Net assets of EUR 274,518.54 are represented by accumulated surplus/(deficit) of EUR 345,748.14 related to PP&E and intangible asset additions and depreciation/amortisation previous periods, plus fixed assets acquisition of 99,043.56 EUR for 2021, minus the depreciation/amortisation of EUR 170,273.16 for 2021.

In 2020 a separate cost account (711005 "capital capitalized") was created in ORACLE to easily track the cost of acquisition and to avoid an overstatement of the expenses in the year the asset is purchased. Additions to asset are not to be recorded directly into the Net Assets/Equity, unless the asset will be donated by its owner as a contribution in kind (IPSAS 17).

NATO UNCLASSIFIED

D. Notes to Statement of Financial Performance

9. Revenue

The revenue recognition is matched with the recognition of expenses against the NAHEMO AB. Contributions when called are booked as an advance under unearned revenue and subsequently recognised as revenue when it is earned.

The table below shows the revenue from exchange transactions for the AB 2020 and 2021.

	December 31, 2021	December 31, 2020
Revenue AB	€ '000	€ '000
Contributions	12,674	11,822
Revenue	12,674	11,822

The revenue recognition is matched with the recognition of expenses.

Reconciliation between Revenue and Unearned Revenue

The table below explains to what extent the unearned revenue from previous years and the net calls in the current year for the AB is recognized as revenue in the current year. The remaining balance is unearned revenue for the funds that are carried forward to future years and payables for the AB credits that are lapsed.

The starting balance of the unearned revenue at the beginning of 2021 is EUR 2,155,120.18. The reversal for accrued expenses is EUR 95,810.74 including EUR 31.54 for a correction on an invoice counted twice on VAT recognition. The total amount called in 2021 reads EUR 15,578,408.72. The total amount of VAT reimbursement recognized in 2021 is 468,635.17 EUR. The revenue recognized in 2021 is EUR 12,773,268.72 for expenses, 237.71 EUR for bank charges and EUR 508,267.56 for VAT expenses; lapsed funds to be returned to Nations are for an amount of EUR 135,970.51. This results in unearned revenue of EUR 4,880,230.31.

Reconciliation of Unearned Revenue AB 2020 with 2021	
	EURO € '000
Unearned Revenue 31 December 2020	2,155
Reversal accruals 2020	96
Call for Funds 2021	13,677
Call for Funds 2022	1,901
VAT paid 2020 to be reimbursed in 2022	248
VAT paid 2021 to be reimbursed in 2022	220
Accrued Expenses 2021	(18)
Revenue earned 2021	(12,756)
Bank Charges	0
Revenue earned in 2021 for VAT 2021	(218)
Payable to Governments 31 December 2021	(136)
VAT 2020 reimbursed in 2021	(167)
VAT 2020 reimbursed in 2022	(83)
VAT 2019 Reimbursement	(40)
VAT 2018 Reimbursement	0
Total unearned revenue 31 December 2021	4,880

10. Expenses

Expense recognition for the 2021 AB and previous years carried forward budgets activities are based upon actual payments made together with accrued expenses which are based on value of work completed by contractors or duty trips performed where invoices are not yet received. Depreciation for PP&E and Intangible Assets for 2020 is reflected as expense.

AB Expenses are recognized by nature within the following groups.

Personnel

All civilian Personnel expenses as well as other non-salary related expenses, in support of common funded activities. The amounts include expenses for salaries, temporary personnel, for other salary related and non-related allowances including overtime, medical examinations, recruitment, installation, and removal and for contracted consultants and training.

Contractual Supplies and Services

Contractual Supplies and Services expenses include expenses for general administrative overheads, and the maintenance costs of buildings/grounds, communication and information systems, transportation, travel expenses, representation/hospitality and miscellaneous expenses. These expenses were mainly needed to meet NAHEMOS' requirements in order to fulfil NAHEMAs' management tasks.

NATO UNCLASSIFIED

Operating Leases

NAHEMA rents premises on an operating lease. The annual rent for the premises is EUR 488,000.51 inclusive accessory charges. The lease for building A was extended for an unlimited duration. The lease for building B will terminate in 2022.

The table below shows the total future minimum lease payments under non-cancellable operating leases:

	Cost in € '000		
	<1 year (2022)	1-5 years (2023-2027)	>5 years (2028-2032)
Rental Contracts			Total
Bâtiment A & B Route de Galice 1 w/o land & utility charges	361	0	0
La POMONE w/o land & utility charges and w/o escalation	295 (6months)	591 x 5	591 x 4.5
			5910

Capital & Investment

Capital investments are still reported as expenses against the AB. Acquired assets of PP&E, which exceed the materiality thresholds would be in principle capitalized and depreciated over their useful life.

The table below shows the breakdown of the expense from AB exchange transactions:

	December 31, 2021	December 31, 2020 Restated	December 31, 2020 Initial
	€ '000	€ '000	€ '000
Personnel	11,212	10,444	10,444
Operating	1,451	1,151	1,151
Capital	92	131	131
Capital capitalized	(99)	(98)	(98)
Depreciation PP&E	100	93	93
Depreciation Intangible Assets	71	93	93
VAT	0	0	212
Finance Costs	0	0	0
Changes Accrued Expenses	(78)	0	0
Accrued Expenses	18	96	96
Total Expenses AB	12,767	11,910	12,122

NATO UNCLASSIFIED

AB expenses are recognized when occurred. Accruing of expenses is based on the concept of accruing when goods and services are received. The accrued expenses are composed as follows:

Personnel	3,000.29 EUR
Operating	14,716.39 EUR
Capital	0.00 EUR
Total	17,716.68 EUR

Reconciliation between Revenue and Expenses

The Revenue related to the AB that has been recognized in 2021 relates directly to the expenses that can be attributed to the AB. For the AB the total revenue incurred is matched with the total expenses recognized in 2021 for a total of EUR 12,844,736.03.

11. Surplus or Deficit for the Period

In the Statement of Financial Performance the surplus/deficit of the period of EUR 71,229.60 represent the difference between total revenue and total expenses, which is composed of the annual depreciation expense for P&E and the annual amortisation expense for intangible assets, plus PP&E additions of the period ("capital capitalized").

12. Bank Charges / Negative Interest

In 2021 bank charges exceeded the interest earned.
For the AB, charges were expensed and recognized as revenue in accordance with 76th NH-90 Steering Committee decision.

For the OB, charges were either offset from payable interest of previous years or expensed and recognized as revenue in accordance with respective Nations' requests.

In 2021 four NAHEMO Nations were charged with negative interest on their operational bank accounts.

For three Nations, negative interest in the amount of EUR 176,187.50, EUR 127,457.96 and EUR 230,470.82 were offset from payable interest of previous years in accordance with respective Nations' request. For the other Nation negative interest in the amount of EUR 53,352.03 was recognized as expenses in accordance with respective Nation's request.

E. Events after Reporting Date

Under IPSAS 14 (Events after the reporting date) reporting entities are required to disclose any event, both favourable and unfavourable, which occurs between the reporting date and the date when the financial statements are authorized for issue.

Norway and Australia announced their withdrawal from the program without given further details. Currently NAHEMA is looking at possible financial and legal impacts, waiting for relevant facts given by Norway and Australia.

27

The key management personnel of NAEHMA have completed a declaration stating that they have no related party relationships that could affect the operation of this reporting entity. Also National Heads of Delegations as well as Joint Executive Committee Members have completed a declaration stating that they have no related party relationships that could affect the operation of this reporting entity.

Key Management Personnel

GENERAL MANAGER, grade A7
DEPUTY GENERAL MANAGER, grade A6
ADM DIVISION LEADER, grade A6
SYS DIVISION LEADER, grade A6
LOG DIVISION LEADER, grade A6

December 31,
2021

**December 31,
2020**

000, €

Category	Value
1. General Information	100
2. Financial Data	200
3. Operational Metrics	300
4. Human Resources	400
5. Marketing & Sales	500
6. Research & Development	600
7. Legal & Compliance	700
8. Information Technology	800
9. Environmental & Safety	900
10. Miscellaneous	100
TOTAL	2,500

1.133

1.039

PUBLICLY DISCLOSED - PDN(2023)0012 - MIS EN LECTURE PUBLIQUE

Number of individuals on a full time equivalent basis

**December 31,
2021**

**December 31,
2020**

General Manager
Deputy General Manager
Other key management personnel
(Division Leaders)

ω H H

W H H

TOTAL

5

5

G. Employee Disclosure

Employees in NAHEMA are compensated for the service they provide in accordance with rules and amounts established by NATO.

The compensation consists of basic salary, various allowances, health insurance, pension plan and other benefits as agreed with each Host Nation and the Protocols of NATO. Cash compensations are exempt from income tax in accordance with NATO Nations agreement. NAHEMA is not reliable for retirement benefits.

The costs in Chapter 1 are for staff members hired under the NATO Civilian Personnel Regulations as well as for consultants and contractors. The figures represent the costs of personnel including basic salary, allowances, insurance and pension plan contributions.

December 31,
2021

**December 31,
2020**

€'000

000, €

Employee benefits expense

10,663

9,934

Post-employment benefits

for defined benefit pension scheme
for defined contribution pension scheme

0680

0
829

Total employee benefits expense

11,553

10,763

Different pension plans are applicable to employees in NAHEMA; defined benefit plan, and defined contribution plan. All pension plans are managed by NATO HQ and are therefore not included in the entity Financial Statements. Contributions to the plans are expensed when occurred.

H. Financial Instruments Disclosure/Presentation

NAHEMA uses only non-derivative financial instruments as part of its normal operations. These financial instruments include, cash, bank accounts, deposit accounts, and accounts receivable.

All the financial instruments are recognised in the statement of financial position at their fair value.

NAHEMA is restricted from entering into borrowings and investments. NAHEMA's management have considered the following types of risks related to its financial assets and liabilities:

- Foreign currency exchange risk: NAHEMA is not exposed to foreign currency exchange risk because all contributions and payments are made in EURO
- Liquidity risk: The liquidity risk is based on the assessment whether the organisation will encounter difficulties in meeting its obligation associated with financial liabilities. There is a very limited exposure to liquidity risk because of the budget funding mechanism that guarantees contributions in relation to approved budgets. The limited risks are primarily the validity of forecasts that result in the calls for contributions.
- Credit Risk: There is a low credit risk as the contributing nations have high or sufficient credit ratings. NAHEMA's management does not believe that its customers' credit positions will directly impact on their ability to meet NAHEMA's funding commitments.
- Price Risk: There is a low price risk to NAHEMA due to programme price increases because Nations are contractually bound to meet such price changes and NAHEMA itself is not exposed to this price risk.

I. Bank Guarantees

In 2021 NAHEMAs paid EUR 141.82 "cautionnement bancaire" for the old building (Le Quatuor B) and EUR 11,106.65 "garantie autonome" for the new building (La Pomone) for bank guarantees to Credit Agricole in favour to société ATLANTIQUE MUR REGIONS S.C.P.I., the owner of both the old and the new building.

Notes to the Statement of Budget Execution

Comparison of Budget Execution and Statement of Financial Performance

Budget Execution***Reconciliation between the NAHEMO Budget Execution Statements and the NAHEMO Statement of Financial Performance:***

The difference between the Budget Execution Statement for the AB and the accrual based inputs in the Statement of Financial Performance is based on the depreciation & amortisation amount of EUR 170,273.16, the amount for capital capitalised of EUR (99,043.56), the bank charges amount of EUR 237.71, the payables accrued expenses amount of EUR 17,716.68 and the changes in accrued expenses amount of EUR (78,082.62).

The following table represents this reconciliation.

Budget	Expenses in Budget Execution Statement	Adjustments for Depreciation & Amortisation	Adjustments for Capital Capitalized	Adjustments for Bank Charges	Adjustments for Accrued Expenses	Adjustments for Changes Accrued Expenses	Expenses in Statement of Financial Performance
	€'000	€'000	€'000	€'000	€'000	€'000	€'000
ADM Budget 2021	12,756	170	(99)	0	18	(78)	12,767
TOTAL	12,756	170	(99)	0	18	(78)	12,767

IPSAS 24 - Presentation of budget information in Financial Statements is applicable from the 2009 financial reporting period onwards.

NATO UNCLASSIFIED

Reconciliation between the NAHEMO Budget Execution Statements and the NAHEMO Trial Balance:

The difference between the Budget Execution Statement for the OB and the Trial Balance is based on the Payables Previous Year amount of EUR 6,205,021.07 and on the Payables Current Year amount of EUR 32,716,972.04, which leads to a total change in payables amount of EUR 38,921,933.11.

The following table represents this reconciliation.

Budget	Expenses in Budget Execution Statement	Adjustments for Changes in Payables	Expenses in Trial Balance
	€'000	€'000	€'000
OB Budget 2021	1,034,686	38,922	1,073,608
TOTAL	1,034,686	38,922	1,073,608

Due to the fact that the NAHEMO Budget Execution Statement is cash based and the NAHEMO Financial Statements are on the accruals basis please find below the reconciliation.

The AB is based on estimates and was approved by the NAHEMO Steering Committee during the 36 CSC meeting held on the 1st of December 2020.

The AB COMMITMENTS 2021 are mainly based on personal cost for the NAHEMA employees and purchase and service contracts signed in order to run the agency. In the "Statement of Budget Execution", the column "Carry forward" shows the remaining commitments at year end to be carried forward to the next year. Committed credits carried forward are allowed to be carried forward for two years. At the end of the third year, they will be finally cancelled. The column "Expenses" shows the total amount expensed during the year. The column "Lapsed" shows the difference between the total amount of credits minus the total amount committed lapsed at year end and to be given back to Nations.

At the end of 2021, EUR 135,970.51 were lapsed, and will be given back to Nations. Hence, payable lapses to Nations add up as follows: Coming from Budget 2020: EUR 18,795.90, coming from Budget 2021: EUR 117,174.61.

RECONCILIATION OF ADM BUDGET EXECUTION TO CASH FLOW STATEMENT

Expenditure (modified cash based) on AB	(13,055,936.52)	
Cash received on AB	34,922,983.81	
Net inflow on AB	21,867,047.29	
Net cash flow as per cash flow statement	(280,641.19)	
Difference	21,586,406.10	
Represented by:		
	(237.71)	Bank Charges
	(21,793,467.60)	Misc. Payments
	207,299.21	VAT reimbursed

In accordance with the new NAHEMO Financial Rules and Procedures, replacing the 5th issue of the NAHEMO Financial Rules and Regulations, the OB is composed of three Chapters, Chapter 1 (formerly known as D&D), Chapter 2 (formerly known as PIP) and Chapter 3 (formerly known as ISS and NAMSA).

The OB for each Chapter indicates the total estimated amount of expected cash payments. This amount includes amounts for planned contracts to be signed during the actual Budget year and planned amendments of contracts as well. For the new frame contracts like the repair & overhaul contracts for the engine and the helicopter, Nations provided the budget figures based on their assumptions.

NATO UNCLASSIFIED

NATO UNCLASSIFIED

ANNEX 1

The INI OB 2021 was approved during the 36 CSC meeting held on the 1st of December 2020, except for Belgium, Germany, France, Italy and Sweden, which approved ex-committee. The MYR OB 2021 was approved ex-committee by all Nations, except for the Netherlands, which approved during the 37 CSC meeting held on the 16th of June 2021.

RECONCILIATION OF OP BUDGET EXECUTION TO CASH FLOW STATEMENT

Expenditure (cash based) on OB	(1,034,686,352.22)
Cash received on OB	951,327,187.75
Net outflow on OB	(83,359,164.47)
Net cash flow as per cash flow statement	83,956,864.35
Difference	597,699.88
Represented by:	
24,641.03	Interest paid to Treasuries
12,353.70	Bank Charges
597,561.32	Negative Interest
(36,856.17)	Interest earned

Statement of Credits carried forward

The following table shows credits carried forward with a brief explanation of the unexpended balances at year end for which there is a legal liability.

NAHEMA AB 2021	
(EUR)	STATEMENT OF CREDITS CARRIED FORWARD TO 2022
CHAPTER	REMARKS
01 PERSONNEL	29,185.14
	Education allowances, overtime, removal, recruitment, home leave, medical examinations CEPMA costs to be finalized
02 SUPPLIES	2,889,543.96
	Moved to new premise, maintenance, travel missions, computerization, technical assistance, leasing costs to be finalized
03 CAPITAL	14,520.55
	Furniture, IT, security costs to be finalized
TOTAL	2,933,249.65

NATO UNCLASSIFIED

NATO UNCLASSIFIED

ANNEX 1

In accordance with the Section I art. 12 of the NAHEMO FINANCIAL RULES AND PROCEDURES (approved on 20/10/2017), a statement of budgetary transfers recorded in 2021 is presented in the following table:

NAHEMA ADMINISTRATIVE BUDGET 2021 TRANSFERS AUTHORISED IN ACCORDANCE WITH ARTICLE 12 OF NAHEMO FINANCIAL RULES AND PROCEDURES
--

ORIGIN OF THE CREDITS			CREDITS NEEDED			GRAND TOTAL		
BUDGET ITEM LINE	AMOUNT	TOTAL	BUDGET ITEM LINE	AMOUNT	TOTAL			
1110ADM	25,000.00 €	25,000.00 €	1215ADM	25,000.00 €	25,000.00 €			0.00 €
1111ADM	1,555.00 €	1,555.00 €	1110ADM	1,555.00 €	1,555.00 €			0.00 €
1112ADM	1,000.00 €	1,000.00 €	1110ADM	1,000.00 €	1,000.00 €			0.00 €
1112ADM	4,100.00 €	4,100.00 €	1119ADM	4,100.00 €	4,100.00 €			0.00 €
1115ADM	11,700.00 €	11,700.00 €	1119ADM	11,700.00 €	11,700.00 €			0.00 €
1210ADM	10,200.00 €	10,200.00 €	1119ADM	10,200.00 €	10,200.00 €			0.00 €
1211ADM	10,900.00 €	10,900.00 €	1119ADM	10,900.00 €	10,900.00 €			0.00 €
1410ADM	11,700.00 €	11,700.00 €	1119ADM	11,700.00 €	11,700.00 €			0.00 €
1511ADM	750.00 €	750.00 €	1710ADM	750.00 €	750.00 €			0.00 €
1513ADM	302.00 €	302.00 €	1119ADM	302.00 €	302.00 €			0.00 €
1513ADM	98.04 €	98.04 €	1214ADM	98.04 €	98.04 €			0.00 €
1610ADM	2,045.00 €	2,045.00 €	1110ADM	2,045.00 €	2,045.00 €			0.00 €
1610ADM	955.00 €	955.00 €	1215ADM	955.00 €	955.00 €			0.00 €
1611ADM	4,000.00 €	4,000.00 €	1215ADM	4,000.00 €	4,000.00 €			0.00 €
1712ADM	4,200.00 €	4,200.00 €	1116ADM	4,200.00 €	4,200.00 €			0.00 €
1712ADM	545.00 €	545.00 €	1215ADM	545.00 €	545.00 €			0.00 €

NATO UNCLASSIFIED

NATO UNCLASSIFIED

ANNEX 1

1712ADM	255.00 €	255.00 €	1710ADM	255.00 €	255.00 €	0.00 €
2110ADM	2,440.92 €	2,440.92 €	2412ADM	2,440.92 €	2,440.92 €	0.00 €
2110ADM	128,800.00 €	128,800.00 €	2812ADM	128,800.00 €	128,800.00 €	0.00 €
2112ADM	24,000.00 €	24,000.00 €	2111ADM	24,000.00 €	24,000.00 €	0.00 €
2112ADM	36.44 €	36.44 €	2913ADM	36.44 €	36.44 €	0.00 €
2113ADM	5,000.00 €	5,000.00 €	2111ADM	5,000.00 €	5,000.00 €	0.00 €
2114ADM	9,400.00 €	9,400.00 €	2812ADM	9,400.00 €	9,400.00 €	0.00 €
2116ADM	4,600.00 €	4,600.00 €	2111ADM	4,600.00 €	4,600.00 €	0.00 €
2117ADM	23,400.00 €	23,400.00 €	2111ADM	23,400.00 €	23,400.00 €	0.00 €
2210ADM	9,700.00 €	9,700.00 €	2111ADM	9,700.00 €	9,700.00 €	0.00 €
2211ADM	3,900.00 €	3,900.00 €	2111ADM	3,900.00 €	3,900.00 €	0.00 €
2212ADM	800.00 €	800.00 €	2812ADM	800.00 €	800.00 €	0.00 €
2310ADM	10,600.00 €	10,600.00 €	2111ADM	10,600.00 €	10,600.00 €	0.00 €
2311ADM	2,900.00 €	2,900.00 €	2111ADM	2,900.00 €	2,900.00 €	0.00 €
2313ADM	2,300.00 €	2,300.00 €	2111ADM	2,300.00 €	2,300.00 €	0.00 €
2410ADM	2,200.00 €	2,200.00 €	2111ADM	2,200.00 €	2,200.00 €	0.00 €
2510ADM	105,000.00 €	105,000.00 €	2111ADM	105,000.00 €	105,000.00 €	0.00 €
2515ADM	10,000.00 €	10,000.00 €	2111ADM	10,000.00 €	10,000.00 €	0.00 €
2516ADM	8,200.00 €	8,200.00 €	2111ADM	8,200.00 €	8,200.00 €	0.00 €
2610ADM	8,000.00 €	8,000.00 €	2111ADM	8,000.00 €	8,000.00 €	0.00 €
2610ADM	700.00 €	700.00 €	2113ADM	700.00 €	700.00 €	0.00 €
2610ADM	191.00 €	191.00 €	2114ADM	191.00 €	191.00 €	0.00 €
2610ADM	2,700.00 €	2,700.00 €	2810ADM	2,700.00 €	2,700.00 €	0.00 €
2810ADM	22,800.00 €	22,800.00 €	2111ADM	22,800.00 €	22,800.00 €	0.00 €
2811ADM	34,500.00 €	34,500.00 €	2111ADM	34,500.00 €	34,500.00 €	0.00 €

NATO UNCLASSIFIED

NATO UNCLASSIFIED

ANNEX 1

2811ADM	26,900.00 €	26,900.00 €	2812ADM	26,900.00 €	26,900.00 €	0.00 €
2812ADM	3,600.00 €	3,600.00 €	2111ADM	3,600.00 €	3,600.00 €	0.00 €
2910ADM	7,300.00 €	7,300.00 €	2111ADM	7,300.00 €	7,300.00 €	0.00 €
3214ADM	700.00 €	700.00 €	3211ADM	700.00 €	700.00 €	0.00 €
1110ADM	3,000.00 €	3,000.00 €	2812ADM	3,000.00 €	3,000.00 €	0.00 €
1111ADM	45,000.00 €	45,000.00 €	2812ADM	45,000.00 €	45,000.00 €	0.00 €
1112ADM	20,000.00 €	20,000.00 €	2812ADM	20,000.00 €	20,000.00 €	0.00 €
1113ADM	32,500.00 €	32,500.00 €	2812ADM	32,500.00 €	32,500.00 €	0.00 €
1115ADM	14,000.00 €	14,000.00 €	2812ADM	14,000.00 €	14,000.00 €	0.00 €
1116ADM	10,500.00 €	10,500.00 €	2812ADM	10,500.00 €	10,500.00 €	0.00 €
1118ADM	4,500.00 €	4,500.00 €	2812ADM	4,500.00 €	4,500.00 €	0.00 €
1119ADM	125,000.00 €	125,000.00 €	2812ADM	125,000.00 €	125,000.00 €	0.00 €
1214ADM	3,000.00 €	3,000.00 €	2812ADM	3,000.00 €	3,000.00 €	0.00 €
1410ADM	103,000.00 €	103,000.00 €	2812ADM	103,000.00 €	103,000.00 €	0.00 €
1411ADM	30,000.00 €	30,000.00 €	2812ADM	30,000.00 €	30,000.00 €	0.00 €
1412ADM	10,000.00 €	10,000.00 €	2812ADM	10,000.00 €	10,000.00 €	0.00 €
1414ADM	7,000.00 €	7,000.00 €	2812ADM	7,000.00 €	7,000.00 €	0.00 €
1711ADM	16,100.00 €	16,100.00 €	2812ADM	16,100.00 €	16,100.00 €	0.00 €
3111ADM	17,900.00 €	17,900.00 €	2812ADM	17,900.00 €	17,900.00 €	0.00 €
3211ADM	108,500.00 €	108,500.00 €	2812ADM	108,500.00 €	108,500.00 €	0.00 €
3214ADM	10,000.00 €	10,000.00 €	2812ADM	10,000.00 €	10,000.00 €	0.00 €
GRAND TOTAL	1,109,973.40 €			1,109,973.40 €		0.00 €

NATO UNCLASSIFIED

OB Milestones achieved 2021

As of 31 December 2021 milestones in the amount of EUR 31,516,720.39 had been declared achieved but were not invoiced before closing of F.Y. 2021. Hence, they were not recognized as payables in F.Y. 2021.

Representation allowance

The NAHEMA General Manager is entitled to representation allowance to cover expenses associated with establishing and maintaining business relationships of value to NATO (e.g. hosting of functions such as dinners, luncheons and receptions). As per EM-HR(PSC)(2014)0008 dated 5 March 2014, including PO(2013)0154, the total entitlement to representation allowance for 2021 was EUR 0.00 There were no expenses in 2021.

	December 31, 2021	December 31, 2020
	€	€
Rental supplement expenses	0.00	0.00
Hospitality expenses	0.00	0.00
Total	0.00	0.00

NATO UNCLASSIFIED

NAMMO



ANNUAL FINANCIAL STATEMENTS 2021

For the period ended 31 December 2021



NETMA

NATO EF2000 AND TORNADO DEVELOPMENT, PRODUCTION AND
LOGISTICS MANAGEMENT AGENCY

Section	Page
<u>Overview</u>	
Introduction to the 2021 Financial Statements	4-7
NAMMO Statement of Internal Control	8
<u>2021 Financial Statements</u>	
Statement of Financial Position	10
Statement of Financial Performance	11
Statement of Cash Flow	12
Statement of Changes in Net Assets / Equity	13
Statement of Budget Execution	14
<u>Notes to the NAMMO Accounts</u>	
A. Significant Accounting Policies	16-19
B. Notes to Statement of Financial Position	20-21
C. Notes to Statement of Financial Performance	21
D. Notes to Statement of Cash Flow	22-23
E. Notes to Statement of Budget Execution	23
F. Contingent Liabilities / Provisions	23
G. Related Parties Disclosure	23
H. Write-Off and Donations	23

These statements are produced in Thousands of Euros. For example:
 34,632 = Thirty Four Million Six Hundred and Thirty Two Thousand Euros
 132 = One Hundred and Thirty Two Thousand Euros

The photographs in this publication have been provided:

- Courtesy of PANAIA Aircraft GmbH;
- Courtesy of the Italian Ministero della Difesa — Aeronautica Militare photo gallery; and
- Under the [UK MOD Consent License](#) (© Crown copyright 2022) and the OGL (UK Open Government License). To view this licence, visit nationalarchives.gov.uk/doc/open-government-licence/version/3

Overview

2021 Financial Statements

Notes to the NAMMO Accounts



Introduction to the 2021 Financial Statements



The Foundation of NAMMO

The NATO Multi-Role Combat Aircraft Development, Production and In Service Support Management Organisation (NAMMO) is a subsidiary body created within the framework of NATO. NAMMO is based at Hallbergmoos, Germany and is a NATO Production and Logistics Organisation (NPLO) formed by the nations of Germany, Italy and the United Kingdom to develop, produce and support the Tornado aircraft.

A NAMMO Board of Directors (BoD), comprising of representatives from the three NAMMO nations, provides strategic direction and governance to the Tornado Programme. NETMA provides support in the delivery of this direction.

NAMMO is funded wholly through contributions made by the three NATO member Nations. As a NATO organisation two of the NAMMO Nations are exempt from taxation relating to operating revenue and expenses, however in the case of the Federal Republic of Germany VAT is levied.

Key Achievements 2021

Germany drove major upgrade engineering tasks in 2020 and has continued these into 2021.

In order to make improvements toward weapon system sustainment, the Supply Chain Management of Tornado was reviewed and a roadmap was created for an End-to-End Supply Chain Management Task approach that consolidates the statement of works for several tasks into one. This was agreed between NETMA and the partner Nations.

Step 1 introduced the merger of the existing Order Administration, Obsolescence Management, Process Improvement and Supplier Sustainment tasks into a single reconfigured task. This step did not produce any major changes to individual statements of work but did incorporate some lessons learned from the individual tasks where possible. Step 1 was completed on 1 Jan 2021.

Step 2 was implemented through a series of Stakeholder workshops in Q1 2021, in order to reconfigure the statement of work for the E2E Supply Chain task to focus on the integrated supply chain approach. The BOD directed the programme to tailor and harmonise common requirements into a single affordable task, being flexible to allow National requirements on top of the common part and incorporating lessons learned wherever possible. The period of performance extension of the reconfigured task set up as part of step 1 remains the backup solution in case of delays of negotiations.

NETMA is also implementing a NAMMO Assets Strategic Disposal Plan and a NAMMO Assets Disposal Management Plan in order to accelerate the process for disposal of the larger or strategic nations' assets which are no longer required.

During the year, in order to reduce the impact of the COVID-19 pandemic, NETMA and the industrial partners have adapted their working practices in order to ensure the health and security of personnel. NETMA liaises closely with its NAMMO prime contractors regarding the entire supply chain, ensuring risks to the programme are identified and facilitating early intervention on emerging issues. The measures have helped to reduce the impact experienced on the Tornado programme to only slight delays due to COVID-19. Aside from the pandemic, NAMMO experiences strains to the supply chain due to ever-decreasing order quantities for spares, obsolescence issues and economic issues such as bankruptcy to our smaller suppliers.

The Tornado fleets for both Italy and Germany remain in active service and all three NAMMO partner Nations continue to support the programme. NAMMO's financial statements have therefore been prepared on a going concern basis, in line with the assumption that NAMMO will operate as an active management agency for the foreseeable future.

Key points from the Annual Financial Statements

Basis of Preparation

Following a review during 2021, we have concluded that NAMMO does not meet the requirements laid out in IPSAS 9 and IFRS 15 to report on the basis of NAMMO acting as a Principal, as has been presented in previous annual financial statement submissions.

NAMMO has therefore been presented as an Agent throughout the 2021 Annual Financial Statements. Previous years figures have been restated to reflect this change for comparison purposes.

Addressing Previous Audit Observations

The IBAN audit report for the 2020 NAMMO Financial Statements included recommendations for improvements to the production and presentation of the 2021 Financial Statements.

Missing approval of commitments, and estimates of carry-forward of commitments and accruals for spare parts

NAMMO has applied for a deviation from the relevant NATO Financial Rules, Article 24 & 25, to be replaced by one that is more appropriate to NAMMO's multi year contract Activity. Since we are awaiting a decision on this application, NAMMO remains non compliant with regard to the approval of commitments for spare parts and no there is no carry forward undertaken as part of the operational budget process and presentation.

Improvements have been made in the estimation of prices used for the calculation of the spare parts accrual contained in the Statement of Budget Execution.

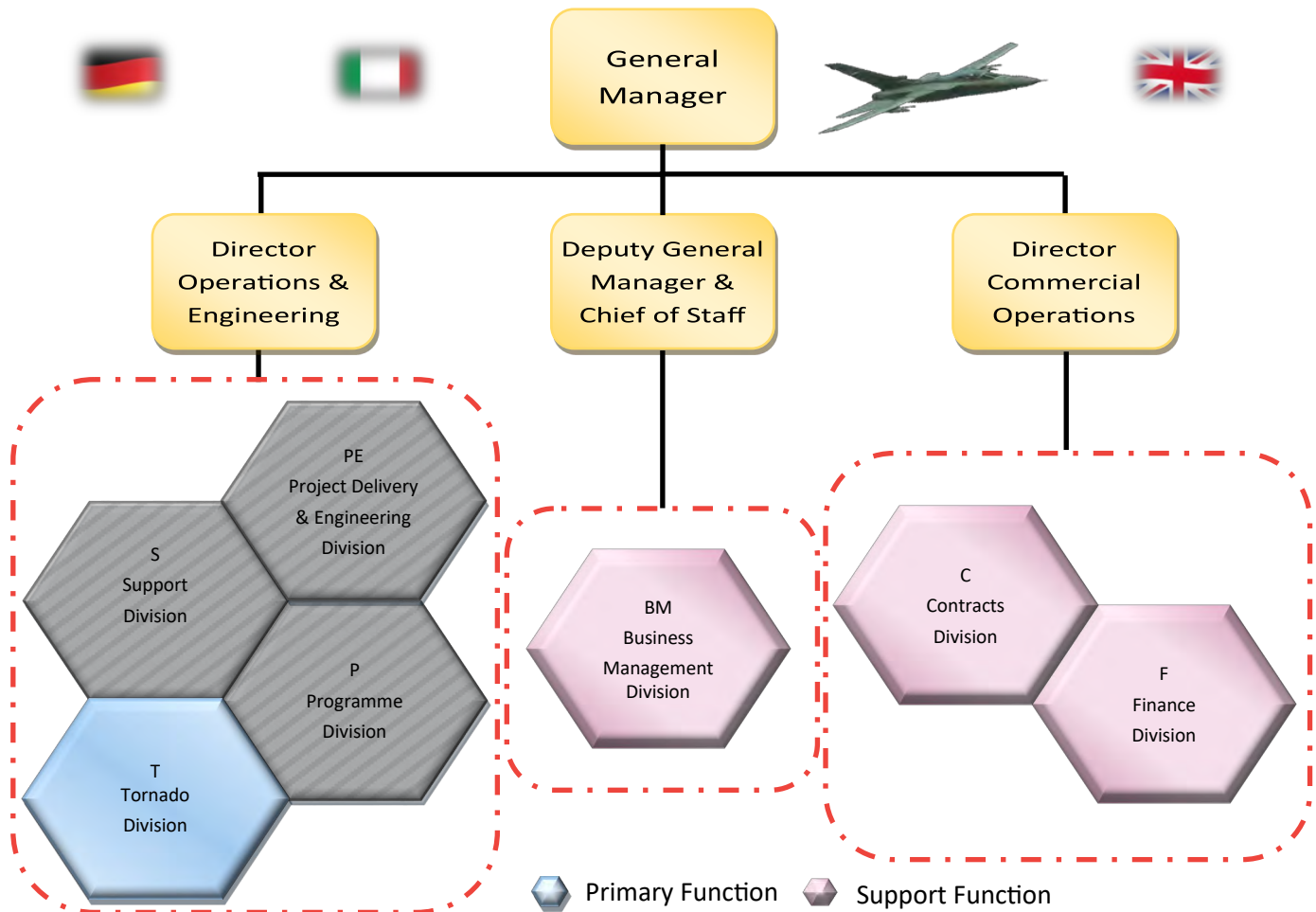
Improvements needed in the presentation of the Statement of Budget Execution

As part of the deviation application outlined above, NAMMO does not carry forward budget from one year to the next. This would mean that NAMMO does not provide carry forward figures. Since we are awaiting a decision on this application, NAMMO remains non compliant with regard to the provision of a carry forward figure.

We have prepared the Statement of Budget Execution on an accruals basis in line with the NATO Financial Rules and as recommended by IBAN.

NAMMO at a glance

NETMA operates using a functional organisational structure, grouping its staff into agency divisions based on their specific skills and knowledge across the agency. The NETMA organisational structure has been provided below to illustrate this:



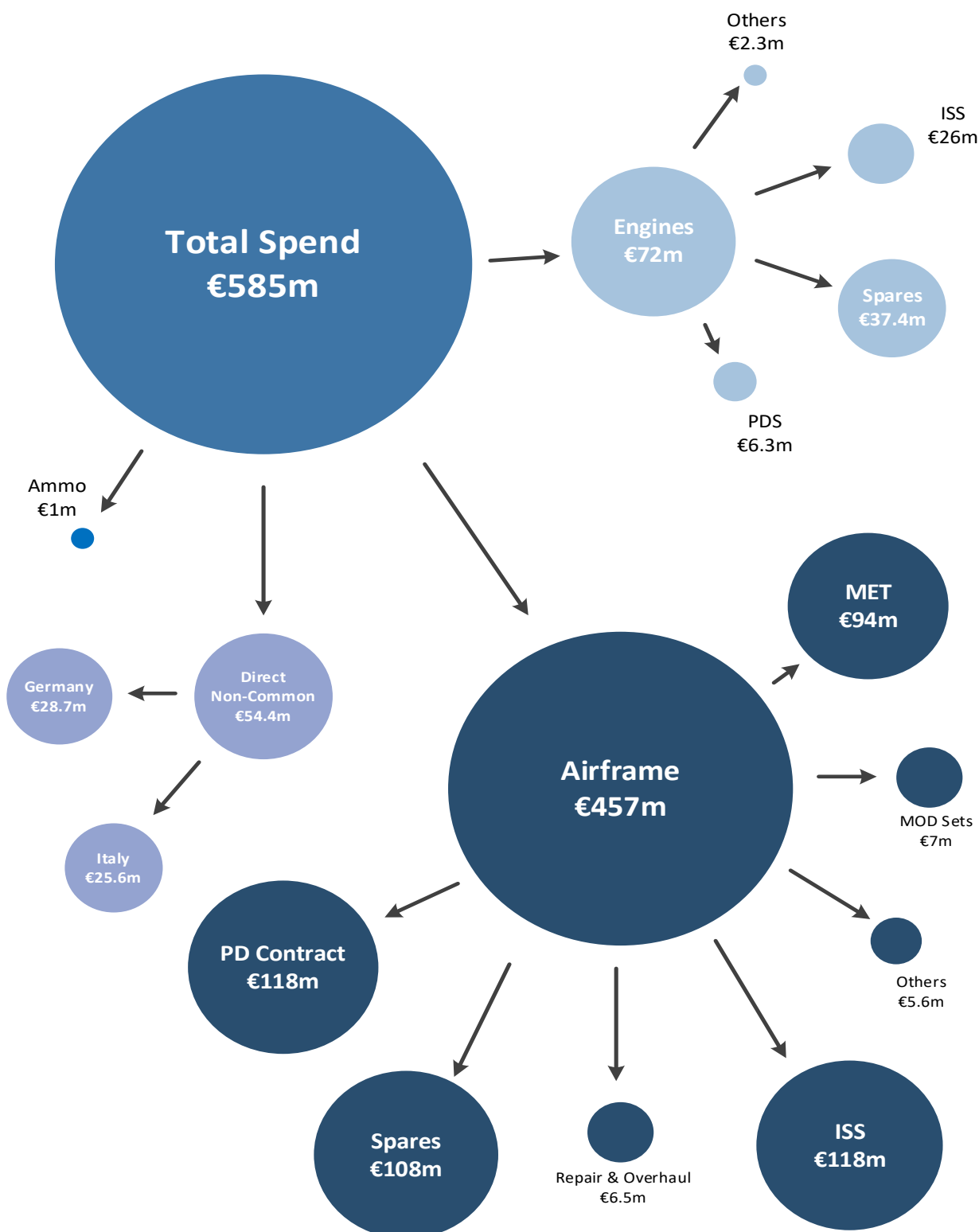
In support of the NAMMO BoD and the Tornado Weapon System, with the last batch of aircraft produced in 1998, the NAMMO structure is organised to deliver the In-Service Support (ISS) requirements. T (Tornado) Division is responsible for the engineering operations and management of the sustainment of the aircraft with our Tornado industry partners (PANAVIA Aircraft GmbH and Turbo-Union GmbH), acting as the focal point for primary NAMMO activities.

In support of these primary activities, the Contracts and Finance Divisions drive value through Contract and Financial management between nations and industry. The Business Management Division, made up of Human Resources, IT Management and Business Improvement and Performance, supports the entire NETMA agency. The IT Management department supports the IT Applications which enable Tornado Programme management. These include (but are not limited to) the Agency Integrated Management System (AIMS) for Milestone/Task and Invoice Management, the Enhanced Procurement System-Central Automatic Data Processing System (EPS-CADPS) for Procurement and Logistics Support Activities, and the Personnel & Accruals Reporting Management Information System (PARMIS) for Invoice to Payment & Banking processes.

NAMMO Expenditure Breakdown 2021

The total expenditure on the Tornado programme through NETMA in 2021 was €585m. This has increased slightly from last year due to the major engineering tasks requested by Germany, as well as an increased requirement of spare parts, as is to be expected in the future due to the ageing nature of the programme and aircraft.

Spend on Tornado is largely focused on the airframe, totalling 78% of all costs, with a further 12% relating to the engine, as illustrated below:



NAMMO Statement of Internal Control



As General Manager of NETMA, I have the responsibility for maintaining an effective system of internal control that supports the achievement of my Agency's policies, aims and objectives, set by NETMA's Four Nations and the Board of Directors. I am also personally responsible for safeguarding the funds and assets.

The system of internal control is designed to manage the risk of failure to achieve the organisation's policies, aims and objectives and provides reasonable assurance of effectiveness.

The system of internal control is based on an ongoing evidence based process designed to identify the principle risks to the achievement of my Agency's policies, aims and objectives, to evaluate the nature and extent of those risks and to manage them efficiently and effectively on a continual basis. The Board has established appropriate structures, reporting lines and responsibilities to support the delivery of objectives.

I have responsibility for reviewing the effectiveness of the system of internal control. The processes in place to achieve this are summarised below:

- NETMA has an annual Management Plan which identifies NETMA's strategic priorities, objectives & the associated performance metrics. The Management Plan focuses on agency planning and improvements, including identification of key business risks which are mitigated and owners appointed to monitor and report on these on a regular basis.
- Management checks are undertaken and the internal audit function performs a range of audit activities, based on an annual audit plan. This plan is agreed by the Audit Advisory Panel and approved by the Audit Committee. NETMA Audit Team also conduct audits on our Industry Partners, which involve the checking of property held in industry, and Self-Certified Milestones to ensure appropriate internal controls are in place and adhered to. The Internal Audit process complies with the International Standards for the Professional Practice of Internal Auditing in accordance with previous IBAN recommendations.

NETMA performed 23 of the 41 planned property audits during 2021, due to the ongoing pandemic. Processes are well established within Industry and NETMA expects that Companies will have continued to have followed them.

The Agency operates the integrated framework for internal control developed by the Committee of Sponsoring Organisations of the Treadway commission (COSO Framework) as a mechanism for formally documenting the internal control system and providing assurance that it is functioning effectively. It is well established and part of our normal internal control system. The annual COSO review was undertaken as scheduled for the year 2021, with the Directors confirming we meet those requirements.

My review of the effectiveness of the system of internal control is informed by the work of the executive managers within the organisation who have responsibility for the development and maintenance of the internal control framework, comments made by the Internal Audit Reports, and external auditors in their management letters together with the results of the annual COSO review.

I am content that the processes in place within the organisation provide reasonable assurance of the effectiveness and efficiency of the organisation's operations, the reliability of its financial information and its integrity with regards to application and compliance to applicable rules and regulations. Whilst we always seek to improve our processes each year there were no material internal control weaknesses currently identified that need specific intervention from Senior Management in 2021. The continuing pandemic has not had any major adverse effect on these controls.

LT GEN MIGUEL ÁNGEL MARTÍN PÉREZ
General Manager

WENDY BRADBURY
Financial Controller

Overview

2021 Financial Statements

Notes to the NATO Accounts

STATEMENT OF FINANCIAL POSITION

AS AT 31 DECEMBER 2021

(in thousands of Euros)

	Note	2021	2020 Restated	2020
Assets				
Current assets				
Cash and cash equivalents	B1	128,407	204,295	204,295
Short term investments		0	0	0
Receivables	B1	19,101	28	2,863
Prepayments		0	0	0
Inventories		0	0	0
		<u>147,508</u>	<u>204,323</u>	<u>207,158</u>
Non-current assets				
Property, plant & equipment		0	0	0
Intangible assets		0	0	0
		<u>0</u>	<u>0</u>	<u>0</u>
Total assets		<u>147,508</u>	<u>204,323</u>	<u>207,158</u>
Liabilities				
Current liabilities				
Payables	B2	17,696	7,583	55,013
Unearned revenue	B3	104,811	196,740	152,144
Advances	B4	25,000	0	0
		<u>147,508</u>	<u>204,323</u>	<u>207,158</u>
Non-current liabilities				
Provisions		0	0	0
		<u>0</u>	<u>0</u>	<u>0</u>
Total liabilities		<u>147,508</u>	<u>204,323</u>	<u>207,158</u>
Surplus / (deficit)		0	0	0
Reserves		0	0	0
Total net assets		<u>0</u>	<u>0</u>	<u>0</u>

The financial statements on pages 10 to 14 and their associated notes were issued to the International Board of Auditors for NATO on 30th March 2022.



LT GEN MIGUEL ÁNGEL MARTIN PÉREZ

General Manager



WENDY BRADBURY

Financial Controller

STATEMENT OF FINANCIAL PERFORMANCE

FOR THE YEAR ENDED 31 DECEMBER 2021

(in thousands of Euros)

	Note	2021	2020 Restated	2020
Revenue	C1			
Revenue		0	0	575,121
Financial revenue		0	0	0
Other revenue		0	0	0
Total revenue		0	0	575,121
Expenses	C1			
Personnel		0	0	0
Contractual supplies and services		0	0	(573,452)
Depreciation and amortisation		0	0	0
Impairment		0	0	0
Provisions		0	0	0
Other expenses		0	0	0
Finance costs		0	0	(1,669)
Total expenses		0	0	(575,121)
Surplus / (deficit) for the period		0	0	0

STATEMENT OF CASH FLOW

FOR THE YEAR ENDED 31 DECEMBER 2021

(in thousands of Euros)

	Note	2021	2020 Restated	2020
Cash flow from operating activities				
Surplus / (deficit)	D1	0	0	0
Non-cash movements				
Depreciation / amortisation		0	0	0
Impairment		0	0	0
Increase / (decrease) in payables	D2	10,113	(1,947)	6,523
Increase / (decrease) in unearned revenue	D3	(91,928)	27,486	21,852
Increase / (decrease) in advances	D4	25,000	0	0
Increase / (decrease) in provisions		0	0	0
(Gains) / losses on sale of property, plant and equipment		0	0	0
(Increase) / decrease in receivables	D5	(19,073)	130	(2,705)
Net cash flow from operating activities		(75,888)	25,670	25,670
Cash flow from investing activities				
Purchase of property plant and equipment / intangible assets		0	0	0
Proceeds from sale of property plant and equipment		0	0	0
Net cash flow from investing activities		0	0	0
Cash flow from financing activities		0	0	0
Net cash flow from financing activities		0	0	0
Net increase / (decrease) in cash and cash equivalents		(75,888)	25,670	25,670
Cash and cash equivalents at the beginning of the period		204,295	178,625	178,625
Cash and cash equivalents at the end of the period		128,407	204,295	204,295

STATEMENT OF CHANGE IN NET ASSETS/EQUITY

FOR THE YEAR ENDED 31 DECEMBER 2021

	Note	PP&E Asset Reserve	Revaluation Reserves	Accumulated Surplus / (Deficit)	Total
(in thousands of Euros)					
Balance at the beginning of the period 2020		0	0	0	0
Changes in accounting policy		0	0	0	0
Restated balance		0	0	0	0
Transfer from accumulated surplus / (deficit)		0	0	0	0
Surplus / (deficit) for the period		0	0	0	0
Balance at the end of the period 2020		0	0	0	0
Changes in accounting policy		0	0	0	0
Restated balance		0	0	0	0
Transfer from accumulated surplus / (deficit)		0	0	0	0
Surplus / (deficit) for the period		0	0	0	0
Balance for the period ended 2021		0	0	0	0

STATEMENT OF BUDGET EXECUTION

FOR THE YEAR ENDED 31 DECEMBER 2021

(in thousands of Euros)	Note	Transfers and Budget Adjustments		Final Budget					
		Initial Budget			Expenditure	Accrued expenditure 2020	Accrued expenditure 2021	Total Expenditure 2021	Unused Budget
Budget 2021									
Chapter 3	E1	625,087	46,159	671,246	590,071	(44,331)	39,326	585,065	86,180
Total FY 2021		625,087	46,159	671,246	590,071	(44,331)	39,326	585,065	86,180

Overview

2021 Financial Statements

Notes to the NAMMO Accounts

A. Significant Accounting Policies

Basis of preparation

The 2021 Annual Financial Statements have been prepared for the first time on the basis that NAMMO is an Agent. The figures presented in 2020 have been restated to ensure that the 2021 Annual Financial Statements are comparable. NETMA considers that it is acting as an Agent for the NAMMO member states in relation to managing the TORNADO programme. NETMA is not exposed to the risks or rewards of the programme and is paying industry on behalf of NAMMO member states with funding received from member states.

The financial statements of NAMMO have been prepared in accordance with the International Public Sector Accounting Standards (IPSAS) and based on International Financial Reporting Standards (IFRS/IAS), as adopted by the North Atlantic Council (NAC) in 2002. In 2013, the NAC adopted an adaptation to IPSAS to better suit the specific requirements of the Alliance and an associated NATO accounting framework, applicable for financial reporting periods beginning on 1 January 2013.

The financial statements comply with the accounting requirements of the NATO Financial Regulations (NFRs) and the relevant NAMMO directives and policies. In instances where there is a conflict between IPSAS and the NFRs this has been noted.

The financial statements have been prepared on a going-concern basis and it is considered that there are no impediments to continuing with this assumption for the foreseeable future.

The financial statements have been prepared on a historical cost basis except for financial instruments that are measured at fair value at the end of each reporting period. The accounting principles are recognised as appropriate for the recognition, measurement and reporting of the financial position, financial performance and cash flow on the basis of the entity being an Agent and have been applied consistently throughout the reporting period. The Budget Execution Statement has been prepared on an accruals basis in accordance with the NFRs.

In accordance with Article 2.1 of the NFRs, the financial year of NAMMO is 1 January to 31 December.

Accounting estimates and judgments

In accordance with IPSAS and generally accepted accounting principles, the financial statements include amounts based on estimates and assumptions made by the management and based on historical experience as well as on the most reliable information available. In exercising the judgements to make the estimates, a degree of caution was included in light of the principle of 'prudence' required by IPSAS.

The estimates and underlying assumptions are reviewed on an ongoing basis. These estimates and assumptions affect the amounts of assets, liabilities, revenue and expenses reported. By their nature, these estimates are subject to measurement uncertainty. Where the change in presentation of NAMMO to an Agent has affected some estimates and assumptions, these changes have been highlighted throughout the notes to the accounts (Notes B-E). Further changes to such estimates and assumptions in future periods could be significant to the financial statements.

Changes in accounting policy and standards

As already highlighted in this document, in 2021 NAMMO conducted a review on the basis of preparation for the Annual Financial Statements, as to whether the organisation acts as a Principal or an Agent. All previous Annual Financial Statements were prepared on the basis that NAMMO was a Principal. This review was conducted using the principles laid out in IPSAS 9 and IFRS 15. The main thrust of the guidance is whether the entity has responsibility to deliver its promise and bears the risk of said promise. The conclusion of this review is that NAMMO does not bear these risks and therefore operates as an Agent.

Changes in pronouncements

No accounting standard has been adopted earlier than the application date as stated in the IPSAS standards. The following IPSAS are not relevant for the NAMMO Financial Statements 2021: IPSAS 26 (Impairment of Cash-Generating Assets), IPSAS 27 (Agriculture). The following IPSAS have no material effect on the financial statements: IPSAS 5, IPSAS 10, IPSAS 11, IPSAS 16, IPSAS 18, IPSAS 32, IPSAS 39 and IPSAS 40. No revisions to IPSAS were introduced in 2021. However, since NAMMO is now defined as an Agent, the presentation of the Financial Statements has changed.

Restatements

For the 2021 Financial Statements, NAMMO is presented as an Agent. Whilst this affects all financial statements presented in 2020, there is a fundamental change to the Statement of Financial Performance. As an Agent, NAMMO does not earn any revenue of its own through levies or commission, nor does it bear the risk of any operational expenditure. The Statement of Financial Position has been prepared on a transaction-based basis, since for an Agent revenue is only recognised when it is received.

Changes in financial rules and regulations

During 2015 NATO adopted new financial rules and regulations and there were no additional changes in 2021. These financial statements have been produced in line with these financial rules and regulations. NETMA updated its Financial Rules and Regulations in 2019, to ensure that they were in line with NATO NFRs. Only minor adjustments were made in the NETMA FRRs, and none of these changes affected the process in the preparation of the NAMMO Financial Statements.

Foreign currency

These financial statements are presented in Euros, which is the NAMMO functional and reporting currency. Foreign currency transactions are translated into Euros at the NATO exchange rates prevailing at the date of the transaction. Monetary assets and liabilities denominated in foreign currencies at year-end are translated into Euros using the NATO exchange rates applicable at 31 December 2021, with the resulting realised and unrealised gains and losses are recognised in the general ledger.

NAMMO used the following NATO-promulgated exchange rates as at 31st Dec 2021:

EUR – GBP = 1 : 0.8567

EUR – USD = 1 : 1.1223

EUR – SEK = 1 : 10.3035

Consolidation

The NAMMO financial statements are not consolidated, with the administration elements of the programme presented in the NETMA financial statements.

Financial Instruments disclosure / presentation

NAMMO uses only non-derivative financial instruments as part of its normal operations. These financial instruments include cash and cash equivalents, accounts receivable, liabilities and loans between NATO entities. Financial instruments are recognised in the statement of financial position at fair value.

Financial risk factors

Credit risk

There is very limited credit risk as the contributing nations generally have a high credit rating. The risk of financial loss due to a participating nations' failure to raise funds is still assessed as very low. In the event that there is a shortage of funds by one or more nations to meet financial obligations, other nations will be consulted with a view to covering any shortages.

Liquidity risk

The liquidity risk is based on the assessment of whether the organisation will encounter difficulties in meeting its obligations associated with financial liabilities. There is limited exposure to liquidity risk because of the budget mechanism that seeks to guarantee contributions for the total approved budget. The accuracy of forecasts that result in the calls for contributions as well as the delay in receiving payments represent the main liquidity risks.

Currency risk

As an Agent NAMMO does not bear the currency risk of the programme, however processes are implemented to reduce the currency risk for the Nations. To limit the exposure to foreign currency risk, NAMMO forecasts yearly expected expenditures in foreign currencies where it is material (i.e. Great British Pound - GBP). In order to have the required funding, NAMMO asks the nations to provide their contributions in either Euros or GBP.

Interest rate risk

NAMMO is restricted from entering into borrowings and investments, and therefore there is no significant interest rate risk identified. There is a risk that Nations will have to pay negative interest on monies held in its bank accounts.

Assets

NAMMO holds the following types of current assets:

Cash and cash equivalents

Cash and cash equivalents represents cash held on NAMMO current bank accounts.

Receivables

Receivables are stated at net realisable value, after provision for doubtful and uncollectible debts. It can also include amounts due by other NATO entities.

Contributions receivable are recognised when a call for contribution has been issued to the member nations. No allowance for impairment loss is recorded with respect to member nations' assessed contributions receivable.

Inventories

NAMMO does not hold any inventory assets. Any inventories held in industry to be consumed in the production process are expensed and any inventory assets held in the ordinary course of operations to support Tornado are owned by the benefiting nations.

Property, plant and equipment

NETMA considers that industry controls the assets in production until they are delivered to Nations and therefore does not recognise these assets in the NAMMO accounts. The subject of knowing the stage of completion of programme assets from an accounting perspective is not relevant due to the change in accounting policy. Nations assets held in industry are still maintained and recorded, and NETMA continues to conduct audits to ensure these records are accurate.

Leases

The costs for operating the Agency's headquarters are accounted for in the NETMA Financial Statements and this includes leases and rental payments.

Intangible assets

Similarly to property, plant and equipment, NAMMO does not own any intangible assets.

Impairment of tangible and intangible assets

As there are no assets owned by NAMMO there has been no need to conduct an impairment review.

Liabilities

Payables

Payables (including amounts due to other NATO entities) are amounts due to third parties for goods and services received that remain unpaid as of the reporting date. They are recognised at their fair value.

For the 2021 Financial statements estimates of accrued obligations for goods and services received at year-end but not yet invoiced are recognised only in the Statement of Budget Execution in line with the NATO Financial Regulations. Acting as an Agent of the programme, NAMMO recognises payables only if the invoice has been received and so these accrued estimates are not included in the Statements of Financial Position and Cash Flow.

Unearned revenue

Unearned revenue represents contributions from member nations for current or prior years' budgets, for services that have not yet been delivered.

Advances

Advances are contributions from member nations called for or received related to future years' budgets.

Employee benefits

The personnel costs for operating the Agency's headquarters are accounted for in the NETMA Financial Statements.

Provisions

As an Agent NAMMO does not have any provisions.

Net assets

Net assets represent the residual interest in the assets of NAMMO after deducting its liabilities.

NATO entities perform their activities on a no-profit / no-loss basis globally over the reporting period. However, this does not prohibit the realisation of operating surplus or deficit in the financial reporting period.

Revenue and expenses recognition

Revenue and Expenses

From 2021, when NAMMO transitioned to an Agent, NETMA changed its accounting policy for the treatment of accounting for revenues and expenditure. Therefore, these revenues and expenditures are excluded from the Statement of Financial Performance. Liabilities for accrued expenses are excluded from the Annual Financial Statements but are included in the Budget Execution Statement.

Cash flow statement

The cash flow statement is prepared using the indirect method and the format follows the layout provided by IPSAS 2 (Cash Flow Statement).

B. Notes to Statement of Financial Position

(in thousands of Euros)

Assets

1. Current Assets

	2021	2020 Restated	2020
Cash accounts	0	0	0
Clearing cash accounts	0	0	0
Petty cash and advances	0	0	0
Current bank accounts	128,407	204,295	204,295
Receivables	19,101	28	2,863
Bank accounts interest	0	0	0
Total	147,508	204,323	207,158

Current bank accounts

The Tornado Programme has a number of bank accounts relating to the various funding offices from which payments are made and contributions are received. These include accounts for payments to be made in CAD, GBP, USD, SEK and EUR. The accounting system (PARMIS) functionality necessitates that each cash and bank account separately identified has an associated clearing account to enable the sub-ledger to interface with the general ledger. The carrying balance on all these clearing accounts is zero at the end of the reporting period.

The overall levels of cash holdings has decreased in 2021 due to a focus on the level of cash holdings across all NAMMO, NEFMO and NETMA accounts in order to mitigate the risk of charges of negative interest due to liquidity in the current financial conditions defined by all banks in Europe.

Receivables

At 31st December 2021 receivables are made up of credit notes sent into the agency that are unpaid (€9.101M), as well as amounts called for the 2022 Operational Budget but not yet received (€10.000M).

The 2020 presentation has been restated to remove the amounts previously accrued for commercial exploitation levies earned but not received by 31st December 2020.

Liabilities

2. Payables

	2021	2020 Restated	2020
Payables to suppliers	17,370	7,581	52,176
Payables to non-consolidated entities	0	0	0
Payables to staff members	0	0	0
Payables to governments	0	0	0
Other payables	326	2	2,837
Total	17,696	7,583	55,013

Payables to suppliers

Payables to suppliers include invoices received from commercial vendors not settled by the reporting date. This account is reconciled to the payables sub-ledger within the financial system operated by NAMMO on a monthly basis. Any outstanding currency liabilities have been translated at the respective closing exchange rates as promulgated by NATO. The payable as at 31st December 2021 is €17.370M compared with the 2020 amount of €7.581M. This increase is largely due to an unpaid funding key adjustment for a major task, which is offset by the increase in unpaid credit notes outlined above in note B1 (receivables).

The restatement of the NAMMO 2020 Financial Statements to present the accounts from the basis of a Principal to an Agent has resulted in the removal of accrued expenditure from the presented liabilities. The 2020 estimated accrual was €44.595M.

Other payables

Other payables represents the income received by NAMMO which is yet to be transferred to another operational account or to national treasuries. In 2020 NAMMO presented income generated from levies (€2.835M) but as this income had not been realised by 31st December 2020 it has been removed in order to present NAMMO as an Agent.

3. Unearned Revenue

The movement on unearned revenue can be reconciled as follows:

	2021	2020 Restated	2020
Unearned revenue b/f	196,740	169,253	130,292
National contributions	499,824	596,839	596,839
Miscellaneous Revenue (excl. bank interest)	888	4,005	4,005
Bank Interest received	10	12	12
 Operational Expenditure	(590,071)	(567,818)	(573,452)
Miscellaneous Expenditure	(888)	(3,871)	(3,871)
Bank interest returned to Nations	(10)	(10)	(10)
 Miscellaneous financial income / (charges)	(10)	(3)	(3)
Foreign exchange gains / (losses)	(1,672)	(1,668)	(1,668)
Unearned revenue c/f	104,811	196,740	152,144

Unearned revenue represents the excess of national contributions and miscellaneous revenue over expenditure on the NAMMO programme to date. It is similarly reflected in the level of cash holdings within the NAMMO bank accounts.

The restatements made to the 2020 presented figures increase the unearned revenue based on estimated accruals which previously were entered into the accounts, increasing the recorded 2020 revenue.

4. Advances

	2021	2020 Restated	2020
Advances	25,000	0	0
Total	25,000	0	0

Advance contributions represent funds received for future year's operational budgets. In December 2021 two Calls For Funds were sent to nations in order to meet cash requirements at the start of 2022, one of which was still receivable at 31st December.

C. Notes to Statement of Financial Performance

1. Revenue and Expenditure

As outlined in notes A, Significant Accounting Policies, NAMMO has been presented on the basis of being an Agent of the operational Multi-Role Combat Aircraft programme. On this basis, it is recognised that NAMMO as an entity does not generate revenue from its activities in managing the programme on behalf of the member nations and so nil values have been presented against revenue and expenditure for the current and prior years.

D. Notes to Statement of Cash Flow

(in thousands of Euros)

Cash flow from operating activities

1. Surplus / (deficit)

	2021	2020
Surplus / (deficit)	0	0
Total	0	0

This represents the surplus or deficit from normal operating activities before interest, depreciation and financial charges such as exchange differences arising from transactions. As an Agent NAMMO does not have ownership of any assets and does not generate revenue from its activities and so it does not recognise any surplus / deficit.

Non-cash movements

2. Increase / (decrease) in payables

	2021	2020 Restated	2020
Payables to suppliers	9,789	4,409	10,043
Other payables	324	(6,356)	(3,521)
Total	10,113	(1,947)	6,523

Payables to suppliers represent invoices presented but not yet paid. As stated in the Notes to Statement of Financial Position, the increase in payables between 2021 and 2020 is due to the greater value of unpaid invoices at 31st December 2021 (€9.789M). The 2020 statement has been adjusted to remove the accrued levies generated from defence programmes payable (€2.835M) which had not been received by NAMMO bank accounts.

3. Increase / (decrease) in unearned revenue

	2021	2020 Restated	2020
Unearned revenue	(91,928)	27,486	21,852
Total	(91,928)	27,486	21,852

The movement on unearned revenue represents the accumulated surplus / (deficit) of contributions over expenditure for 2021. In 2021 the unearned revenue has decreased due to the reduced closing balance on NETMA bank accounts. The unearned revenue in 2020 included recognition of accrued expenditure and revenue and this has been adjusted.

4. Increase / (decrease) in advances

	2021	2020 Restated	2020
Advance contributions	25,000	0	0
Total	25,000	0	0

As stated in note B4, two Calls For Funds were raised in December 2021 relating to the 2022 NAMMO Operational Budget.

5. (Increase) / decrease in receivables

	2021	2020 Restated	2020
National contributions	(10,000)	0	0
Other receivables	(9,073)	130	(2,705)
Total	(19,073)	130	(2,705)

The movement on National Contributions receivable represents the change in the nations' debt to the programme from the previous financial year, which was nil at the end of 2020. However, €10M was called for the 2022 Operational Budget in December 2021 and was not received by 31st December.

Receivables include credit invoices received on PARMIS from industry which will be paid when offset against payables in 2022. Levies to the programme previously recognised as due to the NAMMO bank accounts have been adjusted from the presentation of the 2020 Financial Statements (€2.835M).

E. Notes to Statement of Budget Execution

(in thousands of Euros)

1. Budget analysis - 2021

	2021 Budget	2021 Expenditure
All nations initial approved budget	625,087	585,065
In-year budget adjustments	46,159	
Total	671,246	585,065

The budget and actual expenditure figures in the budget execution statement are presented on an accrual basis and are therefore different to the amounts entered in the general ledger. The budget is compiled based on the advice and assistance of a number of sources including nations, commercial and technical staff within NETMA and industry. It has been based on the best information available and takes into account known payment plans and estimates of new work in line with advice on technical progress. During 2021 the NAMMO nations chose to uplift their budget from the original values by €46.159M to reflect additional Air Force operational requirements.

For its Operational budget, NAMMO does not formally lapse budget called for but unspent in the following year. The excess of funds is viewed as "unused budget". In order to apply consistency to the 2021 Statement of Budget execution, the 2020 accrual calculation has been adjusted slightly in line with 2021 accrual assumptions from €44.595M to €44.331M. The unused budget is caused largely by various milestone slippages into 2022 which, as budget is not lapsed, will be reflected in the Operational Budget 2022 for Tornado.

F. Contingent Liabilities / Provisions

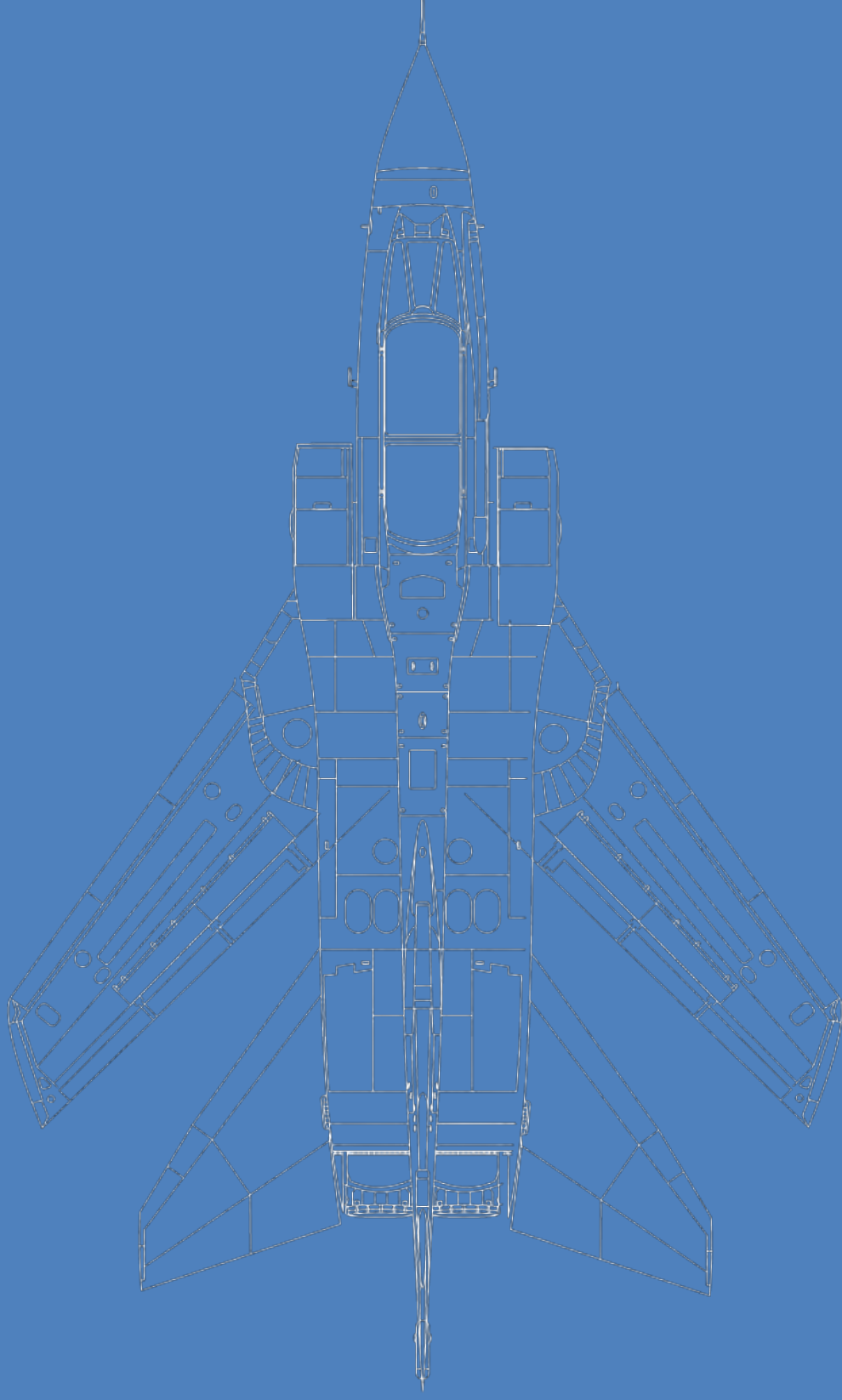
NAMMO has no contingent liabilities or provisions.

G. Related Parties Disclosure

The key management personnel of NAMMO have no significant related party relationships that could affect the operation of NAMMO. Board members receive no remuneration and senior management is remunerated in accordance with the published NATO pay scales. Both do not receive loans that are not available to all staff.

H. Write-Off and Donations

In accordance with the NATO Financial Regulations, where a global statement of write-offs and donations shall be reported in the Annual Financial Statements, NAMMO as an Agent has nothing to disclose for 2021. Write-offs/strike-offs are administered by the NETMA Tornado Sustainment Section when items are deemed surplus to requirements, obsolete, damaged beyond economic repair or lost.



NATO UNCLASSIFIED



NAPMA

FINANCIAL STATEMENTS 2021

NATO UNCLASSIFIED

Contents NAPMA Financial Statements	Page
Overview	Page 1 - 3
Statement of Financial Position	Page 4
Statement of Financial Performance	Page 5
Statement of Changes in Net Assets/Equity	Page 6
Cash Flow Statement	Page 7
Accounting Policies	Page 8 - 16
Notes to the Financial Statements	Page 17 - 34
Annex A - Budget Execution Statement	Page A1
Annex B - Statement of Internal Control	Page B1 - B4

NATO UNCLASSIFIED

OVERVIEW

Overview of the NAEW&C Programme Management Organisation's Operations and Environment (NAPMO)

In 1975, the NATO Military Authorities established a "priority one" requirement for an Airborne Early Warning and Control (AEW&C) system to operate over both land and sea. The system was designed to provide an airborne warning and detection capability and to improve the Alliance's maritime surface surveillance capability. It would also contribute to the direction and control of tactical air forces and to the gathering of information on hostile ship and aircraft movements.

In December 1978, a number of NATO Nations joined together to establish and implement the NATO AEW&C Programme. As a result of the international agreements formally ratified at that time, the NAEW&C Force Programme Management Organisation (NAPMO) was created as a NATO Production and Logistics Organisation and established as a NATO civil organization, under the provisions of the 1951 Ottawa Agreement i.a.w. its charter.

Nations agreed at the time to operate and support the NAEW&C Force under a single Force Commander, subordinate to the Strategic Commanders (SCs). The Supreme Allied Commander Europe (SACEUR) acts as the executive agent for the SCs in NAEW&C Force matters. However, with regard to the maintenance and supply concept, the NAPMO retained responsibility to represent the NAPMO Nations' interest, in particular the NAPMO Board of Directors (BOD) is responsible for the Depot Level Maintenance (DLM) policy and its implementation as well as establishing goals how Industrial Benefits (IB) shall be achieved through a prime (main) contractor selected by them.

Currently, the NATO AEW&C Programme is comprised of 16 Nations participating as full members – Belgium, Czech Republic, Denmark, Germany, Greece, Hungary, Italy, Luxembourg, The Netherlands, Norway, Poland, Portugal, Romania, Spain, Turkey, and the United States.

The United Kingdom (UK) exercises limited participation as a NAPMO member, but its fleet of Airborne Warning & Control System aircraft (AWACS) is an integral part of the NAEW&C Force. The UK E-3 Sentry airborne early warning aircraft fleet was retired in September 2021 with their replacement, the E-7 Wedgetail, not due until 2023.

France has an observer role and maintains continual coordination to ensure its four E-3F aircraft remain interoperable with the other E-3 fleets. France also often assists in coordinated operations with the NAEW&C Force.

Role of the NAEW&C Programme Management Agency (NAPMA)

As NAPMO executive agent, the NAEW&C Programme Management Agency (NAPMA) is accountable to the Board of Directors (BOD) for planning and coordinating the acquisition strategy, managing projects associated with modernisation of the E-3A fleet, providing sustainment support services and overseeing the technical aspects of the NAEW&C airworthiness programme.

NAPMA is a programme management organization, mainly funded through contributions made by the Member Nations.

NATO UNCLASSIFIED

NAPMA's 2019 implemented Final Lifetime Extension Programme (FLEP) Peacetime Establishment (PE) is 113 posts plus a few remaining posts closing the FUP projects, manned by seconded military officers and civilian personnel, drawn from all of the Nations participating in the Programme (A-Grades) and from all NATO Nations (B-Grades). While most are located in Brunssum (The Netherlands), a small number perform their duties in Geilenkirchen (Germany), Tesserà (Italy) and in Mons (Belgium). The legal status of NAPMA, as an integral part of the North Atlantic Treaty Organisation, is laid down in the Ottawa Agreement as of 20 September 1951. Based on this agreement, NAPMA is, inter alia, exempt from all taxes and customs duties. The NAPMA General Manager (GM) is responsible for the Technical Airworthiness of the NAEW&C Force Fleet.

How NAPMA's operating environment affects its Financial Statements

NAPMA's financial management is "separate and distinct from the International Staff, other NPLSOs or other NATO Organs¹". The overall activities of NAPMA are funded by Member Nations, the income generated by NAPMA's authorised activities and funds otherwise made available to NAPMA. The budgets are approved annually by the NAPMO BOD. The Nations' Contributions are to remain within the overall Programme ceiling, as agreed in the respective MMoU addendum amendment. The Administrative Budget covers all expenditures for the internal functioning of the Agency. The Project Budgets contain the appropriations for the modification of the NAEW&C Force fleet. Aside from its own budgeted activities, NAPMA also supports other NATO entities, such as the HQ NAEW&C Force GK, and relies on the support of NATO Support Procurement Agency (NSPA) and NATO Communication and Information Agency (NCIA).

NAPMO has an agreement with the US Government (USG) that they can act as an exclusive general agent which has responsibility and authority to procure and manage aircraft modernisation efforts. This gives NAPMO a special arrangement in the Foreign Military Sales (FMS) process, more specifically, the USG can act as the Agent for NAPMO, resulting in Agent Contracts between NAPMO and US industry. System Programme Office (SPO) support at Hanscom Air Force Base (Massachusetts) performs the day-to-day support functions for US Agent contracts. Since 2017, NAPMO also uses regular agreements under the FMS with the United States.

Compliance with Financial Regulations

The NAPMA Financial Statements have been prepared on the accrual basis of accounting in accordance with the NATO Accounting Framework (NAF), as adopted by the North Atlantic Council (NAC). The NAF is based upon the International Public Sector Accounting Standards (IPSAS), issued by the IPSAS Board (IPSASB), and relevant to NAPMA, as decided by the NAC in 2002, and revised again in 2013 and 2016, to adapt IPSAS 12 – Inventories, IPSAS 17 – Property Plant and Equipment, IPSAS 31 – Intangible Assets and IPSAS 1 – Presentation of Financial Statements.

NAPMA Financial Statements have been prepared in accordance with the accounting requirements of the NAPMO Financial Regulations (NFRs), Version 2.0, approved by the NAC on 07 December 2017, and the NAPMO Financial Rules and Procedures (FRPs).

¹ NAPMO Charter paragraph 37 (a)

How NAPMA's mission and strategies relate to its financial position, financial performance and cash flows

NAPMA's mission is to plan and coordinate acquisition strategy, manage projects associated with modernization of the NE-3A fleet, provide sustainment support services, and oversee the technical aspects of the NAEW&C airworthiness programme.

Programme schedule risks and national budgetary cycles require NAPMA to maintain substantial annual cash levels.

Basis for the preparation of NAPMA's Financial Statements

NAPMA has prepared the Financial Statements for the financial year ended 31 December 2021 on a going concern bases, which assumes continuity of current business activities, the realization of assets and the settlement of liabilities in the ordinary course of business.

NAPMA's functional and reporting currency, used throughout these Financial Statements, is stated in USD (\$) equivalent.

Risks and Uncertainties that affect NAPMA's Financial Position and Performance

The effects of the COVID-pandemic have been receding in the beginning of 2022 and NAPMA returned to normal operations by ending its work-from-home-policy on 1 March 2022. Until the reporting date (31 March 2022), the COVID-19 pandemic did not have a major impact on NAPMA's Programme of Work and Programme costs. Although the COVID-pandemic continues in 2022, NAPMA's management does not expect any significant consequences of the pandemic for its current operations.

Final Lifetime Extension Programme (FLEP)

At the Wales Summit in 2014, the NATO Council stated: "NATO's Airborne Early Warning and Control Force will continue to be modernized to maintain its full operational capability."

Accordingly, at the Warsaw summit it was stated that "NATO's Airborne Early Warning and Control Force (AWACS) continues to prove itself instrumental not only to monitor our airspace, but also as a critical part of NATO's command and control capabilities and that NATO AWACS will continue to be modernised and extended in service until 2035. By 2035, the Alliance needs to have a follow-on capability to the E-3 AWACS".

Upon receipt of the last signature of a financially contributing NAPMO Nation, the 6th Amendment to the Addendum to the Multilateral Memorandum of Understanding (MMOU) entered into effect the 23 September 2019, committing the Nations to the USD 1,000,000.00 at Base-Year 2016 ceiling amount for the FLEP. This allowed for the necessary Contract Authority to enter into the main contract for this modernization programme and secured the related Administrative budgets for the Agency. The main contract with Boeing was formally awarded on 27 November 2019.

NATO UNCLASSIFIED

NAPMA Statement of Financial Position

as at 31 December 2021

(in USD equivalent)

	Note	2021	2020
ASSETS			
Current assets			
Cash and cash equivalents	1	103,193,487	113,931,585
Receivables	2	80,647,192	6,973,527
Prepayments	3	5,290,297	4,156,051
Investments	4	291,000,000	300,000,000
		<u>480,130,976</u>	<u>425,061,163</u>
Non-current assets			
Prepayments >12 Months	5	15,851	0
Property, Plant & Equipment	6	31,868,013	32,843,487
Other non-current assets *	7	223,953,029	108,176,480
		<u>255,836,892</u>	<u>141,019,967</u>
TOTAL ASSETS		735,967,868	566,081,130
LIABILITIES			
Current liabilities			
Payables	8	1,874,092	1,410,909
Accruals	9	597,677	1,244,479
Deferred Revenue	10	303,103,898	213,778,739
Advances	11	99,013,935	61,647,975
Risk Mitigation Fund Nations	12	24,043,659	22,988,935
		<u>428,633,262</u>	<u>301,071,037</u>
Non-current liabilities			
Deferred Revenue	13	81,232,498	137,274,641
Advances > 12 Months	14	1,372,633	872,544
Other non-current liabilities	15	223,953,029	108,176,480
		<u>306,558,160</u>	<u>246,323,665</u>
TOTAL LIABILITIES		735,191,422	547,394,702
Net assets/equity	16	776,448	18,686,428
TOTAL LIABILITIES AND NET ASSETS		735,967,868	566,081,130

* The figures given in respect of FMS and indirect contracting via the U.S. System Program Office (SPO) are presented on a modified cash basis.

We hereby certify that to the best of our knowledge the attached financial statements and notes present a true and fair view of the financial performance and position of NAPMA as at 31 December 2021.



BrigGen Michael Gschössmann
General Manager NAPMA,
Date 08 July 2022



Kees Schulten
Financial Controller NAPMA,
Date 08 July 2022

NATO UNCLASSIFIED

NAPMA Statement of Financial Performance

for the year ended 31 December 2021

(in USD equivalent)

			Restated **	Original ***
	Note	2021	2020	2020
Revenue				
Revenue from Contributions	17	22,313,715	33,953,324	33,953,324
Financial Revenue	17	1,331,789	3,890,447	88,746
Revenue from received grants	17	4,071,103	0	0
Other Revenue	17	73,659	9,087,544	9,087,544
Total Revenue		27,790,266	46,931,315	43,129,615
Expenses				
Projects - direct	18	980,131	24,362,944	24,362,944
Projects - indirect *	18	269,465	0	0
Administrative	18	20,884,829	18,402,888	18,402,888
Depreciation	18	332,076	375,729	375,729
Disposal	18	2,618	0	0
Finance Costs	18	285,133	931,267	0
Total expenses		22,754,252	44,072,828	43,141,561
Surplus/(Deficit) for the period	19	5,036,014	2,858,487	(11,946)

* The figures given in respect of FMS and indirect contracting via the U.S. System Program Office (SPO) are presented on a modified cash basis.

** Restated column presents the new adjusted figures for 2020 after taking into account the corrections.

*** Original figures are those which were published in the NAPMA Financial Statements for 2020.

NATO UNCLASSIFIED

NAPMA Statement of Changes in Net Assets/Equity

for the year ended 31 December 2021

(in USD equivalent)

	Capital assets	Dedicated Funds Reserve	Accumulated surplus/deficit	Total
Balance at the beginning of the period 2020	958,885	3,665,466	14,074,023	18,698,376
Changes in accounting policy/prior period errors				
Restated balance	958,885	3,665,466	14,074,023	18,698,376
Net gains/(losses) recognised directly in net assets/equity	0	0	0	0
Use of dedicated funds reserve	0	0	0	0
Net increase-decrease capital assets	(100,693)	0	100,693	0
Exchange difference on translating foreign operations	0	0	0	0
Net unrealised foreign exchange gains and losses	0	72,024	(72,024)	0
Surplus/(Deficit) for the period (Restated)	0	0	2,858,487	2,858,487
Distribution to Nations/RMF (Restated)	0	0	(2,870,434)	(2,870,434)
Change in net assets/equity for the year ended 2020	(100,693)	72,024	16,722	(11,946)
Balance at the end of the period 2020	858,192	3,737,488	14,090,746	18,686,428
Changes in accounting policy/correction prior period errors	0	0	0	0
Restated balance at the end of the period 2020	0	0	0	0
Balance at the beginning of the period 2021	858,192	3,737,488	14,090,746	18,686,428
Net increase-decrease capital assets	(81,744)	0	81,744	0
Surplus/(Deficit) for the period	0	0	5,036,014	5,036,014
Distribution to Nations/RMF	0	(3,737,488)	(19,208,504)	(22,945,992)
Change in net assets/equity for the year ended 2021	(81,744)	(3,737,488)	(14,090,746)	(17,909,978)
Balance at the end of the period 2021	776,448	0	0	776,448

NATO UNCLASSIFIED

NAPMA Statement of Cash Flow

for the year ended 31 December 2021

(in USD equivalent)

	2021	Restated *	Original **
	2020	2020	2020
Cash Flow from Operating Activities			
Surplus/(Deficit) from Operating Activities	5,036,014	2,858,487	(11,946)
Add: Non-Cash Movements			
Depreciation	332,076	375,729	375,729
Depreciation adjustment CAP	2,813,777	176,471	176,471
Unrealised Foreign Exchange Rate Gains/Losses	8,068	(88,746)	0
(Increase)/Decrease in Accounts Receivable	(73,673,665)	5,774,770	5,774,770
(Increase)/Decrease in Prepayments	(1,150,097)	(729,434)	(729,434)
Increase/(Decrease) in Accounts Payables	463,182	(275,373)	(275,373)
Increase/(Decrease) in Deferred Revenue	33,283,016	67,366,587	67,366,587
Increase/(Decrease) in Advances and Reimbursables NATO Entities	38,920,773	(23,831,847)	(23,831,847)
Change of Value in Deliverable to NAEW&C Force***	132,310,274	118,349,762	118,349,762
Increase/(Decrease) in Goods Receipt	(646,802)	(12,514,988)	(12,514,988)
Net Cash Flow from Operating Activities	137,696,616	157,461,420	154,679,732
Cash Flow from Investing Activities			
Additions to Other investments not included in cash and cash equivalent	9,000,000	(10,000,000)	(10,000,000)
(Purchase)/Disposal of Assets	(2,170,379)	(4,037,326)	(4,037,326)
Additions to Work in Progress (WIP)****	(132,310,274)	(118,349,762)	(118,349,762)
Net Cash Flow from Investing Activities	(125,480,654)	(132,387,088)	(132,387,088)
Cash Flow from Financing Activities			
Fund Transfer from Net Assets	(22,945,992)	(2,870,434)	0
Effect of Currency Valuations			
Currency Valuation Operating Activities	(8,068)	88,746	0
Currency Valuation Financing Activities	0	0	0
Total Currency Valuations	(8,068)	88,746	0
Net Increase (Decrease) in Cash/Cash Equival.	(10,738,098)	22,292,644	22,292,644
Cash and Cash Equiv. Beginning of Period	113,931,585	91,638,942	91,638,942
Cash and Cash Equiv. End of Period	103,193,487	113,931,585	113,931,585

* Restated column presents the new adjusted figures for 2020 after taking into account the corrections.

** Original figures are those which were published in the NAPMA Financial Statements for 2020.

***For further details see Note 15 on page 25.

****For further details see Note 7 on page 21.

GENERAL INFORMATION

The NAPMA Financial Statements for the year ending 31 December 2021 were authorized for issuance, in accordance with NAPMO Financial Rules and Procedures, by the General Manager and the Financial Controller on 31 March 2022. Additionally, with approval from IBAN, the General Manager and the Financial Controller, on an exceptional basis and with the intent to correct a material misstatement or disclosure, can restate financial statements until 15 July 2022.

ACCOUNTING POLICIES

Basis of Preparation

NAPMA Financial Statements have been prepared on the accrual basis of accounting, in accordance with the NAF, which is based on the IPSAS issued by the IPSAS Board. NAPMA uses an Enterprise Resource Planning System, based on SAP, to record and report financial information. NAPMA Financial Statements are prepared in accordance with the accounting requirements of the NAPMO FRs and FRPs.

The accounting principles accepted as appropriate for the recognition, measurement and reporting of the financial position, performance, and cash flows are based on accrual accounting using historical costs, unless the NAF requires otherwise. The accounting principles have been applied consistently throughout the reporting period. This ensures that the Financial Statements provide information that is relevant to decision-making and that is reliable, comparable, and understandable in light of the qualitative characteristics of financial reporting.

For the accounting of the expenditures related to indirect contracts and FMS, in accordance with the NAF's adaptation of IPSAS 1 – Presentation of Financial Statements, NAPMA reports data on a cash basis where the agency is unable to satisfy that the data is presented on a reliable accrual basis. The modified cash basis reflects that FMS/indirect contracts goods and services delivered according to DD645 billing statements as provided by the US government and for which the US government has received cash payments.

Slight differences in summation may occur due to the fact that all the figures have been rounded to the nearest dollar.

The Financial Statements have been prepared on a going-concern basis which assumes that NAPMA will continue in operation for at least a year from the date the financial statements are issued.

In accordance with the NAF, the Financial Statements necessarily include amounts based on estimates and assumptions made by the management and based on historical knowledge as well as on the most reliable information available. In exercising the judgement to formulate the estimates, a degree of caution was included in light of the principle of 'prudence' required by IPSAS in order not to overstate assets or revenue or understate liabilities or expenses.

The estimates and underlying assumptions are reviewed on an on-going basis. These estimates and assumptions affect the amounts of assets, liabilities, revenues and expenses reported. The estimates are subject to a measure of uncertainty. The effect of changes to such estimates and assumptions in future periods could be significant to the Financial Statements.

The most significant estimate used in these Financial Statements is the estimation of goods/services received that are not yet supported by an invoice at year-end.

Accounting Period

The 2021 Financial Statements are based on the accounting records of NAPMA as of 31 December 2021. In accordance with the NAPMO FRs, the financial year at NAPMA begins on 1 January and ends on 31 December.

Functional and reporting Currency

The functional and reporting currency used throughout these Financial Statements is the USD (\$) equivalent. The Financial Statements are prepared using data based on the actual multi-currency execution of the approved budget appropriations.

Cash Flow Statement

IPSAS 2 – Cash Flow Statement allows the choice between presenting the cash flow based on the direct method or indirect method. NAPMA has selected the indirect method of presentation for these Financial Statements.

Revenue and Expense Recognition

According to the NAPMO charter, NAPMA has an administrative budget and an operational (project) budget for the annual programme objectives and operating plans of NAPMO. The operational budget covers the disbursements which are directly related to the modernization of the NE-3A aircraft. The administrative budget covers the expenses for the administration, acquisition, execution, support and other management activities related to the modernization programmes. The administrative and operational budget are mainly funded through contributions made by the Member Nations.

NAPMA will recognize revenue when the administrative budget is used for its intended purpose as authorized by the BOD. This includes the (moment of) acquisition of Property, Plant and Equipment (PP&E).

NAPMA will recognize revenue when the operational budget is used (expenses incurred) for its intended purpose as authorized by the BOD, except when the outflow results in (1) a non-current liability to deliver assets to the NAEW&C Force (deliverable to NAEW&C Force) or (2) the recognition of Assets under Construction or Property, Plant and Equipment (PP&E). Depreciation of PP&E funded from the operational budget is simultaneously recognized as contract work in progress and as a deliverable to the NAEW&C Force. Depreciation of PP&E funded from the operational budget will therefore not result in gains or losses and will not be recognized in the statement of Financial Performance.

NAPMA will recognize other non-exchange revenues when it is probable that the future economic benefits or service potential associated with the asset will flow to the entity and the fair value of the asset can be measured reliably. To the extent that there is a related condition attached that would give rise to a liability to repay the amount, recognition of revenue is deferred. NAPMA will not defer revenue for performance obligations that are also part of a modernisation programme approved by the NAPMO Nations, and that NAPMA has no alternative but to perform.

Revenues and expenses are accrued when goods and services are received or when economic benefits or expenses are incurred.

Foreign Currency Transactions and Presentation

Foreign currency monetary items, like cash, trade creditors or debtors, will for reporting purposes be translated into US Dollar (USD) equivalents using the closing rate.

Foreign currency non-monetary items are assets and liabilities whose value depends on economic conditions. Non USD expenditures for non-monetary items are translated using the weekly posted NATO exchange rates that apply on the date of the transaction.

Changes in Accounting Policies and Corrections

The same accounting policies are applied within each period and from one period to the next, unless a change in accounting policy is required by a standard, or if the change results in the financial statements providing more reliable and relevant information.

NAPMA has changed its accounting policy on contributions called for the following financial year. NAPMA's call for contributions is based on BOD-approved budgets, but may include nations advance payments to secure their financial obligations to the Programme. Until 2020, NAPMA accounted the gross amount of contributions called for the following financial year as Advances NAPMO Nations. In order to provide faithfully representative and more relevant information on the conditions on NAPMA's financial position, starting with the financial year 2021, NAPMA accounts called BOD approved next year budgets as deferred revenue. NAPMA's 2020 Financial Statements did not include contributions called for the following financial year. Therefore no restatement of NAPMA's 2020 Financial Statements is required.

For the 2021 Financial Statements there were no other changes in accounting policies or corrections.

Prior year adjustments

NAPMA will retrospectively restate the opening balances of assets, liabilities and net assets for changes in accounting policies, initial or voluntary application of an IPSAS and corrections of prior period errors, except to the extent that it is impracticable to determine either the period-specific effects or the cumulative effect of the change. When it is impracticable to determine the effects of an error on comparative information, NAPMA shall restate the opening balances for the earliest financial period when retrospective restatement is practicable, which may be the current financial period.

The NAPMA 2020 Financial Statements were restated. Original figures are those which were published in the NAPMA Financial Statements for 2020. The restated column presents the new adjusted figures for 2020 after taking into account corrections.

Since the establishment of the Risk Mitigation Fund (RMF) in 2017, only financial revenues and expenses originating from the translation of the functional currency into the presentation currency have been recognized in the Statement of Financial Performance. All other financial revenues and expenses were directly recognized in the RMF and not included in the surplus or deficit. The management of NAPMA, while reviewing the 2021 Financial Statements, recognized that in accordance with NAPMO Financial Regulation 31.2 and IPSAS 1 Presentation of Financial Statements, all financial revenues and expenses have to be included in the Statement of Financial Performance. This error has been corrected by restating the 2020 comparative figures for financial revenues and expenses in NAPMA's 2021 Financial Statements. Because the error does not affect the reported balances of the RMF, the management of NAPMA believes that detailed information on the financial revenues and

expenses over these years is inconsequential for future decision making. The accumulated net amount not reported as a surplus in Statement of Financial Performance of the NAPMA Financial Statements 2017 - 2019 is 19,720,364 USD equivalent.

Changes in Accounting Standards

NAPMA discloses when initial application of an IPSAS has or would have an effect on the current period of any prior period of the Financial Statements. For 2021 no new relevant standards had or would have had an effect on the Financial Statements.

Assets – Current Assets

The current assets of NAPMA are cash and cash equivalents, accounts receivables, prepayments and short term investments. They are measured at fair value. Changes in fair value are recognized in the Statement of Financial Performance.

Cash and Cash Equivalents

Cash and cash equivalents comprise cash at current and saving bank accounts and fixed-term deposits with an original maturity of three months or less.

Receivables

Receivables are reported at fair value in the Statement of Financial Position. No loss allowances and lifetime credit losses are recorded for the balance due as it is deemed to be collectable. Receivables are disaggregated into receivables from non-exchange transactions (contributions from NAPMO Nations) and receivables from exchange transactions (NATO and Non-NATO Entities, Staff Members, bank interest and other receivables). Contribution receivables are recognized when a call for contribution has been issued to the member nations.

Prepayments

Prepayments made to suppliers and to other NATO entities are reflected in the Statement of Financial Position.

Investments

NAPMA's current investments are held-to-maturity fixed term deposits with original maturities between three and six months. After initial measurement, held-to-maturity investments are measured at amortized cost using the effective interest method.

Assets – Non-Current Assets

In this category, NAPMA is reporting all assets which are not expected to realise within twelve months after the reporting period.

Property, Plant and Equipment

PP&E includes tangible items that support programme management activities and are expected to be used in more than one reporting cycle. PP&E is recognized if it is controlled by NAPMA in accordance with the criteria outlined in the NAF and if the acquisition cost exceed the NAPMA capitalisation thresholds. Where an asset is acquired in a non-exchange transaction the asset is initially measured at its fair value.

After recognition as an asset, an item of PP&E is carried at its historical cost less any accumulated depreciation and impairment losses. Cost includes all expenditure that is directly attributable to the acquisition of the items.

The building and the land that NAPMA occupies are provided by the Host Nation as a “right of use”.

Contractor-held NATO Property

Contractor-held NATO Property concerns property that is NATO Furnished (NFP) or Contractor Acquired (CAP) for the performance of a contract and to which NAPMA has title.

Contract costs for CAP that is also a deliverable end-item pursuant to a contract, will be reported as contract work in progress until delivery of the asset to NATO.

Contract costs for CAP that is not a deliverable end-item pursuant to a contract, that it is acquired under a cost reimbursement contract and that is expected to meet the NAPMA criteria for PP&E, will be reported as assets under construction until it is serviceable.

Contract costs for CAP that is not a deliverable end-item pursuant to a contract and that it is acquired under a fixed price contract, will be reported as contract work in progress until the constructive delivery of the asset. At the time of constructive delivery to NATO, the fully burdened unit cost will be estimated and transferred to assets under construction.

Serviceable assets will be transferred from assets under construction to the appropriate PP&E categories (if the relevant capitalization criteria are met).

Development laboratories

For performing a modernization contract, the contractor acquires development laboratories to simulate, test and evaluate integrated technologies in an as realistic operating environment. NATO holds title of the development laboratories when it has fully paid for them. Development laboratories are considered to be a combination of hardware and integrated software (i.e. the hardware cannot operate without the software) and together recognized as PP&E. No development laboratory software is separately recognized as an intangible asset.

Serviceable development laboratories will be reported in the PP&E category integrated systems (if the relevant capitalization criteria are met).

Depreciation of Property, Plant and Equipment

Depreciation is charged at rates calculated to allocate the cost or valuation of the assets, less their residual values, over their estimated useful lives, using the straight-line method. Depreciation of an asset begins the first month after it is available for use. PP&E categorization for purposes of determining the appropriate depreciable life of the assets and the associated capitalization thresholds per item, is listed in the table below.

Disposal of Property, Plant and Equipment

An item of PP&E is de-recognised upon disposal or when no future economic benefits are expected to arise from the continued use of the asset. Any gain or loss arising from the disposal or retirement of an item is determined as the difference between the sales proceeds and the carrying amount of the asset and it is recognised in the statement of financial performance.

PP&E categories

Categories (classes) of PP&E is a grouping of assets of a similar nature or function in an entity's operation that is shown as a single item for the purpose of disclosure in the financial statements.

The following table provides details per PP&E category on the expected useful live and their associated capitalization thresholds per item:

PPE Category	Description	Threshold per item	Useful life
Buildings	Building	200,000	40
Installed Equipment	Equipment/building improvements as part of the building such as heating & cooling systems, security systems, renovation, replacements and fixtures	30,000	10
Vehicles	Transportation equipment	10,000	5
Furniture	Desks, Chairs, Cabinets, Safes, Conference, etc.	30,000	10
Automated Information Systems	NIMS, major Hardware and Software	50,000	3
Communication and IT Equipment	Equipment/Tools required for daily office operations such as PC's, Laptops, Software, etc.	50,000	3
Government Furnished Equipment	Miscellaneous Equipment provided to Contractors	50,000	7-10
Integrated Systems	Development laboratories to simulate, test and evaluate integrated technologies	50,000	5-10
Assets under Construction			No depreciation

NATO UNCLASSIFIED

Leases

Leases are classified as finance leases whenever the terms of the lease transfers substantially all the risks and benefits incidental to ownership to the lessee.

All other leases are classified as operating leases. NAPMA does not have any finance leases.

Work in Progress (other non-current assets)

Contract work in progress is the accumulated amount of expenses during the execution of a programme to modernize the NE-3A aircraft. Deliverable end-items pursuant to the contract, that are ready for their intended use and controlled by the NAEW&CF, will be de-recognized as contract work in progress in NAPMA's financial statements ("transferred to the NAEW&CF").

Contract work in progress is valued at its historical acquisition value at the exchange rate in effect on the date of the expenditure transactions. The expenditures for US FMS contracts and indirect agent contracts are presented on a cash basis provided by the US Government under the US Government Acquisition Agreement. Contract work in Progress is presented on a modified cash basis in the financial statements.

Acquisition programmes have a full cost recovery basis for NAPMA, so no surpluses or deficits are recognized in relation to the contract work in progress with the provision that the budget is used for its intended purpose. Impairment or depreciation of the accumulated costs only starts after the operational capability has been transferred to the NAEW&C Force and put into service.

Liabilities – Current Liabilities

Payables and Accruals

Payables are reported at fair value in the Statement of Financial Position. They represent amounts for which goods and services, supported by an invoice, have been received due to NATO and Non-NATO entities, commercial vendors and NAPMA Staff for goods received or services provided that remain unpaid as of the reporting date. Accruals are estimates of the cost for goods and services received but not yet supported by an invoice at year-end.

Deferred Revenue – current

Deferred revenue - current are unearned contributions from Nations that are expected to be consumed in the first year after the end of the reporting period and payments from third parties subject to specific conditions that are expected to become unconditional in the first year after the end of the reporting period.

Advance NAPMO Nations

Advances NAPMO Nations represent the amounts of funds held on behalf of the member nations, arising from a variety of sources including received advanced payments from some Nations, sales of residual assets and Research and Development (R&D) recoupment.

Advances NATO Entities

Advances received from NATO Entities to support Third Party Projects. Funds are received and expended on behalf of other NATO entities, predominantly the NAEW&C Force, for execution of projects and activities for Operations and Support.

NATO UNCLASSIFIED

Risk Mitigation Funds (RMF)

During BOD/96, the NAPMO BOD approved the creation of a fund comprised of revenue generated from gross interest earned and investments to mitigate currency and exchange risks. Upon dissolution of the fund, the fund will be redistributed to the Nations according to the then current MoU cost shares.

The RMF is comprised of income generated from interest earned on bank accounts, investments in term/time deposits or money market accounts and gains or losses from foreign currency exchanges. The liquidity held in the fund will have no denomination or link to a particular programme rate or inflation factor.

Employee Benefits

NAPMA employees participate in one of the two NATO pensions funds: the Coordinated Pension Scheme (CPS) which is a benefit plan, and the Defined Contribution Pension Scheme (DCPS) which is a contribution plan. NATO IS operates the CPS for all NATO staff. NATO appointed Previnet SPA as the pension scheme administrator for the DCPS. The assets and liabilities for these pension schemes are accounted for centrally at NATO Headquarters and therefore are not recognized in these Financial Statements. NAPMA only accounts for the contributions paid during the year.

Provisions and Contingent Liabilities

Provisions are recognized when the NAPMA has a present obligation as a result of a past event, it is probable that an outflow of resources embodying economic benefits or service potential will be required to settle the obligation and a reliable estimate can be made of the amount of the obligation.

Liabilities – Non-Current Liabilities**Deferred Revenue – non-current**

Deferred revenue – non-current are unearned contributions from Nations that are not expected to be consumed in the first year after the end of the reporting period and payments from third parties subject to specific conditions that are not expected to become unconditional in the first year after the end of the reporting period.

Deliverables to NAEW&C Force (other non-current liabilities)

Deliverables to NAEW&C Force represent the obligation to transfer deliverable end-items to the NAEW&C Force pursuant to the contract. Deliverable end-items that are controlled by the NAEW&CF, will be de-recognized in NAPMA's financial statements ("transferred to the NAEW&CF").

Because work in progress is presented in the financial statements on a modified cash basis, deliverables to NAEW&C Force – being a derivative – is also presented on a modified cash basis.

Contingent Liabilities

NAPMA does not recognize a contingent liability, but discloses details of any contingencies in the notes to the financial statements, unless the possibility of an outflow of resources embodying economic benefits or service potential is remote.

Net Assets

Net assets is the residual interest of the NAPMO nations in NAPMA's assets after deducting all its liabilities. Net assets are disaggregated into capital asset reserves, cash reserves and accumulated surpluses and deficits.

Nature and purpose of reserves

A capital assets reserve has been established for the depreciation and impairment of capitalized PP&E from the administrative budget. The capital assets reserve is increased with the expenditures for acquired PP&E and decreased with the depreciation and impairment of the PP&E. The capital assets reserve equals the carrying amount of the PP&E. The capital assets reserve is not available for redistribution to nations, programmes or budgets.

The Net Assets in NAPMA's 2020 Financial Statements included a reserve of 3.7 million USD equivalent non-contribution funds earmarked by the BOD for specific purposes (the dedicated funds reserve). The IBAN concluded during their audit of the NAPMA's 2020 Financial Statements that 2.3 million USD equivalent of this reserve was not (anymore) earmarked and should be returned to the NAPMO Nations unless decided otherwise. After a positive procedure, the BOD-Chair confirmed in a letter (NAPMA/FC(21)50-00/090 of 6 September 2021) that 2.3 million USD equivalent of the dedicated funds reserve is appropriated as a budget to the FUP Modernisation Programme (for CNSATM) and that 1.4 million USD equivalent will be returned to the NAPMO Nations. The dedicated funds reserve has ceased to exist per 6 September 2021.

NOTES TO THE STATEMENT OF FINANCIAL POSITION

Assets – Current Assets

1. Cash and Cash Equivalents

<u>Cash and cash equivalents</u>	<u>2021</u>	<u>2020</u>
Current Accounts	3,008,860	4,068,525
Saving Accounts	100,184,627	109,863,059
Total	103,193,487	113,931,585

Cash balances are held in current and deposit accounts spread between various reliable financial institutions. Multiple currencies are held in separate accounts. As of the 31st of December 2021 NAPMA invested a part of the cash holding in high rated short fixed-term deposits.

Details of cash and cash equivalents:

Bank	Currency		USD equivalent
DNB Bank	EUR	15,024,819	16,862,355
	NOK	50,607,118	5,673,226
	USD	11,400,546	11,400,546
WELLS FARGO	USD	69,257,360	69,257,360
Grand Total			103,193,487

Savings are converted using the NATO weekly posted exchange rates applicable on 31 December 2021.

2. Accounts Receivable

<u>Accounts receivable</u>	<u>2021</u>	<u>2020</u>
Receivables from Nations	80,427,728	3,346,027
Receivables from NATO Entities	-1,090	0
Other Receivables/Recoverable	94,952	0
Receivables from Bank interest	125,601	174,722
Long outstanding Receivables	0	3,452,778
Total	80,647,192	6,973,527

Receivables are reported at fair value in the Statement of Financial Position. No loss allowances and lifetime credit losses are recorded for the balance due as it is deemed to be collectable. Receivables are disaggregated into receivables from non-exchange transactions (contributions from NAPMO Nations) and receivables from exchange transactions (NATO and Non-NATO Entities, Staff Members, bank interest and other receivables). Receivables from Nations/Contribution receivables are recognized when calls for contribution have been issued to the member nations.

Contributions from Nations primarily represent the amount not yet received from member nations for the first call for contributions 2022 and open balances from prior year calls.

The increase in the Receivables is due to the fact that the 2022 first call for contributions was sent to Nations in December 2021.

Receivables from NATO Entities represent an amount due to the NAEW&C Force after reconciliation efforts at year-end.

3. Prepayments

<u>Prepayments</u>	<u>2021</u>	<u>2020</u>
NATO Entities	69,724	217,250
DFAS	5,039,856	3,702,183
ADMIN NON-NATO Entities	180,716	236,618
Total	5,290,297	4,156,051

Advance payments were made to NSPA (NATO Entities) and DFAS against Taskings and Case Directive Amendments (CDAs).

Advance payments to Non-NATO entities are payments for which goods have not been received, or services have not been rendered. The advances relate, for the most part to prepaid education allowances which covered the school year 2022, maintenance contracts, insurances and software licenses for 2022.

4. Investments

<u>Investments</u>	<u>2021</u>	<u>2020</u>
Investments	291,000,000	300,000,000
Total	291,000,000	300,000,000

NAPMA's current investments are held-to-maturity fixed term deposits with original maturities between three and six months. The carrying amounts for these deposits are a reasonable approximation of their fair value due to their short term maturities.

Fixed-Term Deposits held

Bank	Duration	Currency	Total amount
BBVA Bank	Up to 6 Months	USD	120,000,000
DNB Bank	Up to 6 Months	USD	171,000,000
	Grand Total	USD	291,000,000

Assets – Non-Current Assets**5. Prepayments > 12 Months**

<u>Prepayments</u>	<u>2021</u>	<u>2020</u>
ADMIN NON-NATO Entities >12Months	15,851	0
Total	15,851	0

Advance payments to Non-NATO entities > 12 months are prepayments to vendors for maintenance contracts and licenses beyond the following fiscal year.

6. Property, Plant and Equipment (PP&E)

PP&E includes tangible items that support programme management activities and are expected to be used in more than one reporting cycle.

Based on the best available information provided by the contractor when the financial statements were prepared, development laboratories are considered to be a combination of hardware and integrated software (i.e. the hardware cannot operate without the software) and together recognized as property, plant and equipment. Serviceable development laboratories are categorized as integrated systems. No development laboratory software is separately recognized as an intangible asset.

In 2021 the following amounts were capitalized as PP&E:

- Assets funded from the administrative budget totaling 252,950 USD equivalent (Communication and IT Equipment, Furniture and Installed Equipment);
- Additions to the development laboratory funded from the operational budget totaling 1,920,047 USD equivalent (Integrated Systems);
- Transfer from assets under construction to Integrated Systems totaling 26,500,000 USD equivalent.

NATO UNCLASSIFIED

	Automated Inf. System (NIMS)	Communication and IT Equipment	Furniture	Vehicles	Buildings	Installed Equipment	Gov. Furnished Equipment	Integrated Systems	Assets under Construction	Totals
Opening Balance (01 January 2021)	0	346,257	9,293	58,873	357,609	86,162	0	1,235,294	30,750,000	32,843,489
Additions	0	169,360	80,196	0	0	3,394	0	1,920,047	0	2,172,997
Transfer to PP&E	0	0	0	0	0	0	0	26,500,000	-26,500,000	0
Disposals/Corrections	0	0	2,618	0	0	0	0	0	0	2,618
Depreciation	0	277,617	6,439	23,144	15,097	9,778	0	2,813,777	0	3,145,853
Closing Balance (31 December 2021)	0	238,000	80,432	35,728	342,512	79,777	0	26,841,564	4,250,000	31,868,013
Gross Carrying Amount	7,500,612.30	1,288,009	632,269	115,722	603,899	101,689	0	29,920,047	4,250,000	44,412,246
Accumulated Depreciation	7,500,612.30	1,050,009	551,837	79,994	261,387	21,912	0	3,078,483	0	12,544,233
Net Carrying Amount	0	238,000	80,432	35,728	342,512	79,777	0	26,841,564	4,250,000	31,868,013

NATO UNCLASSIFIED

7. Work in Progress (WIP) (other non-current assets)

<u>Work in Progress</u>	<u>2021</u>	<u>2020</u>
Work in Progress (WIP)	223,953,029	108,176,480
Total	223,953,029	108,176,480

WIP – The value of work in progress for the acquisition projects will be transferred to the NAEW&C Force when the related asset is ready for its intended use and controlled by the NAEW&C Force.

The amount of 16,533,726 USD equivalent was transferred to the NAEW&C Force in 2021 in compliance with the control criteria of assets as outlined in the NAF see note 15 on Deliverables.

In accordance with the NAF, NAPMA records the expenditures related to indirect contracts in the Financial Statements based on data/billing reports as provided by the US Government. The amount of 464,323 USD equivalent is presented on a modified cash basis.

The below summary table shows additions and transfers occurred during the financial year 2021 as well as the accumulated amounts:

Work in Progress (WIP)	
Opening Balance (01 January 2021)	108,176,480
Additions	129,496,497
Transferred to NAEW&C	-16,533,726
Disposals/Corrections	0
Adjustment depreciation	2,813,777
Closing Balance (31 December 2021)	223,953,029
Gross Carrying Amount	2,605,123,105
Accumulated Transfers	2,381,170,076
Net Carrying Amount	223,953,029

Liabilities – Current Liabilities**8. Accounts Payable**

<u>Accounts Payable</u>	<u>2021</u>	<u>2020</u>
Payables to NATO Entities	189,457	7,195
Payables to Non-NATO Entities	393,048	395,460
Payables to Suppliers	1,289,899	1,008,094
Payables to Staff	1,687	160
Total	1,874,092	1,410,909

Payables to NATO Entities

Payables to NATO Entities include primarily invoices received from JFC HQ Brunssum and NATO Communications and Information Agency (NCIA) that were not settled at year-end.

Payables to Non-NATO Entities

Payables to Non-NATO Entities include the DFAS US-Reimbursables that were not settled at year-end.

Payables to Suppliers

Payables to suppliers include invoices received from commercial vendors not settled at year-end. There is an increase in payables to suppliers because the majority of the invoices were received after the deadline for the last payment date in December 2021 and therefore not paid at year-end.

Payables to staff members

Amounts due to staff members include travel expenses which were not submitted by staff members before the last payment date in December 2021 and therefore not settled at year-end.

9. Accruals

<u>Accruals</u>	<u>2021</u>	<u>2020</u>
Goods receipt – Invoices to be received	597,677	1,244,479
Total	597,677	1,244,479

Goods Receipt – Invoices to be received are the amounts based on estimates and assumptions made for goods/services that were delivered/performed during fiscal year 2021 and prior but not invoiced by 31 December 2021.

The variance between the comparative figures is explained by the receipt in invoicing from the prime contractor before the cut-off date.

10. Deferred Revenue - current

<u>Deferred Revenue</u>	<u>2021</u>	<u>2020</u>
Unearned Contribution - Current	298,567,358	208,339,666
Unearned Grant - SESAR	0	1,539,871
Unearned depreciation PP&E - Current	4,536,540	3,899,203
Total	303,103,898	213,778,739

Revenue from contributions and other non-exchange transactions is deferred until it is deemed to have been earned.

Unearned Contributions - current represents the balance of BOD approved but not yet consumed budgets of the financial year and prior periods that are expected to be consumed in the twelve months after the end of the reporting period. After a positive procedure, 2.3 million USD equivalent of the dedicated funds reserve is appropriated as a budget to the FUP Modernisation Programme (for CNS/ATM) and is therefore included, see more details on page 16. Contract work in progress and deliverables to the NAEW&C Force are recognized simultaneously with the depreciation of PP&E funded from the operational budget to correspond with the consumption of the assets. The unearned depreciation PP&E - current is the expected depreciation of operational budget funded PP&E in the twelve months after the end of the reporting period.

11. Advances NAPMO Nations and NATO entities

<u>Advances</u>	<u>2021</u>	<u>2020</u>
Advance Nation's Contributions	107,054	670,125
Advances NAPMO Nations-Appropriated	58,686,691	38,750,930
Advances NAPMO Nations-Unappropriated	39,251,109	21,320,463
Advances NATO Entities	969,081	906,458
Total	99,013,935	61,647,975

Advances NAPMO Nations represent the amounts of funds held on behalf of the member nations, arising from a variety of sources including received advanced contributions from some nations on calls for the following financial year, sales of residual assets, Research and Development (R&D) recoupment for the Radar System Improvement Project (RSIP) and interest earned on bank accounts for the years 2010 to 2013. The Advances NAPMO Nations is split into appropriated and unappropriated.

Advances NAPMO Nations appropriated are refundable contributions, reimbursements or distributions payable allocated to NAPMO Nations including advance/discretionary payments from nations. This also includes 1.4 million USD equivalent, which was added as per BOD decision on the dissolution of the dedicated funds reserve, see more details on page 16 Net Assets.

Advances NAPMO Nations unappropriated are distributions not allocated to NAPMO Nations pending a NAPMO BOD decision on further use. In the Spring 2021 PFC/27 meeting it was agreed that NAPMA will transfer the SESAR funds from Net Assets to Nations advances.

As per BOD/96 decision, these funds are to remain in the programme and are not returnable to nations. The total amount transferred was 18,010,705 USD equivalent.

Advances NATO entities are funds received and expended in support of other NATO entities predominantly the NAEW&C Force for execution of projects and activities for Operations and Support.

12. Risk Mitigation Fund Nations

<u>Risk Mitigation Fund Nations</u>	<u>2021</u>	<u>2020</u>
Risk Mitigation Fund Nations	24,043,659	22,988,935
Total	24,043,659	22,988,935

During BOD/96, the NAPMO BOD approved the creation of a Risk Mitigation Fund (RMF) to mitigate currency and exchange risks. The RMF is comprised of income generated from interest earned on bank accounts, investments in term/time deposits or money market accounts and gains from foreign currency exchanges since 2014. The liquidity held in the fund will have no denomination or link to a particular programme rate or inflation factor. Risk management procedures are implemented specifically pertaining to measuring and managing liquidity risk in both normal and adverse conditions.

The RMF balance on the 31 December 2021 is mainly made of interest generated in bank accounts held in USD and currency exchanges executed throughout the year. Until 2021, interest paid, losses due to currency exchanges and bank charges were directly covered from the RMF without a budget and budget consumption. At the end of 2021 the net amount of 1,054,724 USD equivalent was distributed to the RMF. For 2020 the net amount of 2,870,434 USD equivalent was transferred to the RMF.

As per Policy and Finance Committee (PFC26) decision the PFC approved the transfer of CAN Nations' advances into the RMF. The amount transferred was 398,138 USD equivalent.

A break down of P&L items distributed to the RMF can be found below:

	Restated	
	2021	2020
Interest received	724,072	2,642,534
Interest and bank charges paid	(144,880)	(181,571)
Accumulated exchange gains/losses	475,532	409,471
Total	1,054,724	2,870,434

Liabilities – Non-Current Liabilities

13. Deferred Revenue – non-current

<u>Deferred Revenue</u>	<u>2021</u>	<u>2020</u>
Unearned Contribution-Non-Current	56,157,160	110,731,218
Unearned depreciation PP&E-Non-Current	25,075,338	26,543,423
Total	81,232,498	137,274,641

Revenue from contributions and other non-exchange transactions is deferred until it is deemed to have been earned.

Unearned Contributions – non-current represents the balance of BOD approved but not yet consumed budgets of the financial year and prior periods that are not expected to be consumed in the first year after the end of the reporting period.

Revenue is recognized simultaneously with the depreciation of PP&E funded from the operational budget to correspond with the consumption of the assets. The unearned depreciation PP&E – non-current is the depreciation of operational budget funded PP&E not expected to be recognized in the first year after the end of the reporting period.

14. Advances on Nations' Contributions and NATO Entities > 12 Months

<u>Advances on Nations' Contributions > 12 Months</u>	<u>2021</u>	<u>2020</u>
Advance Nation accounts	1,372,633	872,544
Total	1,372,633	872,544

The advance nation account non-current is the depreciation of operational budget funded PP&E not expected to be recognized in the first year after the end of the reporting period.

15. Other non-current liabilities (Deliverables)

<u>Deliverable to NAEW&C Force</u>	<u>2021</u>	<u>2020</u>
Deliverables	223,953,029	108,176,480
Total	223,953,029	108,176,480

Deliverables to NAEW&C Force represent the cumulative amount that is still to be transferred to NAEW&C Force when the related asset is ready for its intended use and controlled by the NAEW&C Force.

The below summary table shows additions and transfers occurred during the financial year 2021 as well as the accumulated amounts.

	Deliverables
Opening Balance (01 January 2021)	108,176,480
Additions	129,496,497
Transferred to NAEW&C	-16,533,726
Disposals/Corrections	0
Adjustment depreciation	2,813,777
Closing Balance (31 December 2021)	223,953,029
Gross Carrying Amount	2,605,123,105
Accumulated Transfers	2,381,170,076
Net Carrying Amount	223,953,029

16. Net Assets

Net assets is the residual interest of the NAPMO nations in NAPMA's assets after deducting all its liabilities.

Net assets are disaggregated into capital asset reserves and accumulated surpluses and deficits. As stated on page 16 of the Financial Statements, the net assets at the year-end 2020 included a reserve of 3.7 million USD equivalent which was dissolved in September 2021.

Based on the instructions of the BOD (BOD/96), the recognized SESAR Grant in the total amount of 18,153,780 USD equivalent was transferred from net assets into Nations advances. This transfer was reported to the NAPMO nations in May 2021 (PFC/27) and in June 2021 (BOD/105).

Furthermore, the BOD (BOD/96) instructed to distribute the difference of financial revenue and finance costs (except unrealized gains/losses) from net assets to the RMF at year-end. In 2021 the amount transferred was 1,054,724 USD equivalent.

Further details can be found in the Statement of Changes in Net Assets/Equity (page 6).

NOTES TO THE STATEMENT OF FINANCIAL PERFORMANCE

17. Revenue

Revenue recognition is matched with the recognition of expenses against NAPMA budgets. Contributions when called are booked as unearned revenue and recognized when earned. The table below shows the breakdown of the operating revenue.

<u>Revenue</u>	<u>2021</u>	<u>Restated 2020</u>	<u>Original 2020</u>
Revenue from Contributions	22,313,715	33,953,324	33,953,324
Financial Revenue	1,331,789	3,890,447	88,746
Revenue from received Grants	4,071,103	0	0
Other Revenue	73,659	9,087,544	9,087,544
Total	27,790,266	46,931,315	43,129,615

Revenue from Contributions has been recognized for project and administrative activities. In 2016, NAPMA was found to be eligible for an EU grant from the Single European Sky Air Traffic Management Research (SESAR) for the efforts in defining, developing and delivering new or improved technologies and procedures to increase the performance of Europe's Air Traffic Management (ATM) system. The grant addressed the activities Production and Retrofit (PAR), and Flight Simulator Training Device upgrade and Air Crew Training (FSTD). NAPMA will recognize revenue on the SESAR grant when the activity is published as completed in the reporting tool called STAR and the financing needs are certified by the SESAR Deployment Manager. The amount recognized in 2021 is 4,071,103 USD equivalent. Other revenue in the amount of 73,659 USD equivalent originates from 2018 and 2019 approved NAPMA budgets used to pay for Risk Reduction expenditures in 2021.

In 2020, financial revenue in the amount of 88,746 USD equivalent represented unrealized foreign exchange rate gains originating from the translation of the functional currency into the presentation currency. Other financial revenues such as interest and realized exchange rate gains were directly recognized in the RMF and not included in the surplus or deficit. The error has been corrected by restating each of the affected financial statement line items for prior periods. The error and total impact since the RMF was first reported in 2017, is explained in the note on the Restatement of the 2020 Financial Statements under Accounting Policies.

Further details see table below and note 12, page 24.

Financial Revenue in USD equivalent:

	Restated	
	2021	2020
Interest received	724,072	2,642,534
Realised Exchange rate gains	607,717	1,159,166
Unrealised exchange gains	0	88,746
Total	1,331,789	3,890,447

18. Expenses

Expenses are recognized by nature within the following groups.

<u>Project Expenses</u>	<u>2021</u>	<u>2020</u>
Projects - direct	980,131	24,362,944
Projects - indirect	269,465	0
Total	1,249,596	24,362,944

Project expenses are outlay costs in support the modernization programmes, funded from the operational budget but not directly related to deliverable assets to the NAEW&C Force or assets acquired by the contractor for the performance of a contract. Project expenses are not capitalized as WIP or PP&E.

Indirect project expenses are disbursements for indirect contracts made by the Defense Finance and Accounting Service (DFAS) for obligations incurred by the U.S. Government on behalf of NAPMA and that are not directly related to deliverable assets to the NAEW&C Force. Indirect project expenses are not capitalized as WIP or PP&E.

Any indirect expenses incurred are presented on a “modified cash” basis.

<u>Administrative Expenses</u>	<u>2021</u>	<u>2020</u>
Personnel	18,859,848	16,949,681
Operational	2,024,981	1,453,207
Total	20,884,829	18,402,888

The amounts for Personnel include expenses for salaries and emoluments for NATO civilian positions and temporary personnel, for other salary related and non-related allowances including overtime, medical examinations, recruitment, installation, removal and training.

The remaining part of the administrative expenses relate to operational activities such as maintenance costs, travel expenses, communication and information systems. These expenses are needed to meet NAPMA’s operational requirements.

The lease for three staff cars and photocopiers have been qualified as operating leases and are therefore also included in the administrative costs.

NAPMA Personnel Costs (including key management personnel)

	2021	2020
Salaries	13,088,099	11,777,610
Allowances	2,593,393	2,400,340
Pension contributions	1,335,992	1,167,697
Health care contributions	1,538,493	1,362,158
Loss-of-Job Indemnities	0	0
Other	303,871	241,875
Total	18,859,848	16,949,681

Employee Disclosure

NAPMA personnel is enrolled in two NATO pension schemes. NAPMA contributes to the schemes for existing employees at amounts laid out in the NATO Civilian Personnel Regulations (NCPR's).

NAPMA does not control or manage any of the schemes or scheme assets and is not exposed to the risks and rewards of the schemes and hence does not record any assets or liabilities of the schemes on its statements of financial position. In 2021 NAPMA contributed 1,335,992 USD equivalent to the NATO pension schemes.

<u>Depreciation Expenses</u>	<u>2021</u>	<u>2020</u>
Depreciation and amortization	332,076	375,729
Total	332,076	375,729

Assets of PP&E are depreciated over their useful life (see also Note 6).

The depreciation expense in the amount of 332,076 USD equivalent relates to the depreciation funded out of the administrative budget.

The annual depreciation related to PP&E funded from the operational budget has been allocated to WIP in accordance with IPSAS 11, Construction Contracts, see note 7.

<u>Disposal Expenses</u>	<u>2021</u>	<u>2020</u>
Loss - Disposal of fixed Assets	2,618	0
Total	2,618	0

In 2021, NAPMA disposed assets with a net book value of 2,618 USD equivalent.

NATO UNCLASSIFIED

<u>Finance Expenses</u>	<u>2021</u>	<u>Restated 2020</u>	<u>Original 2020</u>
Finance Expenses	285,133	931,267	0
Total	285,133	931,267	0

Finance expenses in the amount of 285,133 USD equivalent represent unrealized foreign exchange rate losses originating from the translation of the functional currency into the presentation currency, interest paid, bank charges and realized exchange rate losses (all non budgetary).

In 2020, no financial expenses were initially reported. After restating the 2020 figures the amount is 931,267 USD equivalent.

Other financial expenses such as interest paid, bank charges and realized exchange rate losses (all non-budgetary) were directly recognized in the RMF and not included in the surplus or deficit. The error has been corrected by restating each of the affected financial statement line items for prior periods. The error and total impact since the RMF was first reported in 2017, is explained in the note on the Restatement of the 2020 Financial Statements under Accounting Policies.

Finance Expenses in USD equivalent:

	2021	2020
Interest paid	135,339	173,386
Bank charges	9,541	8,185
Realised exchange rate loss	132,186	749,696
Unrealised exchange rate loss	8,068	0
Total	285,133	931,267

19. Surplus for the Period

The 2021 surplus in the amount of 5,036,014 USD equivalent results from:

- The currency translation adjustments at the end of the year in accordance with IPSAS 4 presented under Finance expenses in the amount of (8,068) USD equivalent;
- The interest paid and bank charges paid in the amount of (144,879) USD equivalent;
- The depreciation expenses in the amount of (332,076) USD equivalent;
- The Loss – Disposal of fixed asstes in the amount of (2,618) USD equivalent;
- The recognition of SESAR funds in the amount of 4,071,103 USD equivalent;
- The interest received in the amount of 724,072 USD equivalent;
- The realized exchange rate gains and losses in the amount of 475,526 USD equivalent;

NATO UNCLASSIFIED

- The purchase of PP&E funded out of the administrative budget in the amount of 252,950 USD equivalent.

EVENTS AFTER THE REPORTING DATE

NAPMA's reporting date is 31 December 2021 and the Financial Statements were authorized for issue by the General Manager on 31 March 2022.

No material events, favorable or unfavorable, which would have an impact on the statements have occurred between the reporting date and the date on which the Financial Statements were authorized for issue.

RELATED PARTY DISCLOSURE

Under IPSAS 20 parties are considered to be related if one party has the ability to control or exercise significant influence over the other party in making financial and operating decisions. IPSAS 20 requires the disclosure of the existence of related party relationships, where control exists, and the disclosure of information about transactions between the entity and its related parties. This information is required for accountability purposes and to facilitate a better understanding of the Financial Position and Performance of the reporting entity.

The BOD members receive no remuneration and do not receive loans from the entity. Based on the BOD annual declarations for 2021, received from all the BOD Members, no significant related party relationships could be identified which could affect the operation of NAPMA.

Based on the annual declaration for 2021 received from the key management personnel of NAPMA, there were no significant related party relationships identified which could affect the operation of NAPMA.

Senior management is remunerated in accordance with the published NATO pay scales. They do not receive loans that are not available to all staff members.

The aggregate remuneration of key management personnel during the year was as follows:

Number of individuals at year- end on a full time equivalent basis

Grades	2021	2020
A7	1	1
A6/G23*	3	3
A5/G22*	4	4
A4/G20*	7	8
A3	1	1
Total	16	17

**Reflects the Single Salary Spine (SSS) Scales for Staff members who joined after 01 April 2021*

Salaries and benefits paid to key management personnel

Remuneration type	2021	2020
Basic salaries	2,462,730	2,692,826
Allowances	490,854	577,557
Employer's contribution to insurance	287,801	323,954
Employer's contribution to pension	253,995	300,038
Other	11,958	0
Total	3,507,336	3,894,375

The General Manager is entitled to receive a representation allowance as per DC(2016)0100. The amount spent in 2021 was 2,597 USD equivalent. Expenditures made against this allowance are supported by invoices.

BUDGET EXECUTION STATEMENT

The execution of the budget during financial year 2021 is shown in annex A.

The budget and accounting bases differ for NAPMA. The Financial Statements for NAPMA are prepared on an accrual basis, based on the nature of expenses in the Financial Statements whereas the Budgets are prepared on a commitment basis. Budgets are approved annually by programme/project, but cover multi-year requirements. All budgets are approved in US Dollar equivalent at an established programme rate at the beginning of each project. Execution of the approved budgets is in multi-currencies and is expressed in USD equivalent at the established programme rate.

The BOD approves the budgets based on programme/projects including administrative costs. Budgets may be subsequently amended by the Board. During PFC/28 and via positive procedure on 6 September 2021, the PFC approved additional transfers of appropriations between projects.

In the Clearing House process, actual expenditures are recognized when USD equivalent payments are made through DFAS or via a Direct USD contract with Boeing, while the Budgeted Expenditures are recognized when payments are made to subcontractors, in multi-currencies, by NAPMA.

In the Budget Execution Statement, actual expenditures are recorded on an accrual basis. Budgeted expenditures are recognized when the Service Entry (Good Receipt) is posted and the budget is consumed by an individual project.

The following table reconciles the differences between budget expenses (commitment basis) and actual expenses (accrual accounting basis) which are driven primarily by timing differences in Clearing House, accruals and capitalization. Exchange rate differences are generated because the BES expenditures are calculated at programme rate while the Financial Statement expenditures are calculated at market rate (NATO Parity Rate).

2021 Expenditure Reconciliation (USD EQ)								
	Expenditure Comparison		Difference	Explanation				
	BES Expense at Program Rate	Fin Stmt Expense at Market Rate (Incl WIP)	BES Expense at Program Rate less Fin Stmt Expense at Market Rate	Exchange Difference Program Rate to Market Rate	Non-Budgetary Differences	Capitalization Difference	Currency Clearing House Difference	Accrual Difference
PROJECTS	160,289,117.71	132,666,140.41	27,622,977.30	(222,150.55)		-	(26,709,571.61)	(691,255.14)
ADMIN	19,331,052.21	20,884,828.65	(1,553,776.44)	1,783,415.64		(232,954.01)	-	3,314.81
OTHER	-	619,827.00	(619,827.00)	-	619,827.00	-	-	-
TOTAL	179,620,169.92	154,170,796.06	25,449,373.86	1,561,265.09	619,827.00	(232,954.01)	(26,709,571.61)	(687,940.33)

The difference because of non-budgetary expenditures consists of depreciation (332,076 USD equivalent), disposal (2,618 USD equivalent) and finance costs (285,133 USD equivalent). Until 2021, finance costs were directly covered from the RMF without recognizing budget consumption. The omission was discovered in June 2022 and corrected in NAPMA's 2021 resubmitted Financial Statements (see Prior year adjustments under Accounting Policies on page 10). The expenses at programme rate in the NAPMA 2021 Budget Execution Statement have not been retrospectively adjusted.

WRITE OFF

Acquisition programmes have a full cost recovery basis for NAPMA. The NAEW&C Force is responsible for impairment (write off) after the operational capability has been transferred to the NAEW&C Force and put into service. NAPMA only reports write-offs of NAPMA fixed admin assets and inventory. This results from the implementation of the NAF.

In 2021, NAPMA wrote-off assets with a total historical value of 125,031 USD equivalent.

FINANCIAL INSTRUMENTS DISCLOSURE

NAPMA's financial requirements are set by its Member Nations. NAPMA does not borrow money to meet any financial obligation. Other than financial assets and liabilities which are generated by day-to-day operational activities, no long term financial instruments are held. The Risk Mitigation Fund's purpose is to mitigate currency and exchange risks.

Liquidity risk

NAPMA's financial requirements and capital expenditures are met by its Member Nations and are typically funded in advance. NAPMA is therefore not exposed to material liquidity risks.

Sovereign default risk

NAPMA Nations are member and partner Nations of NATO, hence NAPMA is not exposed to material sovereign default risks.

Credit risk

NAPMA's Investment strategy is limited to short-term and low risk investments with approved creditworthy counterparties and in accordance with approved limits. In this way, NAPMA has mitigated any material credit risks.

Foreign currency risk

NAPMA has limited exposure to foreign currency because some of its work is denominated in currencies other than the USD. Each NAPMA Nation will contribute and be credited for its share in the ratio of currencies required at the time of contribution. The risk related to foreign currency transactions is ultimately borne by NAPMA Nations.

NATO UNCLASSIFIED

Annex A to the Financial Statements
Budget Execution Statement

2021 Budget Execution Statement (USD EQ)									
	Appropriations	Transfers Between Projects	Uncommitted Appropriations Carried Forward from Previous FY	Commitments Carried Forward from Previous FY	Total Appropriations	Expenses at Program Rate	Uncommitted Appropriations Carried Forward into Following FY	Commitments Carried Forward into Following FY	Lapses
	A	B	C	D	E=A+B+C+D	F	G	H	I
FLEP	110,082,954.93	-	-	250,223,198.79	360,306,153.72	(142,330,960.53)	(11,895,075.72)	(206,080,117.47)	
NMT	-	-	3,114,460.20	925,978.53	4,040,438.73	(258,896.96)	(3,568,533.15)	(154,459.03)	(58,549.59)
LAIRCM	-	-		1,553,611.13	1,553,611.13	(134,890.00)		(1,418,681.68)	(39.45)
FUTUREMODII	-	-	2,941,542.64	12,367,008.64	15,308,551.28	(4,835,562.61)	(554,139.67)	(9,918,849.00)	
LPAII	-	-	94,690.97	289,046.22	383,737.19	(100,763.27)		(282,973.92)	
MODE5/S-EMD	-	(1,400,000.00)	3,301,930.08	2,781,881.45	4,683,811.53	(300,605.38)	(2,142,825.94)	(2,240,380.21)	
CNSATM-EMD	2,300,000.00	1,400,000.00	5,382,307.59	18,656,344.42	27,738,652.01	(12,327,438.96)	(4,348,672.40)	(11,062,540.65)	
ADMIN	21,162,416.00	-	-	360,598.60	21,523,014.60	(19,331,052.21)	9,352.33	(457,501.46)	(1,743,813.26)
TOTAL	133,545,370.93	-	14,834,931.48	287,157,667.78	435,537,970.19	(179,620,169.92)	(22,499,894.55)	(231,615,503.42)	(1,802,402.30)

(1)

Note (1): Appropriation transfer between projects per BOD approvals

NATO UNCLASSIFIED

Statement of Internal Control

Scope of Responsibility

1. As General Manager of NAPMA, I am responsible and accountable to the agency's Board of Directors (BOD) for designing, implementing and maintaining an efficient, effective and economical system of Internal Control that supports the achievement of NAPMA's objectives. To this end, I have established an effective, efficient and economical Internal Control System, in accordance with NAPMO Financial Regulations (NFRs) and NAPMO Financial Rules and Procedures (FRPs), based on the principles of COSO Enterprise Risk Management (ERM) and Internal Control System, as described below.
2. As the NAPMA Financial Controller I am responsible to the General Manager and accountable to the NAPMO Policy and Finance Committee (PFC) for establishing a system of internal financial and budgetary control, delegate authority to officials who may disburse and receive funds on my behalf, maintaining comprehensive accounting records of all assets and liabilities and the correct use of funds made available to the agency, in accordance with the NFR and FRP.

Purpose and Limitation of the System of Internal Control

3. The Internal Control System defines a process, carried out by NAPMA's management and staff, designed to provide reasonable assurance that the Agency will achieve its objectives while using the agency's resources in an efficient and effective manner.
4. NAPMA's system of internal control specifically addresses the efficiency and effectiveness of operations, accuracy and reliability of financial reporting and compliance with its legal framework and applicable laws and regulations.
5. Common limitations for an internal control system are collusion, human error and management override.
6. The cost of the internal controls should not outweigh the risks they are mitigating.

Oversight over NAPMA's Internal Control

7. Oversight on NAPMA's internal control is exercised by the NAPMO BOD and the PFC, pursuant to Articles 28 and 30 of the NAPMO Charter and paragraph 39 of the NAPMO Corporate Governance Policy (NCGP). The PFC's oversight role, as the Agency's Audit Advisory Panel, are pursuant to Article 16 of the NFR and paragraph 43 of the NCGP.
8. The revised and updated NAPMO Corporate Governance Policy (NCGP) document was approved during the 105th meeting of the NAPMO Board of Directors, on 22 June 2021.

NATO UNCLASSIFIEDAnnex B to the Financial Statements
Statement of Internal Control

9. In accordance with the NCGP, NAPMA has established an internal control process to provide reasonable assurance regarding the achievement of objectives, in accordance with COSO Risk Management and Internal Control principles.
10. In accordance with the NCGP, the NAPMA GM has implemented a risk management and internal control system that is consistent with the nature, complexity and risk inherent in the execution of the Agency's mission.

Risk Management

11. NAPMA manages risks at two distinct levels: the enterprise and the functional levels. NAPMA has established an Enterprise Risk Manager and an enterprise risk management plan to manage risks that can jeopardize NAPMA's abilities to successfully execute NAPMA Programme of Work and its Technical Airworthiness responsibilities.
12. Division Heads and Office Chiefs are responsible for managing risks within their functional areas and to evaluate, implement and maintain the necessary internal controls.
13. Division Heads and Office Chiefs shall record and maintain Key Internal Controls in the Key Internal Control Catalog (KICC) and annually, after the end-of-year, self-assess the effectiveness of the recorded internal controls, and update as necessary to ensure the appropriateness of the Internal Controls for the following year.
14. Designated responsible managers within NAPMA shall annually confirm in a signed Statement of Assurance to the General Manager - to the best of their knowledge - compliance with applicable rules and regulations, knowledge or awareness of fraud, safeguarding of the assets within their respective areas of responsibility and evaluation of key controls for the functional area's of their responsibility through the self-assessment of the recorded Key Internal Controls in the KICC.

Internal Control System

15. Other key elements of the Agency's Internal Control System include, but are not limited to:
 - Commitment of NAPMA's senior leadership to integrity and ethical values;
 - Standards of Behaviour in line with the NATO Code of Conduct with an annual signed declaration of adherence by each staff member;
 - Annual signature by NAPMA key personnel of a statement on related party disclosure;
 - Signature on an annual basis by the General Manager and the Financial Controller of a NAPMA Management Representation Letter, that provides assurance regarding the integrity, reliability, accuracy, completeness and consistency of information contained in the Financial Statements;
 - The NAPMO FR and NAPMO FRP;
 - NAPMA Management Directives, Operating Standards, Business Process Procedures and Instructions;
 - The use of the NAPMA Integrated Management System (NIMS), which incorporates the standard SAP Enterprise Resource Planning system with a budgeting module especially designed to manage, monitor and safeguard the funds appropriated to NAPMA;

NATO UNCLASSIFIED

NATO UNCLASSIFIED

Annex B to the Financial Statements
Statement of Internal Control

- A Treasury Policy Group that periodically reviews cash management and issues regarding the financial institutions which are responsible for cash deposits;
- Signature on an annual basis by designated responsible managers within the NAPMA organization of a Statement of Assurance declaring their assessment of the execution of their internal controls;
- Annual confirmation of the responsibility and accountability for NAPMA's system of internal control by the General Manager and the Financial Controller signature of the Statement of Internal Control.

Internal Audit

16. NAPMA has established the position of an internal auditor within in the PE that independently evaluates the adequacy and effectiveness of the organization's governance, risk management, and internal controls to help the GM to protect assets, reputation and sustainability of the organization.

Important Developments that Influenced NAPMA's Internal Control in 2021

17. NAPMA staff continued to telework in 2021 because of the COVID-19 pandemic. The inefficiencies of working remotely may have had an effect on NAPMA's control activities, such as segregation of duties, physical controls and internal auditing.
18. Due to the departure of the Internal Auditor, NAPMA did not have an internal audit function for the last quarter of 2021.

Review of the Effectiveness of the System of Internal Control

19. The Financial Controller is responsible for evaluating the system of financial control.
20. The main basis for the assessment of the effectiveness of the system of internal control by the Financial Controller is direct observation. Other sources include, but are not limited to, reporting by internal and external auditors, self-assessment of identified key risks and key internal controls, as recorded in the KICC and the signed statements of assurance by designated responsible managers within NAPMA.
21. It is the Financial Controller's assessment that strong controls exist over accounting, budgeting, treasury and the non-expendable items controlled by NAPMA. Some items controlled by NAPMA are held at contractors' locations. The Financial Controller found that strong controls exist for the accounting and safeguarding of NAPMA furnished property, but that the accounting for the completeness of Contractor Acquired Property to which NATO has title is challenging.

NATO UNCLASSIFIED

Annex B to the Financial Statements
Statement of Internal Control**General Manager's Internal Control Priorities for the Year 2022**

22. The General Manager's Internal Control Priorities for the Year 2022 are:

- Continue the implementation of a tailored NAPMA Internal Control System, inspired by the principles of the COSO framework;
- Implementing a structured framework of Directives, Standards, and Guidance's, clarifying the granular linking from strategy to processes, capturing those levels of responsibility, internal control artefacts and methods of reporting.

Confirmation of adherence to NAPMO Financial Regulations article 3.1

23. Based on the above, to the best of our knowledge and information available and within the scope of our respective responsibilities, we hereby confirm that the agency operated satisfactory systems of internal control for the year ended 31 December 2021 and up to the date of approval of the Financial Statements.



BrigGen Michael Gschossmann
General Manager NAPMA
Date 08 July 2022



Kees Schulten
Financial Controller NAPMA
Date 08 July 2022

NATO UNCLASSIFIED

NETMA



ANNUAL FINANCIAL STATEMENTS 2021

FOR THE PERIOD ENDED 31 DECEMBER 2021

PUBLICLY DISCLOSED - PDN(2023)0012 - MIS EN LECTURE PUBLIQUE



NETMA

NATO EF2000 AND TORNADO DEVELOPMENT, PRODUCTION AND LOGISTICS
MANAGEMENT AGENCY

These statements are produced in Thousands of Euros, unless otherwise stated.

For example:

34,632 = Thirty Four Million Six Hundred and Thirty Two Thousand Euros;

132 = One Hundred and Thirty Two Thousand Euros

The photographs in the following publication have been provided:

- Courtesy of Eurofighter Jagdflugzeug GmbH
- Under the UK MOD Consent License (© Crown copyright 2022) and the OGL (UK Open Government License)
- Courtesy of the Italian Ministero della Difesa—Aeronautica Militare photo gallery

Contents

Section	Page
<u>Overview</u>	
Introduction to the 2021 Financial Statements	5
NETMA Statement of Internal Control	8
<u>2021 Financial Statements</u>	
- Statement of Financial Position	10
- Statement of Financial Performance	11
- Statement of Cash Flow	12
- Statement of Changes in Net Assets / Equity	13
- Statement of Budget Execution	14
<u>Notes to the NETMA Accounts</u>	
A. Significant Accounting Policies	16
B. Notes to Statement of Financial Position	20
C. Notes to Statement of Financial Performance	24
D. Notes to Statement of Cash Flow	27
E. Notes to Statement of Budget Execution	29
F. Contingent Liabilities / Provisions	30
G. Related Parties Disclosure	30
H. Write-Off and Donations	30
I. Morale and Welfare Activities (MWA)	30

Overview

2021 Financial Statements

Notes to the NETMA Accounts

PUBLICLY DISCLOSED - PDN(2023)0012 - MIS EN VENTE PUBLIQUE

Introduction to the 2021 Financial Statements



NATO EF2000 and Tornado Development, Production and Logistics Management Agency (NETMA) is an agency formed jointly by NAMMO (NATO Multi-Role Combat Aircraft Development, Production and In-Service Support Management Organisation) and NEFMO (NATO European Fighter Aircraft Development, Production and Logistics Support Management Organisation) in 1996 to manage the procurement and the administration of the two programmes within the framework of NATO. The operations of NETMA concerning NAMMO and NEFMO are each controlled by a Joint Steering Committee of the three NAMMO nations and the four NEFMO nations involved in the programmes.

NETMA is based in Hallbergmoos, Germany and is an Executive Body created by charter to administer the functions of two NATO Production and Logistic Organisations (NPLOs). The two NPLOs are NAMMO and NEFMO.

The budgetary organisation of NETMA is funded by the four member nations – Germany, Italy, Spain and United Kingdom. Budget approval is given jointly by the Boards of Directors (BoDs) of NAMMO and NEFMO. As a NATO agency, NETMA is exempt from taxation relating to operating revenue and expenses, where VAT is incurred this is recovered directly from the host nation's tax office.

Key points from the Annual Financial Statements

NETMA Liabilities

The Agency's office accommodation is the subject of an operating lease and is therefore not capitalised as PP&E. In accordance with IPSAS 13, it must be expensed on a straight-line basis over the lease term. IPSAS 13 mandates that operating leases are accounted for in this way irrespective of cash payments made. As NETMA were able to negotiate a rent free period at the start of the lease, these expenses are accrued as a long term liability which is unwound over the term of the lease. This only impacts on the Financial Statements and does not impact on either the budget or cash spent in 2021.



Vision

“To deliver In-service Support, Capability Enhancements and New Eurofighter Aircraft to Nations, through excellence in Programme Management and Continuous Improvement”

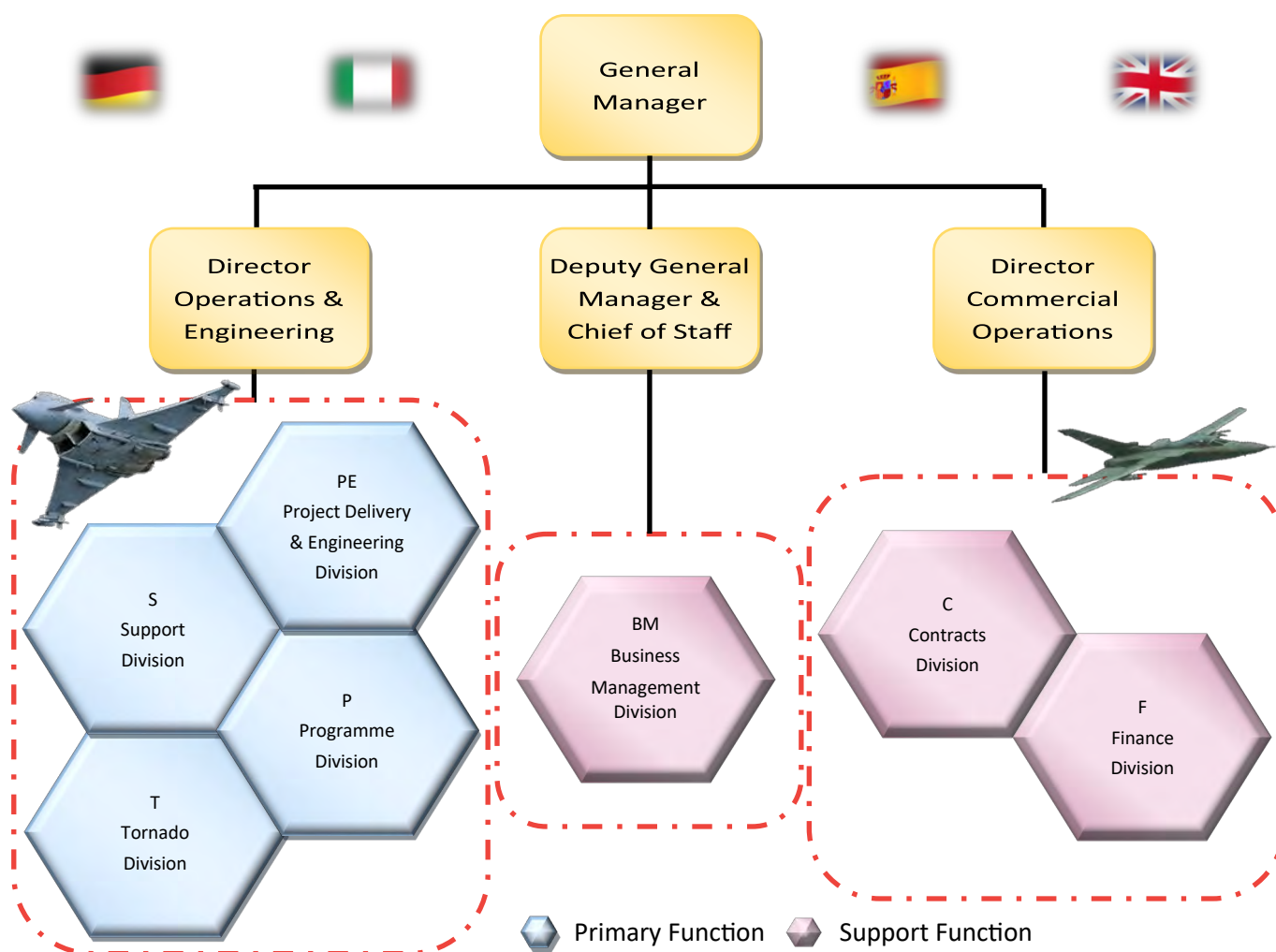


Mission

“Ensure Nations' requirements are satisfied in the delivery of New Eurofighter Aircraft, and the Enhancement & Sustainment of the existing Eurofighter & Tornado Capabilities”

NETMA AT A GLANCE

In order to deliver our operational programmes for the Nations, NETMA operates using a functional organisational structure, grouping its staff into agency divisions based on their specific skills and knowledge, as shown below:



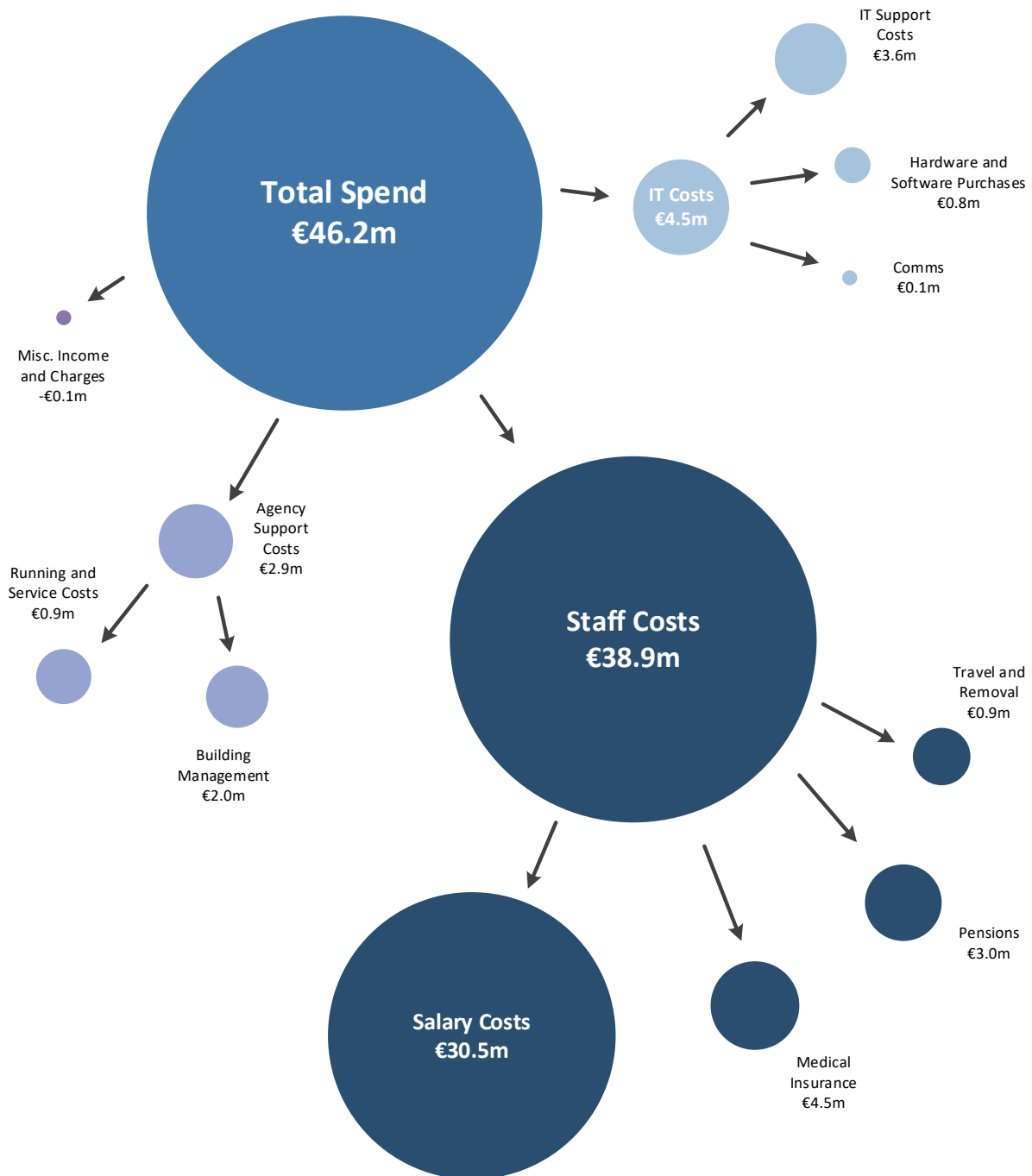
In support of the NEFMO and NAMMO BoDs and the Typhoon and Tornado Weapon Systems, the NETMA structure is organised to deliver the agency's requirements. PE, S, and P Divisions manage, on behalf of the contributing nations, the logistics and operations activities with our industry partners for Typhoon (Eurofighter Jagdflugzeug GmbH and Eurojet Turbo GmbH). T Division acts in the same manner for Tornado (PANAVIA Aircraft GmbH and Turbo-Union GmbH).

In support of these primary activities, the Contracts and Finance Divisions drive value through Contract and Financial management between Nations and industry. The Business Management Division, made up of Human Resources, IT Management and Business Improvement and Performance, supports the entire NETMA agency. The IT Management department supports the IT Applications which enable Tornado Programme management. These include (but are not limited to) the Agency Integrated Management System (AIMS) for Milestone/Task and Invoice Management, the Enhanced Procurement System-Central Automatic Data Processing System (EPS-CADPS) for Procurement and Logistics Support Activities, and the Personnel & Accruals Reporting Management Information System (PARMIS) for Invoice to Payment & Banking processes.

NETMA Expenditure Breakdown 2021

The total expenditure to deliver the Administration Budget, as reported in the NETMA financial statements, was €46.2m in 2021. The majority (84%) of this expenditure is related to the staffing costs of the agency, with the remainder spent on the rent and running costs of the NETMA headquarters at Hallbergmoos and the provision and support of IT and communications equipment and infrastructure.

In total, the costs of running the agency equate to circa 1.3% of all spend on the NETMA programmes, representing good value to our customer nations.



NETMA Statement of Internal Control



As General Manager of NETMA, I have responsibility for maintaining an effective system of internal control that supports the achievement of my Agency's policies, aims and objectives, set by NETMA's Four Nations and the Board of Directors, whilst safeguarding the funds and assets for which I am personally responsible, in accordance with the responsibilities assigned to me.

The system of internal control is designed to manage the risk of failure to achieve the organisation's policies, aims and objectives but it can only provide reasonable and not absolute assurance of effectiveness.

The system of internal control is based on an ongoing evidence based process designed to identify the principle risks to the achievement of my Agency's policies, aims and objectives, to evaluate the nature and extent of those risks and to manage them efficiently and effectively on a continual year round basis. The Board has established appropriate structures, reporting lines and responsibilities to support the delivery of objectives.

I have responsibility for reviewing the effectiveness of the system of internal control. The processes in place to achieve this are summarised below:

- NETMA has an annual Management Plan which identifies NETMA's strategic priorities, objectives & the associated performance metrics. The Management Plan focuses on agency planning and improvements, including identification of key business risks which are mitigated and owners appointed to monitor and report on these on a regular basis.
- Management checks are undertaken and the internal audit function performs a range of audit activities, based on an annual audit plan agreed by the Audit Advisory Panel and approved by the Audit Committee. Together with the detailed audit of property held in Industry is undertaken, these ensure appropriate internal controls are in place and adhered to. The Internal Audit process complies with the International Standards for the Professional Practice of Internal Auditing in accordance with previous IBAN recommendations.

NETMA performed 23 of the 41 planned property audits during 2021, due to the ongoing pandemic. Processes are well established within Industry and NETMA expects that Companies will have continued to have followed them.

The Agency operates the integrated framework for internal control developed by the Committee of Sponsoring Organisations of the Treadway commission (COSO Framework) as a mechanism for formally documenting the internal control system and providing assurance that it is functioning effectively. It is well established and part of our normal internal control system. The annual COSO review was undertaken as scheduled for the year 2021, with the Directors confirming we meet those requirements.

My review of the effectiveness of the system of internal control is informed by the work of the executive managers within the organisation who have responsibility for the development and maintenance of the internal control framework, comments made by the Internal Audit Reports, and external auditors in their management letters together with the results of the annual COSO review.

I am content that the processes in place within the organisation provide reasonable assurance of the effectiveness and efficiency of the organisation's operations, the reliability of its financial information and its integrity with regards to application and compliance to applicable rules and regulations. Whilst we always seek to improve our processes each year there were no material internal control weaknesses currently identified that need specific intervention from Senior Management in 2021. The continuing pandemic has not had any major adverse effect on these controls.

LT GEN MIGUEL ÁNGEL MARTÍN PÉREZ

General Manager

WENDY BRADBURY

Financial Controller

Overview

2021 Financial Statements

Notes to the NETMA Accounts

DOCUMENT PUBLIC

PUBLICLY DISCLOSED

NATO UNCLASSIFIED

STATEMENT OF FINANCIAL POSITION

AS AT 31 DECEMBER 2021

(in thousands of Euros)

	Note	2021	2020
Assets			
Current assets			
Cash and cash equivalents	B1	8,879	5,816
Short term investments		0	0
Receivables	B2	10,111	12,412
Prepayments	B3	1	0
Inventories		0	0
		<u>18,990</u>	<u>18,228</u>
Non-current assets			
Property, plant & equipment	B4	49	112
Intangible assets	B4	26	32
		<u>75</u>	<u>144</u>
Total assets		<u>19,065</u>	<u>18,372</u>
Liabilities			
Current liabilities			
Payables	B5	2,173	2,846
Deferred revenue	B6	3,940	2,796
Advances	B7	12,410	11,958
		<u>18,523</u>	<u>17,600</u>
Non-current liabilities			
Provisions		0	0
Other Long Term Liabilities	B8	467	628
		<u>467</u>	<u>628</u>
Total liabilities		<u>18,990</u>	<u>18,228</u>
Surplus / (deficit)	B9	(69)	(53)
Reserves	B10	144	197
Total net assets		<u>75</u>	<u>144</u>

The financial statements on pages 10 to 14 and their associated notes were issued to the International Board of Auditors for NATO on 30th March 2022.



LT GEN MIGUEL ÁNGEL MARTIN PÉREZ

General Manager



WENDY BRADBURY

Financial Controller

NATO UNCLASSIFIED

STATEMENT OF FINANCIAL PERFORMANCE

FOR THE YEAR ENDED 31 DECEMBER 2021

(in thousands of Euros)	Note	2021	2020
Revenue			
Revenue	C1	46,138	45,804
Financial revenue		0	0
Other revenue		0	0
Total revenue		46,138	45,804
Expenses			
Personnel	C2	38,854	38,252
Contractual supplies and services - Buildings & Maintenance	C3	2,759	2,899
Contractual supplies and services - IT Services	C4	4,488	4,595
Depreciation and amortisation	C5	95	119
Impairment		0	0
Provisions		0	0
Other expenses		0	0
Finance costs	C6	11	(8)
Total expenses		46,207	45,857
Surplus / (deficit) for the period		(69)	(53)

NATO UNCLASSIFIED

STATEMENT OF CASH FLOW

FOR THE YEAR ENDED 31 DECEMBER 2021

(in thousands of Euros)	Note	2021	2020
Cash flow from operating activities			
Surplus / (deficit)	D1	(69)	(53)
Non-cash movements			
Depreciation / amortisation	D2	95	119
Impairment		0	0
Increase / (decrease) in payables	D3	(673)	(204)
Increase / (decrease) in advances	D4	452	(7,367)
Increase / (decrease) in other liabilities	D5	(160)	(160)
(Increase) / decrease in prepayments		(1)	0
Increase / (decrease) in deferred revenue	D6	1,143	177
(Increase) / decrease in receivables	D7	2,301	(2,381)
Net cash flow from operating activities		3,089	(9,870)
Cash flow from investing activities			
Purchase of property plant and equipment / intangible assets	D8	(27)	(66)
Proceeds from sale of property plant and equipment		0	0
Net cash flow from investing activities		(27)	(66)
Cash flow from financing activities		0	0
Net cash flow from financing activities		0	0
Net increase / (decrease) in cash and cash equivalents		3,063	(9,936)
Cash and cash equivalents at the beginning of the period		5,816	15,752
Cash and cash equivalents at the end of the period		8,879	5,816

STATEMENT OF CHANGE IN NET ASSETS / EQUITY

FOR THE YEAR ENDED 31 DECEMBER 2021

	Note	PP&E Asset Reserve	Revaluation Reserves	Accumulated Surplus / (Deficit)	Total
(in thousands of Euros)					
Balance at the beginning of the period 2020		136	0	60	197
Changes in accounting policy		0	0	0	0
Restated balance		136	0	60	197
Transfer from accumulated surplus / (deficit)		60	0	(60)	0
Surplus / (deficit) for the period		0	0	(53)	(53)
Balance at the end of the period 2020		197	0	(53)	144
Changes in accounting policy		0	0	0	0
Restated balance		197	0	(53)	144
Transfer from accumulated surplus / (deficit)		(53)	0	53	0
Surplus / (deficit) for the period		0	0	(69)	(69)
Balance for the period ended 2021		144	0	(69)	75

STATEMENT OF BUDGET EXECUTION

FOR THE YEAR ENDED 31 DECEMBER 2021

(in thousands of Euros)	Note	Initial Budget			Transfers			Final Budget			Expenditure				Accrued Expenses 2020			Accrued Expenses 2021			Total Expenditure			Carry Forward			Lapsed		
		Budget			Budget			Budget			Expenditure			Total Expenditure	Expenses 2020			Expenses 2021			Total Expenditure			Carry Forward			Lapsed		
Budget 2021																													
Chapter 1																													
Personnel costs	E1	39,522	0	0	0	39,522	38,906	0	(30)	38,877	111	535																	
Chapter 2																													
Agency support costs	E1	3,054	0	0	0	3,054	2,729	0	110	2,839	10	205																	
Chapter 3																													
Process and IT management	E1	5,257	0	0	0	5,257	4,136	0	280	4,416	487	354																	
Chapter 4																													
(Income) and Bank Charges	E1	(91)	0	0	0	(91)	(104)	0	0	(104)	0	12																	
Total FY 2021		47,743	0	47,743	0	47,743	45,668	0	360	46,028	607	1,107																	
Chapter 1 c/o from 2020		47	0	47	(97)	143	0	47	0	47	0	0																	
Chapter 2 c/o from 2020		20	0	20	(93)	113	0	20	0	20	0	0																	
Chapter 3 c/o from 2020		70	0	70	(279)	349	0	70	0	70	0	0																	
Historical c/o		0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0																	
Total		47,879	0	47,879	(470)	46,274	360	46,165	607	1,107																			

Overview

2021 Financial Statements

Notes to the NETMA Accounts

PUBLICLY DISCLOSED - PDN(2023)0012 - MIS EN LECTURE PUBLIQUE

A. Significant Accounting Policies

Basis of preparation

The financial statements of NETMA have been prepared in accordance with the International Public Sector Accounting Standards (IPSAS) and based on International Financial Reporting Standards (IFRS/IAS), as adopted by the North Atlantic Council (NAC) in 2002. In 2013, the NAC adopted an adaptation to IPSAS to better suit the specific requirements of the Alliance and an associated NATO accounting framework, applicable for financial reporting periods beginning on 1 January 2013.

The financial statements comply with the accounting requirements of the NATO Financial Regulations (NFRs) and the relevant NETMA directives and policies. In instances where there is a conflict between IPSAS and the NFRs this will be noted.

The financial statements have been prepared on a going concern basis and it is considered that there are no impediments to continuing with this assumption for the foreseeable future.

The financial statements have been prepared on a historical cost basis except for financial instruments that are measured at fair value at the end of each reporting period. The principal accounting policies are set out below and have been applied consistently to all periods presented. The accounting principles recognised as appropriate for the recognition, measurement and reporting of the financial position, performance and cash flows on an accrual based accounting system using historical costs have been applied consistently throughout the reporting period.

In accordance with Article 2.1 of the NFRs, the financial year of NETMA is 1 January to 31 December.

Accounting estimates and judgements

In accordance with IPSAS and generally accepted accounting principles, the financial statements necessarily include amounts based on estimates and assumptions made by the management and based on historical experience as well as on the most reliable information available. In exercising the judgments to make the estimates, a degree of caution was included in light of the principle of 'prudence' required by IPSAS in order not to overstate assets or revenue or understate liabilities or expenses.

The estimates and underlying assumptions are reviewed on an ongoing basis. These estimates and assumptions affect the amounts of assets, liabilities, revenue and expenses reported. By their nature, these estimates are subject to measurement uncertainty. The effect of changes to such estimates and assumptions in future periods could be significant to the financial statements.

Changes in accounting policy and standards

The same accounting policies are applied within each period and from one period to the next, unless a change in accounting policy meets one of the criteria set in IPSAS 3. For the 2021 Financial Statements the accounting policies have been applied consistently throughout the reporting period. There have been no changes to NETMA accounting policy for 2021.

Changes in pronouncements

No accounting standard has been adopted earlier than the application date as stated in the IPSAS standards. The following IPSAS are not relevant for the NETMA Financial Statements 2021: IPSAS 26 (Impairment of Cash-Generating Assets), IPSAS 27 (Agriculture). The following IPSAS have no material effect on the financial statements: IPSAS 5, IPSAS 10, IPSAS 11, IPSAS 16, IPSAS 18, IPSAS 32, IPSAS 34, IPSAS 35 and IPSAS 40.

Restatements and prior period adjustments

For the 2021 Financial Statements, NETMA has not revised any of the figures presented in the 2020 Financial Statements.

Changes in financial rules and regulations

During 2015 NATO adopted new financial rules and regulations and there were no additional changes during 2021. These financial statements have been produced in line with these financial rules and regulations. NETMA updated its Financial Rules and Regulations in 2020, to ensure that they were in line with NATO NFRs. Only minor adjustments were made in the NETMA FRRs, and none of these changes affected the process in the preparation of the NETMA Financial Statements.

Foreign currency

These financial statements are presented in Euros, which is the NETMA functional and reporting currency. Foreign currency transactions are translated into Euros at the NATO exchange rates prevailing at the date of the transaction. Monetary assets and liabilities denominated in foreign currencies at year-end are translated into Euros using the NATO exchange rates applicable at 31 December 2021, with the resulting realised and unrealised gains and losses are recognised in the Statement of Financial Performance.

NETMA used the following NATO-promulgated exchange rates as at 31st Dec 2021:

EUR – GBP = 1 : 0.8567

EUR – USD = 1 : 1.1223

Consolidation

The NETMA financial statements are not consolidated.

IPSAS 6 has been adapted by NATO and in accordance with Council decision (PO(2018)0329) Financial Reporting of Morale and Welfare Activities (MWA), these activities have not been consolidated into the NETMA Annual Financial Statements.

Financial instruments disclosure / presentation

NETMA uses only non-derivative financial instruments as part of its normal operations. These financial instruments include cash and cash equivalents, accounts receivable, liabilities, provisions and loans between NATO entities. Financial instruments are recognised in the statement of financial position at fair value.

Financial risk factors

Credit risk

There is very limited credit risk as the contributing nations generally have a high credit rating. The risk of financial loss due to a participating nation's failure to raise funds is still assessed as very low. In the event that there is a shortage of funds by one or more nations to meet financial obligations, other nations will be expected to provide the necessary funding.

Liquidity risk

The liquidity risk is based on the assessment of whether the organisation will encounter difficulties in meeting its obligations associated with financial liabilities. There is limited exposure to liquidity risk because of the budget mechanism that guarantees contributions for the total approved budget. The accuracy of forecasts that result in the calls for contributions as well as the delay in receiving payments represent the main liquidity risks.

Currency risk

The majority of transactions associated with the administrative budget are contracted in Euros and in order to have the required funding, NETMA also asks nations to provide their contributions in Euros. Therefore the exposure of financial instruments to foreign currency exchange risk associated with the administrative budget is considered negligible.

Interest rate risk

NETMA is restricted from entering into borrowings and investments, and therefore there is no significant interest rate risk identified.

Assets

NETMA holds the following types of current assets:

Cash and cash equivalents

Cash and cash equivalents include cash on hand and current bank accounts.

Receivables

Receivables are stated at net realisable value, after provision for doubtful and uncollectible debts. It can also include amounts due by other NATO entities. Contributions receivable are recognised when a call for contribution has been issued to the member nations. Other receivables include those from staff and external sources such as German MoD in relation to VAT receivable.

Property, plant and equipment

The categories of Property, Plant and Equipment (PP&E) relevant for NETMA are detailed below:

Land and Buildings: The agency's office accommodation is subject of a building lease and therefore not capitalised as PP&E. In accordance with IPSAS 13 - Leases, it is expensed on a straight-line basis over the lease term. In 2015 this resulted in the creation of a long term liability due to a rent free period at the start of the contract on the new premises in Hallbergmoos. This liability is unwound against rental payments on a straight-line basis over the 10 year duration of the lease.

Office Furniture and Equipment: This includes items of non-aggregated office furniture and other miscellaneous office items (i.e. lamps, fans, projectors, printing equipment). Items in this category are depreciated on a straight-line basis over a ten year period which equates to their useful life. It is assumed an item is fully depreciated with nil residual value at the end of its useful life.

IT and Communications Equipment: This consists of Commercial-Off-The-Shelf (COTS) purchase of computer systems (hardware only), and communications equipment (i.e. telephones, faxes and accessories). Items in this category are depreciated on a straight-line basis over a three year period. It is assumed an item is fully depreciated with nil residual value at the end of its useful life.

In accordance with IPSAS 17, PP&E are recognised as tangible assets when it is probable that future economic benefits or service potential associated with the item will flow to the entity and the cost or fair value can be measured reliably. All PP&E, with the exception of land, are stated at cost less accumulated depreciation and accumulated impairment losses. NETMA's capitalisation threshold is €15,000, items with a purchase cost or fair value on acquisition above this threshold are capitalised and items falling below this threshold are fully expensed in the year of procurement.

For new asset additions during the year, the gross value of an asset is capitalised as PP&E on the Statement of Financial Position. The revenue for the gross asset value is accounted for in the year of purchase on the Statement of Financial Performance with a surplus on the Statement of Financial Performance being generated in the first year of purchase and transferred to the PP&E asset reserve account to increase accumulated asset reserves. A full months depreciation is only charged if the item is purchased in the first half of the month (i.e.: before 15th Month), otherwise the first month of depreciation starts from the following period.

Depreciation is recognised so as to write off the cost of the assets less their residual values over their estimated useful lives, using the straight-line method. The estimated useful lives, residual values and depreciation method are reviewed at the end of each reporting period, with the effect of any changes in estimate accounted for on a prospective basis. Depreciation is accounted for as an expense which generates a deficit on the Statement of Financial Performance. This deficit is transferred to PP&E Asset Reserves at the end of each year to reduce the accumulated asset reserve.

An item of PP&E is derecognised upon disposal or when no future economic benefits are expected to arise from the continued use of the asset. Any gain or loss arising on the disposal or retirement of an item of PP&E is determined as the difference between the sales proceeds and the carrying amount of the asset and is recognised in the Statement of Financial Performance. NETMA has no assets purchased prior to 2013 that would still have an economic life still in active use within the agency.

During 2021 there were no items approved for disposal through the NETMA Internal Audit section in accordance with NETMA delegated authorities.

Intangible assets

The only categories of Intangible Assets relevant to NETMA are computer software and software development costs, which entails costs for licences over a period longer than 1 year and consultancy costs incurred for IT system change requests which meet the recognition criteria outlined below. NETMA intangible assets are amortised on a straight-line basis over a three year period. It is assumed an item is fully amortised with nil residual value at the end of its useful life.

In accordance with IPSAS 31, intangible assets are recognised as an identifiable non-monetary asset without physical substance, where it is probable that the future economic benefits that are attributable to the asset will flow to the entity and the cost of the asset can be measured reliably. In line with its treatment of PP&E IT Equipment, the capitalisation threshold is €15,000 and all intangible assets are initially measured at cost less accumulated amortisation and accumulated impairment losses.

The estimated useful lives, residual values and amortisation method are reviewed at the end of each reporting period, with the effect of any changes in estimate accounted for on a prospective basis. NETMA has no assets purchased prior to 2013 that would still have an economic life still in active use within the agency.

Leases

As stated above, the office accommodation has been determined as an operating lease and, in accordance with IPSAS 13 - Leases, is expensed on a straight-line basis over the lease term.

Liabilities**Payables**

Payables (including amounts due to other NATO entities) are amounts due to third parties for goods and services received that remain unpaid as of the reporting date. They are recognised at their fair value. This includes estimates of accrued obligations for goods and services received at year-end but not yet invoiced.

Unearned revenue

Unearned revenue represents contributions from member nations and/or third parties that have been called for in current or prior years' budgets and that have not yet been recognised as revenue. Unearned revenue also includes miscellaneous income and double entry adjustments for lapsed credits which are now shown as a payable to nations.

Advances

Advances are contributions from member nations called for or received related to future years' budgets. Funds are called for in advance of the relating financial period as NETMA has no capital that would allow it to pre-finance any of its activities.

Revenue and expenses recognition**Revenue**

Revenue comprises of contributions from the four contributing nations: Germany, Italy, Spain and United Kingdom and other revenue earned during the period. Contributions from the four nations are called for in advance on a quarterly basis, while other revenue earned during a financial period includes bank interest and miscellaneous recoveries from staff for car parking and telephone calls.

Revenue is recognised to the extent that it is probable that economic benefits will flow to NETMA and revenue can be measured reliably. Where a transfer is subject to conditions that, if unfulfilled, require the return of the transferred resources, NETMA recognises a liability until the condition is filled.

National contributions to the administrative budget are recognised as revenue on the statement of financial performance when such contributions are used for their intended purpose as envisioned within the approved budget.

Expenses

The NETMA financial statements cover the running costs of the agency and of the NAMMO and NEFMO programmes. These costs cover pay and personnel, utilities, rental payments and those costs associated with information management support.

Cash flow statement

The cash flow statement is prepared using the indirect method and the format follows the layout provided by IPSAS 2 (Cash flow statement).

B. Notes to Statement of Financial Position

(in thousands of Euros)

Assets

1. Cash and cash equivalents

	2021	2020
Cash accounts	8,878	5,816
Clearing cash accounts	0	0
Petty cash and advances	1	1
Current bank accounts	0	0
Cash equivalents	0	0
Bank accounts interest	0	0
Total	8,879	5,816

NETMA operates two bank accounts into which all contributions are received and payments to suppliers are made. NETMA has now closed one of its bank accounts and now operates one main bank account. Interest earned is accumulated on an associated account and in the subsequent year is transferred to the main account to offset future Calls for Funds where permitted under national procedures. The petty cash accounts enable small, essential purchases to be made quickly and are reconciled on a monthly basis.

The reason for the variance between 2021 and 2020 on the main NETMA account balance is that one participating nation paid their first Call for Funds amount for 2022 in 2021.

2. Receivables

	2021	2020
Receivables from non-consolidated entities	447	429
Contributions receivable from nations following year	9,648	11,958
Receivables from staff members	15	21
Other receivables	1	3
Total	10,111	12,412

Receivables from non-consolidated entities

This value represents receivables recoverable from MoD Germany with regards to VAT charged in 2021.

Contributions receivable from nations following year

This represents receivables from nations that have been called for the following years budget within the current year but not yet received as at 31st December 2021.

Receivables from staff members

Receivables from staff members relate to the outstanding recoveries from advances of salaries made in the year. This account has been reconciled with payroll records at year end.

Other Receivables

Other receivables include accrued credits from third parties relating to the period but still outstanding at the period end.

3. Prepayments

	2021	2020
Suppliers	0	0
Staff	1	0
Total	1	0

No prepayments were made to suppliers in 2021 but there is a staff prepayment balance at year end that is being recovered through payroll.

4. Non-current assets

	2021	2020
PP&E	49	112
Intangible Assets	26	32
Total	75	144

As highlighted on page 18 under the Significant Accounting Policies: Property, Plant and Equipment section, the office accommodation in Hallbergmoos is treated as an operating lease arrangement and therefore is not capitalised. The Agency controls two types of PP&E and is responsible for replacement and maintenance of these assets: Office Furniture & Equipment, and IT & Communications Equipment. Additionally, NETMA controls intangible assets relating to computer software licences and capitalised consultancy support to an approved system change. The capitalisation threshold for all PP&E and intangible assets is €15,000. Upon moving to Hallbergmoos, the Agency took a view that integrated purchases (Cabling, Air Con Units, Security enhancements, etc.) were not to be capitalised due to no clear future ownership lines being in place and the ability to use such items if the Agency were to move premises in the future.

As at 31 December 2021 only items within IT and Communications met the criteria for capitalisation. This consists of Commercial Off The Shelf (COTS) computer systems (hardware and software), communications equipment (e.g. telephones, faxes and accessories) and capitalised IT consultancy costs for changes to NETMA IT applications. IT and Communications assets are measured at cost less depreciation or amortisation. Both depreciation and amortisation are calculated on a straight-line basis over the useful life of IT and Communications Equipment. During 2021 one new item of intangible IT capability, valued at €27K, was purchased that met the capitalisation criteria and has been added to the asset register.

In accordance with IPSAS 17, below is a reconciliation of the carrying amounts for NETMA non-current assets:

	2021	2020
Opening Balance	144	197
Additions	27	66
Disposals	0	0
Depreciation	(95)	(119)
Closing Balance	75	144
Gross Carrying Amount	1,653	1,626
Accumulated Depreciation	(1,577)	(1,482)
Net Carrying Amount	75	144

Liabilities**5. Payables**

	2021	2020
Payables to suppliers	0	0
Payables to non-consolidated entities	0	0
Payables to staff members	0	0
Lapsed Credits to be offset from future CFFs	1,107	1,592
Other payables	1,066	1,253
Total	2,173	2,846

Payables to suppliers

Amounts payable to suppliers represents invoices for work undertaken but not yet paid. This account is reconciled to the payables sub-ledger within the financial system operated by NETMA on a monthly basis.

Lapsed Credits to be offset from future CFFs

These values align to the value reported in the Statement of Budget Execution, representing budget called for but not spent that will be offset from the following years call for funds.

Other payables

Other payables are made up of the manual accrual figure which is made up of two elements. The first element relates to goods and services provided during 2021, where an estimate is made by reviewing invoices paid/received in 2022 up to mid-February. The estimated accrual for goods and services as at 31 December 2021 is €416K. The other element is the estimated accrual relating to unpaid leave, this is based on the untaken leave carried forward as at 31 December 2021 multiplied by the average salary costs per day. This results in an accrual of €654K which is an decrease of €160K compared to 2020, and is still above the normal average accrual of circa €400k due to more leave being carried -over by staff as a consequence of the COVID-19 situation.

6. Unearned Revenue

	2021	2020
Unearned Revenue	3,940	2,796
Total	3,940	2,796

Deferred Revenue represents accumulated deferred revenue which is the excess of national contributions and miscellaneous revenue over expenditure on the NETMA program to date.

The movement on unearned revenue can be reconciled as follows:

	2021	2020
Unearned revenue b/f	2,796	2,619
National Contributions	46,157	44,943
Miscellaneous Revenue (excl Bank Interest)	192	99
Movement in Receivable from nations for following year	37	38
Less:		
Operational Expenditure	46,172	44,843
Movement in Lapsed Credits	(485)	(504)
Movement in IT Duty Travel/SP Tel Line/Misc Advances	(410)	(397)
Miscellaneous Financial Charges / (Income)	(36)	960
Foreign Exchange (Gains) / Losses	1	1
Unearned revenue c/f	3,940	2,796

7. Advances

	2021	2020
Advance contributions	12,410	11,958
Total	12,410	11,958

Advance contributions

Advance contributions reflects the first Call for Funds for all Nations for 2022 that were raised in 2021 and are therefore treated as advances.

8. Other long term liabilities

	2021	2020
Operating lease liability	467	628
Total	467	628

In May 2015 the agency moved into new office accommodation in Hallbergmoos. Due to delays in this move, rent was not charged until September 2016, despite the lease being signed from 1st December 2014. Therefore in accordance with IPSAS 13, a liability for rental payments over the rent free period has been created and will be unwound against actual payments over the life of the lease.

Net Assets**9. Surplus / (Deficits)**

	2021	2020
PP&E additions / revaluations	27	66
PP&E depreciation and amortisation	(95)	(119)
Total	(69)	(53)

The accumulated surplus balance represents in year movements relating to PP&E. The deficit for 2021 results from in year depreciation and amortisation charges totalling €95K against asset purchases totalling €27K. This surplus / (deficit) is transferred to reserves at the close of each financial year.

10. Reserves

	2021	2020
Non-current asset reserve	144	197
Total	144	197

The non-current asset reserve represents the nation's equity in PP&E and intangible assets. IT & Communications equipment assets are capitalised and accounted for at their net carrying amount (i.e. gross historical purchase costs less accumulated depreciation / amortisation). At the end of 2020, the asset reserve decreased by the accumulated deficit of €53K, resulting in an opening Net Assets balance as at 1st January 2021 of €144K.

C. Notes to Statement of Financial Performance

(in thousands of Euros, unless otherwise stated)

1. Revenue

	2021	2020
National contributions	46,157	44,943
National contributions to be called for	0	0
Other reimbursements	(19)	861
Total	46,138	45,804

National contributions represents the funds provided by nations to support NETMA in fulfilling its objectives under the administrative budget. Funding is normally called for in advance on a quarterly basis.

Other reimbursements includes recoveries from nations in support of the overall NETMA Programme, the movement on unearned revenue representing the surplus or deficit of revenue over expenditure in the financial year and recoveries from staff employed by the agency.

Expenses

2. Personnel

	2021	2020
Pay and overtime	25,227	25,002
Allowance	5,086	4,904
Pension	3,039	2,937
Medical and insurance	4,469	4,329
Travel and other costs	1,032	1,080
Total	38,854	38,252

Personnel expenses include civilian and military personnel expenses as well as other non-salary related expenses, in support of common funded activities. The amounts include expenses for salaries and emoluments for approved NATO permanent civilian positions and temporary personnel, for other salary related and non-salary related allowances including overtime, medical examinations, recruitment, installation, removal and for contracted consultants and training.

NATO introduced the Defined Contribution Pension Scheme (DCPS) on 1st July 2005. The scheme is a money purchase pension scheme which is funded by NETMA and the staff member. This pension scheme is compulsory for all new entrants. NETMA's contribution is 12% (Staff contribution is 8% of Basic Salary and the Additional Voluntary Contribution AVC (up to 5% of Basic Salary). Pension costs are predominantly for those members in the DCPS. The scheme is administered and accounted for centrally by NATO IS.

Travel costs include duty travel, home leave travel, removals and travel for interviews and repatriation.

At the year-end, NETMA has 249 established posts. A breakdown of wages, salaries and employee benefits is provided below. Costs remained largely consistent in 2021 although there was a pay rise applied to all staff with a corresponding increase in DCPS payments.

	2021	2020
Employee benefits expense	34,128	33,421
Post employee benefits		
For defined contribution pensions scheme	3,039	2,937
Untaken leave accrued	655	814
Total employee benefits expense	37,822	37,172

Untaken leave

Untaken leave at year-end may be carried over to the following year. Under normal circumstances, NETMA takes measures to ensure all carried over leave is taken by 30th April of the following year in accordance with the CPRs. However, due to the current situation of travel and movement restrictions as a result of the COVID-19 outbreak, this has resulted in a larger than normal untaken leave accrual.

Related Parties Disclosure

The key management personnel of NETMA have no significant related party relationships that could affect the operation of NETMA. NETMA is led by four directors, one for each participating Nation. They are remunerated in line with NATO pay scales as are all other NETMA staff.

	2021	2020
Key management remuneration	974	1,002

The figure for 2021 is lower than 2020 owing to a change in the directors in 2020.

Representation allowance

(stated in Euros)

Representation Allowance has been utilised by the GM in line with the post entitlement. As per DC(2020)0143 dated 7 January 2021 expenditure on the representation allowance by the qualifying officials totalled €12,129 and is broken out below.

	2021	2020
Rent supplement	3,173	3,173
Hospitality expenses	8,956	1,678
Total	12,129	4,851

Contractual supplies and services**3. Buildings and maintenance**

	2021	2020
Building costs	1,842	1,985
Security costs	672	659
Other costs	245	255
Total	2,759	2,899

Building costs include rent of the Agency's accommodation, utilities and cleaning. Security costs are predominantly those of the contracted out guard service. Other costs include office supplies, the rental of reprographic equipment and the costs for the canteen services that have been outsourced.

For the current accommodation at Hallbergmoos, NETMA signed a contract on 27th September 2013 to lease the new office building to 30th November 2024. Although a firm price has been agreed, the contract incorporates a clause whereby a rental increase or reduction can be triggered after the first three years if inflation in Germany varies by more than 5% based on the consumer price index. Utility payments are subject to an annual review and can vary on the basis of actual usage of the previous year (they have not changed in this reporting period). The contract includes an option to extend the lease for a further two periods of 5 years.

In accordance with IPSAS 13 – Leases, the table below details obligations under the Operating Leases as at 31 December 2021 (for the new building both building and garage costs are combined). For this reconciliation an assumption has been made that the lease will be extended for the later than five years calculation.

	2021	2020
Buildings: (Includes Garage Charges)		
Not later than one year	252	252
Later than one year and not later than five years	3,721	3,721
Later than five years	4,573	4,573
Utilities:		
Not later than one year	366	272
Later than one year and not later than five years	1,464	1,089
Later than five years	1,799	1,338

4. IT services

	2021	2020
Communication	152	167
Information technology support	4,336	4,428
Total	4,488	4,595

The major cost elements in this category are for consultancy and outsourced support costs for the Agency's information systems.

5. Depreciation and amortisation

	2021	2020
Depreciation	63	60
Amortisation	32	59
Total	95	119

PP&E and intangible assets are depreciated/amortised on a straight-line basis over the useful life of the asset. The depreciation charge relates to IT and Communication Equipment assets capitalised by NETMA.

6. Finance costs

	2021	2020
Foreign exchange gain / (loss)	1	1
Other charges	10	(9)
Total	11	(8)

Translation gains and losses occur when assets held in foreign currencies are converted to a Euro value at the closing NATO-promulgated exchange rates for the financial period. While some Euro : GBP exchange rate fluctuations were experienced in 2021, due to the low value of GBP transactions made only immaterial values were incurred.

Other charges include bank charges that are now being incurred on to NETMA bank accounts for transactions mainly attributed to cross border payroll allotments (€10k).

D. Notes to Statement of Cash Flow

(in thousands of Euros)

Cash flow from operating activities

1. Surplus / (deficit)

	2021	2020
Surplus / (deficit)	(69)	(53)
Total	(69)	(53)

This represents the surplus/deficit from normal operating activities after interest, depreciation and financial charges such as exchange differences arising from transactions. The previous year's balance is transferred from surplus/deficit into Nation Reserves in the following year.

Non-cash movements

2. Depreciation / amortisation

	2021	2020
Depreciation and amortisation	95	119
Total	95	119

This represents the annual depreciation/amortisation on NETMA Assets which is calculated on a straight-line basis.

3. Increase / (decrease) in payables

	2021	2020
Payables to suppliers	(0)	(7)
Other payable	(673)	(197)
Total	(673)	(204)

The movement on payables in 2021 represents an decrease in the outstanding liabilities from 2020. The decrease in other payables is attributable to a lower lapsed credit value to be returned to nations in 2021 compared to the 2020 Statement of Budget Execution.

4. Increase / (decrease) in advances

	2021	2020
Advance contributions	452	(7,367)
Total	452	(7,367)

The movement in advance contributions in 2021 reflects the increase in the first Call for Funds for all Nations for 2022 over the first call for 2021. The closing 2020 balance reflects the revised treatment of unearned revenue and advances adjustments made in 2020.

5. Increase / (decrease) in other liabilities

	2021	2020
Operating lease liability	(160)	(160)
Total	(160)	(160)

This reflects the movement created by the operating lease liability explained at Note B8.

6. Increase / (decrease) in unearned revenue

	2021	2020
Unearned revenue	1,143	177
Total	1,143	177

Unearned revenue represents the excess of national contributions and miscellaneous revenue over expenditure on the NETMA program to date.

7. (Increase) / decrease in receivables

	2021	2020
National contributions	2,310	(2,921)
VAT	(17)	56
Other receivables	8	485
Total	2,301	(2,381)

The decrease in national contributions receivable is explained in Note B2, it relates to the value of national contributions called for the administration budget for 2021. The increase in VAT receivable relates to monies owed to the Agency from the German VAT office regarding VAT reclaimable expenditure in 2021. Other receivables relate to monies owed from NETMA Staff members.

*Cash flow from investing activities**8. Purchase of property plant and equipment / intangible assets*

	2021	2020
Asset additions	(27)	(66)
Total	(27)	(66)

Asset additions represents the expenditure relating to hardware, software and consultancy costs which met the required criteria for capitalisation in line with IPSAS 17 & 31. The 2021 addition is attributed to a single intangible asset.

E. Notes to Statement of Budget Execution

1. Budget analysis - 2021

	2021 Budget	2021 Expenditure
Chapter 1	39,522	38,877
Total	39,522	38,877

There was an underspend of €0.608M against the budget for 2021 due to lower than budgeted spend on salaried expenses, Allianz contributions, removal expenses and duty travel expenditure. The return of the lapsed credits will be agreed with nations in 2022.

	2021 Budget	2021 Expenditure
Chapter 2	3,054	2,839
Total	3,054	2,839

In 2021 for Chapter 2 NETMA spent 10% less than budget due to lower than expected maintenance costs together with canteen charges due to COVID-19 restrictions. The return of the lapsed credits will be agreed with nations in 2022.

	2021 Budget	2021 Expenditure
Chapter 3	5,257	4,416
Total	5,257	4,416

In 2021 for Chapter 3 NETMA spent 20% less than the approved budget. This was caused by lower than budgeted costs for IT Consultancy, as well as lower than budgeted IT procurements. Where applicable the return of the lapsed credits will be agreed with nations in 2022.

	2021 Budget	2021 Expenditure
Chapter 4	(91)	(104)
Total	(91)	(104)

In 2021 for Chapter 4 NETMA spent 15% less than the approved budget due to lower than expected bank charges. The return of the lapsed credits will be agreed with nations in 2022.

2. Reconciliation between Statement of Financial Performance and Statement of Budget Execution:

	2021
SCHEDULE 2: EXPENSES	46,207
- Change in manual accruals (Untaken Leave, IT Licences & Canteen)	96
- Asset additions less depreciation/amortisation	(69)
- Operating Lease Expense	160
CASH PAYMENTS	46,394
- Admin Recoveries	(115)
- Less: IT duty travel / SP Phone line / UK Exostar payments excl. from budget	(114)
PREDICTED BUDGET CASH PAYMENTS	46,165

F. Contingent Liabilities / Provisions

NETMA has no contingent liabilities or provisions.

G. Related Parties Disclosure

The key management personnel of NETMA have no significant related party relationships that could affect the operation of NETMA. Board members receive no remuneration and senior management is remunerated in accordance with the published NATO pay scales. Both do not receive loans that are not available to all staff.

H. Write-Off and Donations

In accordance with the NATO Financial Regulations, where a global statement of write-offs and donations shall be reported in the Annual Financial Statements NETMA can report that no items were submitted and approved for write-off/strike-off through the NETMA Internal Audit section in 2021 in accordance with NETMA delegated authorities. These write-offs/strike-offs are effected when items are deemed surplus to requirements, obsolete, damaged beyond economic repair or lost.

I. Morale and Welfare Activities (MWA)

In line with the requirements of C-M(2019)0099, the following disclosures regarding the MWA are made:

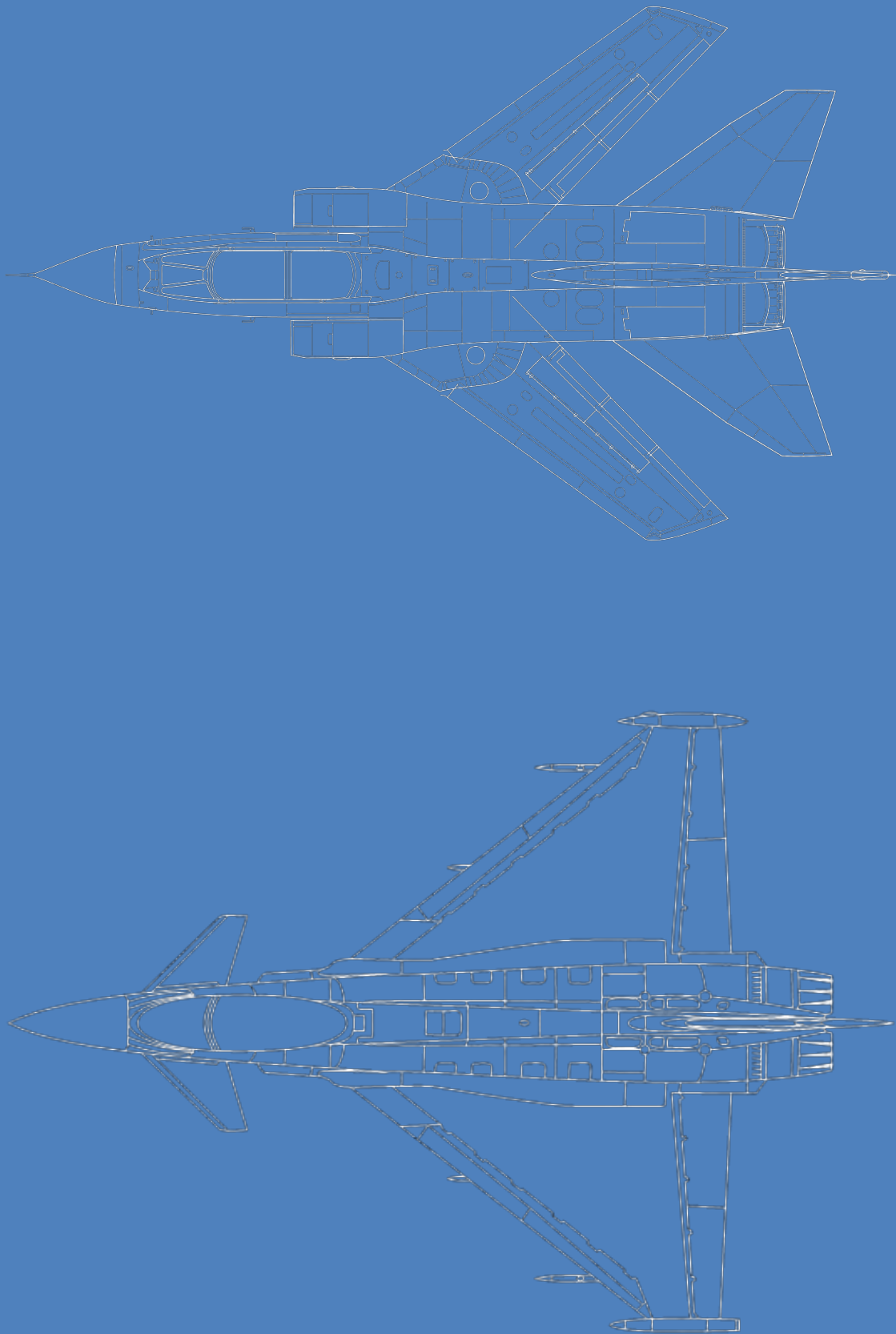
Cash and Cash Equivalents: €35,554.54

Liabilities: €0.00

Full-time equivalent personnel directly supporting MWA as of year-end: Zero

The statement of Internal Control within these Annual Financial Statements includes MWA activities.





North Atlantic Treaty Organization



NATO Medium Extended Air Defense System Management Organization in Liquidation



Financial Statements

For the year ended

31 December 2021

Serial # GM-5006-38056-OL

1. Table of Contents

A. Overview of NATO MEADS Management Organization’s Operations and Environment ..- 1 -

B. Statement of Financial Position.....- 4 -

C. Statement of Financial Performance.....- 5 -

D. Statement of Cash Flows.....- 6 -

E. Statement of Changes to Net Assets/Equity.....- 7 -

F. Notes to the Financial Statements- 8 -

G. Report of Management- 22 -

Annex I – Budget Execution.....- 1 -

Annex II: Budget Calls and Receipts- 1 -

A. Overview of NATO MEADS Management Organization's in Liquidation Operations and Environment

General description of the NATO MEADS Management Organization in Liquidation

The North Atlantic Treaty Organization (NATO) Medium Extended Air Defense System Management Organization (NAMEADSMO) is a NATO Development, Production and Logistics Organization (NPLO), a subsidiary body of NATO created by the North Atlantic Council with the "Charter of NAMEADSMO", documented at C-M(2005)0044-ADD1. Per virtue of the Section VII of the Charter, the organization comprises a Steering Committee (now called Board of Directors), and a NATO Agency whose headquarter is located in the United States of America.

NAMEADSMO shares the international characteristics of NATO and the jurisdictional autonomy by virtue of Article 4 of the Ottawa Agreement. NAMEADSMO was created to provide direction, coordination, and execution of all phases of the MEADS program as delineated by the participating Nations. The participating Nations (Participants) are Germany, Italy, and the United States of America.

On 4 April 2016, the Board of Directors (BoD) submitted a formal request to the North Atlantic Council (NAC) to place NAMEADSMO into Liquidation (NAMEADSMO i.L.). This request was approved and became effective on 1 July 2016.

NAMEADSMO i.L. is comprised of a BoD, composed of one representative from each of the Participants, and the Office of the Liquidator (OotL) which replaced the former NATO MEADS Management Agency (NAMEADSMA).

Consequently, NAMEADSMO i.L. and its staff are under the governance of the NATO Document C-M(66)9 which states in Article 1.b):

"Until the liquidation is completed, the provision of the Charter of the Production Organization will continue to apply to the Production Organization in Liquidation and its staff, insofar as nothing to the contrary results from the provisions of this document or from the purpose of the liquidation."

The liquidation phase for the MEADS program is financed with the "inherited" contributions received prior to the liquidation phase from participating Governments in accordance with the Financial Management Policy Document (FMPD) and in accordance with the terms stipulated in the Design and Development (D&D) Memorandum of Understanding (MoU). While some parts of the MoU expired on 22 April 2017, Section 19.7 provides application in perpetuity of the Sections "Equipment", "Disclosure and Use of Project Information", "Controlled unclassified Information, "Security", "Third Party Sales and transfers", "Liability and Claims" and "Amendment, Termination, Entry into Effect, and Duration".

The FMPD specifies the financial management policies and the funding schedule set for the MEADS D&D phase also applicable for the liquidation phase. It delineates the Participants' annual cumulative financial ceilings which are the basis for the NAMEADSMO i.L. annual budgets. The budgets consist of the Administrative and Operational Budgets. Germany, Italy and the USA (DEU/ITA/USA) percentage shares of the total contribution ceiling are 25.2%, 16.7% and 58.1% respectively, including a portion of non-financial contributions as defined in the FMPD. No further contribution by each Nation will occur during the liquidation phase. The total contribution ceilings for Germany and Italy for the Operational Budget (OB) were reached in 2013 and for the Administrative Budget (AB) in 2014. The USA will not reach their contribution ceilings for either budget as it was noted with BoD decision D14/08 that "no additional USA funds will be provided for the remainder of the MEADS program."

NATO UNCLASSIFIED

The cumulative D&D costs incurred until 31 December 2021 amounts to 2,607M US Dollars and 1,420M Euros.

The organization of the OotL changed from previous years. In 2021, the Office of the Liquidator is comprised of the position of a Liquidator (DEU) and a Business Financial Manager (DEU)/acting Financial Controller (DEU). In addition, the agency has one consultant under contract supporting the agency in the close out effort.

NAMEADSMO i.L. has no liens or encumbrances on the agency's assets.

NAMEADSMO i.L. has given no guarantees to third parties.

NAMEADSMO i.L. is located in Huntsville, Alabama, USA.

Role of the Office of the Liquidator

Beginning 01 July 2016, the Office of the Liquidator (OotL) is the successor of NAMEADSMA. OotL is responsible for the planning, execution, and overall management of the liquidation of the program with the goal to complete the ongoing effort, safeguard the development results and accomplish a successful close-out.

Main responsibility of the OotL is the close out of contracts of the MEADS program. In addition, as per direction of the BoD, the OotL amends existing contracts or awards new ones. It also provides support and information/data to the BoD, the National Product Offices, Industry, and national price audit agencies.

The OotL inherited all existing contracts awarded by the (former) NATO Agency NAMEADSMA throughout the D&D phase.

Contract legacy with NAMEADSMA can be explained as follows:

- The Prime Contract with MEADS International (MI), the prime contractor, was definitized on 31 May 2005. The main D&D phase and MI main contract effort were completed on 31 December 2014 while "Data Archival" of all development documentation (drawings, reports, test results, etc.) and the distribution of the development residual material lasted throughout 2016-2017. It is now completed. Remaining contractual and administrative close-out activities and price audits will be carried out prior final settlement.
- Ancillary contracts were also part of the business transferred to the OotL. Lockheed Martin was engaged in a cooperative agreement for the realization of a Low Frequency Sensor (LFS). The MBDA joint venture EuroMEADS was retrofitting one of the two Multifunction Fire Control Radars (MFCR). MBDA-DEU received a contract to fulfill a non-common requirement regarding German Maturation Activities funded by Germany only. MEADS LLC had been providing support services for the D&D effort to the Agency by conducting independent technical analyses of the MEADS Program system level performance, systems engineering activities, design, development, integration, fabrication, test, producibility, logistic, and programmatic activities. All ancillary contracts are completed. The LFS and MFCR#1 contract are currently under final price audit.

NATO UNCLASSIFIED

NATO UNCLASSIFIED

- Bailment agreements were awarded in order to preserve German and Italian hardware in the USA and in Italy. In both cases the owners of the equipment (Germany and Italy) decided the final disposition of the hardware. Both agreements/efforts are now completed.

Compliance with Financial Regulations

NAMEADSMO i.L. follows standardized rules and regulations approved by the NAC. Specifically, NAMEADSMO i.L. adheres to the NATO Financial Regulations (NFRs) and Financial Rules and Procedures (FRPs) and to the NATO Civilian Personnel Regulations (CPRs). Since the financial management of NAMEADSMO i.L. is separate and distinct from those of the International Staff or other NATO entities, NAMEADSMO i.L. also follows the NAMEADSMO Financial Rules and Regulations (FRRs), as approved by the NAMEADSMO BoD. If a conflict between the NFR/FRP and NAMEADSMO FRRs arises, the most recent NATO NFR/FRP will prevail.

Note that the BoD decided with decision D22/03 that the Liquidator has the discretion to modify processes and regulations of the NAMEADSMO FRR and Operating Instructions (OIs) to accommodate the OotL organization and requirements, as long as these modifications are compliant with the NFR.

NAMEADSMO i.L.'s mission, strategies and how they relate to its Financial Position, Financial Performance and Cash Flows

NAMEADSMO i.L. does not have any objectives and strategies in relation to its financial position, performance, and cash flows other than to have enough funding available to cover its administrative and operational costs. This is done while acting in the best interest of the three participating Nations within the mission established by the NAMEADSMO Charter and the D&D MoU objectives, in accordance with guidance received from the BoD.

Risks and Uncertainties that affect NAMEADSMO i.L.'s Financial Position and Performance

NAMEADSMO i.L.'s performance is based on the MEADS program results and deliveries that can be achieved with the resources spent. The financial position of NAMEADSMO i.L. is not affected by any significant risk as the MEADS program comes to an end.

Assets/Liabilities in regard of other NATO bodies

NAMEADSMO i.L. does not have any assets or liabilities in respect of other NATO entities.

B. Statement of Financial Position

as at 31 December 2021
(in US Dollars)

	Notes	2021	2020 Restated
Assets			
<i>Current Assets</i>			
Cash and Cash Equivalents	2	7,175,577	7,793,078
Receivables	3	-	1,599
Prepayments	4	-	-
		<u>7,175,577</u>	<u>7,794,678</u>
<i>Non-Current Assets</i>			
Property, Plant and Equipment	5	-	-
Total Assets		<u>7,175,577</u>	<u>7,794,678</u>
Liabilities			
<i>Current Liabilities</i>			
Accounts Payable and Accruals	6	22,702	40,717
Deferred Revenue and Liability to Nations	7	7,152,875	7,753,960
		<u>7,175,576</u>	<u>7,794,678</u>
Total Liabilities		<u>7,175,577</u>	<u>7,794,678</u>

C. Statement of Financial Performance

for the year ended 31 December 2021
(in US Dollars)

	Notes	2021	2020
Revenue	10		
Operational		-	-
Administrative		592,251	824,010
Total Revenue		592,251	824,010
Expense	11, 12, 13, 14		
Operational		-	-
Administrative		592,251	824,010
Total Expense		592,251	824,010
Net Result for the Year		-	-

D. Statement of Cash Flows

for the year ended 31 December 2021
(in US Dollars)

	<u>2021</u>	<u>2020</u>
<i>Operational Budget</i>		
Cash Paid to Contractors	(580)	(184,894)
Other Cash Receipts	-	305,458
Total Operational Budget	(580)	120,564
<i>Administrative Budget</i>		
Other Cash Receipts	1,849	66,481
Cash Paid to Suppliers and Employees	(610,266)	(816,253)
Total Administrative Budget	(608,417)	(749,772)
Total Cash Flows from Operating Activities	(608,997)	(629,208)
Total Cash Flows from Investing Activities	-	-
Total Cash Flows from Financing Activities	-	-
Net Increase/Decrease in Cash	(608,997)	(629,208)
Effect of Exchange Rate Changes on Cash and Cash Equivalents	(8,505)	10,948
Cash at Beginning of Period	7,793,078	8,411,338
Cash at End of Period	7,175,576	7,793,078

E. Statement of Changes to Net Assets/Equity

for the year ended 31 December 2021
(in US Dollars)

	Capital assets	Reserves	Accumulated surplus/deficit	Total
Balance at the end of the period 1Jan - 31 Dec 2019	-	-	-	-
Net gains/(losses) recognised directly in net assets/equity	-	-	-	-
Surplus/(deficit) for the period	-	-	-	-
Change in net assets/equity for the year ended 31 Dec 2020	-	-	-	-
Balance at the end of the period 1 Jan - 31 Dec 2020	-	-	-	-
Net gains/(losses) recognised directly in net assets/equity	-	-	-	-
Surplus/(deficit) for the period	-	-	-	-
Change in net assets/equity for the year ended 2021	-	-	-	-
Balance at 31 December 2021	-	-	-	-

F. Notes to the Financial Statements

The notes form an integral part of these financial statements.

Note 1. Significant Accounting Policies

Basis of preparation

The financial statements of NAMEADSMO i.L. have been prepared on the accrual basis of accounting in accordance with the NATO Accounting Framework (NAF) as adopted by the North Atlantic Council (NAC). The NAF is an adaptation of the International Public Sector Accounting Standards (IPSAS).

The application of the NATO accounting framework has had no material impact on the disclosures or on the amounts recognised in the NAMEADSMO i.L. financial statements.

The financial statements comply with the accounting requirements of the NFR and FRP and the relevant NAMEADSMO FRR. They are prepared on a non-going concern basis in consideration of the decisions taken by the Participants.

With the development coming to an end and with none of the participating Nations continuing this MEADS Program, in 2012 the NAMEADSMO BoD requested a plan for the orderly transition to close-out the Agency by mid-2014. Subsequently, in June 2014 the BoD approved a new plan to initiate the liquidation of the entity on 1 February 2015. In the end, the BoD submitted a formal request to the NAC to place NAMEADSMO into Liquidation on 4 April 2016. This request was approved and became effective on 1 July 2016. Consequently, NAMEADSMO became “NAMEADSMO in Liquidation”, headed by the Liquidator who is supported by a small staff also referred to as “Office of the Liquidator”.

Accounting as Procurement Agent

According to the IPSAS Preface, IPSASs are converged with International Financial Reporting Standards (IFRSs) issued by the International Accounting Standards Board (IASB) by adapting them to public sector context where appropriate.

The only IPSAS that specifically refers to Principals and Agents, is IPSAS 9 which provides guidance on how Principals and Agents should account for ‘Revenue from exchange transactions’.

IFRS 15 defines a Principal as the party that controls the goods or services before they are transferred to customers and defines an Agent as the party that arranges for the goods or services to be provided by another party without taking control over those goods or services.

In accordance with paragraphs B.35 and B.36 of IFRS 15, a Principal recognises revenue and expenses in gross amounts, whereas an Agent recognises only fees or commissions, even if gross cash flows go through the Agent.

NAMEADMO i.L. is responsible for the planning, execution and overall management of the liquidation of the program with the goal to complete the ongoing effort, safeguard the development results and accomplish a successful closeout on behalf of its member.

NATO UNCLASSIFIED

NAMEADSMA/NAMEADSMO i.L. – OotL has been acting as a procurement agent in respect of its operations since it does not control a good or service before it is transferred to the customer. As such the agency does not have:

- Primary responsibility for fulfilling the promise to provide the specified good or service
- Inventory risk
- Discretion in establishing the price for the specified good or service

The Agency was created for the sole purpose of designing MEADS on behalf of Germany, Italy and the United States and consequently has been carrying out the acceptance of goods and services on behalf of the participating Nations. All assets are owned, controlled, and operated by the three Nations.

The running costs of the Agency are reimbursed via the Administrative Budget. Therefore, the operational revenue and expenses are not recognised throughout these financial statements.

Accounting estimates and judgments

In accordance with NAF, the financial statements necessarily include amounts based on estimates and assumptions made by management and based on historical experience as well as on the most reliable information available. In exercising the judgments to make the estimates, a degree of caution was included in light of the principle of prudence in order not to overstate assets or revenue or understate liabilities or expenses.

The estimates and underlying assumptions are reviewed on an ongoing basis. These estimates and assumptions affect the amounts of assets, liabilities, revenue, and expenses reported. By their nature, these estimates are subject to measurement uncertainty. The effect of changes to such estimates and assumptions in future periods are not likely to be significant to the financial statements.

Changes in accounting policy

The same accounting policies are applied within each period and from one period to the next, unless a change in accounting policy meets one of the criteria set in NAF/IPSAS 3. For the 31 December 2021 financial statements, the accounting policies have been applied consistently throughout the reporting period.

Restatements

NAMEADSMO i.L. restated balances. In line with IFRS 15, a Principal recognizes revenue and expenses in gross amounts, whereas an Agent recognizes only fees or commissions, even if gross cash flows go through the Agent.

Given that NAMEADSMO does not recognize any expenses in relation to OB expenditure, it no longer has any accruals in relation to the OB expenditure either. Payables in relation to the OB therefore only contain those invoices with an invoice date in the reporting year which remain unsettled at the period end date. Accruals previously shown in relation to OB expenditure, have now been presented as a Liability to Nations.

Changes in pronouncements

Some new standards, alignments, updates, amendments of standards and interpretations were issued. The adoption of or updates to these below-mentioned standards will not have a material impact on the financial statements of the agency.

IPSAS	Name	Effective date for periods beginning on or after
IPSAS 41	Financial Instruments	01 January 2023
IPSAS 42	Social Benefits	01 January 2023
IPSAS 36 and IPSAS 41	Long-term Interests in Associates and Joint Ventures (Amendment to IPSAS 36) and Prepayment Features with Negative Compensation (Amendment to IPSAS 41)	01 January 2023
IPSAS 19	Collective and Individual Services (Amendments to IPSAS 19)	01 January 2023
IPSAS	Improvements to IPSAS, 2019	01 January 2023
IPSAS 41	Non-Authoritative Amendments to IPSAS 41	01 January 2023
IPSAS 41	Non-Authoritative Amendments to IPSAS 41	01 January 2023
IPSAS 5	Amendments to IPSAS 5, Borrowing Costs – Non-Authoritative Guidance	No effective date
Improvement to IPSAS	General improvements and IFRS alignment improvements to IPSAS 2021	01 January 2023
IPSAS 43	Leases	01 January 2025

Foreign Currency

These financial statements are presented in US Dollars (USD), which is NAMEADSMO i.L.’s reporting currency. EURO (€) currency transactions are translated into USD at the average monthly NATO exchange rates, with the exception of foreign exchange transactions, which are converted at the daily exchange rate. Monetary assets and liabilities denominated in EURO at period-end are translated into USD using the NATO exchange rates applicable at 31 December 2021.

All EURO transactions related to the budget are converted into equivalent USD (EUSD) at the MoU exchange rate of 1.19.

For transparency, Note 14 explains in more detail the Effect of Exchange Rate Changes on Cash and Cash Equivalents.

Financial Instruments disclosure/presentation

NAMEADSMO i.L. uses only non-derivative financial instruments as part of its normal operations. These financial instruments include cash and cash equivalents, accounts receivable, provisions and liabilities. Financial instruments are recognized in the Statement of Financial Position at fair value.

Financial risk factors

NAMEADSMO i.L. is minimally exposed to a variety of financial risks, including credit, liquidity, and currency risks.

a. Credit risk

The OotL holds current bank account balances with registered banking institutions in the USA and Germany. Wells Fargo (USA) and Sparkasse (Germany) have a very low long-term credit risk rating. In accordance with Fitch, the following bank deposit ratings assigned (as of the date of the submittal of these Financial Statements):

- Wells Fargo Bank: AA-/F1+
- Sparkasse Koblenz: A+/F1+

b. Liquidity risk

The OotL does not expect to encounter any difficulty in meeting obligations associated with financial liabilities. There is limited exposure to liquidity risk because of the budget mechanism that guarantees funds for the total approved budget.

c. Currency risk

The OotL continues to operate on the contributions received in prior years from the Participants in USD (\$) and EURO (€), based on the FMPD. Generally, expenses are paid in the same currency as the receipts. For the Operational Budget, in the past total obligations for each currency may not have matched the available resources in the same currency, yielding some foreign exchange risk from fluctuations in currency rates. Consequently, the BoD authorized foreign exchange money market operations, if necessary, to maintain adequate funding level in each currency to hedge this risk (decision D15/09). As of 2021 the Operational Budget holds enough resources in the same currency and therefore yielding no longer foreign exchange risk.

The exposure of financial instruments to foreign currency exchange risk associated with the Administrative Budget is insignificant as contributions and expenditure are made in USD only.

Revenue and Expense Recognition

Revenue comprises contributions from Participants to fund the entity's budgets. Revenue is recognized to the extent that it is probable that the economic benefits will flow to the entity and the revenue can be measured reliably. The revenue recognition is matched with the recognition of expenses.

Administrative Budget

Administrative Budget contributions fund the costs of NATO contract personnel and the goods and services to be rendered toward the performance of tasks to be executed by NAMEADSMO i.L. over an agreed period of time. Contributions are initially recorded as deferred revenue liabilities. They are recognized as revenue in the statement of financial performance when such contributions are used for their intended purpose as estimated in the Administrative Budget.

NATO UNCLASSIFIED

Operational Budget

The entity's contracts are with the private sector utilizing *cost-plus fixed fee* contract. The operational revenue and expenses are not recognised since the entity is considered an agent in respect of its operations.

Budget Execution

Total budgetary resources are comprised of assessed contributions from the Participants.

The budgets are Administrative (costs for agency personnel, supplies and services, furnishings and equipment), and Operational (costs associated with the MEADS system development and ancillary contracts). Costs are further categorized by chapters, items and sub-items within the separate budgets. In accordance with NFR Art. 34.4, a Budget Execution Statement (BES) is presented in Annex I.

There has not been a change in the execution of the BES compared to the previous accounting period for transparency and disclosures to readers. The BES is prepared on an accrual basis of accounting.

Cash Flow Statements

NAMEADSMO i.L. has elected to use the direct method of presentation in these financial statements, in accordance with NAF.

Financial Assets

The financial assets are cash and cash equivalents, accounts receivable and prepayments. They are measured at fair value. Bank deposits denominated in foreign currencies are translated to reporting currency at the closing date NATO exchange rate. Changes in fair value are recognized in the Statement of Financial Performance

Financial Liabilities

The financial liabilities are accounts payable and accruals, and advances and deferred revenue and liability to Nations. They are measured at fair value. Changes in fair value are recognized in the Statement of Financial Performance. As consequence of the 1 July 2016 transition into liquidation, all NAMEADSMO assets and liabilities were subsumed into NAMEADSMO i.L. assets and liabilities.

Receivables

Amounts receivable are stated at fair value in the Statement of Financial Position. No provision for doubtful debts is necessary as all receivables are deemed to be collectible.

Prepayments

Advance payments to vendors are reflected as prepayments in the Statement of Financial Position.

Accounts Payable and Accruals

Accounts Payable represent amounts for which goods and/or services, supported by an invoice, have been received by period-end but which remain unpaid. Accruals represent amounts for goods and/or services rendered by period-end but are not yet supported by an invoice at period-end.

Deferred Revenue and Liability to Nations

Deferred revenue represents contributions from Participants and/or third parties for the Administrative Budget that have been called for, in prior years' budgets but that have not yet been recognized as revenue.

Liability to Nations refers to contributions from Participants and/or third parties for the Operational Budget that have been called for, in prior years' budgets but that have not yet been returned back to the Nations.

Property, Plant and Equipment (PP&E)

PP&E is reported in the financial statements in accordance with internal policy guidance for Property, Plant and Equipment for the Administrative Budget. No changes occurred with the criterion adopted by former NAMEADSMA's internal policy guidelines. PP&E is recognized in accordance with the criteria relating to control outlined in the NATO Accounting Framework.

After recognition as an asset, an item of PP&E is carried at its historical cost less any accumulated depreciation. Total cost consists of the asset purchase price plus any installation costs for bringing the asset to working condition for its intended use.

As allowed under the NATO Accounting Framework, NAMEADSMO i.L. uses capitalization thresholds based on its activities and size. These thresholds are lower than the agreed NATO thresholds in the framework.

NAMEADSMO i.L. uses the straight-line method of depreciation (calculated by dividing the cost equally over the asset's useful life) with a half-year rule to recognize assets with six months depreciation in the first year regardless of the date the asset was received. The half-year rule treats all property acquired during the year as being acquired exactly in the middle of the year. This means that only half of the full-year depreciation is allowed in the first year, with the remaining balance being deducted in the final year of the depreciation schedule, or the year that the property is disposed.

The estimated useful lives for asset classes applicable to NAMEADSMO i.L. are listed in the table below:

Asset Class	Depreciation Method	Useful Life Years	Capitalization Threshold Dollars (\$)	Notes
Leasehold Improvements	Straight-Line	40	65,000	Major Building Renovations
Furniture & Fixtures	Straight-Line	10	1,000	Per item cost
Communication Systems	Straight-Line	3	1,000	Per item cost
Automated Information Systems	Straight-Line	3	1,000	Per item cost
Major Software	Straight-Line	3	65,000	Acquired Externally

Note that for some items the useful life is longer than the estimated life of the Agency. The depreciation expense was adjusted in 2012 and again in 2013 to the estimated expected end of the life of the agency. The final year of depreciation for all remaining NAMEADSMO assets was 2015. Consequently, everything acquired by the NAMEADSMO i.L. - OotL, starting 01 July 2016, is fully expensed.

NATO UNCLASSIFIED

Intangible Assets

NAMEADSMO i.L. does not have any intangible assets.

Retirement benefit plans: NATO Defined Contribution Pension Scheme (DCPS)

Contributions to the NATO defined contribution pension scheme are charged to the Statement of Financial Performance in the year to which they relate. NAMEADSMO i.L. is not directly exposed to any liabilities that may arise on the scheme and has no control over the assets of the scheme. The assets and liabilities for the NATO Pension Schemes are accounted for centrally by NATO International Staff (IS).

Retirement benefit plans: NATO Defined Benefit Scheme

Contributions to the NATO defined benefit scheme are charged to the Statement of Financial Performance in the year to which they relate. NAMEADSMO i.L. is not directly exposed to any liabilities that may arise on the scheme and has no control over the assets of the scheme. The assets and liabilities for the NATO Pension Schemes are accounted for centrally by NATO IS.

Provisions

Provisions are recognized when the entity has a legal or constructive obligation as a result of a past event, and where it is probable that an outflow of resources will be required to settle the obligation, and where a reliable estimate of the amount of the obligation can be made.

Contingent Liabilities

Contingent liabilities are possible obligations arising from past events whose existence will only be confirmed by the occurrence or non-occurrence of one or more uncertain future events which are not wholly within the control of NAMEADSMO i.L..

Reserves and Net Assets

NAMEADSMO i.L. operates on a “no profit, no loss” basis. As such, it does not have net assets; any surplus gained in the year becomes payable to the Participants while any deficit becomes a receivable from the Participants.

Comparative Figures

The reporting period for the current financial statements of 12 months, is the same as the reporting period for the previous financial statements (01 Jan - 31 Dec 2020). Comparative amounts for related notes are therefore comparable.

NATO UNCLASSIFIED

Note 2. Cash and Cash Equivalents**2021:**

	GE EURO	GE USD	IT EURO	IT USD	US USD	TOTAL
Operational	91,501	-	-	-	4,609,960	4,712,652
Administrative	-	18,651	-	5,136	2,439,138	2,462,925
TOTAL	91,501	18,651	-	5,136	7,049,098	7,175,577

The agency's cash includes deposits which are held in non-interest-bearing current bank accounts in immediately available funds. Current bank accounts are held in USD (\$) and Euro (€) currencies.

2020:

	GE EURO	GE USD	IT EURO	IT USD	US USD	TOTAL
Operational	91,989	-	-	-	4,609,960	4,721,736
Administrative	-	19,991	-	5,136	3,046,215	3,071,342
TOTAL	91,989	19,991	-	5,136	7,656,175	7,793,078

The cash holdings of USD 4,609,960 for the operational account include a return of funding in 2020 in the amount of USD 305,458 for de-obligated funds for the Foreign Military Sales case implemented in 2014.

Note 3. Receivables**2021:**

There are no accounts receivable as at 31 December 2021.

2020:

	GE EURO	GE USD	IT EURO	IT USD	US USD	TOTAL
Operational						
Contract Receivables		-		-		-
Total Operational	-	-	-	-	-	-
Administrative						
Miscellaneous					1,599	1,599
Total Administrative		-		-	1,599	1,599
TOTAL	-	-	-	-	1,599	1,599

Note 4. Prepayments**2021:**

There are no prepayments as at 31 December 2021.

2020:

There were no prepayments as at 31 December 2020.

Note 5. Property, Plant and Equipment

The gross carrying amount and the accumulated depreciation at the beginning and end of the period can be seen in the table below. A reconciliation of the carrying amount at the beginning and end of the period is also displayed.

NATO UNCLASSIFIED

NATO UNCLASSIFIED

	Furniture & Fixtures		Communication Systems		Automated Information Systems		Major Software		Total	
Reporting Period	Jan-Dec 2021	Jan-Dec 2020	Jan-Dec 2021	Jan-Dec 2020	Jan-Dec 2021	Jan-Dec 2020	Jan-Dec 2021	Jan-Dec 2020	Jan-Dec 2021	Jan-Dec 2020
Gross Carrying Amount, opening	6,395	6,395	-	-	13,274	13,274	-	-	19,669	19,669
Additions	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Disposals	(1,894)	-	-	-	-	-	-	-	(1,894)	-
Loss on Disposals	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Gross Carrying Amount, closing	4,501	6,395	-	-	13,274	13,274	-	-	17,775	19,669
Accumulated Depreciation, opening	6,395	6,395	-	-	13,274	13,274	-	-	19,669	19,669
Depreciation	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Disposals	(1,894)	-	-	-	-	-	-	-	(1,894)	-
Accumulated Depreciation, closing	4,501	6,395	-	-	13,274	13,274	-	-	17,775	19,669
Net Carrying Amount	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-

Additionally, the entity has several non-capitalized items of Property, Plant and Equipment, acquired before 2013. These are maintained in the disposition of the Entity. In accordance with the NATO Accounting Framework (C-M(2016)0023), which requires for these items to provide the type of inventories, locations and approximate number of these items held per asset category, the table below is disclosed:

Furniture & Fixtures	Automated Information System	Communication Systems	Leasehold Improvements	Major Software	Total
36	5	0	0	0	41

These items are located at the Office site – 620 Discovery Dr. – BLDG 1 – Suite 110 – Huntsville (AL).

Note 6. Accounts Payable and Accruals

2021:

	GE EURO	GE USD	IT EURO	IT USD	US USD	TOTAL
Operational						
Accrued Expenses	-	-	-	-	-	-
Total Operational	-	-	-	-	-	-
Administrative						
Accounts Payable	-	-	-	-	-	-
Accrued Expenses	-	58	-	-	22,644	22,702
Total Administrative	-	58	-	-	22,644	22,702
TOTAL	-	58	-	-	22,644	22,702

Payables to contractors and suppliers include invoices received from suppliers but not yet paid and estimated accrued expenses.

NATO UNCLASSIFIED

2020 Restated:

	GE EURO	GE USD	IT EURO	IT USD	US USD	TOTAL
Operational						
Accrued Expenses	-	-	-	-	-	-
Total Operational	-	-	-	-	-	-
Administrative						
Accounts Payable	-	-	-	-	-	-
Accrued Expenses	-	62	-	-	40,654	40,716
Total Administrative	-	62	-	-	40,654	40,716
TOTAL	-	62	-	-	40,654	40,716

Prior to the restatement the amount recognized as Operational Accrued Expenses in US USD for the year 2020 was 27,689. Given that NAMEADSMO i.L. does not recognize any expenses in relation to OB expenditure, it no longer has any accruals in relation to OB expenditure either.

Note 7. Deferred Revenue and Liability to Nations**2021:**

	GE EURO	GE USD	IT EURO	IT USD	US USD	TOTAL
Operational						
Liability to Nations	91,501	-	-	-	4,609,960	4,712,651
Total Operational	91,501	-	-	-	4,609,960	4,712,651
Administrative						
Deferred Revenue	-	18,594	-	5,137	2,416,493	2,440,223
Total Administrative	-	18,594	-	5,137	2,416,493	2,440,223
TOTAL	91,501	18,594	-	5,137	7,026,452	7,152,875

Deferred revenue and Liability to nations include uncommitted funds and lapses. All remaining funds, if any, will be returned to the respective national treasuries prior to the dissolution of the agency.

2020 Restated:

	GE EURO	GE USD	IT EURO	IT USD	US USD	TOTAL
Operational						
Liability to Nations	91,989	-	-	-	4,609,960	4,721,735
Total Operational	91,989	-	-	-	4,609,960	4,721,735
Administrative						
Deferred Revenue	-	19,929	-	5,137	3,007,158	3,032,225
Total Administrative	-	19,929	-	5,137	3,007,158	3,032,225
TOTAL	91,989	19,929	-	5,137	7,617,118	7,753,960

Prior to the restatement the amount recognized as Liability to Nations in US USD for the year 2020 was 4,582,270. Accruals previously shown in relation to OB expenditure, have now been presented as a Liability to Nations. The amount of USD 4,609,960 under Liability to Nations includes a 2020 return of funding in the amount of USD 305,458 for de-obligated funds for the Foreign Military Sales case implemented in 2014.

Note 8. Other Current Liabilities**2021:**

There are no other current liabilities as the banks ceased to yield interest on the cash balances for the period 01 Jan – 31 Dec 2021.

2020:

There are no other current liabilities as the banks ceased to yield interest on the cash balances for the period 01 Jan – 31 Dec 2020.

NATO UNCLASSIFIED

Note 9. Provisions and Contingent Liabilities

The OotL does not have any provisions or contingent liabilities to report.

Note 10. Revenue**2021:**

	GE EURO	GE USD	IT EURO	IT USD	US USD	TOTAL
Operational	-	-	-	-	-	-
Administrative	-	1,336	-	-	590,915	592,251
TOTAL	-	1,336	-	-	590,915	592,251

The operational revenue is not recognised since the entity is considered an agent in respect of its operations.

2020:

	GE EURO	GE USD	IT EURO	IT USD	US USD	TOTAL
Operational	-	-	-	-	-	-
Administrative	-	5,838	-	-	818,172	824,010
TOTAL	-	5,838	-	-	818,172	824,010

Note 11. Expenses**2021:**

	GE EURO	GE USD	IT EURO	IT USD	US USD	TOTAL
Operational	-	-	-	-	-	-
Total Operational	-	-	-	-	-	-
Administrative	-	-	-	-	-	-
Personnel	-	-	-	-	529,626	529,626
Operating	-	1,336	-	-	61,289	62,625
Total Administrative	-	1,336	-	-	590,915	592,251
TOTAL	-	1,336	-	-	590,915	592,251

The operational expenses are not recognised since the entity is considered an agent in respect of its operations.

2020:

	GE EURO	GE USD	IT EURO	IT USD	US USD	TOTAL
Operational	-	-	-	-	-	-
Total Operational	-	-	-	-	-	-
Administrative	-	-	-	-	-	-
Personnel	-	-	-	-	745,673	745,673
Operating	-	5,838	-	-	72,500	78,338
Total Administrative	-	5,838	-	-	818,172	824,010
TOTAL	-	5,838	-	-	818,172	824,010

Note 12. Personnel Expenses

The figures disclosed below represent the costs of NATO personnel including salary, allowances, complementary insurance, and pension plan contributions. The amount for Personnel Expense in Note 11 is greater than the employee benefits expense defined in this note because Note 11 includes all Chapter 1 budget Personnel items such as recruitment/separation, home leave, contractor personnel expense, etc.

NATO UNCLASSIFIED

NATO UNCLASSIFIED

	31 Dec 2021 (2 people for 12 months)	31 Dec 2020 (3 people for 12 months)
Employee Benefits Expenses	449,169	642,619
Post Employment Benefits	16,850	30,979

The OotL does not accrue untaken leave. In accordance with CPR Article 42.3, untaken leave must be taken within the allowed time period or will be forfeited.

The OotL does not have any termination benefits. The Agency has only seconded personnel under NATO personnel contracts.

NATO Pension Schemes are accounted for centrally at NATO Headquarters and therefore are not recognized in these financial statements. NATO IS manages these systems centrally on behalf of the other NATO entities.

Note 13. Leases

The OotL has two operational leases. One lease is for an office space with the JU Huntsville CRP III Owner, LLC, which currently terminates on 31 August 2021 but will be extended through 31 December 2022 to reflect the BoD decision to extend the office through the end of 2022. The obligated base lease payments from 01 January through 31 December 2021 amount to USD 39,074. In addition, the OotL pays operating expenses in the amount of USD 408 per month. The base costs from 01 January through 31 August 2021 will total USD 27,969 plus USD 200 monthly operating expenses. Costs for 01 September through 31 December 2022 have yet to be determined.

The other operational lease is for a printer for the office which went into effect on 01 October 2020. The contract lease charge is in the amount of USD 50 per month (USD 600 for the year 2021) and the contract base rate in the amount of USD 22.50 per month (USD 202.50 for 01 Jan – 30 Sep 2021) and USD 24.75 per month (USD 74.25 for 01 Oct -31 Dec 2021).

The OotL does not have any financial leases.

Note 14. Effect of Foreign Exchange Rates Changes on Cash and Cash Equivalents

The total effect is separately disclosed in the Statement of Cash Flow. The nature of exchange differences and how they are calculated is shown in the table below:

	Euro	Year-end Rate 2020 (1.21510)	Avg monthly NATO ER	Year-end Rate 2021 (1.12230)	Effect of FX Rate in EUSD
<i>Opening Balance</i>	91,989	111,776		103,239	(8,537)
<i>Contractors Exp.</i>	(488)		(580)	(548)	32
Total Balance	91,501				
Effect on FX					(8,505)

NATO UNCLASSIFIED

NATO UNCLASSIFIED

Note 15. Draw Down of Operations**Operational:**

After the completion of all operational effort in November of 2020 (legacy effort from D&D program plus safe keeping effort during liquidation phase) the OotL continues to support national requirements (e.g., price audits, information requests) and the close out of contracts.

In the beginning of 2020, the prime contractor MI announced a delay in their ability to close out contracts which was later on even more impacted by the ongoing pandemic. At the end of March 2021, OotL received a proposal for the conversion of MEADS D&D into a firm fixed price which would have closed out the open CLIN on the prime contract. If it had been accepted, it would have been likely that approximately USD 1.4M in funds could be de-obligated. This proposal expired in November 2021. Instead, Germany requested in November 2021 price audits for the D&D Contract in the USA and Italy in addition to the already ongoing price audit in Germany.

The MFCR#1 contract is still under price investigation. The close out is pending, awaiting the outcome of a price audit requested by Nations.

In October 2016, NAMEADSMO i.L. – OotL awarded a bailment agreement with Lockheed Martin Syracuse on behalf of the German government

Under this agreement, industry was in possession of the property and responsible for all loss or damage of it during the bailment and until the end of the agreement. The value of the assets was approximately USD 2.642M. In April 2018, this Bailment was subsumed under CLIN006 of the LFS Cooperative Agreement. In March 2020, the hardware was transferred to DEU National contract (and CLIN 006 completed). The LFS contract is completed and still undergoing a price audit requested by Nations. The audit is currently scheduled to end May 2022.

In March 2017, NAMEADSMO i.L. – OotL awarded a bailment agreement with Leonardo SpA on behalf of the Italian government as well. The value of the assets was approximately €2.658M (USD 2.98M at year-end rate 2021). ITA directed the OotL to have Leonardo SpA abandon these items in place in November of 2020. The contract was closed out in May 2021.

All other operational effort is completed and closed out.

Administrative:

Parallel to closing down the operational part of the agency, the OotL continues the liquidation effort on the administrative side as well. This includes but is not limited to resolving open security matters, dismantling of the office, archiving materials, etc).

Un-obligated funds will be continued to be used for administrative expenses of the OotL. Unused funds will be returned to Nations.

Note 16. Write-Off

In accordance with the NFRs Article 17 and the NAMEADSMO FRR Section VIII, 127, 1 capitalized item was written off in 2021. The gross carrying amount was \$1,894 and the net book value was zero. This asset related to office furnishings.

NATO UNCLASSIFIED

NATO UNCLASSIFIED

Note 17. Employee Disclosure

During 2021, there was no government personnel from the USA detailed to the agency.

Note 18. Related Parties

The OotL is under direct control of NAMEADSMO i.L.'s Board of Directors.

The key management personnel of the OotL and the BoD have no related party relationships that could affect the operation of this reporting entity. Board members receive no remuneration, and the Liquidator is remunerated in accordance with the published NATO pay scales. Neither receives loans that are not available to all staff.

NATO IS, who deals with NATO pensions on behalf of other NATO entities, is a related party due to the OotL's pension plans being handled centrally at NATO HQ. NATO IS performed administrative support services for the OotL in 2021. No fees were charged to OotL for the period ending 31 December 2021.

During 2021, there is one key management personnel - the Liquidator. The aggregate remuneration of key management personnel includes salary, allowances, and complementary insurances and was as follows for the period 01 Jan – 31 Dec 2021:

	31 Dec 2021 (1 person 12 months)	31 Dec 2020 (1 person 12 months)
Aggregate Remuneration	262,879	258,663

Note 19. Representation Allowance

There were no qualifying officials to receive Representation Allowance in 2021.

Note 20. Events after the Reporting Date

The price audit for the Italian portion of the MFCR#1 contract was finished at the beginning of February 2022.

In September of 2021 the OotL was extended through 31 August 2022. At the end of February 2022 the BoD extended the OotL's staff contracts until 31 December 2022.

Otherwise, there have been no other events between the reporting date and the date the financial statements are issued that would affect the amounts recognized in these financial statements.

NATO UNCLASSIFIED

G. Report of Management

The North Atlantic Treaty Organization (NATO) Medium Extended Air Defense Missile System Management Organization in Liquidation's (NAMEADSMO i.L.) Financial Statements have been prepared in accordance with the NAF as adopted by the NAC. The NAF is an adaptation of the IPSAS. The Agency's system of internal financial control is designed to provide reasonable assurance regarding the reliability of financial reports and the preparation of financial statements.

The NAMEADSMO i.L. Financial Statements are approved and certified by the Liquidator and the Financial Controller respectively to the best of their knowledge and according to the applicable accounting standards to give a true and fair view, in all material respect, of the assets, liabilities, financial position and financial performance of NAMEADSMO i.L. and to be in accordance with the books and records maintained.



Nils Kusserow
Liquidator

MAR 30 2022



Mandy Geyer
Financial Controller (acting)

MAR 30 2022

Annex I – Budget Execution

The Budget Execution Statement (BES) for the current reporting period 01 January 2021 through 31 December 2021 is presented on the accrual basis of accounting. For transparency purposes, both the Operational and the Administrative Budgets are shown.

“Accrual Basis” provides full visibility of revenues and expenses recorded in the period when they are earned, irrespective of the actual cash flows (according to NAF).

The funds shown for the Operational Budget 2021 reflect the maximum amount that is being authorized to be committed and spent.

The funds shown for the Administrative Budget 2021 reflect only the current year authorizations. Remaining funds are available for future years until dissolution.

Statement of Budget Execution as at 31 December 2021

Equivalent USD	Original estimated budget for 2021	Special Carry Forward 2020/2021	Special Carry Forward Adjustment 2020/2021	Final budget 2021/ Appropriations	Commitments	2021 Expenses	Special CFw for Uncommitted Appropriations 2021 - 2022	CFw for Committed Appropriations 2021 - 2022	Lapses
Budget 2021 Operational									
Chapter 3	595	-	-	595	581	581	-	-	14
Total FY 2021	595	-	-	595	581	581	-	-	14
Budget 2021 Administrative									
Chapter 1 Personnel	741,100	-	-	741,100	529,795	529,795	-	-	211,305
Chapter 2 Admin/Svcs	224,500	-	-	224,500	62,042	62,042	-	-	162,458
Chapter 4 Investments	29,000	-	-	29,000	583	583	-	-	28,417
Total FY 2021	994,600	-	-	994,600	592,420	592,420	-	-	402,180
Budget 2021 Operational									
Total FY 2021	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Budget 2020 Administrative									
Total FY 2020	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Budget 2019 Operational									
Total FY 2019	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Budget 2019 Administrative									
Total FY 2019	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Budget 2018 Operational									
Chapter 3	-	1,615,053		1,615,053	200,000	200,000	1,415,053	-	-
Total FY 2018	-	1,615,053	-	1,615,053	200,000	200,000	1,415,053	-	-
Budget 2018 Administrative									
Total FY 2018	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Total Operational	595	1,615,053	-	1,615,648	200,581	200,581	1,415,053	-	14
Total Administrative	994,600	-	-	994,600	592,420	592,420	-	-	402,180
Total all Budgets	995,195	1,615,053	-	2,610,248	793,001	793,001	1,415,053	-	402,194

Explanation of Special Carry Forward, Carry Forward and Lapsed Credits/Ending Balance:

Operational Budget:

The Budget Execution Statement (BES) shows special carry forward in order to recognize the nature of funds. Special carry forward are funds of uncommitted appropriations for a clearly identified purpose.

In the BES, the total amount of special carry forward of uncommitted appropriations on 31 December 2021 for Chapter 3 (Design and Development) is EUSD 1,415,053. These funds are allocated to the prime contract with MEADS International (MI) which are not related to any active specific work to be performed but to cover the final price settlements of “cost reimbursement” contracts.

The total amount of lapses represents funds that were budgeted for other OB related expenses but not obligated.

Administrative Budget:

The lapsed credits of EUSD 402,180 are funds that were approved by the BoD for the entire Administrative Budget 2021 but were not obligated or spent by the end of 2021. EUSD 320,604 of the lapsed EUSD 402,180 were tied to the closure of the agency (which was the 31 December 2021 at the time the 2021 budget was approved) and to the issues relating to the pandemic. In detail lapses are as follows:

Amount	Explanation
31,217	Funds approved by BoD for Personnel expenses but not obligated or spent due to lower personnel costs (USD 21,150 for Consultant unspent due to less hours) - Chapter 1
158,273	Funds approved by the BoD for removal/separation expenses but not obligated or spent due to extension of Agency – Chapter 1
21,815	Funds approved by the BoD for allowances personnel is entitled to, but not requested (EDU and Home Leave) – Chapter 1
100,000	Funds approved by BoD for travel/training and associated expenses but non taken due to ongoing pandemic issues – Chapter 2
62,331	Funds approved by the BoD for Closing of the Agency but not obligated or spent due to extension of Agency – Chapter 2 and 4
28,544	Funds approved by the BoD for the management of the agency, but neither completely used or not necessary at all – Chapter 2 and 4

Budget Transfers

For the Administrative Budget, transfers of credits between budget chapters can be made after approval of the BoD. The Liquidator may authorize transfers within any chapter between items and among sub-items within an item concerning recurring expenditure and within any item concerning capital expenditure. One transfer within the Administrative Budget occurred in 2021. No budget amendment occurred.

Item	Name	Transfers within AB (Jan-Dec 2021)
Budget 803 - 3 Nations (GE/IT/US)		
1125	Complementary Insurance	(400)
1121	Expatriation Allowance	400

For the Operational Budget, transfers of credits between budget chapters and items can be made after approval by the BoD. The Liquidator may authorize transfers between sub-items within any chapter item. No transfers within the Operational Budget occurred in 2021 and no amendment to the budget took place.

Budget Execution Reconciliations

Reconciliation of expenses in the Statement of Cash Flows to the expenses in the Budget Execution Statement

	Administrative	Operational
Statement of Cash Flow - Cash paid to Contractors/ Suppliers and Employees	610,266	580
<u>Less:</u>		
Accruals 2020	(40,716)	(27,689)
<u>Plus:</u>		
Overestimated Accruals 2020	169	27,689
Accruals 2021	22,702	200,000
Variation for Expenses (avg. NATO ER vs. MoU rate)		1
BES Expenses	592,420	200,581

Reconciliation of the expenses in the Statement of Financial Performance to the expenses in the Budget Execution Statement

	Administrative	Operational
Statement of Financial Performance Expenses	\$ 592,251	\$ -
<u>Plus:</u>		
Cash paid to contractors		580
Adjustments for Euro payments at average NATO ER vs MoU Rate for - Other OB related charges		1
Adjustment for Accruals	169	200,000
BES Expenses	\$ 592,420	\$ 200,581

Annex II: Budget Calls and Receipts

The Operational and Administrative Budget contributions are called based on cash requirements and within the FMPD schedule and limits. The Operational Budget reached the contribution ceiling in 2013, the Administrative Budget reached the contribution ceiling in 2014 and as such there were no calls made in 2021 by the OotL